

Le Nicaragua souhaite la réunion urgente du Conseil de sécurité des Nations unies

LIRE PAGE 4

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,60 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,50 dir. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 20 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 240 F CFA ; Danemark, 6,60 kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 35 c. ; G.-B., 50 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1.200 L. ; Japon, 360 ¥ ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 90 esc. ; Suède, 326 F CFA ; Suisse, 1,75 fr. ; Soudan, 1,40 L. ; Yougoslavie, 65 d.

Tarif des abonnements page 2

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 659572 F
C.C.P. 4387 - 25 PARIS
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DU JOUR

L'Europe soulagée

Il n'est pas d'acquis irréversible. Cela est vrai aussi de la construction européenne. Ceux qui sont attachés à la Communauté frissonnent rétrospectivement en prenant la mesure de ce qui se serait probablement passé si M. Mitterrand avait penché du côté de ceux qui, au sein du parti socialiste, étaient favorables à la sortie du franc du système monétaire européen (S.M.E.).

Les comparaisons avec les deux sorties du franc du « serpent » monétaire sous le précédent septennat n'ont qu'une signification limitée. Compte tenu des données politiques et économiques du moment, quitter le S.M.E. aurait traduit un choix d'une portée dépassant très largement le plan monétaire. Cela aurait impliqué l'adoption de mesures commerciales de sauvegarde, qui sans être formellement incompatibles avec les règles de la Communauté sont contraires à son esprit. Surtout, la politique économique sous-jacente à un tel choix n'aurait pu qu'accroître les divergences d'évolution entre la France et ses partenaires et aggraver les risques de rupture.

Est-il excessif d'affirmer que ce qui fut en jeu ces derniers jours, c'est vingt-cinq ans de politique européenne, vingt-cinq ans de politique étrangère de la France ? Y compris peut-être ce bienfait irremplaçable qu'est l'amitié franco-allemande : il suffit de constater le ton franchement antigermanique de certains commentaires pour s'en persuader.

Bonn a perçu la gravité de l'enjeu. La politique allemande tout entière, y compris ce qui touche à la sécurité, serait remise en cause par une crise européenne due à un éloignement de la France. Aussi, depuis samedi, le gouvernement Kohl, de surcroît « choqué », dans tous les sens du terme, par les déclarations délibérément provocatrices de M. Delors, a tout fait pour parvenir à un compromis. L'arrangement conclu, qui inclut une réévaluation sensible du deutschemark, non seulement envers le franc, mais, ce qui commercialement est peut-être plus risqué, envers le florin et le franc belge, constitue de sa part un effort remarquable.

Que va entreprendre la Communauté, soulagée, pour éviter le retour de tels périls ? Il était trop tôt pour que les chefs d'Etat et de gouvernement des Dix puissent en délibérer lundi et mardi. Le renouveau ne s'imposait pas. Les Français, sans oublier leur responsabilité propre - gérer leur économie d'une façon qui soit compatible avec ce que font les voisins - présentent leurs partenaires de reconnaître avec eux qu'il existe deux conditions préalables à de nouvelles avancées européennes rendues possibles, notamment dans le domaine industriel et la technologie, si la reprise de l'économie internationale se confirme. La première est une remise à jour d'un certain nombre de règles, en particulier budgétaires, qui, vieillies, sont sources de blocages - le cas de la contribution britannique est un vrai problème qu'il ne faut pas traiter à la petite semaine - mais aussi institutionnelles. Seconde condition : en matière de politique économique extérieure, la primauté doit être donnée de façon plus franche, plus radicale, à une véritable préférence communautaire, même lorsqu'il s'agit des Etats-Unis et même si 1983 est, comme le répète sans cesse le chancelier Kohl, d'abord et surtout l'année des Pershing.

M. Mitterrand demande à M. Mauroy de faire accepter par les Français de nouvelles mesures de rigueur

Les quatorze ministres de plein exercice et le nouveau secrétaire d'Etat porte-parole du troisième gouvernement de M. Pierre Mauroy, nommé mardi 22 mars à 23 h 50 par le président de la République, se sont réunis mercredi, à 11 heures, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand (à l'exception de M. Delfraire, souffrant, retenu à Marseille). Reconstitué après-midi dans ses fonctions, M. Mauroy a exposé les orientations générales sur lesquelles le gouvernement va arrêter prochainement le plan d'accompagnement du réajustement monétaire intervenu le 21 mars. Une réunion exceptionnelle du conseil des ministres est prévue, à cet effet, vendredi 25 mars.

M. Pierre Mauroy a été autorisé à engager la responsabilité de son nouveau gouvernement sur une déclaration de politique générale, le 6 avril, à l'Assemblée nationale.

M. François Mitterrand devait commenter ces orientations mercredi soir, à 20 heures, sur les trois chaînes de télévision. Le président de la République se proposait d'inviter les Français à l'effort et de charger notamment M. Mauroy de faire accepter de nouvelles mesures de rigueur.

À un moment où la nomination des nouveaux ministres était rendue publique, M. Jean-Pierre Chevènement, qui occupait jusqu'à présent les fonctions de ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie, faisait savoir qu'il avait présenté, depuis le 2 février, sa démission en tant que chef de file du C.E.R.E.S. motivait sa décision par un désaccord portant « surtout sur les méthodes que sur la conception de l'action gouvernementale ».

Plus resserrée dans un souci d'efficacité, la nouvelle équipe conduite par M. Pierre Mauroy

se caractérise notamment par deux importantes promotions : celle de M. Jacques Delors, qui devient numéro deux dans l'ordre protocolaire et prend en charge le budget, outre ses responsabilités à l'économie et aux finances ; et celle de M. Pierre Bérégovoy, qui devient numéro trois en gardant ses fonctions de ministre des affaires sociales et de la solidarité. D'autres nominations de ministres délégués et de secrétaires d'Etat doivent intervenir avant la fin de la semaine.

La reconduction de M. Mauroy est très critiquée par l'opposition. Le président du groupe R.P.R. de l'Assemblée nationale, M. Labbé, estime notamment que cette décision « confirme une attitude méprisante à l'égard d'une moitié de la France » après le recul de la gauche aux élections municipales. M. Méhaignerie, président du C.D.S., estime qu'elle fait courir à M. Mitterrand « le risque de ne pas rétablir la confiance nationale et internationale ».

Deux hommes-clés

Dimanche dernier à Bruxelles, par un Jacques Delors interposé, M. François Mitterrand avait choisi de rester dans le système monétaire communautaire et avait opté pour l'Europe, rejetant la tentation du protectionnisme et du repli sur soi à caractère nationaliste que de nombreux ministres éprouvaient. Mardi, il a transformé l'essai et tiré les

conséquences logiques de son choix, en donnant la priorité à la rigueur, mais en soulignant et dans un contexte « raisonnable » qui sera certainement bien accueilli par nos partenaires européens, notamment les Allemands.

FRANÇOIS RENARD.
(Lire la suite page 8.)

Continuité

Que reste-t-il de l'avertissement ? Cette question a dû venir immédiatement à l'esprit de plus d'un responsable politique, y compris de la majorité, à l'annonce de la constitution d'un troisième gouvernement Mauroy. Elle trouverait sans doute une réponse mercredi soir, dans le nouvel appel à l'effort que devait lancer le président de la République. On savait que, dès le lendemain du so-

cond tour des élections municipales, et compte tenu du « sursaut » de la majorité ce jour-là, M. Mitterrand avait dit à M. Mauroy : « On continue » (le Monde du 17 mars). On savait, également, que le calendrier de la discussion monétaire avait contrarié le projet présidentiel d'agir au plus vite. Cette conjonction de difficultés, aggravée par le départ de M. Michel Joubert du gouvernement, l'attente, à nouveau, d'un remaniement, à la veille du conseil européen, ont créé une impression de confusion et entretenu l'attente de l'opinion.

JEAN-MARIE COLOMBANI.
(Lire la suite page 8.)

LES PROTESTATIONS DU CORPS MÉDICAL S'AMPLIFIENT

- Grève très suivie des internes et des chefs de clinique
- Les étudiants en médecine ont occupé le ministère de la santé

(Lire page 12.)

De Gandhi à Gandhi

Ce mercredi 23 mars sort sur les écrans français, précédé de la répétition que lui ont valu une série de flatteuses distinctions, le film de Richard Attenborough sur Gandhi. André Fontaine, qui vient pendant trois semaines de parcourir l'Inde, passe en revue dans une série de trois articles les

principaux défis auxquels s'efforce de faire face, avec des méthodes certes bien différentes mais avec une égale énergie, celle qui assume aujourd'hui l'héritage du Mahatma et qui, sans lui être le moins du monde apparentée, porte le même nom que lui.

I. - La paix aux frontières

Chaque aéroport, même le plus exigeant, a tel son salon d'honneur, réservé à toutes sortes de notables, dont une circulaire affiche la liste détaillée. Ultra-modestes ou presque luxueuses, ces « V.I.P. lounges » offrent aux ayants-droit, lorsque - cela arrive - leur avion se fait attendre, une occasion de méditer devant deux portraits souvent réunis : un vieil oiseau drapé dans une sorte de péplum, dont le regard au-dessus des lunettes cerclées d'acier est d'une perçante douceur, et un petit bout de bonne femme, plus toute jeune, dont l'œil sombre, sous la mèche blanche, ne dit qu'à moitié la détermination. Leur nom est le même : Gandhi, de même qu'est égale leur célébrité. Tous deux enfin sont des hindous, c'est-à-dire non seulement des citoyens de

De notre envoyé spécial
ANDRÉ FONTAINE

l'Inde, mais des fidèles de l'hindouisme, qui est aujourd'hui la religion de 82 % des habitants du pays. Ici s'arrête l'analogie, puisqu'il n'est, comme chacun sait, ou devrait savoir, aucun lieu de parenté. Et aussi parce qu'ils incarnent l'un et l'autre deux images de l'Inde passablement contrastées. Le « Mahatma » (littéralement : la grande âme), que ses compatriotes appellent le plus souvent, manière de lui manifester leur affectueux respect, Gandhi-jī, symbolise le triomphe de la non-violence, qui a conduit à l'indépendance de son peuple. Et en même temps son échec, puisque, avant de périr assassiné, il a

vu ce peuple se couper en deux au milieu d'un bain de sang.

« Nous l'avons tué avec un balai », disait récemment à *Newsweek* un de ses disciples, Minoo Masani, aujourd'hui rédacteur en chef d'un magazine de Bombay. « L'Inde a tourné le dos à Gandhi comme l'Occident au Christ ». Personne en tout cas, depuis qu'il n'est plus là, en Inde ou ailleurs, n'a réussi comme il l'avait fait à mettre en échec cette règle non écrite de la politique, selon laquelle il est impossible de faire une omelette sans casser des œufs. L'Indira, quant à elle, n'a pas hésité en 1971 à envoyer son armée prêter main forte aux Bengalis de l'Est, révoltés contre la cruelle férule du Pakistan. En dehors des considérations humanitaires qui appellent cette intervention - condamnée au demeurant, bloc soviétique excepté, par la quasi-totalité des membres des Nations unies - l'occasion était trop belle de mettre hors de combat un voisin redouté.

L'exemple lui venait de haut : de son père Jawaharlal Nehru, qui avait conduit quatorze mois durant, de 1947 à 1949, une guerre contre le Pakistan avec pour enjeu le Cachemire, d'où leur famille était originaire ; annexé par la force les terres du nizam de Hyderabad et de quelques rajahs de moindre fortune, qui refusaient de se joindre à l'union indienne ; établi son protectorat sur le Sikkim et sur le Bhoutan ; mis la main sur l'enclave portugaise de Goa ; croisé le fer avec la Chine à propos de territoires contestés de l'Himalaya. Le règne de son éphémère successeur, le doux Lal Bahadur Shastri, avait été de son côté marqué par une guerre dite préventive contre le Pakistan, heureusement conclue, après quelques bruits de bottes entendus du côté de Pékin, par un arbitrage soviétique.

(Lire la suite page 2.)

Salman Rushdie Les enfants de minuit

La saga baroque et burlesque d'une famille dont l'histoire se confond avec celle de l'Inde moderne. La France va découvrir un grand écrivain.



Nouveau Cabinet Cosmopolite Stock

AU JOUR LE JOUR

Maxime

On ne change pas une équipe qui gagne.

ALAIN LEBEAUCHE.

« PAULINE A LA PLAGE », UN FILM D'ERIC ROHMER

Six personnages et leur auteur

Lorsqu'il commence, avec *la Femme de l'évêque*, la série de ses « comédies et proverbes », Eric Rohmer précise que ce nouvel ensemble ne se résumerait plus, « par les thèmes et les structures, au roman mais au théâtre », à la différence de ses « contes moraux ».

Selon lui, plutôt que de noter leur histoire en la vivant, ses personnages s'occuperaient plutôt à « se mettre en scène eux-mêmes ». De *la Femme de l'évêque* à *Pauline à la plage*, en passant par le *Beau Mariage*, se démarque cependant ses propos. Rohmer a continué de filmer en écrivain qu'il est essentiellement. Il est resté le créateur et le metteur en scène de ses personnages. Dans *Pauline à la plage*, ils sont six qui, plus heureux que ceux de la pièce de Pirandello autrichien, ont trouvé leur auteur et dépendent étroitement de lui.

Rohmer a l'art de faire agir les mots, les phrases, les discours. Et il transmet cet art à ses « créatures ». Dans le jardin d'une villa normande, Marion, femme divorcée, commence à parler d'amour avec sa jeune cousine, Pauline, la fille en fleur ; elle fait ramener sa longue chevelure blonde et l'image soutient le dialogue, comme une description romanesque. Il en est ainsi pendant tout le film. Les personnages se déplacent dans un univers limité : une plage et ses environs, du côté de Granville, en fin de saison, avec des alternances de soleil et de grise pluie.

Les vacances et les conditions atmosphériques, les décors naturels, les lieux d'habitation, de distraction, ont, forcément, une influence sur les comportements. Bref, nous sommes dans un roman d'analyse « classique », où des hommes et des femmes s'épichent verbalement parce qu'ils ont tout loisir de le faire.

La France a retardé d'un mois et demi environ le début de ses tirs nucléaires en Polynésie. Le ministère de la défense confirme cette décision, mais il explique que les programmes d'armement nucléaire définis par le conseil de défense en octobre 1981 demeurent une priorité et qu'ils ne subiront aucun ralentissement dans leurs expérimentations.

Cette affirmation est contestée par de nombreux cadres du Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.), qui voient, dans la stagnation de leur budget, la suspension de certaines expérimentations en 1982 et ce nouveau retard des tirs en 1983, autant d'indices du moindre intérêt, du gouvernement, pour la modernisation de son arsenal nucléaire.

Diminution des crédits nucléaires ?

Primitivement prévus pour le fin de février, les tirs ne devraient commencer, cette année, sur l'atoll de Mururoa qu'aux environs de Pâques, soit avec un mois et demi de retard sur le calendrier arrêté à l'origine. Ce décalage devrait avoir deux effets dans l'immédiat : d'une part, obliger les ingénieurs du C.E.A. à précipiter les deux rafales de tirs prévues d'ici à la fin de l'été, en raccourcissant l'intervalle entre les deux séries à moins d'une dizaine de jours.

JACQUES ISNARD.
(Lire la suite page 14.)

JACQUES SICIER.

(Lire pages 18 et 19 dans « le Monde des arts et spectacles », un dialogue d'Eric Rohmer avec ses comédiens, par Hervé Guibert.)

Le Monde

idées

Des Gandhis par millions ?

par CHRISTIAN MELLON (*)

Non-violence

La sortie du film sur Gandhi suscite plusieurs réflexions sur la non-violence. Christian Mellon montre, l'exemple du Mahatma à l'appui, la nécessité primordiale de faire la preuve de son efficacité. Jacques Semelin expose l'essentiel d'une stratégie de la non-violence, partant de la constatation que la domination provient moins de la violence de l'oppressé que de la soumission de l'opprimé. Alphonse Royen défend l'idée d'une *Realpolitik* à opposer à la trop répandue *Realpolitik*, et Jean Toulat, constatant que les armes déclanchent les pires instincts, demande qu'on déclare en tout état de cause la guerre à la guerre.

PASSIVITÉ, non-résistance, refus du conflit : beaucoup d'idées fausses courent encore sur la non-violence. Soudainement que le film sur Gandhi contribue à les éliminer définitivement. Il y est question d'un homme qui lutte, qui résiste, qui mène tout un peuple dans un conflit aux enjeux considérables. Que tout cela ait été possible sans recourir aux armes, sans menacer même d'y recourir, n'est-ce pas un message d'espoir pour notre temps ? Un temps où des voix de plus en plus nombreuses — de l'ONU aux Églises, en passant par maints experts en stratégie — rappellent que le recours aux armes, dans la poudrière nucléaire qu'est devenu notre monde, serait suicidaire. Comment alors défendre la liberté là où elle est menacée, comment la reconquérir là où elle est bafouée ? L'épée de Damoclès nucléaire, en interdisant le conflit armé, va-t-elle interdire toute lutte de libération ?

C'est là que l'exemple de Gandhi prend toute son actualité, comme l'ont bien compris, par exemple, ces auteurs d'un samizdat que cite le dissident Boris Weil dans le dernier numéro de *l'Alternative* : « Le chemin tout tracé de la révolution populaire aujourd'hui est le voie de Gandhi et de Martin Luther King. (...) A la fin du vingtième siècle et au début du vingt et unième, la non-violence n'est plus simplement une noble idée, c'est le seul mode possible d'existence. »

Une autre logique

Seulement, voilà : du constat que les chemins de violence mènent à des impasses ou à des abîmes, on ne peut déduire automatiquement que les chemins de la non-violence ouvrent sur des horizons d'espoir. Trop d'avocats de la non-violence se contentent, pour tout argument, de souligner l'absurdité, le gaspillage et le danger effroyable de la course aux armements. Un malade condamné, sur qui on a essayé en vain tous les traitements, n'a rien à perdre, comme on dit, à en essayer un tout nouveau. Mais cela ne prouve rien quant à l'efficacité de ce nouveau traitement. La non-violence doit faire ses preuves par elle-même.

Cela demande du temps, des moyens, du travail, des recherches. Le film sur Gandhi illustre bien : le refus de la violence n'est que le premier pas de la non-violence. Il faut ensuite inventer, mettre en œuvre des moyens, des stratégies capables de créer des rapports de force. Ces moyens ont nom *désobéissance civile*, *boycottage*, *non-coopération*, *grève de la faim*. Ils obéissent à une autre logique que celle de l'affrontement armé : ils font appel à d'autres ressources humaines et sociales. Mais, au bout du compte, ils ne sauraient être soustraits à l'évaluation de leur efficacité par rapport aux objectifs visés. Un peuple qui déci-

derait de garantir ou de recouvrer sa liberté par des techniques gandhiennes ne pourrait, en cas d'échec, se consoler à l'idée que ses intentions étaient bonnes.

La plupart de ceux qui, en France, se réfèrent aujourd'hui à la non-violence l'ont compris. Rejetant les *a priori* idéologiques, dépassant les discours de dénonciation, refusant avec opiniâtreté d'être catalogués « prophètes » ou « témoins des valeurs à venir », c'est bien l'histoire qu'ils veulent rendre moins violente en y introduisant les techniques de l'action non violente. Ce pragmatisme non violent est bien dans la ligne de Gandhi, lui qui a mené une lutte non violente avec des centaines de milliers de gens qui se souciaient fort peu d'idéologie et de grands principes. Parler de Jacques de Bollardière, le général Buis écrit : « Ah ! si je pouvais croire que se lèvent dix ou trois millions de citoyens de la trempe de Bollardière, je serais tout de suite partisan de la stratégie non violente. » Admiration sincère, certes, mais mal utilisée : en mettant la barre très haut, elle permet de rejeter la non-violence pour le commun des mortels... Les centaines de milliers d'Indiens qui suivaient Gandhi étaient-ils donc tous des Gandhis ?

Le film sur Gandhi va susciter, espérons-le, quelque intérêt pour les possibilités de l'action non violente. Mais ne faussons pas le débat avant même qu'il soit engagé : évaluons des stratégies, non des intentions. Notre société est-elle tellement sûre de la validité de ses doctrines de défense pour se payer longtemps le luxe d'ignorer, de marginaliser ou de folkloriser les propositions de stratégies non violentes ?

(*) Jémitte, membre du Mouvement pour une alternative non violente.

VRAI ou faux, le militariste Père la Raison ! Qui donc fabrique les poupées Barbie pour les théâtres de boucheries ? Ne serait-ce pas un peu les bellicistes bellâtres donneurs de sang et de leçons ? Les belliqueux béats faiseurs de morale et d'anges ?

Aldous Huxley a observé trois sortes d'intelligences : l'humaine, l'animale et la militaire. Il est dans la « saine logique » de la dernière, « d'avent l'impudence des hommes », de « révoir à quelque coup de force » et de désirer « le re-mobilisation des esprits », pour citer le général Clossé (*le Monde* du 26 février). L'intelligence armée (qui se porte aussi bien en civil, étanche à la paix, hait les pacifistes. Et comme il faut bien rationaliser ses « sentiments affectifs », elle efflige les « furieux du pacifisme », « ces moutons bêlants », d'au moins trois tares inexplicables : céder à la peur (ils sont veules), sacrifier à l'utopie (ils rêvent), s'agripper à l'éthique (ils moralisent).

La peur, c'est vrai ! Et comment en faire l'économie devant la perspective raisonnable d'une guerre nucléaire suicidaire ? Pour salubre, vitale. Contre-peur. Peur de la peur de l'ennemi qui ne cesse d'être brandie. Les croque-paix ont besoin de croque-mitaines. Ils auront cette victoire pour leur colle aux visières : la peur de l'autre, la peur de l'armistice, la peur de la paix. Ils connaissent mieux les ressorts inavoués et inavouables de l'âme humaine que leurs propres (si on peut dire).

La *Realpolitik* seule nous sauvera. (Les pacifistes et les écologistes, selon le mot d'Aurelio Peccei, sont des anticorps de notre société malade.) Elle ne réclame pas sur-le-champ le désarmement unilatéral. Elle intègre le désarmement général et lutte pas à pas.

par ALPHONSE ROYEN (*)

pas pour qu'il s'opère sans tarder. Il ne s'agit pas d'offrir le cou à la Veuve rouge. Certes, le communisme (tel qu'il est) est un péril. Il est le seul et qui l'a mis au monde ? Pourquoi le braver et le fortifier ?

Les utopistes dangereux sont ceux qui refusent de voir le réel et de le changer quand il devient intolérable. La guerre a changé de nature. La pire n'est pas sûr, mais qu'il soit possible et évitable le rend déjà inadmissible. Si, outre l'angoisse de vivre vaillamment, il nous faut croire que coûte endosser l'angoisse d'à tout moment sauter, où va-t-on ? La voie du surarmement est sans issue, non finale. Quel plus insupportable à la fin de 1983 que le discours narquois de tant d'huiles ? Le raisonnement fossilisé de tant de sauteurs de la politique perdue de petits intérêts et de grands préjugés ?

Qui refuse de voir que les forces qui ont à la fois le plus et le moins d'âme ? Que sans ce sursaut d'humanité, cette insurrection de l'esprit, seule réponse réaliste, seul défi digne à la déraison normalisée, nous sommes bons pour l'après-nous-les-mouches ? Que les insurgés ne sont pas tous barbus, les évêques américains pas tous candides, les Nobel et les généraux de la paix pas tous débauchés ?

Qui refuse de voir qu'à l'est il y a du nouveau, que la paix est déjà contagieuse et qu'elle peut aider à subvertir le totalitarisme ?

Il n'est pas réaliste de lutter aujourd'hui pour l'emploi si demain il n'y a plus de demandeurs. Que sert de promouvoir la santé si on perd la vie ? Tous, pour de bon. Pour de mauvais.

(*) Ouvrier forestier, sénateur écologiste belge démissionnaire.

La voilà bien la morale ! Qui se prive de prêcher sans d'exemple ? Et si l'U.R.S.S. est l'« empire du mal », où est l'empire du bien ? Il ne l'a pas précisée, l'auteur de ce mille jugement, adversaire de l'I.V.G. et partisan du massacre, ou Salvador et ou Guatemala, des innocents qui ne votent pas.

La société humaine peut-elle vivre sans éthique appliquée, le monde survivre amoralement ? Il est juste de voir que c'est pour beaucoup le dur lot du profit sans cœur et sans partage qui l'a conduit au bord du gouffre. Il n'est pas bon de nier le péril de la collusion entre les capitaines d'industrie et les autres.

Il sied de reconnaître que le coût des armes est de plus en plus insupportable : révoltant. Qu'il condamne à la mort par la faim, bon an mal an, cinquante millions de Lézards qui ont l'extrême pudeur de crever discrètement sans nous distraire de notre crise.

Il est immoral et donc irrationnel de désespérer, le cœur palpitant, de l'humanité. Alors la jeunesse se lève, immortelle, avec des chants d'espérance pour un avenir sans haine. Pour lutter à vie contre la mort. Pour essayer la paix. Pour la première fois, pour la dernière fois, c'est elle qui nous apprend l'art de désobéir. Car l'immoralité, c'est la bêtise. Aux bêtes immondes. A la bêtise. Aux bêtes responsables à la vue basse. Aux guides aveugles qui, accompagnant le pira, s'accommodent de l'insane. Elle nous réveille. Le soleil ne se tamise pas.

Quoi de plus dérangeant pour le secte de Mars et le cerveau reptilien ? Quoi de plus noble pour les hommes ! Avant de se coucher, de se dresser. Comme les arbres.

Les croque-paix

Un incompris ?

par JACQUES SEMELIN (*)

en sont d'ailleurs la dernière illustration. Bref, on s'est défendu contre la non-violence en minimisant l'impact que Gandhi avait su lui donner.

Toutefois, celui qui se plonge dans les écrits de Gandhi n'en ressortira pas forcément avec une vision claire de la non-violence. La pensée gandhienne est parsemée d'équivoques, de naïvetés et de contradictions. Il faut prendre Gandhi pour ce qu'il est : le premier « expérimentateur social » de la non-violence qui procéda par essais et erreurs pour défricher un terrain nouveau. Il faut toujours corriger ce que Gandhi a dit par ce qu'il a fait. Et sur ce point, il s'est avéré un organisateur de la non-coopération.

Organiser la non-coopération

L'idée maîtresse, à la base de la stratégie gandhienne, est que la domination des peuples ne provient pas tant de la violence de l'oppressé que de la soumission plus ou moins forcée et volontaire des opprimés. La Botie l'avait déjà perçu en son temps dans son *Discours de la servitude volontaire*. Bien plus tard, dans un tout autre langage, Freud et Reich se penchèrent aussi sur le problème.

Le propre de Gandhi est d'avoir élaboré, à partir de ce constat, une « stratégie de libération ». Sans notre appui, écrivait-il, cent mille Européens ne pourraient même pas tenir la septième partie de nos villages. Plutôt que d'affronter l'adversaire sur le terrain de la violence — ce qu'il est le plus fort, — Gandhi jugeait plus réaliste l'organisation d'une non-coopération massive avec lui. Il percevait la puissance potentielle de rupture de trois cents millions d'Indiens en face de quelques dizaines de milliers de colons. S'il est vrai que la pensée gandhienne a une incontestable dimension éthique, elle n'en possède pas moins une certaine consistance stratégique ; d'aucuns n'ont sans doute eu trop tendance à ne voir que la première au détriment de la seconde.

On discutera la valeur et la portée d'une telle conception du combat politique. Peut-être faut-il relativiser son efficacité. En tout cas, elle conduit, à notre avis, à réévaluer la dynamique des rapports de forces dans l'histoire et, en particulier, à porter une plus grande attention au vaste champ de la « résistance civile ». Plus qu'on ne le croit généralement, la mobilisation de populations, pour autant qu'elle ne s'accompagne pas de changements de population, plusieurs fois changée le cours d'événements historiques. Rappelons seulement la résistance civile des Hon-

Une « technique nouvelle »

Surtout, le libérateur de la nation indienne s'est affirmé partisan convaincu de la non-violence. Il a voulu démontrer à la face du monde qu'il pouvait libérer son peuple au moyen des méthodes de lutte non-violente. Son combat pour l'indépendance n'était pas une fin en soi, mais le moyen de prouver la crédibilité de la non-violence, de cette « technique nouvelle », selon le mot du général Smuts, son adversaire de la première heure en Afrique du Sud. Finalement, mobilisant les masses indiennes, il parvint à l'objectif qu'il s'était fixé.

Pourtant, certains dénigrent sa victoire sur les Anglais. On fait l'éloge du fair-play britannique en oubliant la dureté de leur joug colonial et, par exemple, le massacre commis à Amritsar sur l'ordre du général Dyer (1). On dit encore que l'âme indienne est portée à la non-violence, alors que ce peuple peut être tout aussi violent que les autres, comme il l'a prouvé depuis son indépendance : les massacres en Assam

Criminelle guerre

par JEAN TOULAT (*)

ANCIENNE déportée à Ravensbrück, Germaine Tillion témoigne : « En 1945, j'ai été, comme beaucoup, à cette terrible « 85 » (les Allemands ont fait codé : « nous », nous ne le ferions pas. Aujourd'hui je suis convaincue, au contraire, qu'il n'existe pas un peuple qui soit à l'abri du désastre collectif de l'Allemagne nazie. » (1).

Des exemples contemporains ? Du génocide cambodgien à la terreur en Iran, des « lavages de cerveau » chinois aux « cures psychiatriques » de Moscou, de certaines conduites inspirées de *Mein Kampf* en Amérique latine aux massacres de Sabra et Chatila, la liste noire ferait sans doute le tour du monde.

La « pays des droits de l'homme » lui-même est-il indémuni ? Quand Veronesi écrit : « Filtré par la guerre sur le terrain, mais il l'a gagnée dans les villages, dans les cours », peut-être songe-t-il aux horreurs de notre libération, en 1944-1945 : plus de dix mille Français tués par d'autres Français. Et le 8 mai 1945, le jour même où se faisait la victoire sur le nazisme, des soldats français massacraient des centaines de musulmans à Sétif.

L'armée suivante commençait la conquête d'Indochine, dont Jules Roy dira : « Je vis les villages brûlés au napalm et dévastés sous les bombes... J'ai entendu les cris poussés dans la nuit par les hommes que torturaient les officiers, des services spéciaux... Puis ce fut la guerre d'Algérie, dont certains faits sont trop facilement oubliés, voire niés. En mars 1957, à Clichy, Larza du Vasto et le docteur Purodi jetaient contre la torture les bêtes, tandis qu'un tract évoquait : « Les entrées vivantes, saut la tête... Le pal électrique, le sel sur les plaies... Le courant branché sur la zone ou sur l'oreille... Les dents, les ongles, les yeux arrachés... Les Oradour se multiplient. Les chenilles des chars passent sur les habitations, parfois sur les habitants, les enfants et les mères... »

Ont-ils été sanctionnés, les auteurs de ces actes ? Certains sont revenus décorés, tandis que le général de Bollardière, qui avait dénoncé la torture, était condamné à deux mois de forteresse. Bollardière ajouta cependant, aujourd'hui : « Quand j'ai vu, en Algérie, des officiers français accomplir ce qu'avaient fait les nazis, je me suis demandé quelle aurait été mon attitude si les circonstances de ma vie avaient été différentes. Car, il le sait, les armes déclanchent au fond des cours les pires instincts. Les exactions de tous les barbares du monde doivent être stigmatisées. Mais aussi, et d'abord, cette inhumaine, cette folle, cette monstrueuse entreprise : la guerre.

(*) Prêtre, journaliste et écrivain.

(1) *Panorama* aujourd'hui, mai 1975.

la nouvelle revue de
PHILIPPE SOLLERS

L'INFINI
Littérature / Philosophie / Art / Science / Politique

EDITORIAL
Philippe Sollers, Paroisse

Norman Mailer, *Conversations*
Stéphane Mosès, *Un inédit de Franz Rosenzweig*
Franz Rosenzweig, *Le Secret formel du récit biblique*
Julia Kristeva, *Mémoire*
Alain Finkielkraut, *La Répression d'Israël*
Laurent Dispat, *Trois Filles pour Hitler*
René Girard, *Mure (non fany) images*
Marcelin Pleynet, *Shakespeare en progrès*
Pierre Guyotat, *A la suite de mon sexe*
Daniel Sibony, *La Peur*
Ph. S., *Avogem*
Jeffrey Mehlman, *Lettre*

Hiver 1983

Je désire m'abonner à L'INFINI.
Nom Prénom
Adresse
Je vous fait parvenir par C.C.P. ☐ par Chèque bancaire ☐
la somme de F.F. 195 TC (France) • F.F. 220 (étranger)
à l'ordre de : L'INFINI / DENOËL
19, rue de l'Université - 75007 Paris

denoël

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75247 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
341 F 554 F 767 F 980 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
601 F 1074 F 1547 F 2020 F

ÉTRANGER
(par messageries)
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
581 F 634 F 887 F 1140 F
D - SUISSE TUNISIE
454 F 779 F 1105 F 1430 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (ou virement) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) : les abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

ASIE

Du M

GUE BEN
Lire
LE SACRÉ
C'est
plum
écrit
l'inou
de la

« Ce li
la sympho

ROB

مكتبة القرآن

ASIE

Du Mahâtmâ Gandhi à Indira Gandhi

(Suite de la première page.)

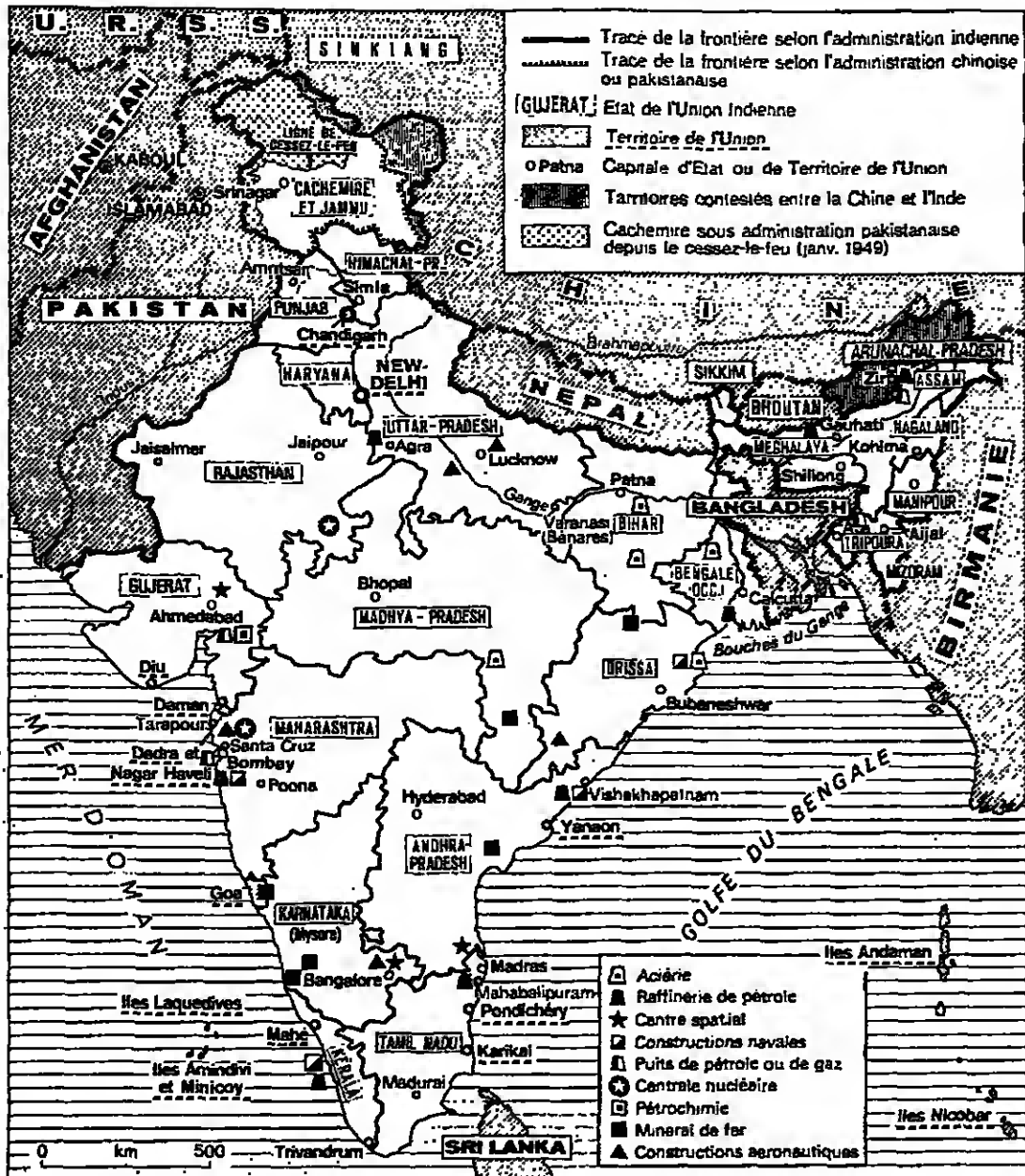
Aucune puissance n'a-t-elle jamais été bâtie autrement ? Le fait est que cette politique a, dans l'ensemble, porté ses fruits. La paix règne aujourd'hui aux frontières de l'Inde. Les relations se normalisent avec une Chine qui s'occupe surtout pour le moment de consolider son régime et son économie. Le Bangladesh n'est plus certes, si tant est qu'il l'ait jamais été, le satellite docile dont on avait sans doute rêvé, en 1971, à Delhi. Mais, en dépit de ses sympathies pour Pékin et pour Washington, en dépit aussi d'un litige persistant sur la répartition des eaux du Gange et de son islamisme affiché, les relations avec lui demeurent cordiales et le général Ershad, tout administrateur en chef de la loi martiale, qu'il soit, est un partenaire estimé.

Quant à l'ennemi héréditaire, le Pakistan, maintenant qu'il est privé de sa partie orientale, et que, depuis l'invasion de l'Afghanistan, il se trouve au contact d'une Union soviétique qui ne fait pas mystère de ses sympathies pour M^{me} Gandhi, il a de toute évidence cessé de constituer une menace. Bien que le sort du Cachemire ne soit toujours pas réglé, depuis trente-cinq ans qu'il se trouve partagé en fait, mais non en droit, en deux zones, indienne et pakistanaise, séparées par un cordon d'observateurs de l'ONU, le fait est que ce n'est plus un sujet de conversation, alors que jadis l'étranger de passage en avait les oreilles rebattues. Aujourd'hui, on se rencontre, on commerce, et Delhi se félicite de voir le régime d'Islamabad, longtemps allié des États-Unis et agent actif de leur rapprochement avec la Chine, se réclamer de plus en plus du non-alignement.

Moyennant quoi, on s'étonne tout de même un peu ici de le voir acheter aux États-Unis un gros paquet d'avions F16. Sans doute le général Zia n'est-il pas très rassuré de la présence de l'armée rouge sur ses frontières, faisons-nous remarquer au ministre des affaires étrangères de M^{me} Gandhi, M. Narasimha Rao. Dans ce cas, expliquez-moi, pourquoi ses troupes sont déployées le long, non pas de l'Afghanistan, mais de nos propres frontières. Voyez-vous, au fond, ce dont nous avons peur, c'est de la peur que nous inspirons au Pakistan. A toutes fins utiles, l'armée indienne continue donc de s'activer dans le Rajasthan, ce Far West de l'Inde, où d'immenses palais de grès rouge ou jaune, plantés sur de hauts rochers, prolongent la splendeur du temps des maharajas.

C'est là que fut essayée une bombe qui, pour être atomique, n'en était pas moins, on vous le garantit, pacifique. Aujourd'hui M^{me} Gandhi s'indigne des soupçons américains et jure sur sa tête qu'elle n'a pas, et ne veut pas avoir, d'armes nucléaires, et que, même si, comme elle le croit probable, le Pakistan devait finir par s'en doter, elle ne se détournerait pas de sa voie. Aussi bien fait-elle inlassablement campagne pour le désarmement, ou au moins le gel nucléaire, et pour l'établissement de zones de paix, notamment dans l'Océan Indien.

Elle joint désormais le geste à la parole : ne vient-elle pas de se faire décorer un brevet de pacifisme par l'Institut royal des études stratégiques de Londres, qui, avec un rapport des dépenses militaires au pro-



duit national brut de 3,4 %, classe l'Inde en trente-troisième position, loin derrière Israël (23,2 %), l'U.R.S.S. (12 à 14 %), les États-Unis (5,5 %) et la plupart des pays d'Asie. Et si l'on divise ces dépenses par le nombre d'Indiens, on atteint 8 dollars par tête, ce qui est le chiffre le plus bas du monde.

Les Américains, ayant longtemps pris fait et cause pour les adversaires naturels de l'Inde - le Pakistan et la Chine - Indira était non moins naturellement portée, à l'exemple de son père, à s'appuyer sur le Kremlin, lui-même ravi de trouver dans cette région un contre-poids aux ambitions de ses rivaux. Aujourd'hui encore, Youri Andropov place l'Inde tout à fait en tête des pays amis, et s'apprête à lui réserver sa première visite à une nation libre. Si son territoire jouait celui de l'U.R.S.S., s'il dépendait pour sa subsistance quotidienne du bon vouloir du Kremlin, le gouvernement de Delhi jugerait peut-être cette protection encombrante. Même s'il se montre, en public, singulièrement compréhensif, il n'a pas dû être très enthousiasmé, en attendant de voir l'armée rouge arriver, avec l'invasion de l'Afghanistan, à une étape du tour du Pakistan cycliste de sa frontière occidentale. Reste que, pour le moment, Moscou ne se mêle guère des affaires intérieures in-

diennes et que les divers partis communistes dont tant d'observateurs croyaient l'avènement rapidement inévitable dans un pays aussi désheuré sont à peu près partout sur le recul.

Une démocratie véritable

Une fois qu'on a tout dit de l'Inde, il reste qu'elle demeure la plus grande démocratie du monde, qu'on y vote à chaque instant, et qu'il y a toujours quelque Etat de l'Union pour avoir à sa tête un chef ministériel (chief minister) plus ou moins en bégaiement avec le pouvoir central. La radio ne brille pas par son indépendance, et l'on peut en dire autant d'une télévision encore dans l'enfance. Mais la presse écrite, nombreuse et de qualité, jouit d'une liberté totale, que la plupart des pays du tiers-monde pourraient lui envier.

C'est assez pour que des gouvernements qui seraient portés à juger un peu excessive la complaisance diplomatique de M^{me} Gandhi à l'égard de l'U.R.S.S. ne lui en veulent pas trop de sacrifier ainsi à la raison d'Etat et se félicitent de voir dans la tout récente rapatriement à Delhi, après trois ans de présidence curieuse du mouvement des non-alignés, le signe d'un certain désalignement. Ainsi bien l'Inde est-elle toujours membre du Commonwealth, et la très conservatrice Margaret Thatcher ne fait-elle pas mystère de l'estime qu'elle éprouve pour une femme dont il lui faut bien admettre, au-delà des divergences idéologiques, qu'elle est de la même trempe qu'elle.

De même M^{me} Gandhi n'a-t-elle lieu que de se louer aujourd'hui de ses relations avec la France. Alors qu'elles étaient bien tenues du temps du général de Gaulle, lequel avait tendance à ranger une fois pour toutes la patrie de Nehru dans la sphère d'influence anglaise, elles se sont nettement développées sous Valéry Giscard d'Estaing, qui s'y est rendu plusieurs fois. Quant à François Mitterrand, qui cherche à réduire l'espace où s'affrontent les blocs, il est déterminé à soutenir le non-alignement de l'Inde, celle-ci étant destinée dans son esprit, au même titre que l'Algérie et le Mexique, à constituer l'un des piliers de sa politique à l'égard du tiers-monde. D'où la livraison étalée dans le temps de 150 Mirage 2000 et celle, qui n'a fait couler beaucoup d'encre, d'uranium enrichi pour la centrale nucléaire de Tarapur.

Ce dernier contrat donne aux Indiens le moyen de fabriquer, s'ils le désirent, du plutonium. Et chacun sait ce que l'on peut faire avec du

plutonium. Or les mesures de contrôle que Delhi a acceptées ne concernent que la centrale de Tarapur elle-même, et ne valent que jusqu'à 1993. Autant dire que Paris est allé assez loin pour ménager l'amour-propre d'un pays qui n'a refusé de signer le traité de non-prolifération (TNP), nous a dit M^{me} Gandhi, qu'en raison de son caractère discriminatoire à l'égard des pays non membres du club nucléaire. Moyennant quoi, ces livraisons sont effectuées avec l'accord des États-Unis, qui ne peuvent y procéder eux-mêmes, leur législation leur interdisant de vendre des combustibles nucléaires aux pays qui n'ont pas adhéré au T.N.P. Ils souhaitent de surcroît ne pas faire trop de peine à des amis comme les Pakistanais et les Chinois, qui n'ont que trop tendance, ces temps-ci, à bruler dans le manche.

Le feu vert ainsi donné à Paris est significatif de la nette détente intervenue, depuis que Ronald Reagan est à la Maison Blanche, dans les rapports indo-américains. Certes, les États-Unis sont trop riches, trop puissants, trop attachés à la défense des Indes, pour que la jalousie de ceux qui appartiennent à ce sous-continent indien ou à l'économie sudiste Guinar Myrdal voyait à juste titre - le plus grand conglomérat d'Indiens du monde - il est de fait cependant que ces rapports ont perdu le caractère passionnel qu'ils revêtaient au temps de Richard Nixon, pour qui la fille de Nehru, dont les allures aristocratiques l'exaspéraient, était vraiment l'abomination de la désolation.

Le règne de M^{me} Gandhi a commencé en 1966. Elle n'a connu depuis lors que trois ans d'éclipse, le temps pour son éphémère successeur, l'octogénaire Morarji Dessai, de faire la preuve qu'il ne suffit pas de filer le rouet et de boire chaque matin son pipi pour être capable de gouverner un aussi vaste pays. Lorsqu'elle fait aujourd'hui le bilan de ces quatorze années passées au pouvoir, elle a lieu, concernant la position de l'Inde dans le monde, d'être satisfaite : elle est en bons rapports avec les Grands, et le sommet des non-alignés l'a portée en triomphe. Enfin et surtout, comme on l'a dit, la paix règne à ses frontières. Il n'en va pas tout à fait de même, malheureusement, à l'intérieur.

ANDRÉ FONTAINE.

Prochain article :

TOUJOURS RATTRAPER DES MAILLES

SELON PEKIN

La deuxième série des consultations sino-soviétiques n'a pas apporté de « développements nouveaux »

De notre correspondant

Pékin. - La deuxième série des consultations sino-soviétiques, qui s'est tenue ce mois-ci à Moscou, ne paraît pas, du point de vue chinois, avoir permis d'éliminer les obstacles qui se dressent sur la voie de la normalisation. A son retour d'U.R.S.S., mardi 22 mars, M. Qian Qichen, le vice-ministre des affaires étrangères qui dirigeait la délégation chinoise, a déclaré que ceux-ci n'avaient pas donné lieu à des « développements nouveaux ». Très souriant, il a ajouté que les conversations s'étaient déroulées dans une atmosphère de « franchise et de calme ». Le vice-ministre a précisé que les consultations avaient duré du 1^{er} mars au 15 mars et que les délégations s'étaient rencontrées à cinq reprises.

Interrogé au sujet de son entrevue avec M. Gromyko, à la veille de son départ de Moscou, M. Qian s'est contenté d'en préciser la durée - soixante-dix minutes - indiquant qu'elle avait permis « un échange de vues sur les moyens de lever les obstacles sur la voie de la normalisation entre les deux pays ». La troisième série des conversations aura lieu à Pékin à une date qui n'a pas été précisée.

A la fin de la semaine dernière, un responsable chinois, conseiller auprès du département international du comité central, avait révélé à des socialistes japonais que les soviétiques avaient soumis à la délégation chinoise un projet d'accord de non-agression mutuelle assorti de mesures de confiance militaires à la frontière (Mongolie exceptée). Le fait que M. Qian Qichen n'ait pas considéré qu'il s'agit là d'un « développement nouveau » tend à confirmer le peu d'intérêt des Chinois pour une proposition qui n'a pas, effectivement, le mérite de l'indépendance.

Durcissement à Moscou ?

En fait, la Chine continue de porter son effort diplomatique vers la situation dans le Sud-Est asiatique. Après un temps de réflexion, elle a condamné, mardi, la dernière suggestion de Hanoï d'un dialogue entre le Vietnam et le Laos d'une part, les pays de l'ASEAN (Thaïlande, Singapour, Philippines, Malaisie, Indonésie) d'autre part. Cette idée, dont l'originalité consistait à mettre entre parenthèses toute représentation cambodgienne, a été qualifiée de « vieille camelote » et de « manœuvre politique » par un porte-parole

du ministère chinois des affaires étrangères.

L'U.R.S.S., de son côté, ne paraît pas disposée, pour le moment, à imposer des concessions à son allié vietnamien ou à sacrifier des positions stratégiques en Indochine, dont la contre-partie serait une hypothétique et incertaine normalisation avec la Chine. Le sentiment prévaut même ici, chez certains observateurs diplomatiques, que Moscou, après un flottement, voire certaines ouvertures consécutives à l'arrivée au pouvoir de M. Andropov, aurait depuis lors durci de nouveau sa position. Un durcissement qui serait général, estime-t-on ici, et viserait aussi bien les États-Unis et l'Europe occidentale que le Proche-Orient, l'Afghanistan et la Chine.

D'une certaine façon, la diplomatie américaine ne facilite pas une évolution trop spectaculaire des relations sino-soviétiques, en ne cédant rien d'important, pour le moment, sur la question des ventes d'armes à Taiwan. Washington, contrairement à une opinion communément admise, freine un rapprochement trop rapide de Pékin avec Moscou. Soucieux de ne pas donner l'impression à leurs amis de pratiquer une fois de plus la diplomatie du pendule, les Chinois sont tenus à une certaine prudence dans leurs mouvements. D'où la stratégie d'amélioration graduelle des relations qu'ils ont adoptée dans leur négociation avec les soviétiques.

Il n'en reste pas moins qu'en faisant mine de ne pas tenir compte des sentiments chinois à propos de Taiwan, les Américains prennent le risque de se créer des problèmes sérieux dans un avenir plus lointain. A cet égard, le ministère chinois des affaires étrangères a confirmé, mardi, que Pékin avait fait récemment des « représentations » auprès du gouvernement des États-Unis à la suite de l'annonce faite à Washington d'une augmentation du montant prévu des ventes d'armes américaines à Taiwan pour les années fiscales 1983 et 1984. (Le Monde daté 20-21 mars). On voit mal comment Pékin aurait pu ne pas réagir à une telle décision qui, vue d'ici, paraît quelque peu inconséquente, dans la mesure où le communiqué conjoint sino-américain d'août 1982 prévoyait au contraire une diminution progressive de ces ventes.

MANUEL LUCBERT.

AFRIQUE

Maurice

La démission de onze ministres témoigne de l'ampleur de la crise de la coalition de gauche

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. - La gauche mauricienne vit sa deuxième crise gouvernementale en neuf mois de pouvoir. Onze ministres ont donné leur démission mardi 22 mars, parmi lesquels figurent MM. Paul Berenger (Finances), et Jean-Paul de l'Estrac (Affaires étrangères). Neuf démissions sur onze appartiennent au Mouvement militant mauricien (M.M.M.), majoritaire au Parlement. Les deux autres, membres du parti socialiste mauricien (P.S.M.) ont toujours été très proches de M.M.M. Le premier ministre, M. Jugnauth, se retrouve avec un « cabinet-croupion » de six membres. La démission de la majorité des ministres de son parti le place dans une situation intenable.

Cette crise témoigne de la persistance des dissensions qui n'ont cessé d'ébranler, depuis sa formation, la coalition de gauche formée après les élections triomphales de juin 1982 entre le M.M.M., conduit par M. Berenger, et le P.S.M., dirigé par M. Harish Boodhoo, vice-ministre et « numéro deux » du régime. La cohabitation entre les deux partis n'a jamais été facile. Elle est à l'évidence compliquée par une rivalité personnelle entre les deux hommes.

L'origine de la crise remonte à deux semaines. A l'occasion du quinzième anniversaire de l'indépendance, la radio mauricienne diffusa pendant plusieurs jours l'hymne national en langue créole en précisant qu'il s'agissait de la « langue nationale ». L'initiative vint du ministre des arts et de la culture, qui avait suivi, semble-t-il, les consignes de son chef de file, M. Berenger. Or, si le créole est la langue communément parlée à Maurice et comprise par tous, l'anglais est la seule langue officielle.

M. Boodhoo dénonça cette « ingérence inadmissible » dans les affaires de la radio et demanda au

chef du gouvernement de désavouer les deux ministres coupables, ce qu'il vient de faire avec deux semaines de retard en limogeant le directeur de la radio. D'où la démission collective annoncée mardi. Issu de la communauté des petits planteurs de sucre hindou - qui parlent dans la vie quotidienne un patois d'hindi et de créole - M. Boodhoo a pu ressentir la promotion du créole comme une provocation.

Pourtant, cette affaire largement symbolique dissimule mal des conflits plus profonds. Les deux partis s'opposent sur la stratégie économique du gouvernement. Depuis des mois, M. Berenger négocie avec le F.M.I. et la Banque mondiale les conditions d'un prêt de crédits à l'île Maurice. Au nom du réalisme, il prône l'adoption d'un plan d'austérité, conforme aux conseils du F.M.I. Celui-ci estime que l'aide au secteur privé est le seul moyen de créer des emplois. Il souhaite enfin de relancer les investissements (allègement des charges qui pèsent sur l'industrie sucrière. Dans cet esprit, le gouvernement accorda une réduction substantielle de certaines taxes représentant 57 millions de roupies.

Le PSM a critiqué ce « cadeau » aux sucriers. Le M.M.M. l'a accusé en retour, de sombrer dans la démagogie et de rompre la solidarité gouvernementale. En octobre dernier, M. Berenger avait déjà donné sa démission pour imposer au P.S.M. une politique de rigueur, puis avait réintégré le cabinet après avoir obtenu gain de cause. Le M.M.M. dispose au Parlement de 42 sièges contre 18 pour le P.S.M. En décembre, le M.M.M., avait brillamment remporté les élections municipales en enlevant 115 des 126 sièges à pourvoir. Le P.S.M. n'avait présenté aucun candidat.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

GUILLAIN DE BENOUVILLE

Lire aujourd'hui
LE SACRIFICE DU MATIN
c'est redécouvrir sous la plume d'un très grand écrivain français, l'inoubliable combat de la Résistance.

« Ce livre héroïque est la symphonie de la Résistance »
FRANÇOIS MAURIAC

ROBERT LAFFONT

هكرام النحل

ASIE

A Bangkok

La crise cambodgienne sera au centre des discussions entre la C.E.E. et l'ASEAN

Bangkok. — La quatrième conférence des ministres des affaires étrangères de la Communauté économique européenne (C.E.E.) et de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN), qui regroupe l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande, doit se réunir les jeudi 24 et vendredi 25 mars dans la capitale thaïlandaise. Elle évoquera sans aucun doute la question indochinoise. La Thaïlande, pays hôte, voudrait obtenir des membres de la C.E.E. une réaffirmation sans équivoque et plus ferme que jamais de leur soutien aux résolutions des Nations unies sur le Cambodge et, partant, une prise en compte plus effective de l'existence du gouvernement de coalition présidé par le prince Sihanouk, ainsi que le renouvellement de l'assurance d'un « gel » de toute aide économique au Vietnam aussi longtemps que celui-ci maintiendra ses troupes au Cambodge.

Les membres de la C.E.E. souhaitent, pour leur part, élargir le cadre de leurs discussions avec les pays de l'ASEAN aux grandes préoccupations politiques de l'heure : Afghanistan, relations Est-Ouest, désarmement. Ils ne sont pas unanimes à vouloir cautionner trop précieusement un schéma de règlement du problème cambodgien dont certains, notamment la France, commencent à mettre en doute le réalisme. A cet égard, l'ASEAN a pris acte avec inquiétude de l'arrivée au pouvoir en Australie d'un gouvernement travailliste favorable à la reprise de l'aide économique à Hanoi.

Un dialogue est-il néanmoins en train de s'amorcer entre l'ASEAN et les Etats indochinois ? M. Ghazali Shafie, ministre malaisien des affaires étrangères, a qualifié de

De notre correspondant en Asie du Sud-Est

« pas en avant » la proposition que lui aurait faite, lors du sommet des pays non alignés à New-Delhi, M. Nguyen Co Thach, son collègue vietnamien, de réunir une conférence régionale pour discuter de tout, y compris du retrait des troupes de Hanoi du Cambodge, hors la présence des représentants du régime de Phnom-Penh. Même M. Rajaratnam, vice-premier ministre de Singapour, d'ordinaire si prompt à dénoncer les supercheries de ses adversaires communistes, s'est félicité de ce « pas positif ».

Pour sa part, M. Thach a démenti être l'auteur de ces propositions, dont il a attribué la paternité à M. Ghazali, mais qu'il a promis d'« étudier avec sérieux ». « La seule condition à l'ouverture d'un dialogue », a-t-il précisé, « est qu'il n'y ait aucune » — il n'y a o priori rien de très nouveau dans la position du Vietnam. Celui-ci s'est toujours dit prêt à aborder, au cours d'une conférence régionale, toutes les questions liées à la paix, à l'indépendance et à la sécurité en Asie du Sud-Est et décidé, pour ne pas compromettre la réunion d'une telle conférence, à rechercher au problème de la représentation du Cambodge à une « solution acceptable ».

« Sur la base du marxisme-léninisme »

Si le gouvernement de Phnom-Penh peut être tenu à l'écart de conversations dites exploratoires, on voit mal qu'il puisse le demeurer si les discussions prenaient un tour

plus officiel. M. Hun Sen, chef de la diplomatie khmère, vient, à dessein, de le rappeler : « Nous continuerons de combattre énergiquement pour obtenir le droit d'être représentés dans toutes les organisations internationales ». Il est clair, en outre, aux yeux de Hanoi, que la situation politique au Cambodge ne peut figurer à l'ordre du jour d'une conférence régionale. Lors du récent sommet de Viêtiane, les trois pays indochinois s'étaient engagés à « renforcer leur solidarité » et leur « coopération sur la base du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien ».

En tout cas, cette annonce de dialogue a divisé l'ASEAN. La Thaïlande a confirmé son soutien aux résolutions des Nations unies, qui demandent le retrait total des troupes de Hanoi du Cambodge et l'autodétermination du peuple khmère. L'Indonésie et les Philippines ont indiqué qu'il était hors de question d'inscrire l'avenir de l'ancienne colonie portugaise de Timor-Orientale pour l'une et la présence de bases américaines sur leur territoire pour les autres, à l'ordre du jour d'une éventuelle conférence régionale. Il reste à savoir qui, dans cette affaire, de la Malaisie, de Singapour ou du Vietnam a voulu jouer au plus fin.

Toujours est-il que, au vu de ces réactions, la Malaisie et Singapour viennent de faire marche arrière et ont démenti s'être formellement engagés à ouvrir des discussions avec Hanoi. Ces deux pays se sont de nouveau retranchés derrière leur « ligne de défense traditionnelle » : c'est-à-dire la réunion d'une conférence internationale sur le Cambodge.

JACQUES DE BARRIN.

EUROPE

Grèce

La mise en application des réformes de l'armée provoque un malaise chez de nombreux officiers

De notre correspondant

Athènes. — L'assassinat de M. Athanassiades, éditeur du quotidien *Vradyni*, a pesé sur les fêtes orthodoxes de dimanche du Carnaval et du lundi de la Purification (le *Monday* du 22 mars). Seule l'arrestation du meurtrier pourrait dissiper le malaise sur la nature du crime. Or les Grecs savent que les assassins du conseiller d'ambassade américain, Richard Welch, en décembre 1975, et ceux des commissaires de police, E. Mallos, en décembre 1976, P. Bebelis, en janvier 1980, et P. Petro, en janvier 1981, n'ont jamais été retrouvés, pas plus que les auteurs des attentats qui détruisirent plusieurs grands magasins athéniens en 1980 et 1981, ou ceux des incendies criminels de forêts.

Le malaise se trouve entretenu par le manifeste envoyé à la presse par une organisation antimilitariste qui revendique ce meurtre et le relie à certaines prohibitions présumées des chefs militaires : agitation dans les casernes, vague de suicides de jeunes recrues, actes d'insubordination, entre autres.

Le 13 mars, à Larissa, en Thessalie, le premier ministre, M. Papandréou, a rendu hommage aux forces armées qui tiennent un carrefour terrestre, aérien et maritime d'importance mondiale.

L'armée de terre s'articule en fonction d'un terrain très accidenté et du peu d'espace de manœuvres aux frontières avec la Bulgarie et la Turquie. Forte de cent cinquante mille hommes et d'un million de chars, elle est adaptée aux particularités géographiques. Les divisions d'infanterie sont réparties à la lisière des montagnes, les brigades mécanisées déployées aux combats dans les couloirs d'invasion. Des forces spéciales sont préparées aux assauts

amphibies ou aéroportés, et aux actions ponctuelles de commandos. L'armée de l'air défend un espace aérien qui va de l'Adriatique à l'Asie mineure en longeant la sud des Balkans. La marine opère entre l'Adriatique et l'archipel grec de l'Égée, zone cruciale pour l'OTAN et les Occidentaux. Sur ce front maritime, où s'échangent les îles, où se découpent des myriades de criques et de petites baies, les unités navales doivent remplir des missions très diversifiées.

Les forces armées grecques n'ont rien à envier professionnellement à celles des autres pays occidentaux. Sur le plan politique, le corps des officiers (armée de terre, 9 000 ; armée de l'air, 3 800 ; marine de guerre, 2 700) pose parfois des problèmes. Les échelles de sept années de dictature n'ont pas encore été totalement éliminées et les officiers d'échappée pas aux contradictions et aux antagonismes propres à la société grecque.

La forme et le fond

La plupart d'entre eux ne sont pas issus des classes privilégiées. Ayant le sentiment d'appartenir aux forces vives de la nation, les officiers se refusent à jouer un rôle de « veilleur de nuit » ou à être considérés comme des prétextes. Ils sont pris dans la rapidité des évolutions, des adaptations aux nouvelles réalités. Mais l'approche des problèmes donne parfois lieu à des malentendus.

C'est le cas, par exemple, avec la politique de démocratisation des forces armées du gouvernement. Si M. Papandréou a réconcilié le peuple avec son armée, la mise en appli-

cation des réformes perturbe bien des officiers. La précipitation et le dogmatisme de ceux qui veulent « tout et tout de suite » compliquent la situation. Les réformes relèvent beaucoup plus d'une méthodologie discutable que de divergences sur le fond. Les réformes en cours ou proposées accentuent les clivages. Il existe des noyaux d'officiers plus ou moins d'extrême droite, qui se heurtent parfois les uns aux autres mais se retrouvent sur une plate-forme : une certaine forme d'anticapitalisme se joint à un anticommunisme viscéral et à une méfiance chronique à l'égard des hommes politiques. Ils ne pardonnent pas à la droite bourgeoise et libérale les coupes sévères pratiquées dans les forces armées après le rétablissement de la démocratie en 1974. Ils dénoncent un pardon des offenses exercé uniquement vers l'extrême gauche, et qui ne s'étend pas aux colonels « détenus dans la prison de Karaidakou ».

Un autre groupe, peu important, est formé d'officiers traditionalistes fidèles à la démocratie coronée, mais loyaliste. Ce groupe est pratiquement insignifiant par rapport aux officiers qui, se voulant anticomunisme, se tiennent à l'écart de la politique.

Reste la tendance remontant au début de ce siècle qui a toujours animé des officiers résolument républicains. Les officiers sensibles aux options de la gauche sont nombreux dans l'armée de l'air. Les Grecs attachent d'autant plus d'importance à leurs forces armées qu'ils savent par expérience que, dans ce pays, les luttes politiques se livrent jamais sans que les militaires déclenchent l'issue de leurs moments les plus critiques.

MARC MARCEAU.

Pologne

Les autorités gouvernementales et le primat font appel à la « paix sociale »

Présentant, mardi 22 mars, devant la Diète, un rapport sur « l'état de la sécurité dans le pays », le ministre de l'Intérieur polonais, le général Czesław Kiszczak, a dénoncé les « calculs subversifs et antipolonois » des militants clandestins de Solidarité, qui viseraient notamment à compromettre la visite du pape. « Les autorités », a-t-il dit à ce propos, « feront tout pour faire avorter ce calcul (...) et compter sur une action appropriée de la part de l'Eglise ».

Dès la semaine dernière, le cardinal Glemp avait pour sa part, dans un entrefaite qui doit paraître vendredi l'hebdomadaire catholique *Polonia*, demandé à ses compatriotes, que « soit établie la paix sociale » à l'occasion de cette visite pontificale. « En ce moment, des manifestations et des protestations », a-t-il déclaré, « menacent l'atmosphère d'attente. Il ne s'agit pas d'initiatives artificielles qui n'auraient pas l'approbation du peuple. Selon le primat, des difficultés pourraient encore faire obstacle au voyage de Jean-Paul II, suscitées soit par des groupes qui à l'étranger « violent d'un mauvais œil » cette visite, soit par la « vieille structure du parti », soit encore « peut-être même par l'opposition, au sein de laquelle certains pourraient considérer cette visite comme un soutien apporté au gouvernement ».

Reposant les critiques de ceux des militants syndicaux qui lui reprochent de traiter le régime comme un « pouvoir normal », et non comme une dictature, le cardinal a rétorqué : « L'essence de garder une attitude réaliste : je traite M. Jaruzelski tel qu'il est, rien de plus, rien de moins. Interrogé enfin sur l'organisation clandestine du syndicat dissous, il a estimé que Solidarité ne constituait pas aujourd'hui « une réalité unitaire ». « Chaque groupe peut exprimer ses sentiments sur la situation polonoise, mais, a-t-il ajouté, un mouvement clandestin qui a pour programme de combattre le pouvoir de front me semble en dehors de la réalité ».

Un bilan de victoire

Dans son rapport devant la Diète, le ministre de l'Intérieur avait jugé, lui, que « les activités clandestines sont à la fois sans signification, sans aucune chance de succès et absolument insensées ». Affirmant que les principales structures de

l'opposition avaient été « forcées de se désintégrer » et que les autres « étaient en train de s'écrouler graduellement », il a dressé un bilan de victoire des activités de ses services, en faisant état de sept cents « groupes illégaux » démantelés, douze stations de radio clandestines fermées, mille trois cent dix matériels d'imprimerie saisis, six cent trente personnes placées en état d'arrestation pour avoir participé à des manifestations et six mille huit cents autres condamnées pour les mêmes délits par les tribunaux de simple police.

Accusant les « forces réactionnaires occidentales » d'« entraver la normalisation », en soutenant l'opposition et « en encourageant le sentiment de pessimisme et d'impasse », le ministre a cependant déclaré que « le front du refus n'a pas désarmé ». « Notre devoir suprême est de contrebalancer les activités hostiles dirigées contre l'Etat socialiste, et nous allons continuer à le remplir avec un plein esprit de suite », a-t-il en conséquence affirmé. Il a dénoncé les projets qui auraient l'opposition de préparer une grève générale et d'organiser des manifestations durant les premiers jours de mai. « Il n'y aura pas de place dans notre pays pour le terrorisme et le sabotage », a-t-il dit, tout en ajoutant que le pouvoir n'était « pas partisan de résoudre les questions difficiles par la force », que les Polonais qui se trouvaient à l'étranger pouvaient rentrer sans crainte dans leur pays et que tous les condamnés qui se repentiraient de leurs erreurs auraient la possibilité de « revenir à une vie normale ».

Du mal pour payer la rançon de Ladislav Lis

Le Comité d'Action pour la défense des libertés en Tchécoslovaquie organise le jeudi 24 mars à 18 h 30 un rassemblement de protestation devant l'ambassade de Tchécoslovaquie (Rassemblement à l'angle de l'avenue Charles-Floquet et de l'avenue du Docteur-Brouardel). M. Lis est inculpé d'acte « criminel de rébellion » car il est porte-parole de la Charte 77. Après son arrestation le 5 janvier, on lui a reproché aussi la possession de « deux sacs d'épis de maïs » (d'une valeur de 30 F) qui, selon le procès verbal, devaient servir à l'alimentation des animaux domestiques. Pour payer sa rançon, les manifestants sont prêts de se munir de petits sacs de maïs.

Turquie

PROTESTATION D'UNIVERSITAIRES FRANÇAIS CONTRE L'ÉPURATION DES UNIVERSITÉS

Cent quatre-vingt-dix universitaires et chercheurs français demandent l'arrêt immédiat des mesures de répression et de militarisation qui frappent les universités de Turquie (1).

Dans ce texte, notamment signé par les professeurs François Jacob (prix Nobel de médecine 1965), Gilles Delcuze, Michel Foucault, Edmond Joue, Philippe Langlois, Alexandre Minkovski, Pierre Vidal-Naquet, J.-P. Vernant, Maxime Rodinson, ces universitaires dénoncent le licenciement, selon eux, de plus de deux cents enseignants. « Pour la plupart des assistants aux maîtres-assistants » intervenus depuis novembre dernier, parallèlement à la disparition de l'autonomie des universités.

(1) Les personnes désirant s'associer à cette protestation peuvent envoyer leur signature à Robert Verdier, commission « Questions internationales », L.D.H., 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris.

Hongrie

UNE « MAFIA » TRAFIQUAIT LES MATCHES DE FOOTBALL

Budapest (A.F.P.). — La Hongrie, après l'Italie, est secouée par un énorme scandale du *Toto* (pari sur les matches de football) dans lequel seraient impliqués plus de deux cent soixante joueurs et au moins trois arbitres.

Selon les informations divulguées par la presse et la télévision hongroise, une véritable « mafia » s'est créée l'été dernier et a empoché quelque 22 millions de forints (4,4 millions de francs) pour 2 millions de forints investis.

Les tricheurs avaient choisi de parier sur les matches de la Coupe d'été, compétition saisonnière sans importance particulière dans laquelle sont engagés notamment des équipes de deuxième division. Des membres de l'organisation avaient alors contacté dans tout le pays des joueurs, des entraîneurs et des arbitres.

Le pot aux roses a été découvert après une enquête menée à la demande de la direction du *Toto*, intriguée par le nombre inhabituel de gagnants et leur concentration sur les mêmes bureaux de jeu.

AMÉRIQUES

Guatemala

LE GOUVERNEMENT DÉCRÈTE UNE AMNISTIE DE TRENTÉ JOURS ET LÈVE L'ÉTAT DE SIÈGE

Guatemala (A.F.P. Reuters). — Le gouvernement du Guatemala a décidé le lever mardi 22 mars l'état de siège, en vigueur depuis un an dans le pays après le coup d'Etat qui a porté le général Rio Montt au pouvoir.

D'autre part, la journée du mercredi 23 mars a été décrétée « jour de la dignité nationale » en commémoration du premier anniversaire du coup d'Etat. Trois lois doivent être promulguées qui doivent permettre, selon les autorités, « un retour progressif à la vie constitutionnelle » et pour que « la population puisse s'exprimer et s'organiser librement ». Ces lois, dit-on de bonne source, donneront « une nouvelle facette » à la naissance de nouveaux partis d'importance quelconque. Cependant, les groupes politiques « auront l'obligation de veiller aux intérêts qu'ils représentent ».

Le général Rio Montt a également signé mardi un décret d'amnistie. Valable pendant trente jours, ce décret prend effet le 25 mars. Il s'agit de la seconde offre en un an faite à la guérilla pour l'inciter à déposer les armes. La première, en juin, avait été suivie du lancement d'une vigoureuse offensive des forces armées contre la guérilla. Aux termes de ce nouveau décret d'amnistie, ceux qui ont commis des délits politiques ou pris les armes contre le gouvernement doivent se présenter aux autorités judiciaires ou militaires les plus proches. Ils doivent jurer de ne plus prendre part à de telles actions et remettre leurs armes et leur matériel. Ceux qui ont procédé à des enlèvements doivent libérer leurs victimes saines et sauves.

L'organisation armée qui représente les différentes organisations de guérilla a déjà fait savoir qu'elle poursuivrait le combat, et a accusé le général Rio Montt de « simuler un retour à la démocratie ».

Selon le gouvernement, deux mille personnes, en majorité des paysans, ont profité de l'amnistie l'année dernière, mais l'offre a trouvé peu d'écho auprès des guérilleros. Les organisations humanitaires affirment que des milliers de paysans indiens ont été tués pendant la campagne de répression militaire de 1982. Les tribunaux militaires spéciaux, qui ont déjà envoyé quinze personnes devant un peloton d'exécution, seront en toute hypothèse maintenus.

Le Nicaragua demande une réunion urgente au Conseil de sécurité des Nations unies

Le Nicaragua a demandé mardi 22 mars une réunion urgente du Conseil de sécurité des Nations unies en raison de « sérieux accroissements des agressions » contre son territoire et afin d'analyser cette situation qui « menace la paix internationale ».

Le ministre adjoint des affaires étrangères du Nicaragua, M. Tinoco, a déclaré que « la récente escalade des activités des gardes somozistes » au Nicaragua pourrait représenter « une manœuvre de diversion » pour une attaque de plus grande envergure « conçue par l'administration Reagan pour renverser le gouvernement sandiniste ».

« Nous voulons alerter la communauté internationale sur cette situation qui constitue un danger pour la paix de la région », a dit le ministre. Selon lui, mille cinq cents somozistes seraient présents dans deux régions, à Jalapa (nord-est du Nicaragua) et dans la zone orientale sur la côte atlantique. Il a ajouté que des forces honduriennes étaient concentrées de l'autre côté de la frontière, derrière les positions somozistes. « Des mortiers tirent depuis le territoire du Honduras sur des positions nicaraguayennes ».

● Le Nicaragua a protesté mardi 22 mars auprès du gouvernement hondurien contre des actes d'agression et de provocation perpétrés par ce pays ces derniers jours. Les troupes du Honduras auraient attaqué, par deux fois lundi, un poste frontière nicaraguayen près de Somo-Tomas-del-Nance, au nord-ouest du pays. — (A.F.P.)

● Le ministre des affaires étrangères de la République dominicaine, en visite au Venezuela, M. Jose Vega Lambert, a proposé, mardi 22 mars, à Caracas, une rencontre des pays d'Amérique centrale, de Colombie, du Mexique et du Venezuela, pour ramener la paix dans la région. Selon M. Vega Lambert, la rencontre pourrait avoir lieu en République dominicaine, avec la participation active de tous les membres d'Amérique centrale, sans aucune exception. — (A.F.P.)

● Le P.S. a réaffirmé mardi 22 mars son soutien aux luttes des

peuples d'Amérique centrale contre les dictatures, à l'occasion du troisième anniversaire de l'assassinat de Mgr Romero, archevêque de San Salvador. Le parti socialiste « exprime sa conviction que ni les assassinats, ni le renforcement de l'aide militaire ne videront à bout (de ces luttes). Les progrès de la guérilla salvadorienne ne provient d'un nouveau », affirmant dans un communiqué MM. Jacques Hontzinger et Michel de la Fournière, respectivement secrétaires du P.S. aux relations internationales et aux droits de l'homme.

● Une manifestation de solidarité avec les mètres de la place de Mai doit avoir lieu le jeudi 24 mars de 12 à 13 heures devant l'ambassade d'Argentine à Paris. Elle doit avoir lieu pour marquer l'anniversaire du coup d'Etat de 1976 en Argentine et de l'assassinat de Mgr Romero au Salvador.

PLANS/CONTRECALQUES
COPIES GRAND ET TRÈS GRAND FORMAT - AGRANDISSEMENT - RÉDUCTION
ETRAVE 38, av. Daumesnil PARIS 12^e ☎ 347.21.32

TELEX PARTAGE
ETRAVE SERVICE TELEX / PARIS ☎ 345.21.62

مكتبة القرآن

APRÈS LE RETRAIT

La nouvelle gouvernance portera peu de fruits

De notre correspondant

La nouvelle gouvernance portera peu de fruits

La nouvelle gouvernance portera peu de fruits

A TRA

Argentine

Argentine

El Salvador

El Salvador

Equateur

Equateur

TWA CARGO

TWA CARGO

EUROPE

R.F.A.

APRÈS LE RETRAIT DE M. STRAUSS

Le nouveau gouvernement de M. Kohl comportera peu de changements significatifs

De notre correspondant

Bonn. — Les négociations inter-parlementaires pour la formation du gouvernement Kohl sont terminées. Ces négociations n'ont pas été finalisées, mais la question du remboursement de la dette sur le revenu, qui divisait le C.D.U. et le F.D.P., aurait fait l'objet d'un compromis : il y aurait bien remboursement, comme le prévoit la loi, mais celui-ci ne commencerait qu'en 1990.

On ne sait toujours pas au juste sur quel porte l'accord en matière de politique étrangère, au-delà de vagues principes. Il s'agit, en effet, d'un chapitre sur lequel M. Strauss, accusé volontiers de la titularité du ministère, M. Genscher, de « dilettantisme ». Il est vrai que, comme la loi fondamentale de la R.F.A., le stipule, c'est le chancelier, et lui seul, qui définit la ligne directrice de la politique. Les discussions qui viennent de s'achever ont donc tout au plus un caractère indicatif.

Elles contribuent aussi à apaiser les susceptibilités des uns et des autres, ce qui n'est pas une mince affaire. Obsédée par la C.S.U. et par le problème Strauss, la C.D.U. n'aurait pas fait la part équitable aux gens du Nord (Basse-Saxe et Schleswig-Holstein). Du coup, le ministre-président de Basse-Saxe, M. Ernst Albrecht, et le président de la C.D.U., M. Wilfried Hansmann, n'assistent pas à la réunion du comité directeur de la C.D.U., qui se tient mercredi 23 mars. Peut-être fera-t-on un effort envers les « nordistes » dans le partage des secrétariats d'Etat, mais il semble que les places y soient chères.

En attendant, M. Strauss, logique avec sa décision de rester à Munich, s'est démis de son mandat de député au Bundestag. Celui-ci revient à M. Josef Brunner, un fermier père de huit enfants.

Le « changement » confirmé par les élections du 6 mars sera une œuvre de longue haleine. Dans l'immédiat, les modifications de l'équipe au pouvoir seront réduites au minimum. A l'Agriculture, un chrétien-démocrate, M. Ignace Kiechle, remplacera un libéral, M. Ertl ; aux Affaires intérieures, M. Ertl ; aux Affaires étrangères, M. Genscher ; au Trésor, M. Rainer Barzel, qui sera le nouveau président du Bundestag, cédant la place à M. Joseph Windelen, vice-président de l'Assemblée ouest-allemande. Ces permutations ne touchent donc pas aux grands ministères, et M. Kohl pourra continuer son travail entouré des collaborateurs de son choix.

Chez les sociaux-démocrates, il s'agit d'être les huit adjoints du chef du groupe parlementaire affectés à un domaine particulier. M. Vogel a pu faire passer sa propre liste, en dépit de l'opposition, assez molle au demeurant, de l'aile droite du parti. C'est un test de l'autorité du nouveau dirigeant, appuyé, il est vrai, par M. Brandt, qui lança un appel au rassemblement. Désormais, dix-huit d'âge au Bundestag, avec ses soixante-neuf ans, c'est à M. Brandt que reviendra, le 29 mars, l'honneur de prononcer le discours d'ouverture et de présider à l'élection du nouveau bureau.

En total, les lendemains du 6 mars sont calmes. Même s'il y a eu un petit « happening » de la part des verts : ceux-ci ont occupé une demi-heure sur la pelouse du Bundestag parce qu'on ne leur offrait pas de local adéquat. C'était aussi, il est vrai, une sorte de symbole de leur attitude, qui consiste à pratiquer l'opposition aussi bien au-delors qu'au-delors du Parlement.

ALAIN CLÉMENT

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

LA BRANCHE MODÉRÉE, DITE « AZOPARDO », DE LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL, a lancé, mardi 22 mars, un appel à la grève générale pour le lundi 28 mars afin de demander une augmentation de salaires qui compense l'inflation. L'autre branche de la C.G.T., la C.G.T. « Radical », a prévu un grand rassemblement le 30 mars devant le palais présidentiel pour demander également des augmentations de salaire. (A.F.P.)

El Salvador

LE COMMANDANT EN CHEF DE L'ARMÉE DE L'AIR, le colonel Juan Rafael Bustillo, a réclame, mardi 22 mars, la démission du ministre de la Défense, le général García. Selon le chef de l'aviation, le général García a déjà fait part de son intention de démissionner, sans toutefois l'avancer de date, la semaine dernière, à une réunion des commandants des trois armées et de plusieurs officiers. Le colonel Bustillo, qui ne s'est lié au parti d'extrême droite alliance républicaine nationaliste (ARENA), reproche au général García et à l'état-major interarmes la « mauvaise conduite de la lutte contre la guérilla dans le pays ». (A.F.P.)

Equateur

TENSION AVANT LA GRÈVE GÉNÉRALE. — Les manifestations contre la dévaluation et les mesures d'austérité décrétées vendredi par le gouvernement équatorien ont redoublé de violence mardi 22 mars à Quito. A la veille de la grève générale de vingt-quatre heures annoncée par le front uni des travailleurs, les manifestants se sont violemment heurtés aux forces de l'ordre, interdisant toute circulation.

Espagne

M. ALFONSO GUERRA, vice-président du gouvernement espagnol, en visite officielle à Alger, a affirmé mardi 22 mars que Madrid était « clairement en faveur d'une solution pacifique du conflit du Sahara occidental sur la base de l'autodétermination du peuple sahraoui dans le cadre des résolutions de l'ONU et de l'O.U.A. ». « Le peuple sahraoui », a déclaré M. Guerra, « a le droit de choisir la formule de son organisation interne, et le contentieux qui existe au Sahara occidental doit naturellement être discuté entre les parties de ce contentieux ». (A.F.P.)

Suède

UN SOUS-MARIN NON IDENTIFIÉ a été localisé mardi 22 mars dans la zone sud de l'archipel de Stockholm, près de la passe d'accès de Mysingen, à l'intérieur d'une zone militaire. La marine et la défense civile ont entrepris des recherches, car cette zone est une des voies de passage vers la base navale de Musko, où, en octobre, la marine avait tenté en vain pendant trois semaines de débusquer un sous-marin étranger. (A.F.P.)

Union soviétique

EVICITION DU RESPONSABLE DES ETUDIANTS COMMUNISTES DE MOSCOU. — M. V. Kouprinov a été « libéré de ses obligations » et remplacé, mardi 22 mars, par M. N. Barchenkov. Lors du plénum de cette section des Komsomols (jeunes communistes), les dirigeants de cette organisation ont dénoncé « l'influence religieuse sur la jeunesse » et ont appelé à un renforcement de l'adhésion parmi les jeunes, comme à la lutte contre l'alcoolisme. (A.F.P.)

La fin des travaux du conseil européen de Bruxelles

Un non-événement ?

De notre envoyé spécial

Bruxelles (Communautés européennes). — Étrange impression, presque irrationnelle, que celle produite par la réunion du conseil européen, les lundi 21 et mardi 22 mars. Du côté de la presse, comme de l'administration communautaire, c'était la mobilisation des grands jours. Pourtant, le sentiment croissait, au fur et à mesure que se déroulait cette rencontre entre les dix chefs d'Etat ou de gouvernement, qu'il ne s'y passait de véritable événement.

Les pourparlers monétaires qui avaient précédé avaient épuisé, dans les différents délégations, jusqu'à l'envie de négocier. Même les sujets qui pouvaient prêter à controverse, comme l'éternel dossier de la contri-

bution budgétaire britannique ou l'élargissement de la Communauté à l'Espagne et au Portugal, ne devaient guère donner matière à véritables confrontations. Tout au plus pouvait-on relever, à l'issue des travaux, certaines divergences entre les propos de tel ou tel participant. Souvent d'ailleurs, au demeurant, sur des questions de terminologie ou de calendrier que sur le fond. Ainsi, par exemple, M. Mitterrand a-t-il émis, à propos du budget, toute solution « intermédiaire » sans règlement global du problème, alors que du côté britannique, on envisageait au contraire favorablement ce genre d'étape.

Mais, dans l'ensemble, le conseil s'est borné à dresser, dans un regi-

tre aimable et vague, l'inventaire des directives arrêtées lors du sommet de Copenhague et qui avaient déjà reçu un commencement d'application, celui des domaines où tout restait à faire, et enfin celui des questions liées au sommet des pays industrialisés à Williamsburg. L'examen des dossiers fondamentaux a été renvoyé à la prochaine réunion des Dix, qui aura lieu à Stuttgart en juin, et, pour laquelle, deux journées pleines seront réservées, et non deux demi-journées comme cette fois-ci à Bruxelles.

Tout avait été dit, oui. Mais avant l'ouverture : lors de la réunion des ministres des finances, dont les enjeux monétaires étaient autrement spectaculaires. Une réunion qui a visiblement laissé au président de la commission des Communautés un arrière-goût assez amer. M. Thorn a, en effet, dit au cours de la conférence de presse finale tenue conjointement avec le chancelier Kohl, président en exercice du conseil européen, que si l'éclatement du S.M.E. avait pu être évité il ne fallait pas pour autant laisser de telles assemblées devenir des « chambres d'enregistrement des fluctuations monétaires », sans chercher à comprendre comment on en est arrivé là.

et comment on peut l'éviter à l'avenir.

M. Mitterrand, énigmatique, « réservait ses commentaires aux Français », à qui il s'adressa mercredi soir. M. Kohl se déclarait « pressé de regagner Bonn très rapidement » en raison des négociations qui s'y achevaient sur la composition de son cabinet ; confirmant tout de même, au détour d'une phrase, que son ministre des finances, M. Stoltenberg, avait fait un aller-retour éclair à Paris au cours des pourparlers monétaires. M. Thorn estimait en une belle liotte que « le calendrier n'avait pas été particulièrement favorable » à la réunion du conseil proprement dit, et que celui-ci « n'avait pu prendre de décisions importantes pour l'avenir ». Chacun ne parlait que du sommet précédent ou du suivant, de Copenhague ou de Stuttgart, mais pas de Bruxelles. Un peu à la manière de Lewis Carroll faisant dire à Alice par son personnage du Chapelier fou : « Confiture hier, confiture demain, mais jamais aujourd'hui ». Ainsi va parfois, sur fond de crise monétaire et de double remaniement, le pays des merveilles communautaires...

BERNARD BRIGOLEUX

Les principales conclusions des travaux

Voici les principales conclusions de la présidence sur les travaux du conseil européen publiées, mardi 22 mars, à Bruxelles :

● Préparation du sommet de Williamsburg :

Le conseil européen invite le conseil (des ministres des finances des Dix) à préparer, en vue du sommet économique de Williamsburg, des positions communautaires qui permettront à la Communauté d'apporter une contribution substantielle aux efforts visant à assurer le redressement de l'économie internationale qui, à l'avenir, et qui revêt une importance particulière pour les pays en développement, soit étayé par des politiques concertées des participants au sommet. A cet égard, le conseil européen attache une grande importance au maintien et au renforcement ultérieur du commerce mondial, y compris les échanges avec le tiers-monde, en tant que partie intégrante d'une politique destinée à créer un climat favorable aux possibilités de vente sans relâcher l'inflation.

● Energie :

Le conseil européen estime que la diminution des prix du pétrole contribue de manière positive au redressement de l'économie mondiale, à condition que cette évolution et ses conséquences puissent être maîtrisées. Il importe également que

des mesures soient prises pour empêcher que cette évolution ne compromette la poursuite fructueuse des efforts déployés en vue de permettre des économies d'énergie et la mise en valeur de sources d'énergie.

● Elargissement de la Communauté :

Le conseil européen a pris acte des débats qui ont eu lieu sur l'aménagement du régime applicable à certains produits agricoles méditerranéens. Après avoir réexaminé le dossier, il réaffirme que des décisions appropriées devraient être prises afin de permettre à la Communauté de faire de nouveaux progrès dans les négociations en vue de l'adhésion de l'Espagne et du Portugal.

● Budget :

Le conseil européen prend acte du rapport sur l'état des travaux concernant la communication de la Commission sur le financement futur de la Communauté. Il prend acte, en outre, de l'intention de la Commission de présenter le plus rapidement possible des propositions spécifiques. Il espère que des propositions tiendront compte de l'évolution des politiques communautaires, des problèmes liés à l'élargissement, des déséquilibres budgétaires, ainsi que de la nécessité de renforcer la discipline budgétaire.

DE PASSAGE A PARIS

M. Kissinger s'attend à une « percée » dans la négociation sur les euromissiles

« Ce n'est pas un secret que M. Mitterrand n'était pas mon premier choix, et je le lui ai dit. » « Ce que nous avons fait l'an dernier à propos du gazoduc euroasiatique n'entraîne pas dans l'histoire comme une fincette (en français dans le texte) diplomatique. » « Les Soviétiques ont peut-être décidé d'ignorer ma dernière proposition sur le contrôle des armements, ce qui est déprimant pour mon ego. »

M. Kissinger n'est toujours pas à court de petites phrases. De passage à Paris, mardi 22 mars, avant un entretien avec M. Mitterrand à l'Élysée et une conférence à l'Executive Club, il a évoqué à sa manière habituelle, devant la presse, la situation internationale, sans s'écarter pour autant des courtoisies diplomatiques et d'un soutien nuancé aux positions du gouvernement américain, dont il s'est considérablement rapproché ces derniers mois.

L'ancien secrétaire d'Etat a été « très impressionné » par les récents discours de M. Mitterrand sur la politique étrangère. Son « instinct » le porte à soutenir que les États-Unis l'assistent tout ce qui est en leur pouvoir pour aider la France à sortir de ses difficultés, même si « 95 % de l'effort ne peut provenir que de la France elle-même ».

M. Kissinger est optimiste sur la négociation de Genève à propos des euromissiles. Selon lui, les « Soviétiques pourrissent encore pendant quelques mois leurs efforts pour parvenir à une solution, et empêcher le déploiement des fusées de l'OTAN ; mais lorsque ces efforts auront échoué, il y aura des progrès ». La « percée » se produira de la même manière aux conversations

START sur les armements stratégiques des Deux Grands, « quand ils auront compris qu'on ne peut pas nous imposer des concessions ».

Les deux négociations sont « vouées à fonctionner un jour », et l'on pourra peut-être « prendre en compte partiellement d'une manière ou d'une autre » les forces françaises et britanniques. Cela dit, la position soviétique actuelle est « absurde » et « c'est un signe de la confusion intellectuelle à l'Ouest que certains songent même à en discuter sérieusement ». M. Kissinger n'est pas pour autant un partisan inconditionnel de l'option zéro de M. Reagan (renonciation à toute fusée américaine à l'Ouest en échange de la liquidation des SS-20 soviétiques) ; un déploiement limité de fusées américaines lui paraît de toute manière « meilleur pour la stabilité ». Washington, croit-il savoir à ce sujet, déposera « dans la proche avenir » une proposition nouvelle.

M. Kissinger ne craint pas non plus d'affirmer que la chute du gouvernement au Salvador « aurait un effet de domino » en Amérique centrale et que la seule solution est la poursuite de l'effort mené contre la guérilla dans ce pays. « Je ne connais pas dans l'histoire d'exemple de guerre civile qui se soit terminée par une négociation. Quelqu'un va donc gagner au Salvador et quelqu'un va perdre. »

Spécieux, malgré tout, de ne pas faire de vagues, M. Kissinger tient à dire en partant pour l'Élysée que son commentaire sur M. Mitterrand a été émis « en réponse à une question ». « Dites bien que je n'en ai pas pris l'initiative. » — M.T.

II^e CONGRÈS DE L'ENSEIGNEMENT ASSISTÉ PAR ORDINATEUR (EAO)

EAO professionnel, EAO grand public, quelles applications ?

LES 13 et 14 avril 1983 au PAVILLON GABRIEL 5, avenue Gabriel, 75008 Paris

MERCREDI 13 AVRIL 1983 « EAO PROFESSIONNEL »

MATIN 9 h 30 - 9 h 30 - Accueil des participants par G. Missonnier. 9 h 30 - 10 h - Ouverture du colloque par M. Maurice Allègre, représentant le ministre d'Etat, ministre de la Recherche et de l'Industrie. 10 h - 11 h 15 - Les concepts généraux de l'EAO par J.-M. Albertini, Directeur de l'INRAES (CNRS). 11 h 15 - 12 h 15 - Les unités logiques par P. Landry, conseiller scientifique, Agence de l'Informatique.

APRÈS-MIDI 13 h 45 - 16 h 15 - Les grandes institutions et l'EAO. La Caisse des Dépôts et Consignations par J.-M. Pichon, Directeur de Formation. L'Electricité de France par J.-P. Robert, Ingénieur chef de Subdivision. Le Crédit Lyonnais par J.-C. Hellequin, Responsable de l'Expérience EAO. 16 h 30 - 17 h 30 - TABLE RONDE. Les conditions de réussite en EAO (auteurs/formateurs, animés par J.-P. Fargette, Directeur STERIA Formation. Avec la participation de MM. J.-C. Hellequin, J.-M. Pichon, J.-P. Robert, M. J.-Y. Le Noc, responsable de Formation, Caisse Régionale Ile-de-France du Crédit Agricole. M. J.-P. Marciano, Université de Droit, d'Economie et de Sciences d'Aix-Marseille. M. Maréchal, Chef de Projet EAO, DESA (Direction de l'Enseignement Supérieur Administratif) P.T.T. Mme Richard, Institut, Université de Technologie Paris-Nord.

JEUDI 14 AVRIL 1983 « EAO GRAND PUBLIC »

MATIN Animation générale : Mme Bédouff. 9 h 30 - 10 h 15 - Les critères d'analyse des coûts. M. M. Bichon, Directeur, ADETEC. M. P. Pizon (Direction de la Formation Professionnelle des Télécommunications) P.T.T. 10 h 15 - 11 h - Les systèmes autonomes de formation. Un exemple par M. F. Dornier, Directeur du Marketing Pigeon. 11 h - 12 h 15 - Télématique et EAO par M. L. Bayle, Direction de l'Action Communautaire et Télématique P.T.T.

APRÈS-MIDI 14 h - 15 h - Usages éducatifs de l'Informatique. M. P. Daigne, Centre Mondial Informatique et Ressources Humaines. 15 h - 16 h 30 - TABLE RONDE. Les grandes orientations françaises en EAO. Animée par : M.G. Missonnier, Directeur du CEREFP. Avec la participation des intervenants de la journée et : Mme C. Cayla, Présidente du Comité d'évaluation du projet National EAO, Agence de l'Informatique. M. Duvigneau, chargé de mission à la Mission scientifique et technique au Ministère de la Recherche et de l'Industrie. M. J. Valérieux, adjoint au chef de la mission des Techniques nouvelles, de l'Innovation pédagogique et de la Formation Education Nationale. Mme Arnaud, chargée de mission à la Formation professionnelle.

BON DE PARTICIPATION

à adresser au Journal de la Formation Continue 2, rue d'Amsterdam, 75009 Paris - Tél. 784.07.57

Organisme _____ Adresse _____ Nom des collaborateurs _____

souhaitent s'inscrire au II^e Congrès de l'Enseignement Assisté par Ordinateur (EAO) les 13 et 14 avril 1983. Nom des participants _____ x TTC 2.312,70 F = _____

Chèque au nom du Journal de la Formation Continue Le montant de l'inscription au II^e Congrès de l'Enseignement Assisté par Ordinateur (EAO) est pour chaque participant (dépenses-débat) compris de : 1 960 F (HT) + TVA 18,60 % 362,70 F = 2 312,70 F

TWA CARGO vers et à travers les USA

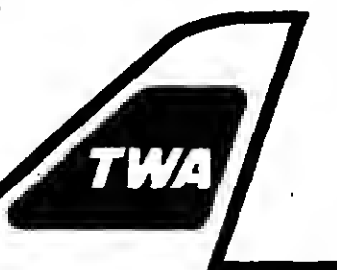
Vos envois express aux USA "Par le Prochain Vol" TWA

Tous vos envois jusqu'à 23 kg sont l'objet des soins expressés de TWA : porte à porte de Paris vers chacune des 50 destinations TWA aux USA.

NFO "Next Flight Out", c'est rapide, c'est efficace, c'est un service de TWA, la seule compagnie qui vous offre plus d'un demi-siècle d'expérience du fret aérien. Appelez TWA aujourd'hui au (16.1) 862.23.45

TWA CARGO *NFO existe également de Paris vers Tel Aviv (TLV)

Vous plaire nous plaît.



امان الرحال

troisième

1. Le 15/10/1944, le 1er bataillon de la 1re division de la 1re armée de l'air, a été engagé dans la bataille de France, à la suite de l'ordre de l'Etat-Major.

...a ...
...a ...
...a ...
...a ...

... ..
... ..
... ..
... ..
... ..

[illegible]

... la ...
... la ...
... la ...
... la ...

SECRET

Le premier ministre

une partition

Le 15 mars 1992, le *Journal de la Santé* a publié une étude de la Société de médecine familiale de l'Ontario (SMFO) sur la santé des femmes. Cette étude a été réalisée par un comité de la SMFO, présidé par le Dr. Robert G. Macdonald, directeur de la SMFO. Le comité a été composé de quatre autres membres, dont deux femmes, le Dr. Margaret A. Macdonald, présidente de la SMFO, et le Dr. Margaret A. Macdonald, présidente de la SMFO. Le comité a été chargé de réaliser une étude sur la santé des femmes, en tenant compte des besoins des femmes et des hommes. Le comité a été composé de quatre autres membres, dont deux femmes, le Dr. Margaret A. Macdonald, présidente de la SMFO, et le Dr. Margaret A. Macdonald, présidente de la SMFO. Le comité a été chargé de réaliser une étude sur la santé des femmes, en tenant compte des besoins des femmes et des hommes.

[illegible]

...d'ailleurs que le chef de la mission, pour la commission d'enquête, a été régulièrement nommé par le Parlement.

que ten-
 sions a
 la la-
 ring-
 ring-
 chent
 uni-
 (E)
 rima
 sple
 que
 la même
 que
 Meie-
 Me. Le
 cheik
 venté
 trois-
 part le

ar de
ation,
od-
à l'is-
moins,
ceux
L. Les
à leur
strac-
on, et
rottes-
rien,
ure à
1981,
r qu'il
ou-
r.

Si, en Occident, changer de confession ne fait pas sensation, en Iran, la loi musulmane n'est pas moins conservatrice. L'islam et ne prévoit rien de moins que le peine capitale pour ceux qui, ensuite, la quitteraient. Les bahais d'Iran l'ont appris à leurs dépens. Celui que ses détracteurs surnommaient Cagliostro, qui fut successivement protestant, stalinien, militant chrétien sans oublier sa candidature à l'élection présidentielle de 1980, fut condamné de ne pas quitter sa foi et décapité. Interdit de tout, il est désormais interdit de tout, n'est pas casqué.

J.P. PÉRENCEL HUGOZ

[illegible]

هكذا من الأصل

Le Monde

politique

LE REMANIEMENT MINISTÉRIEL

Le troisième gouvernement de M. Mauroy est réduit à quinze ministres de plein exercice

La composition du troisième gouvernement de M. Pierre Mauroy, a été rendue publique, mardi 22 mars à 23 h 45, par M. Jean-Louis Bianco, secrétaire général de l'Elysée. Un peu plus tôt dans la soirée, à 18 h 53, M. Michel Vauzelle, porte-parole de la présidence de la République, avait annoncé la démission de M. Mauroy et sa reconduction dans ses fonctions de premier ministre pour former son troisième gouvernement.

Ce gouvernement, l'un des restreints de la V^e République (1), comprend quinze ministres et un secrétaire d'Etat, porte-parole du gouvernement (M. Max Gallo, qui est le seul « nouveau »). Il sera complété avant la fin de la semaine par des ministres délégués et des secrétaires d'Etat, qui ne participeront au conseil des ministres que pour les affaires relevant de leur compétence et sur décision du président de la République.

Cette nouvelle équipe gouvernementale voit disparaître, d'une part, les ministres d'Etat (ils étaient cinq dans le précédent gouvernement), d'autre part, les dix ministres « à part entière » qu'étaient le Plan et l'aménagement du territoire, la santé, le temps libre, l'environnement, la mer, la communication, les P.T.T., les anciens combattants, la consommation et la culture.

Les compétences de M. Jacques Delors, qui se retrouvent à la tête du ministère de l'économie et des finances - numéro deux dans l'ordre protocolaire, - sont élargies au budget; celles de M^{me} Edith Cresson (seule femme nommée mardi), qui devient ministre du commerce extérieur, sont étendues au tourisme.

M. Pierre Bérégovoy, qui reste ministre des affaires sociales et de la solidarité, connaît lui-même une promotion puisqu'il devient le numéro trois du cabinet, tandis que M. Gaston Defferre, qui conserve le ministère de l'intérieur et de la décentralisation, rétrograde de deux places en se retrouvant en quatrième position derrière M. Mauroy.

Le troisième gouvernement de M. Pierre Mauroy consacre le départ de M. Jean-Pierre Chevènement, chef de file de CERES. L'ancien ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie, qui avait remis sa démission le 2 février dernier, est remplacé par M. Laurent Fabius, ancien ministre du budget. M. Michel Rocard, ministre du Plan dans le précédent gouvernement, est nommé au ministère de l'agriculture, poste de première ligne.

Deux ministres (y compris M. Mauroy) sont membres du parti socialiste, deux, du

parti communiste: MM. Fiterman et Rigout conservent leurs attributions respectives aux ministères des transports et de la formation professionnelle. M. Michel Crépeau, qui est l'unique représentant du Mouvement des radicaux de gauche, change d'affectation, passant du ministère de l'environnement à celui du commerce et de l'artisanat.

Le secrétariat général du gouvernement soulignait, mercredi matin, en réponse aux commentaires faits sur la prétendue lenteur de la formation de ce nouveau gouvernement, que c'était la première fois depuis 1959 que les deux décrets de nomination du premier ministre et de nomination du gouvernement étaient publiés le même jour au Journal officiel. Sur quinze changements de gouvernement, il y a eu trois fois un décalage d'une journée entre la nomination du chef du gouvernement et celle des ministres, cinq fois un décalage de deux jours, cinq fois un décalage de trois jours, une fois un décalage de quatre jours et une fois de neuf jours. - N.A.

(1) Le premier gouvernement de M. Jacques Chirac, formé le 28 mai 1974, comprenait seize ministres. Le 9 juin, après la démission de M. Jean Jacques Servan-Schreiber, ministre des réformes, ce nombre avait été ramené à quinze.

Premier ministre PIERRE MAUROY, P.S.

MINISTRES

Economie, finances et budget : M. JACQUES DELORS, P.S.
Affaires sociales et solidarité : M. PIERRE BERÉGOVOY, P.S.
Intérieur et décentralisation : M. GASTON DEFFERRE, P.S.
Transports : M. CHARLES FITERMAN, P.C.
Justice : M. ROBERT BADINTER, P.S.
Relations extérieures : M. CLAUDE CHEYSSON, P.S.
Défense : M. CHARLES HERNU, P.S.
Agriculture : M. MICHEL ROCARD, P.S.
Industrie et recherche : M. LAURENT FABIUS, P.S.
Éducation nationale : M. ALAIN SAVARY, P.S.
Commerce extér. et tourisme : M^{me} EDITH CRESSON, P.S.
Urbanisme et logement : M. ROGER QUILLIOT, P.S.
Commerce et artisanat : M. MICHEL CRÉPEAU, M.R.G.
Formation professionnelle : M. MARCEL RIGOUT, P.C.

SECRÉTAIRE D'ÉTAT

Porte-parole du gouvernement : M. MAX GALLO, P.S.

Un premier ministre moins exposé sur une partition plus réduite

M. François Mitterrand a donc estimé que le maintien de M. Pierre Mauroy à la tête du gouvernement présente plus d'avantages politiques que d'inconvénients. Le premier ministre était définitivement fixé sur son sort depuis la fin de la semaine dernière. Il était très exactement depuis que le président de la République avait finalement décidé de défendre le franc dans le cadre du Système monétaire européen, comme le souhaitent MM. Mauroy et Delors, contrairement aux partisans d'un flottement de la monnaie française hors du S.M.E.

Il apparaît désormais que MM. Mitterrand et Mauroy étaient convenus de retarder le remaniement jusqu'à la conclusion des négociations monétaires en cours à Bruxelles afin de laisser à M. Delors le champ libre pour développer sa stratégie, et brandir notamment la menace d'une éventuelle sortie du franc du S.M.E. pour obtenir des autres pays européens, et surtout de la R.F.A., un accord qui soit le moins mauvais possible pour la France.

Si cette stratégie avait été mise en échec, c'est-à-dire si la France avait été contrainte de mettre cette menace à exécution, M. Mauroy n'aurait certainement pas conservé sa charge. Le point de vue du premier ministre et du ministre de l'économie et des finances ayant finalement prévalu, il était normal que tous deux fussent reconduits dans leurs fonctions, d'autant que le chef de l'Etat tient à marquer la continuité de la politique dite de rigueur engagée en juin 1982 à l'initiative de MM. Mauroy et Delors.

A posteriori, l'allocation, prononcée dimanche matin 20 mars, à Lille par le chef du gouvernement, qui était déjà presque totalement assurée de succéder à lui-même, prend la valeur d'une déclaration de politique générale. M. Mauroy y affirmait sa « détermination » de mener « à son terme » la politique de lutte contre l'inflation définie l'an dernier et de la faire « par un effort collectif justifié et partagé ». Fidèle à ses convictions, qui l'ont toujours conduit à ne jamais sacrifier la situation de l'emploi à l'action contre l'inflation, le maire de Lille réaffirmait sa volonté de toujours privilégier l'« homme » et la « croissance » (le Monde du 22 mars).

Il faut rendre à M. Mauroy cette justice que son langage, en ce domaine, n'a jamais varié depuis son installation à l'hôtel Matignon, le 21 mai 1981. Ce jour-là, dans sa première déclaration officielle, le nouveau premier ministre soulignait déjà : « Le gouvernement de la République sera celui de la rigueur et de l'investissement. En ces temps difficiles, rien ne se fera sans la durée. Rien ne sera possible si la justice sociale ne vient pas légitimer l'effort demandé à tous... »

Ce souci constant de justice sociale, servi par des qualités budgétaires incontestées, ont fait apparaître M. Mauroy, - ainsi que les dirigeants communistes l'ont fait comprendre à plusieurs reprises - comme le garant d'une politique générale à l'égard des citoyens les plus défavorisés.

Le premier ministre est ainsi - c'est l'une des caractéristiques dominantes de son image, attestée par les sondages d'opinion - particulièrement bien perçu en milieu populaire, surtout chez les ouvriers. Mais

le maire de Lille apparaît aussi, en général, très content de lui.

Dès l'entrée en vigueur de la politique de blocage des prix et des revenus, il en est résulté une impression de discordance entre ses appels à la rigueur et la permanence, chez lui, d'un optimisme à tout crin. La cote de popularité de M. Mauroy, jugé alors trop content de lui, a accusé ce déphasage, que la campagne pour les élections municipales n'a fait qu'accroître.

Au moment où M. Mitterrand vent appeler la collectivité nationale à un surcroît d'effort, le premier ministre court le risque de voir le crédit de son propre discours quelque peu affecté par certaines de ses déclarations antérieures, qu'il s'agisse par exemple de son démenti formel de toute nouvelle dévaluation après les élections municipales (le 27 février à Europe 1), de ses assurances selon lesquelles « il n'y a pas une politique économique pour avant les élections et une politique économique pour après les élections » (le 4 février, en Martinique), ou de son appréciation selon laquelle « pratiquement tous les indicateurs de la politique gouvernementale se redressent tranquillement ou vert » (le 16 février, à Antenne 2). En ce domaine, M. Mauroy possède donc un handicap.

Meilleure coordination

La nouvelle structure gouvernementale admet-elle le premier ministre à redresser son image sur ce point? Peut-être, dans la mesure où son rôle va s'en trouver modifié. Ainsi réduit, conformément à ses vœux, ce troisième gouvernement devra présenter l'image d'une meilleure homogénéité et effacer les impressions de confusion et d'incohérence laissées en plusieurs circonstances par le deuxième. M. Mauroy aura moins à arbitrer, puisque bon nombre d'arbitrages seront déjà rendus par les deux principaux ministres, MM. Delors et Bérégovoy. Il aura aussi moins à parler, puisque, de toute évidence, le ministère de l'économie, des finances et du budget, d'une part, le ministère des affaires sociales et de la solidarité, d'autre part, se chargeront eux-mêmes d'expliquer leurs choix et leurs décisions.

La participation de M. Mauroy à l'explication de la politique gouvernementale se trouvera également réduite par la nomination, en la personne de M. Max Gallo, d'un porte-parole officiel du gouvernement. On pourrait en conclure que le rôle de M. Mauroy en sera amoindri, surtout si l'on considère MM. Delors et Bérégovoy plus portés à s'adresser directement à l'Elysée qu'à l'hôtel Matignon. Mais le premier ministre trouvera dans ce resserrement gouvernemental la possibilité de mieux assurer sa fonction de coordination et d'organisation générale, devenant théoriquement plus facile, tout en étant personnellement moins exposé. Ses propres interventions, mieux maîtrisées, n'en auront que plus de portée. De même, ses arbitrages, moins nombreux, n'en revêtiront que plus de conséquences. On est donc tout aussi fondé à préjuger que sur une partition plus réduite le registre de M. Mauroy s'exprimera plus harmonieusement, au profit de l'ensemble de l'orchestre. Tel est, en tout cas, le sentiment qui prévaut à l'hôtel Matignon et sans doute aussi à l'Elysée.

ALAIN ROLLAT.

M. Jacques Delors : le premier violon

M. Jacques Delors est de ces ministres qui n'ont pas seulement des idées sur leur secteur, il est aussi, parmi les hommes politiques, de ceux que leurs conceptions s'identifient pas à un parti, à un courant, ni même à une tradition.

Certes, M. Delors l'a souvent dit, en réponse à ceux qui lui rappelaient son appartenance au cabinet de M. Jacques Chaban-Delmas, premier ministre, de juin 1969 à juillet 1972 : sa « vraie famille », c'est la gauche. « La contestation de l'état actuel des choses », expliquait-il dans un livre d'extrême gauche paru en 1975, « est pour moi triple : la société à dominante capitaliste; le triomphe de la méritocratie et de l'individualisme; la tradition autoritaire et centralisatrice de la société française ». Mais cette gauche, qui n'a pas manqué de lui faire payer son infidélité, M. Delors semble n'avoir de cesse, quant à lui, de la surprendre de la déconcerter. On se demanderait, pour un peu, s'il n'aime pas jusqu'à l'irritation qu'il provoque parfois chez elle.

Pas plus tard que mardi, M. Delors, présentant, à la télévision, les résultats économiques des pays européens, qualifiait de « plus vertueux » ceux qui connaissent les taux d'inflation les plus bas. « Vertueux ! », s'indignait, quelques heures plus tard, à la radio, M. Philippe Herzog, membre du bureau politique du P.C.F., en rappelant que les pays considérés méritent des politiques d'austérité, qui entament le pouvoir d'achat des salariés et augmentent le nombre des chômeurs.

La « pause »

C'est peu de chose. En matière de provocation, M. Delors a montré qu'il peut faire beaucoup mieux. Il y avait, dans le légendaire de la gauche, un mot sombre, par lequel Léon

Blum avait annoncé, en 1937, ce qui allait être la fin du Front populaire : la « pause ». Le 29 novembre 1981, M. Delors n'hésite pas : « Il faut, dit-il, faire une pause dans l'annonce des réformes ». Le mot est choisi à dessein pour causer le choc voulu par le ministre de l'économie et des finances, selon lequel l'annonce de réformes non encore décidées, ni même étudiées, gêne l'accomplissement et la compréhension de celles qui sont mises en œuvre.

Inutile de multiplier les exemples. Lorsqu'il était conseiller technique au cabinet de M. Chaban-Delmas, M. Delors avait esquissé, dans la revue *Preuves* (mars 1970), une petite philosophie de la provocation. « A l'occasion d'un geste concret, expliquait-il, nous cherchons à créer un débat qui entraîne un déblocage dans un secteur précis... Il suffit d'ajouter que le verbe, souvent, peut remplir la même fonction qu'un « geste concret », et l'on s'explique bien des propos détonnants de M. Delors.

L'offre de démission cumule la force provocatrice de la parole et de l'acte; elle a donc bien des charmes aux yeux de M. Delors. Trop, peut-être. Transposée dans la diplomatie, cette méthode a néanmoins montré le week-end dernier, à Bruxelles, son efficacité lorsqu'elle est pratiquée par un spécialiste.

Son succès dans la négociation européenne vint à M. Delors un accroissement de ses compétences et de ses prérogatives. Numéro deux du gouvernement, derrière M. Pierre Mauroy; ajoutant la charge du budget à celles de l'économie et des finances, M. Delors devient ainsi le premier violon de l'orchestre. Virtuose de la fausse note contrôlée, il lui revient, désormais, de donner le « la ».

PATRICK JARREAU.

M. Max Gallo : de l'enseignement à la politique en passant par la littérature

En entrant à l'Assemblée nationale, porté par la « vague rose » du printemps 1981, M. Max Gallo n'était pas tout à fait un enseignant devenu député socialiste parmi d'autres. Pourtant, par bien des côtés, il aurait pu être le symbole de ces nouveaux « élus du peuple ».

Fils d'un employé de banque, M. Gallo, né le 7 janvier 1932, à Nice, est devenu maître-assistant à la faculté des lettres de Nice, après une agrégation d'histoire et un doctorat ès lettres; il n'a adhéré au parti socialiste qu'après l'insuccès de M. Mitterrand lors de l'élection présidentielle de 1974. Mais auparavant il avait milité un temps à l'Union des étudiants communistes, et, plus longuement, au Syndicat national de l'enseignement supérieur (FEN). Un parcours presque classique, mais qui n'explique pourtant pas la nomination de M. Gallo comme porte-parole du gouvernement.

Car c'est avant tout un homme de lettres, un de ceux que l'on surnomme les « intellectuels », qui a été chargé d'expliquer la politique gouvernementale. D'abord historien, fasciné par l'histoire contemporaine, il publie, en 1964, une étude sur l'Italie de Mussolini, puis il se consacre à l'Afrique, à l'Espagne franquiste, au début du nazisme, etc. Il bifurque assez vite vers le roman, en publiant, en 1972, le *Cortège des vainqueurs*, et, surtout, en 1976, le début de sa trilogie *La Bête des anges*, dans laquelle, à travers la vie d'une famille d'immigrés italiens, il raconte l'histoire de Nice, sa ville.

THÉRIER BRÉNER.

M. Laurent Fabius : l'élève est devenu conseiller

Promu, encore. Mais M. Laurent Fabius, nouveau ministre de l'industrie et de la recherche, quitte aujourd'hui les eaux calmes de la politique. Cet élève « premier de la classe », constamment protégé - mais aussi écouté - par M. François Mitterrand, va devoir affronter des réalités économiques face auxquelles il devra faire la preuve d'autres qualités qu'une étonnante facilité à maîtriser, sur le plan théorique, les dossiers les plus ardu.

M. Fabius passe de la théorie à la pratique, de l'exercice de style dans lequel, au Parlement, il excelle au rôle de thérapeute et de pompier : l'état de l'industrie française reste préoccupant et les industriels français victimes dernièrement d'une maladie endémique, le doute, comme son prédécesseur, M. Jean-Pierre Chevènement, il aura pour tâche de dynamiser le secteur nationalisé et - plus que son prédécesseur - il devra se montrer un interlocuteur attentif pour le secteur privé.

Par son rôle de rigueur - comme méthode permanente - M. Fabius est convaincu qu'il faut « faire passer le développement économique avant le préjugé idéologique ». Le propos, si agaçant qu'il soit pour certains membres du parti socialiste, peut contribuer à résorber la crise de confiance qui existe entre les patrons et la gauche.

Cet homme au talent, d'autres n'ont que des talents. Le propos, cette fois, est de M. François Mitterrand. Il suffit à montrer en quelle estime le président de la République tient celui qui devint, deux ans après son entrée au P.S., en 1974, le chef de cabinet du premier secrétaire, M. Fabius. Un parcours sans faute sur un itinéraire balisé. Progressivement, M. Mitterrand lui a fait franchir les étapes d'une sorte de métamorphose : l'élève est devenu conseiller. Choix, donc, parce que faisant partie du cercle restreint des fidèles, voire des « mitterrandistes » inconditionnels. En avril 1979, lors du congrès de Metz du P.S., M. Fabius participera active-

ment à la contre-offensive contre les « rocardiens ».

« Brillant », « doué », « intelligent... » M. Fabius a, depuis longtemps, été habitué à recevoir des éloges, tout simplement parce qu'il a pris l'habitude de la réussite. Normalien, agrégé de lettres, élu, le député de la Seine-Maritime a su, en devenant ministre du budget à trente-quatre ans, raison garder. C'est aussi ce qui explique sa promotion. Fidèle mais également prudent, et tacticien. Au cours de son passage Rue de Rivoli, l'ancien porte-parole du parti socialiste a eu la sagesse d'adopter un « profil bas », au moment où d'autres, en multipliant les déclarations et les « petites phrases », prenaient le risque de déplaire au chef de l'Etat.

Au Parlement, M. Fabius a réussi à instaurer un relatif dialogue avec l'opposition. M. Maretti, porte-parole du groupe R.P.R., lors des discussions budgétaires, ne cache pas l'admiration qu'il éprouve pour l'ancien ministre du budget. Parallèlement, M. Fabius a rencontré presque plus de difficultés avec les députés de la majorité présidentielle soucieux de traduire rapidement dans les faits un engagement important de la gauche, la réforme fiscale. Celle-ci, que M. Fabius voulait « tranquille », reste en chantier. C'est sur ce dossier, à l'occasion de la discussion de l'impôt sur les grandes fortunes, que, publiquement, l'élève a dû se plier aux directives du maître. Au fil du débat parlementaire, l'assiste de l'impôt sur les grandes fortunes a été réduit. Parce que M. Mitterrand en a émis - tardivement - le souhait, les œuvres d'art ont été exonérées, obligeant le ministre du budget à une volte-face.

Ministre de l'industrie et de la recherche, M. Fabius reste sous la protection du chef de l'Etat. S'il sort victorieux de cette nouvelle mise à l'épreuve, il pourra croire davantage à sa serénité, et légitime, ambition.

LAURENT ZECCH N.

M. Michel Rocard : la citrouille et le carrosse

M. Michel Rocard a-t-il cédé un carrosse en échange d'une citrouille? La nomination de celui qui fut ministre d'Etat, ministre du plan, dans les deux premiers gouvernements de M. Mauroy, au poste de ministre de l'agriculture peut donner cette impression, qui, aussitôt, mérite d'être nuancée.

En mai 1981, le ministère du plan n'était pas vraiment considéré comme un cadeau. M. Rocard, disait-on, y serait enfermé dans des fonctions quasi honorifiques et réduit au silence, d'autant que l'action conduite d'entrée par la gauche démentait, pour l'essentiel, les thèses qu'il avait défendues : nationalisations massives, relance par la consommation, volontarisme de la croissance. Pourtant, la citrouille s'est transformée peu à peu en carrosse. La deuxième phase du changement, celle de la rigueur, a paru donner raison à M. Rocard, qui ne manquait pas une occasion de s'en féliciter, malgré l'incident qui l'opposa à M. Pierre Mauroy, lorsqu'il lui a fallu repousser en rose le document préparatoire du IX^e Plan. Le ministre d'Etat professait que « deux et deux font quatre » : il n'a pas été démenti par les faits.

Sa charge, le plan, lui permettait d'exercer ses talents de « météorologiste », de dire le temps qu'il fera demain. Ainsi M. Rocard a-t-il, à plusieurs reprises, vendu la mèche en faisant remarquer, au mois de septembre dernier, que le blocage des prix et des revenus est susceptible d'« effets anti-économiques ».

au mois de février, que la baisse du prix de l'essence n'est pas forcément bonne pour l'économie française et qu'il voyait mal comment le pouvoir d'achat moyen des Français ne diminuerait pas en 1983.

Après une longue période de morosité - M. Rocard avait le sentiment d'être incompris - il paraissait même s'amuser de l'évolution générale de ses collègues vers ses thèses sur la « mutation » du monde. A l'univers de M. Jean-Pierre Chevènement, M. Rocard, que l'on a souvent dit partant, n'avait plus aucune raison de quitter le gouvernement. Ses relations avec M. François Mitterrand se sont améliorées. Ses idées font leur chemin.

Une citrouille, le ministère de l'agriculture? Ce n'est pas si sûr. Certes, l'entourage du premier ministre était tenté depuis longtemps de priver M. Rocard d'une tribune - le ministère du plan - sur laquelle il commençait à se sentir un peu trop à l'aise. Un ministre technique, disait-on, l'obligerait à affronter les difficultés de la gestion quotidienne et donc de l'impopularité. De ce point de vue, l'agriculture n'est pas mal choisie.

Pour M. Rocard, l'agriculture, ce n'est pas si mal non plus. Homme de dossier mais aussi de contact, il a une bonne occasion de faire ses preuves sur le terrain et de transformer, une nouvelle fois, la citrouille en carrosse.

J.-Y. L.

هكرام الاول

LE REMANIEMENT

Une soirée « rétro » à l'Élysée

Constituer un nouveau gouvernement, cela donne du mal. M. Mauroy, premier ministre, en fait quelque chose. Sa journée fut longue, mardi 22 mars. Qu'on en juge !

Début de l'après-midi : le premier ministre est toujours le chef d'orchestre d'une équipe qui comprend des ministres d'État, dont M. Chevènement en bonne place. Sur l'aéroport de Villacoublay, M. Mauroy accueille le président de la République, de retour de Bruxelles. Ils ont beaucoup à se dire. La conversation se poursuit dans la voiture présidentielle jusqu'à l'Élysée.

Dix-huit heures, nouveau rendez-vous. Voilà M. Mauroy dans la cour d'honneur de l'Élysée. Trente-cinq minutes plus tard, il ressort du palais, souriant, apparemment décontracté.

« Pas de déclaration à faire ? (On hésite à ajouter : « Monsieur le premier ministre. »)

« Non. »

Les caméraman se bousculent. Les agents du protocole et de la sécurité font la chaîne. Les photographes sont juchés sur des échelles et autres tabourets. Enfilent alors les rumeurs et contre-rumeurs, les mini-bobards et les gros ragots. Mais, peu avant 19 heures, M. Michel Vauzelle, porte-parole de l'Élysée, coupe court à cette animée phéss d'effervescence. Il confirme : M. Mauroy est reconduit. En bonne logique, c'est bon pour les télévisions ! Nos confrères se préparent à un « direct » sur le parterre de l'Élysée dans leurs journaux de 20 heures. C'est une erreur. L'Élysée et Matignon n'ont que faire, pour l'instant, du « 20 heures de la télé ».

M. Mitterrand, qui a fait une apparition vers 18 h 30, est reparti assister à la première du film *Gandhi*. Le président de la République, plus occupé, a quitté le palais pour aller se restaurer. M. Mauroy, lui, n'a sans doute pas jeûné. Mais une chose est sûre, à 20 heures il est en pleine discussion avec MM. Marchais et Fiterman. Avec sa reconduction, c'est même la « grosse » information de ce fameux « 20 heures de la télé ». Il y a comme une ambiance de IV^e République à l'Élysée et à Matignon, mais sans crise présidentielle.

Une heure passe. Rien. Les journalistes ont eu leur. On leur promet des copies. Le général Jean Seuhner, chef de l'état-major particulier de M. Mitterrand, quitte le palais. Puis, M. Jacques Attali, conseiller spécial. M. François de Grossouvre, chargé de mission et homme de confiance, reste pour sa part et serre quelques mains dans le hall.

Dans les ministères, c'est aussi la veille. Aux finances, le directeur de cabinet continue de travailler et attend. À l'intérieur, « on ne sait rien ». Àilleurs, on s'est volatilisé. Plus personne à la chancellerie, au Quai d'Orsay... Er, au ministère de la santé, M. Jack Ralite vient de partir, après avoir, dit le rumeur, téléphoné à une chaîne de télévision pour se plaindre d'un reportage sur les grèves des étudiants et des médecins hospitaliers.

A 23 h 45...

Quand l'entracte entra MM. Mauroy, Marchais et Fiterman prend fin, commence une nouvelle réunion du bureau politique du parti communiste. Le troisième gouvernement Mauroy naîtra-t-il cette nuit ? Allons savoir ! Lorsque le premier ministre arrive à 22 heures 33 à l'Élysée, il répond : « Je ne peux pas vous donner d'heure. C'est délicat, c'est rétro, cela attende un rien surréaliste. A 23 h 25 M. Mitterrand repasse à l'Élysée. A 23 h 30, la réunion du bureau politique du P.C.F. se clot aussi. La projection de *Gandhi* a pris fin.

Ainsi les caméras s'agitent à nouveau. Le gouvernement sera-t-il annoncé en direct dans les journaux de la soirée ? Deuxième erreur. L'Élysée et Matignon n'ont décidément que faire des médias, de l'heure de bouillasse des quotidiens régionaux et nationaux. Ils travaillent pour l'histoire. La composition du gouvernement (première partie) sera rendu publique sur le parterre de l'Élysée, à 23 heures 45, alors que les petits écrans frémissent et pétillent dans le néant. Dans l'émotion ambiante, M. Jean-Louis Bianco, secrétaire général de l'Élysée, lit : « Sur proposition du premier ministre, le président de la République a nommé : Premier ministre, Pierre Mauroy (...). » Et l'on se dit que M. Mauroy en prend bien à son aise de pouvoir ainsi se nommer lui-même.

Justement, cet homme qui l'on présume heureux apparaît. C'est même la « grosse » information de ce fameux « 20 heures de la télé ». Il y a comme une ambiance de IV^e République à l'Élysée et à Matignon, mais sans crise présidentielle.

Une heure passe. Rien. Les journalistes ont eu leur. On leur promet des copies. Le général Jean Seuhner, chef de l'état-major particulier de M. Mitterrand, quitte le palais. Puis, M. Jacques Attali, conseiller spécial. M. François de Grossouvre, chargé de mission et homme de confiance, reste pour sa part et serre quelques mains dans le hall.

LAURENT GREILSAMER.

Le film de dix jours d'attente

Depuis le 13 mars à 20 heures - et l'annonce des principaux résultats du deuxième tour des élections municipales - la France politique - et journalistique - s'effondre dans un film où révoltes - et accablés - se succèdent.

● LUNDI 14 MARS. - M. Pierre Mauroy se rend à l'Élysée pour s'entretenir avec le président de la République. Bien entendu, il s'agit d'annoncer les résultats électoraux, mais déjà il apparaît qu'un remaniement ministériel est à l'ordre du jour et que l'équipe gouvernementale devra être revue. Les ministères à être réajustés à son poste par l'hypothèse la plus vraisemblable, mais des rumeurs contrastées commencent déjà à circuler.

● MARDI 15 MARS. - Alertée par les médias dits « bien informés » de l'Élysée, la presse est persuadée que le remaniement est pour ce jour. Dans la cour du palais présidentiel, les journalistes accourent en nombre, supputent, échafaudent, attendent... En fin d'après-midi, M. Michel Vauzelle annonce qu'il n'y a « aucun lien dans les institutions républicaines entre un scrutin local et un changement ou un remaniement du gouvernement », et il ajoute que M. François Mitterrand s'adressera aux Français le 23 mars à la télévision.

● MERCREDI 16 MARS. - Conseil des ministres comme si de rien n'était : ce sera pourtant le dernier du gouvernement Mauroy « 2 ». Tout juste si chacun remarque un désaccord entre M. Chevènement, qui affirme que le remaniement a été évité, et M. Attali, qui rappelle qu'il est « une habitude à réécouter compte des travaux du conseil ».

● JEUDI 17 MARS. - Le jeu se calme. Il apparaît que le nouveau gouvernement ne sera constitué qu'après le règlement du dossier monétaire.

● VENDREDI 18 MARS. - M. Jacques Delors intervient au journal de 20 heures d'Antenne 2 pour « dédramatiser » les réajustements monétaires, mais aussi pour reconnaître qu'« une dévaluation peut être l'échec d'un homme ».

● SAMEDI 19 MARS. - Les scènes principales se jouent à Bruxelles, où experts monétaires et ministres des finances européens essayent de se mettre d'accord sur le réajustement monétaire. M. Delors tient encore la vedette.

● DIMANCHE 20 MARS. - Nouvelle journée folle. A Bruxelles, le ministre français de l'économie annonce que « des choses importantes vont se passer à Paris demain ».

● LUNDI 21 MARS. - Tousjours Bruxelles : les ministres approuvent le réajustement monétaire le matin ; l'après-midi, les chefs d'État et de gouvernement discutent sans rien décider.

● MARDI 22 MARS. - Le sommet s'achève à Bruxelles. Retour à Paris. A 19 heures, M. Delors est reçu par le premier ministre pour lui rendre compte des résultats de Bruxelles. A 14 heures, M. Mauroy va accueillir M. Mitterrand à Villacoublay et s'entretient avec lui une demi-heure à l'Élysée. De retour à Matignon, il annonce ses rendez-vous de l'après-midi avec le président du Sénat allemand et le premier ministre de Guinée-Bissau. A 18 heures, le premier ministre retourne à l'Élysée ; il s'entretient pendant trente-cinq minutes avec le chef de l'État, et à 19 h 55 M. Vauzelle annonce que la démission du gouvernement a été acceptée et que le président de la République a chargé M. Mauroy de former une nouvelle équipe.

A 20 heures, le premier ministre, confirmé, reçoit pendant près d'une heure MM. Marchais et Fiterman. A leur retour place du Colonel Fabien, les deux dirigeants du P.C. réunissent le bureau politique de leur parti, qui avait déjà siégé le matin. La séance ne sera levée qu'une fois le nouveau gouvernement officiellement constitué.

A 22 heures, M. Mitterrand, qui s'était absenté pour le dîner repagne l'Élysée. A 22 h 33, M. Mauroy rejoint : à 23 h 50, M. Jean-Louis Bianco, secrétaire général de la présidence de la République, lit la composition du nouveau ministère. A midi, le premier ministre quitte le palais de l'Élysée. Le « troisième gouvernement Mauroy » peut se mettre au travail.

Le P.C.F. a tenu à reproduire la procédure du 23 juin 1981

Le parti communiste a tenu à marquer, mardi 22 mars, qu'il est « partie prenante à part entière de la majorité et du gouvernement », selon la déclaration faite par M. Philippe Herzog, membre du bureau politique, sur R.T.L., en fin d'après-midi. C'était avant l'annonce, par l'Élysée, de la démission du gouvernement et de la nomination de M. Pierre Mauroy comme premier ministre.

Peu avant que ces décisions fussent rendues officielles, M. Charles Fiterman, ministre d'État, ministre des transports du gouvernement encore en fonction, démentait une dépêche de l'Agence centrale de presse, selon laquelle M. Mauroy lui aurait communiqué ses propositions quant à la représentation du P.C.F. dans le futur gouvernement.

Faisant allusion à l'entretien qu'il avait eu le 17 mars avec le premier ministre (le Monde du 19 mars), M. Fiterman déclarait : « Il est bien évident que, s'il s'agit d'un entretien avec le parti communiste, portant, comme il se doit, sur les conditions de sa participation à un gouvernement remanié, le secrétaire général du parti aurait été présent. »

M. Mauroy ayant été chargé officiellement par le président de la République de lui proposer une nouvelle équipe gouvernementale, l'entretien avec le secrétaire général du P.C.F., que la déclaration de M. Fiterman laissait prévoir, avait lieu au début de la soirée à l'hôtel Matignon.

Le bureau politique du P.C.F., réunis place du Colonel-Fabien, a reçu ensuite, transmises par MM. Fiterman et Georges Marchais, les propositions du premier ministre. Celui-ci a attendu ? des communistes pour le rendre à l'Élysée, tandis que le bureau politique réuni afin de délibérer des modifications éventuelles que M. François Mitterrand apporterait aux propositions de M. Mauroy. Cette éventualité ne s'est pas produite.

La formation du deuxième gouvernement Mauroy, le 23 juin 1981, avait suivi la même procédure, à ceci près que la réunion du bureau politique avait nécessité la suspension de celle du comité central, également convoqué, ce jour-là, pour se prononcer sur le principe de la participation gouvernementale.

La rigueur en souplesse

(Suite de la première page.)

Sous la houlette de M. Mauroy, deux hommes-clés, MM. Delors et Bérégovoy voient leurs pouvoirs renforcés, leurs compétences étendues et leur présence bien marquée, puisqu'ils viennent en deuxième et troisième position dans le gouvernement après le premier ministre.

M. Jacques Delors, tout d'abord, apparaît comme le grand triumvirat du remaniement. Son langage « musclé » à Bruxelles, à double usage, extérieur et intérieur, et sa pédagogie insistante, parfois émettent mais fort efficace et, surtout, très direct, a bien impressionné. En Allemagne, on ne lui tient pas rigueur de ses propos préliminaires sur l'« arrogance » de la R.F.A. Outre-Rhin, on peut avoir des mots durs si ce n'est un bon technicien et un partenaire coriace : nos voisins si « raisonnables » ne se privent pas, dans leurs discussions, d'échanger des arguments vigoureux, et, à cet égard, ils prêtent même à M. Delors un peu de tempérament « germanique ». Même en Grande-Bretagne, pays peu suspect de tendresse vis-à-vis de la France, notre confrère le *Financial Times* payé, le présentant comme « un vainqueur » (victor) dans un compromis monétaire de nature à laisser le « prestige socialiste intact ».

En France, M. Jacques Delors, qui, dès le début, avait regretté de lui voir échapper le budget et le bénéfice de M. Fabius, marque un point capital en le récupérant, et en gagnant ainsi la maîtrise complète du domaine économique et financier. Quant à M. Fabius, il sera chargé de « resserrer les écrous » dans les entreprises nationalisées, dont le financement pose des problèmes de plus en plus inquiétants et laissés pour partie en suspens par M. Chevènement. Par ailleurs, la disparition du ministère du Plan, dont les attributions seront probablement variées aux services du premier ministre, marque le souci de donner la priorité aux problèmes immédiats.

L'extension des pouvoirs accordés à M. Pierre Bérégovoy constitue une autre illustration de la volonté présidentielle d'exercer la rigueur avec souplesse. A la différence de M. Nicole Questiaux, qui refusait

d'être le ministre des comptes, M. Bérégovoy, en prenant ses fonctions de ministre des affaires sociales en février 1982 avait déclaré aussitôt au Monde qu'il fallait savoir compter mais respecter et même confirmer la solidarité. Très vite ce nouveau gestionnaire s'est imposé comme un gestionnaire qui accepte de calculer et admet la nécessité de procéder à des économies. Il s'est révéillé aussi, homme de dialogue et habile tacticien. Multipliant les réunions de concertation avec les partenaires sociaux, profitant des suspensions de séances pour consulter séparément les uns et les autres, sachant taper sur l'épaule d'un négociateur et tenir une discussion peu protocolaire, M. Bérégovoy est un diplomate non pas de salon mais de terrain, qui sait écouter, plier les yeux et suspendre une réponse à une question trop délicate avant de proposer un compromis qui apaise les opposants et les amène à signer, selon les cas un accord ou « un relevé de conclusions ».

Toutes ces indications montrent clairement que l'avertissement, si on des élections municipales, du moins du « psychodrame » de Bruxelles, a été entendu : il faut redresser le balance commerciale, diminuer les déficits sociaux, freiner l'inflation et, si possible, redonner confiance aux entreprises, surtout les P.M.E., le tout sans lever la réaction violente des syndicats ni le défi de la patronie. Vaste programme !

Il n'est pas de moins que certaines ambiguïtés demeurent. Dans le passé, on a pu reprocher à M. Delors d'avoir sous-estimé le déficit commercial de 1982, une attitude parfois équivoque, et même d'avoir avalé des couleuvres, comme le lui a reproché M. Barre, par exemple, lorsqu'il dut accepter de différer la baisse des taux d'ordres. Saura-t-il et pourra-t-il cette fois, mettre en accord ses convictions et son action ?

Tout va dépendre de M. Mauroy, qui pour le compte de MM. Delors et Bérégovoy, devra assumer la responsabilité politique de faire coïncider à la majorité le nouveau programme de rigueur.

FRANÇOIS RENARD.

M. CHIRAC : ma vocation n'est pas de gêner le gouvernement

Invité, mardi 22 mars, de l'Association de la presse anglo-américaine à Paris, M. Jacques Chirac n'a pas caché qu'il aurait préféré intervenir au lendemain de l'allocution de M. François Mitterrand, mercredi soir. « Ma vocation, a-t-il dit, n'est pas de gêner le gouvernement mais de critiquer des orientations (...).

En dépit de cette volonté de garder une certaine réserve, le maire de Paris a noté qu'une « dévaluation sanctionne une situation où l'inflation en termes réels n'est pas maîtrisée ». Selon le président du R.P.R., il y a deux logiques, celle qui consiste à augmenter les dépenses publiques, à accroître les prélèvements obligatoires et l'intervention de l'État, et celle qui consiste à limiter les dépenses publiques et les prélèvements obligatoires pour parvenir à une amélioration de la situation économique. « Inutile de dire que je souscris à cette deuxième logique », a précisé M. Chirac.

Il a rappelé qu'il était partisan d'un mandat présidentiel de cinq ans. Il a indiqué qu'il approuvait « sur le fond l'attitude du chef de l'État », s'agissant de la défense de l'Europe et des euro-missiles.

Les précédents gouvernements de M. Pierre Mauroy

● Le premier gouvernement a été formé le 22 mai 1981. - Il comprend quarante-trois membres, dont six femmes : cinq ministres d'État, vingt-cinq ministres et ministres délégués et douze secrétaires d'État. Il se compose de trente-neuf membres du parti socialiste, trois représentants du Mouvement des radicaux de gauche et un du Mouvement des démocrates. Il se distingue par la création de trois ministères : la solidarité nationale, le temps libre et la mer.

● Le deuxième gouvernement a été formé le 23 juin 1981, après la démission de M. Pierre Mauroy consécutive aux élections législatives de juin. - Il comprend quarante-quatre membres : cinq ministres d'État, vingt-neuf ministres et ministres délégués et neuf secrétaires d'État. Quatre ministres communistes font leur entrée dans ce gouvernement qui compte trente-sept socialistes, deux radicaux de gauche et un représentant du Mouvement des démocrates.

Ce deuxième gouvernement a été remanié trois fois :

- Le 29 juin 1982 : deux grands ministères sont créés, celui des affaires sociales, confié à M. Bérégovoy, et celui de la recherche et de l'industrie, attribué à M. Jean-Pierre Chevènement. M. N. Questiaux (solidarité nationale) et M. Dreyfus (industrie) quittent le gouvernement ;

- Le 17 août 1982 : M. Joseph Franceschi, secrétaire d'État chargé des personnes âgées, est nommé secrétaire d'État à la sécurité publique ;

- Le 8 décembre 1982 : M. Jean-Pierre Cot, ministre délégué à la coopération et au développement, quitte le gouvernement. Il est remplacé par M. Christian Nucci. M. Daniel Benoit est nommé secrétaire d'État aux personnes âgées.

Continuité

(Suite de la première page.)

L'une et l'autre rendent plus difficile la prestation télévisée de M. Mitterrand. Plus l'attente est grande, il s'agit, pour le chef de l'État, de tirer les leçons du « message » adressé par le pays les 6 et 13 mars. Il a commencé de le faire, mardi, en demandant à M. Mauroy de former un nouveau gouvernement. Ce devait être : échanger les hommes et les méthodes. A quelques exceptions près - l'une, constituée par le départ de M. Chevènement, est de taille - seules les méthodes sont concernées. Le resserrement de l'équipe gouvernementale (qui passe de trente-quatre à quinze ministres de plein exercice) est censé permettre une plus grande cohérence et une meilleure coordination. La nomination d'un porte-parole du gouvernement, devrait pallier les défauts d'explication de la politique gouvernementale, relevés par le chef de l'État lui-même.

Au-delà de la correction de ces défauts, importants certes, mais non décisifs, M. Mitterrand a fait prévoir le choix de la continuité. Cette solution revêt plusieurs avantages : elle a aussi le mérite de la logique.

Les avantages tiennent au calendrier. Le compte à rebours qui nous sépare des élections législatives de mars 1986 est commencé. M. Mitterrand a choisi, plutôt que d'user par avance un nouveau premier ministre, de confier à M. Mauroy le soin d'assumer encore l'impopularité prévisible de certaines mesures économiques et sociales.

Dur métier que celui de premier ministre, peut, penser M. Mauroy, qui est également privé de la possibilité d'investir davantage dans le débat interne au P.S., en vue de son prochain congrès ; or celui-ci conditionne largement l'avenir politique du maire de Lille.

A compter du moment où - dans le débat qui a agité le gouvernement sur la politique économique et sociale - les partisans du maintien dans le S.M.E. l'ont emporté, il était logique qu'il assumât eux-mêmes les conséquences de ce maintien. Dans cette affaire, on a sans doute oublié un peu vite que M. Mauroy lui-même avait, dès le 14 mars, engagé la discussion avec M. Mitterrand. Pour écarter l'interprétation - qui eût été pour lui suicidaire - d'un conflit entre le président et le premier ministre, sur ce sujet, M. Mauroy s'est mis en retrait. Mais il porte, au moins autre, que M. Delors, la responsabilité du choix fait par M. Mitterrand et du compromis passé avec la R.F.A. A certains égards, il est possible de rapprocher les dix jours d'attente que nous venons de vivre de ces journées de l'été 1982, où MM. Mitterrand et Mauroy avaient discuté ferme de l'opportunité de la politique de rigueur.

C'est la continuité de celle-ci qui a prévalu. Essentiellement parce que M. Mauroy est l'homme qui a su, sans trop de dégâts électoraux, assurer cette continuité entre l'état de grâce et l'état de rigueur. On retrouve là une leçon essentielle du scrutin municipal : c'est l'électorat populaire qui s'est montré réticent, c'est donc cet électorat qu'il faut rassurer (à charge pour M. Delors, de rassurer, à son tour, non seule-

ment les milieux financiers internationaux, mais aussi les « généraux et les colonels » de la société française, bref les cadres).

La défection d'une partie des couches populaires n'était pas telle qu'elle ait incité le parti communiste à revenir sur ses engagements à l'égard de M. Mauroy. Ce dernier dispose donc, à cet égard, d'un atout qui s'était déjà révélé décisif à plusieurs reprises.

On touche là un problème de fond, et de portée historique. Ce qui s'est passé constitue, sans doute, un avertissement pour la gauche : mais aussi un échec pour la droite. Celle-ci n'a pu mettre la gauche devant la manifestation du désaveu massif qu'elle espérait. C'est du moins ainsi que M. Mitterrand l'a compris. Ni le choix du premier ministre ni la composition du gouvernement, ne laissent prévoir le « retournement » réclamé par l'opposition : ni radicalisation ni recentrage. Aucun de ces deux scénarios, chers à M. Peyrefitte, ne paraît se concrétiser.

L'opposition persiste sans doute - une expérience historique l'y autorise - que le cap des deux ans serait fatal sinon au pouvoir de la gauche, que protéger les institutions, du moins à ses choix fondamentaux. Or la gauche s'efforce, et surmonter, avec le même dispositif politique (le poids relatif des communistes en gouvernement ne varie pas) les effets économiques et politiques des transformations qu'elle a accomplies. Au fond, il s'agit pour M. Mauroy de convertir une famille politique, traditionnellement vouée à l'expression de revendications et d'aspirations sociales, à la gestion de la crise. Cela ne va pas, et n'ira pas sans difficulté, comme en témoigne le départ de M. Jean-Pierre Chevènement. L'ancien ministre d'État n'est pas le seul à penser que le choix fait par le chef de l'État d'un axe Mauroy-Delors n'est pas le bon. Il a expliqué que son refus d'accepter un autre poste (il s'agissait de l'urbanisme et du logement) « concrétise des désaccords autour sur les méthodes que sur la conception de l'action gouvernementale ». Ses amis considèrent même que la politique qui dépeuple le choix de M. Mitterrand est vouée à l'échec économique, désorientée la base sociale de la gauche et prépare l'écroulement de l'union.

Les départs de MM. Chevènement et Robert Trucquet ont aussi fait que le parti européen adopté par le gouvernement l'a emporté sur des réflexes privilégiés d'avantage l'indépendance nationale. Il sera difficile à M. Mitterrand de masquer que cette indépendance est pour l'heure amoindrie et que l'on n'apporte guère après le sommet de Bruxelles les contreparties que la France pourrait retirer de son ancrage européen. Il est donc vraisemblable qu'il demandera aux Français de redoubler d'efforts afin que l'on puisse retrouver une liberté d'action plus large. Cet appel à l'effort suppose que le gouvernement se montre plus soucieux qu'il ne l'a été dans le passé de préserver, ou d'améliorer, les conditions du monde du travail. Mais, là encore, rigueur oblige, la « ligne de crête », comme dirait M. Mauroy, est des plus étroites.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

ÉTÉ 83 U.S.A. NEW-YORK à partir de 2 850 F. AIRCOM SETI 25, rue La Boétie 75008 PARIS 280-15-70

MINISTÈRE BILAN ÉCONOMIQUE grandes ambitions

VOUS CHERCHEZ UN PIANO ?

DAUDE

مكتبة القرآن

MINISTÉRIEL

LE BILAN ÉCONOMIQUE DU DEUXIÈME GOUVERNEMENT DE M. MAUROY

De grandes ambitions qui ont buté sur une crise financière

Les socialistes, lorsqu'ils étaient dans l'opposition, assuraient qu'il était possible de combattre le chômage notamment par une croissance économique plus forte que celle de la France. Mais, peu après son installation à Matignon, le gouvernement de M. Mauroy prit-il diverses mesures pour relancer la demande des ménages : prestations vieillesse, famille, logement, handicapés, hausse du SMIC. L'action ainsi engagée fut importante puisqu'elle porta sur environ 1 % du produit national, soit 35 milliards de francs. Ceux-ci allèrent aux ménages, l'Etat et les entreprises finançant ce transfert au prix d'un déficit accru pour le premier (81 milliards de francs en 1981 après 30,3 milliards de francs en 1980), de comptes médians pour les seconds dont les bénéfices et l'auto-financement baissèrent. A titre de comparaison, la relance Chirac de 1975 avait porté sur 2,5 % du produit national.

L'hypothèse qui sous-tendait la stratégie de l'équipe Mauroy était que la croissance retrouvée fournirait, après les efforts fiscaux demandés en 1981 aux titulaires de revenus élevés, les moyens de financer spontanément une politique sociale et budgétaire globale, critique sur certains points (faillait-il créer cent cinquante mille emplois de fonctionnaires ?) mais, somme toute, sans véritables excès.

La dévaluation du franc par rapport au Deutschmark en octobre 1981 rappela pourtant les limites de toute action de relance en France. C'est à partir de cette date que, progressivement, M. Mauroy commença - sous la pression de M. Delors tenu à l'écart pendant de longs mois - à donner de plus en plus d'importance aux problèmes de financement et d'équilibre, notamment en matière budgétaire et sociale.

Le blocage de 15 milliards de francs de crédits budgétaires annoncé en octobre 1981 sous la pression d'un gouvernement allemand venu en aide à notre monnaie, eut surtout pour but d'accroître l'idée d'une gestion rigoureuse auprès des milieux financiers internationaux. Les choix faits en matière de financement de la Sécurité sociale furent également modifiés. Le plan du ministre de la solidarité - de l'époque - Mme Questiaux, proposé en septembre 1981, fut significatif à cet égard, prévoyant le rétablissement très impopulaire de la majoration d'un point des cotisations d'assurance-maladie des salariés (voir l'article de Jean-Pierre Dumont). Une certaine rigueur fut donc prise en compte aussi bien en matière budgétaire qu'en matière de dépenses sociales. Elle se traduisit, en 1981, par des prélèvements fiscaux et sociaux importants destinés à couvrir une partie des dépenses nouvelles engagées. C'est dire qu'une forte redistribution fut opérée. La hausse des prix de détail continuant sur sa lancée, on comprend que le revenu disponible des ménages ait paradoxalement stagné au cours du second trimestre 1981, alors qu'il avait progressé au premier de 2,5 %.

A l'automne 1981 s'engageait au sein du gouvernement Mauroy un débat très vif, les partisans d'une politique de fortes dépenses (se réclamant des théories de Keynes) se heurtant à ceux qui, comme MM. Delors et Rocard, insistaient sur la nécessité de faire des économies. Le projet d'une hausse de la TVA pour financer le déficit des comptes sociaux provoquait presque une rupture au sein du gouvernement. De même, la possibilité de financer d'importantes dépenses par des impôts prélevés sur les riches était remise en question, les prélèvements obligatoires (impôts et cotisations sociales) ayant atteint en France un niveau que M. Mitterrand estimait ne pas devoir être dépassé.

M. Mauroy décidait de contrôler strictement l'ampleur du déficit budgétaire de 1982 (fixé à 95,5 milliards de francs). Celui-ci ne dépasserait pas 3 % du P.N.B. en 1983, soit 118 milliards de francs. Or, à trop peu près, à l'époque que cet engagement solennel pris à la fin de 1981 impliquait presque déjà, à lui seul, un changement de la politique économique.

Absente au rendez-vous de la fin de 1981 et du début de 1982, la croissance économique n'avait pas apporté ce que M. Mauroy attendait d'elle : l'emploi, un nouveau dynamisme des entreprises (1), le financement des avancées sociales. Très vite, au contraire, étaient apparus des problèmes de financement aigu au travers de nombreux déficits : de l'Etat, de la Sécurité sociale, des régimes d'assurance-chômage, des comptes des entreprises publiques mais aussi des comptes extérieurs du pays.

Ce qui n'était encore qu'effervescence et tentation éclectique brutalement en juin 1982 avec la deuxième dévaluation du franc par rapport au Deutschmark, dévaluation dont l'urgence parut surprendre tout le monde, y compris M. Mitterrand. Non seulement les prix et les marges furent taxés mais les salaires furent bloqués, fait sans précédent depuis les années 1948-1950.

Au-delà de l'aspect formel des choses apparaissait leur signification. Le retour aux équilibres prenait le pas sur le mouvement ; le financier et le monétaire l'emportaient sur l'économique ; les objectifs à long terme s'effaçaient - au moins momentanément - devant les préoccupations du court terme. La France n'allait plus à contre-courant mais alignait sa politique conjoncturelle sur celle des grands pays industrialisés : priorité était donnée à la lutte contre l'inflation, à la stabilisation des déficits budgétaires, à la réduction du déficit social.

Le changement de cap

Ce « changement de changement » avait des conséquences considérables sur la stratégie mise en œuvre. La première était une ouverture très nette du pouvoir en direction des entreprises industrielles, une ouverture qui allait se confirmer et s'élargir au fil des mois. En juin 1982 était annoncé un allègement de la taxe professionnelle. Suivaient les pressions renouvelées d'une stabilisation des charges des sociétés, l'idée d'un moratoire, la pratique de taux bonifiés, le report à juin 1983 du paiement de l'impôt sur l'outil de travail, l'annonce d'un transfert du financement des allocations familiales des entreprises sur les particuliers (salariés et non salariés), le vote dans le budget de 1983 de possibilités d'amortissements accélérés. Globalement, l'endettement des firmes françaises apparaissait en effet considérable et leur situation financière très mauvaise. Les entreprises « ne pouvaient plus payer... »

La deuxième conséquence du changement de stratégie gouvernementale fut la reconnaissance du fait que le salaire pouvait jouer un rôle dans l'inflation. Le blocage de quatre mois et demi imposé par MM. Mauroy et Delors fut prolongé par ce que le premier ministre appela joliment à l'époque « un traitement de dix-huit mois ». La nouvelle logique du pouvoir dénouait ses effets : en juillet 1982 recevaient les syndicats, M. Mauroy leur demandait d'abandonner l'indexation des salaires sur les prix. C'était une innovation considérable, la France s'alignant à nouveau sur la pratique de nombreux autres pays.

A rapprocher les faits des décisions, la volonté de rigueur apparaissait évidente. Elle postulait à terme un rapprochement et probablement une baisse du pouvoir d'achat si les clauses de sauvegarde, inscrites dans les accords conclus avec la fonction publique, E.D.F., S.N.C.F., R.A.T.P., ne font pas tâche d'huile dans le privé et laissent au gouvernement une latitude pour décider ce qui peut être accordé en fonction des possibilités du moment. A l'inverse, apparaissait la volonté d'améliorer les résultats financiers des entreprises.

La troisième conséquence du changement de stratégie officielle était un net freinage des dépenses publiques et sociales. Le budget de l'Etat pour 1983 - préparé en 1982 - fut soumis à des coupes sévères. Des économies importantes - difficiles à réaliser - étaient décidées sur la Sécurité sociale puis sur les assurances-chômage, remettant en cause certains acquis. Les coupes atteignaient 25 milliards de francs. Même la politique de réduction de la durée du travail sur laquelle les socialistes fondaient l'essentiel de leurs espoirs pour combattre le chômage et qui constituait le point le plus original de leur démarche était désormais conduite avec précaution.

Le début de l'année 1983 a été marqué par un malheureux calvaire gouvernemental, M. Mauroy annulant la décision annoncée par M. Delors d'une baisse des taux d'intérêt sur les livrets A des caisses d'épargne. La lutte contre l'inflation s'effaçait devant les impératifs de la campagne pour les élections municipales. Mais, fin janvier, M. Maire mettait M. Mauroy dans un grand embarras en posant publiquement la question de savoir si un plan de rigueur renforcé n'était pas nécessaire. Le « il n'est jamais bon que les responsables cachent la vérité » du leader C.F.D.T. aura posé d'un poids capital sur les premiers mois de 1983.

L'énorme déficit du commerce extérieur de la France (93 milliards de francs en 1982, 9,6 milliards de francs pour le seul mois de janvier 1983) et l'endettement extérieur qu'il a entraîné auront sanctionné une politique économique et sociale trop coûteuse par rapport aux possibilités du pays. La troisième dévaluation du franc par rapport au Deutschmark - qui entraînera probablement un nouvel affaiblissement de notre monnaie par rapport au dollar - aura rappelé à M. Mauroy qu'il n'est pas de bonne politique sans de bonnes finances.

ALAIN VERNHOLES.

(1) Dans le bâtiment, la baisse des mises en chantier de logements enregistrées en 1982 est sans précédent depuis 1974 : 343 000 contre 400 000 en 1981 (-14,25 %), malgré un minimum de l'effort budgétaire de l'Etat où le recul atteint 37,4 %.

AGRICULTURE : les combats de Mme Cresson

Les quelque vingt-deux mois que Mme Cresson a passés au ministère de l'Agriculture ont, comme pour l'ensemble de l'action gouvernementale, leurs zones de lumière et d'ombre.

Le revenu agricole n'est certes pas un indice qui mesure à lui seul la réussite gouvernementale. Le ciel et la tenue des marchés y ont leur large part. En 1982, le revenu brut moyen par exploitation agricole était meilleur encore que ne le prévoyaient les estimations faites en novembre, avec une hausse estimée à 7 % (en option livraisons) et même à 18 % si l'on raisonne en terme de production. Les comptes nationaux auraient révisé à la hausse également le revenu de 1981, qui passerait de -0,4 % à 1,6 %. Voilà qui est de bon augure pour la poursuite de la politique agricole : un héritage heureux que laisse Mme Cresson à M. Rocard.

Pour ce qui est de la responsabilité propre du ministre de l'Agriculture, on mettra en lumière trois séries d'actions. La première a trait à l'activité européenne et internationale de Mme Cresson. La négociation passée sur les prix agricoles (campagne 1982-1983), l'adoption du nouveau règlement viticole, la volonté politique, ne encore traduite dans les faits, d'aboutir à un réajustement de la politique agricole commune en faveur des productions méditerranéennes portant la marque de la ténacité du ministre français de l'Agriculture. Celle-ci s'est manifestée encore s'agissant de la résistance aux prétentions américaines, en matière de commerce agro-alimentaire international.

Seconde série, les actions de formation et d'installation de jeunes agriculteurs. Un effort particulier a été fait dans ce domaine de l'instal-

lation, effort conforté par une politique de formation initiale (réforme de l'enseignement agricole public, consultation pour une réforme du privé, important en agriculture) et de formation permanente. Les Etats-général du développement ont été l'occasion de réfléchir aux objectifs de la politique agricole, aux moyens à mettre en œuvre, aux méthodes de vulgarisation et d'auto-développement des agriculteurs.

Troisième zone de lumière, les actions menées en faveur des agriculteurs en difficultés, les mesures sociales, celles qui avaient trait à la réduction des inégalités, pour les femmes et les salariés notamment. Avec la réforme de l'enseignement agricole et les Etats-général du développement, ces mesures sociales forment ce qu'on pourrait appeler l'axe de la nouvelle politique agricole, celle qui tend à ne condamner aucune exploitation actuellement existante, et à faire en sorte qu'un maximum d'entre elles demeurent viables.

En fait, alors qu'au début de l'ère Cresson, cet axe paraissait être unique, il est apparu peu à peu et sous la pression de la réalité économique, de celle des échanges internationaux notamment, que le ministre de l'Agriculture entendait conforter également les exploitations compétitives et favoriser leur expansion.

Avec la création des offices par produits, on n'entre certes pas dans la zone d'ombre. Mais si ces offices peuvent être une grande aide pour l'organisation et la conquête des marchés, ils représentent une déception pour ceux des agriculteurs de gauche, qui en attendaient plus. Leur naissance aura été difficile, moins difficile cependant que celle des offices fonciers qui sont les

grands absents de ces vingt-deux mois, absents dans la mesure où ils faisaient partie des propositions du candidat Mitterrand. Ici on rentre dans l'ombre.

Cette absence révèle certes des contradictions d'intérêts et une grande prudence des lors qu'on touche au thème viscéral de la terre et du droit de propriété mais il s'explique aussi par les divergences dont les socialistes ne sont pas venus à bout, - d'autant que plusieurs ministres étaient concernés - sur la priorité à accorder ou non au financement du secteur agricole, et à l'orientation de l'épargne en sa faveur. Cette même incertitude s'est manifestée dans le domaine fiscal.

Quand on rentre dans la forêt et la filière bois, l'ombre cette fois est totale. Après le rapport confié à M. Duroure, député P.S. des Landes, des décisions devaient être prises avant l'été 1982. On attend toujours.

Dernière zone d'ombre enfin, la « rousse parisienne » qui s'était retrouvée par nécessité rue de Varenne n'a jamais vraiment trouvé le ton juste pour que passe le courant avec les agriculteurs. Au-delà de l'opposition politique des dirigeants de la F.N.S.E.A. qui s'est durcie au cours des derniers mois, sans que la base soit réellement mobilisée, les hésitations des cabinets plusieurs fois remaniés, le discours plus militant que ministériel de Mme Cresson, dans les premiers mois de cette fois de sa présence rue de Varenne, ont laissé aux agriculteurs, qui ont besoin à la fois de respect et de certitudes, une impression négative. Avec M. Rocard, le monde agricole va retrouver un personnage plus conforme à l'idée qu'il se fait d'un responsable politique.

JACQUES GRALL.



1882
1982

« M. Darwin, est-ce par votre grand-père que vous descendez d'un singe ? »

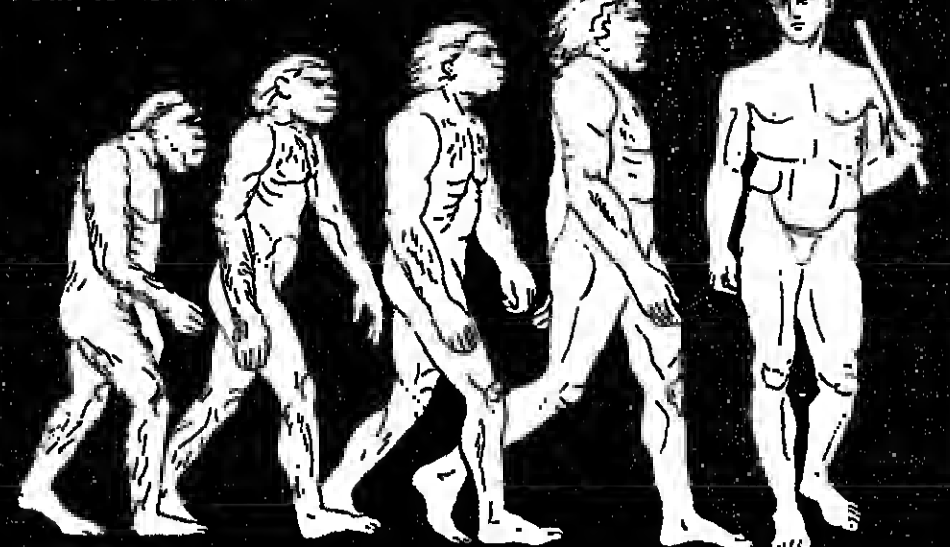
Le vendredi 29 juin 1860 plus de 700 savants sont réunis dans la grande salle de l'Université d'Oxford. Ils attendent un certain M. Darwin qui, tout en ayant des diplômes scientifiques rigoureux, ose tracer un trait sur toutes les théories établies par les sciences anthropologiques.

Charles Darwin vient de publier l'Origine des Espèces, ouvrage dans lequel il affirme que toutes les espèces animales sont issues de quatre ou cinq formes vivantes primitives, ayant un seul et unique prototype. L'homme serait l'aboutissement de cette sélection naturelle.

L'homme tranquille par qui le scandale arrive.

Darwin a accumulé les preuves : les fossiles témoignent de l'évolution et les vivants aussi. Il démontre que la main de l'homme, le pied du cheval ou l'aile de la chauve-souris sont bâtis sur le même modèle et renferment les mêmes os. Il arrive à des conclusions troublantes : l'oeil possède 24 vertèbres embryonnaires exactement comme la queue de l'archaéoptéryx, cet animal mi-reptile, mi-oiseau qui vivait il y a 200 millions d'années. On retrouve la même évolu-

Pour le centenaire de Darwin



Jean de Bonnot publie en édition d'art le livre scientifique le plus scandaleux :

l'Origine des Espèces de Charles Darwin

tion dans le développement de l'embryon humain que chez le minuscule animal marin vivant il y a plus de 500 millions d'années. Chez l'homme adulte, le cou est composé de deux osselets et deux vertèbres, tout comme le premier mammifère d'il y a 200 millions d'années. Etonnant vestige de notre immémorial passé.

Huê, ridiculisé, interdit encore dans les écoles de 20 états des U.S.A.

La salle se déchaine contre Darwin, mais il resta impassible et continue son exposé avec rigueur, donnant des exemples inévitables. En quelques phrases il a balayé toutes les théories scientifiques, toutes les philosophies et tous les dogmes religieux. Après plus d'un siècle, cette révolution n'est pas tout à fait apaisée et si la science a dû accepter ses théories, toutes les religions s'y sont opposées : il aurait fallu jeter aux orbes la Bible, le Coran, le Talmud et tous les autres enseignements religieux. Darwin est encore interdit dans les écoles de plus de vingt états des U.S.A. Mais l'évidence est là : son génie ne peut être comparé qu'à celui de Copernic, de Galilée ou d'Einstein.

Livres d'art : prix éditeur. Jean de Bonnot présente cette œuvre fondamentale en deux magnifiques volumes d'art, reliés en plein cuir violet crépuscule. L'impression est sur papier vergé chiffon filigrané aux canons, et

la tranche supérieure, ainsi que la reliure sont à l'or véritable. 22 calets, tinschiffes et signet assortis. Les coins du livre sont plus soigneusement à la main : long et minuscule travail des compagnons relieurs. Format in-octavo 14 x 21 cm. Le monde actuel voudrait considérer les livres comme un produit industriel périsable. Nous n'acceptons pas cette mode. Nous avons le respect de notre travail et désirons lui assurer la longévité d'un an.

Garantie totale. Il vaut mieux avoir peu de livres, mais les choisir avec goût. Les beaux livres donnent à l'amateur éclairé des satisfactions inépuisables. Je ne publie que des œuvres de qualité, soignées dans les plus petits détails, qui prennent de la valeur chaque année, car l'or véritable et le cuir embellissent avec le temps. C'est pourquoi je m'engage à acheter mes ouvrages pour le même prix et à n'importe quel moment.

JEAN DE BONNOT

CADEAU. Les souscripteurs qui renverront leur bulletin dans la semaine, recevront une estampe originale. Cette gravure de 14 x 21 cm est numérotée et signée par l'artiste. Elle leur restera acquise quelle que soit leur décision. Jean de Bonnot

Prêtez-moi ce livre S.V.P.

à envoyer à JEAN de BONNOT

7, Faubourg Saint-Honoré, 75392 Paris Cedex 08

Où, envoyez-moi, pour un prêt gratuit de dix jours, le premier volume de « l'Origine des Espèces » de Charles Darwin, auquel vous joindrez mon cadeau.

Si ce premier volume ne me convient pas, je vous le renverrai dans son emballage d'origine, dans les dix jours, sans rien vous devoir, mais je conserverai de toute façon la gravure que vous m'offrez.

Si je décide de le garder, je vous réglerai le montant de 168,00 F (+ 10,70 F de frais de port). Dans ce cas, vous m'enverrez le deuxième et dernier volume, au même prix, le mois suivant.

Nom Prénom
N° Rue
Ville Code postal
Signature
Je déclare sur l'honneur que l'adresse que ma signature est conforme

VOUS CHERCHEZ UN PIANO ?

LOCATION DEPUIS 250 F/mois (trépan non compris)

VENTE DEPUIS 298 F/mois (sans apport ni caution) Livr. gratuite dans toute la France

28 MARQUES REPRÉSENTÉES Garantie jusqu'à dix ans Ouvert du lundi au samedi 9 h-19 h



73 bis, av. de Wagram, 75
227-59-54/765-34-77

هكرامان الأول

LE BILAN ÉCONOMIQUE DU DEUXIÈME GOUVERNEMENT DE M. MAUROY

SOCIAL : des largesses à la rigueur

Une longue année de réformes et de largesses, puis une période de difficile apprentissage de la rigueur, ainsi peuvent être découpés les quelque vingt-deux mois du premier gouvernement socialiste en matière sociale.

Le bilan des améliorations et même des profondes modifications est d'une ampleur considérable : réformes qualitatives et quantitatives se sont succédées à un rythme rapide, bousculant les schémas traditionnels des relations sociales et manifestant parfois un dédain - hélas coûteux ! - pour les équilibres économiques.

Le rapport puis les lois Anroux ont, après des débats passionnés, largement bouleversé le code du travail : l'élargissement des institutions représentatives du personnel, notamment du comité d'entreprise et du comité d'hygiène et de sécurité, l'obligation de négocier et de réexaminer le règlement intérieur, enfin la reconnaissance d'un droit d'expression des salariés, ont créé « un nouvel espace de démocratie économique et sociale » qu'il reste encore à remplir.

L'annulation des ordonnances de 1967 sur la sécurité sociale et le rétablissement des élections des administrateurs, avec une représentation accrue des syndicats, constituent aussi une réforme qualitative importante, bien que le scrutin, maintes fois annoncé, n'ait encore pas eu lieu.

A mi-chemin entre le quantitatif et le qualitatif, deux autres séries de changements sont intervenues : l'ordonnance sur la retraite à soixante ans et celles, après un accord entre partenaires sociaux, sur les trente-neuf heures et la cinquième semaine de congés payés, auxquelles s'est ajoutée une liste impressionnante d'ordonnances sur les contrats à durée déterminée, le travail temporaire et partiel et enfin, idée originale,

déjà appliquée au Royaume-Uni et en Finlande, les contrats de solidarité en faveur des pré-retraités et d'une plus forte réduction de la semaine de travail à condition que l'employeur embauche des chômeurs.

Ce premier et vaste panneau de réformes a été accompagné de mesures quantitatives, par des revalorisations parfois considérables des revenus des catégories les plus défavorisées. Au nom de la justice et d'une croyance dans les vertus de la relance économique par la demande, le salaire minimum, les prestations familiales, le minimum vieillesse ont, dès juillet 1981, puis à nouveau en janvier et février 1982, été majorés au total de 20 % à 44 % selon les cas.

D'autres améliorations ont consisté à réintégrer dans l'assurance-maladie les chômeurs non indemnisés, à supprimer la franchise de 80 F pour la vingt-sixième maladie, et le ticket modérateur d'ordre public.

Pour obtenir une stabilisation puis une réduction du chômage - lutte qualifiée de prioritaire - et pour conforter certaines des réformes précédentes destinées en partie à atteindre cet objectif, d'autres décisions ont consisté à créer des dizaines de milliers d'emplois dans le secteur public, à diminuer les charges de certaines entreprises pour les salariés ou les ouvriers du textile et à relancer les aides en faveur de l'insertion et de la formation des jeunes.

A la différence des autres pays européens frappés par le mal du chômage, la France a ainsi réussi à maintenir le nombre des sans-emploi autour de deux millions. Mais il s'est surtout agi d'un combat social transformant les chômeurs dans les stades de formation ou dans la retraite et non pas d'un succès économique avec création d'emplois puisque les

effectifs dans le secteur privé ont continué de baisser.

Toute cette première époque, quitte à schématiser, a été en fait marquée par une politique de largesses sociales dont M^{me} Nicole Questiaux, ministre de la solidarité nationale, a été un symbole en refusant longtemps d'être le ministre des comptes.

Premier accroc dans cette politique générale : le plan du 10 novembre 1981 qui voit M^{me} Questiaux, pour combler le déficit de la Sécurité sociale, majorer de 1 % la cotisation d'assurance-maladie des salariés, déplaçant partiellement les cotisations patronales et prendre une série d'autres mesures financières. A la même époque, M. Delors, sans être suivi, de peur nécessaire, mais le tournant social n'est qu'à peine amorcé.

Ce n'est vraiment que six mois plus tard que s'ouvre la deuxième période du gouvernement, celle du difficile apprentissage de la rigueur : le 9 juin, le président de la République annonce que le septennat est entré dans une deuxième phase. Le 13 juin est annoncé le blocage des salaires et des prix ; le 22 juin, M^{me} Nicole Questiaux est réelecte.

Solidarité et économies

Son successeur, M. Bérégovoy, tente alors, par la voie législative et la persuasion à l'égard des partenaires sociaux, de préserver l'idée de solidarité, tout en recherchant des économies. Les réformes - notamment sur les prestations familiales - sont reportées, un nouveau plan de redressement de la Sécurité sociale est adopté avec l'aide d'un fort fait hospitalier, d'un budget global dans les hôpitaux, de taxes sur les tabacs et les alcools, d'un accroissement des cotisations-maladie des préretraités.

COMMERCE ET ARTISANAT : des essais non transformés

C'est sans doute sans regrets que M. André Delors quittera le ministère du commerce et de l'artisanat, où il était entré en mai 1982. Quelques semaines après sa nomination, il ne cachait pas qu'il se sentait plus à l'aise et plus efficace dans le Pas-de-Calais, département dont il était le député, et singulièrement à Lens, ville dont il est maire depuis 1967.

Une activité créatrice d'emplois

Annexée à grand tapage, la réforme des circuits de distribution (loi Royer) aura été abandonnée avant même d'être étudiée. Il s'agit pourtant d'un des objectifs du programme du P.S. : rendre plus sévères les conditions d'autorisation d'ouverture de magasins de « grandes surfaces », afin de protéger le « petit » commerce. Peu à peu M. Delors a cédé - mais était-il lui-même convaincu ? Il s'est rendu aux arguments de l'administration de la rue de Rivoli : les grandes sur-

commencent aussi de difficiles pourparlers sur la contraction de l'assurance-chômage, qui, après l'échec des négociations, est adoptée par décret en prévoyant 10 milliards d'économies (ouverture des droits plus sévère, réduction des allocations pour licenciement économique et de la nouvelle garantie de ressources) et une majoration de cotisations (1,3 point). S'amorcent ensuite de difficiles discussions sur l'application de la retraite à soixante ans qui déboucheront tardivement en février, puis en mars 1983, sans que toutes les mesures nécessaires de financement soient abordées. Tout au plus a-t-on confirmé la pause des cotisations patronales en 1983 et préparé une réforme allégeant les charges des entreprises en promettant une annulation progressive des cotisations patronales au régime des allocations familiales.

Aiguillée, parfois bousculée par les pouvoirs publics, la vie contractuelle progresse cahin-caha (succès pour la charte du travail et la formation, échec pour l'Unedif, demi-succès pour la retraite complémentaire). Après une longue période d'état de grâce, le climat social est assombri par de longs conflits dans l'automobile. Les syndicats s'adaptent, mais difficilement : la C.G.C. grogne et manifeste ; P.O. multiplie les avertissements ; la C.G.T. et la C.F.D.T. cautionnent, puis sermonnent. Satisfaites des réformes de la première époque, observant avec sympathie le processus du gouvernement, qui arrive à stabiliser le chômage sans pour autant relancer l'emploi, la C.G.T. et la C.F.D.T. ne réussissent pas à enrayer la réduction de leurs effectifs. Comme le gouvernement, les syndicats de gauche bésient à la croisée des chemins, ne sachant comment conjuguer solidarité et rigueur.

JEAN-PIERRE DUMONT.

INDUSTRIE : un grand dessein qui reste en pointillé...

Parente pauvre du discours socialiste pendant des années, l'industrie est aujourd'hui au centre des préoccupations du gouvernement de gauche. Au cours des vingt-deux mois qui viennent de s'écouler, la nécessité de développer une industrie moderne et compétitive est peu à peu devenue le credo du gouvernement de M. Mauroy, et l'« impératif industriel », le grand dessein du septennat.

La nationalisation des six groupes industriels, de la sidérurgie et de la quasi-totalité du système bancaire allait constituer la première étape du gouvernement. Parallèlement, cela l'amène à s'interroger plus à fond sur le « pourquoi de ces nationalisations ». Peu à peu, il expliquait que le secteur public élargi, qui représente 50 % de l'investissement en France, devait jouer un rôle de levier pour entraîner le reste de l'économie et être ainsi le « fer de lance » de la bataille industrielle.

Le processus de nationalisation allait pratiquement prendre un an. Une année pendant laquelle la plupart de ces groupes sont restés dans l'expectative, ce qui n'a fait qu'ajouter un peu plus à leurs difficultés - qui sont grandes. Le gouvernement découvre alors que ces groupes sont souvent des colosses aux pieds d'argile. Tout comme le reste de l'industrie française. Déjà mal remis du second choc pétrolier de 1979, celle-ci encaisse difficilement la hausse du dollar, le traumatisme du 10 mai, les nouvelles lois sociales...

Le gouvernement va donc devoir faire face en même temps aux problèmes du secteur public, à la multiplication des faillites, des déficits, des fermetures d'entreprises dans les secteurs les plus divers. Il faut trouver à chaque fois des solutions à des problèmes ponctuels ou sectoriels. Ce sera la tâche ingrate de M. Dreyfus, qui va partir au plus pressé, à jouer les pompiers. Ainsi verront le jour plusieurs plans sectoriels, dans la machine-outil, le textile. Leurs résultats seront inégaux, l'action dans le textile ayant, semble-t-il, donné le plus de résultats concrets, notamment à l'abaissement des charges sociales.

Avec un ministère de l'Industrie submergé par le quotidien, un ministère du Plan marginalisé, la réflexion gouvernementale sur la politique industrielle marquaient cependant le pas. Aucune réponse n'était - et n'est toujours - apportée à ces questions de fond : quelle sera la place de l'industrie française dans la division internationale du travail ; comment traduire dans les faits l'impératif industriel ?

A l'été 1982, avec l'arrivée rue de Grenelle de M. Chevènement et le regroupement de la recherche et de l'industrie, on tente alors de passer la vitesse supérieure en agissant dans quatre directions : le secteur nationalisé, l'environnement socio-économique de l'industrie ; les actions sectorielles, la mise en place de structures de réflexion sur la politique industrielle.

Avec les groupes industriels nationalisés, le ministère va négocier pendant plus de six mois des contrats de

plan pluri-annuels, définissant les grandes lignes de leur action. Trois contrats - ceux de P.U.K., Thomson et C.D.F.-Chimie - restent à signer. L'Etat a fixé de son côté le montant des capitaux propres - 20 milliards de francs au total - qui seront alloués à ces firmes en 1983.

Outre le plan sidérurgie, préparé par M. Dreyfus, l'action sectorielle concernera surtout les rectifications de frontières entre les groupes nationalisés dans la chimie et l'électronique. En essayant à chaque fois de raisonner en terme de filière et non plus de créneaux. Ainsi un plan d'action pour la filière électronique prévoyant un investissement global de 140 milliards de francs en cinq ans sera solennellement annoncé pendant l'été. Mais, depuis, on en attend toujours les détails.

Il n'y a pas de secteurs condamnés, mais seulement des technologies dépassées. Pour mener à bien la modernisation de l'outil de production, un vaste plan « productique » est mis en chantier, qui doit restructurer l'ensemble de l'industrie des biens d'équipements industriels.

Pour élaborer une politique industrielle, M. Chevènement va reprendre l'idée des années qui se tiennent fin juin et dont les conclusions serviront à élaborer une loi de développement industriel, qui devrait être une des priorités du IX^e Plan, toujours en chantier.

Dernier volet et non des moindres : la modification de l'environnement socio-économique dans lequel baigne l'industrie. Des résultats ont été obtenus pour décloisonner la recherche et l'industrie ; des incitations fiscales ont été mises en place pour inciter les entreprises à développer leur recherche. Restent deux chapitres essentiels : l'orientation de l'épargne vers l'industrie et l'adaptation de l'appareil de formation aux besoins réels des entreprises et aux nouvelles technologies. Si quelques mesures ponctuelles ont été prises (certificats d'investissement, de titres participatifs, du compte d'épargne en actions), si des expériences sont en cours (formation des chômeurs à l'informatique par les jeunes diplômés des grandes écoles) tout ou presque reste encore à faire sur le fond.

Nouveau « joker » du président de la République, M. Fabius n'aura pas la tâche facile. Il lui faut définir l'attitude de l'Etat face au secteur public, trouver la voie médiane entre l'excès d'autonomie et la tutelle rigide. Il lui faudra aussi obtenir de son ancien ministre les milliards nécessaires pour doper l'industrie. Enfin, il reste à fixer l'essentiel : quelles industries la France veut-elle et peut-elle développer ? A cet égard, le départ de cet « industriel » qu'était M. Chevènement et la nomination d'un « financier » rue de Grenelle, le renforcement de la « Bastille » de la Rue de Rivoli, sont autant de signes qui amènent à s'interroger sur le devenir du grand dessein industriel de la gauche...

J.-M. O.

ENVIRONNEMENT : la misère verte

Puisqu'il arrivait au gouvernement avec la réputation de « premier ministre écologiste de France », d'écarter que de succès : signatures d'une douzaine de contrats antichimie avec des municipalités, conventions avec l'E.D.F. pour limiter les dégâts causés par les travaux de la grande entreprise, classement de quelques grands sites, mais aucune décision sur les rejets dans le Rhin du sel des mines de potasse, rien non plus sur les parcs nationaux en crise sous la réattribution d'une commission de réflexion.

Finalement, comme ses prédécesseurs, M. Crépeau a produit des textes. Deux projets de loi sont prêts : l'un démocratiser les enquêtes publiques, qui en avaient bien besoin, l'autre oblige (enfin) les pêcheurs à protéger le milieu et les poissons qu'ils exploitent.

Rien de moins, rien de plus. M. Crépeau laissera au moins un souvenir dans la gestion du ministère de l'environnement : celui d'un ministre parvenant à égarer les parlementaires de tous bords en leur faisant adopter un budget de misère. Le sien.

M. A.-R.

DANS LA PRESSE PARISIENNE

Le choix de la facilité ou celui de la nouvelle rigueur ?

Les quotidiens nationaux s'interrogent dans leurs éditions de mercredi matin sur les avantages et les inconvénients du maintien à la tête du gouvernement de M. Pierre Mauroy.

« S'il s'était agi uniquement d'obtenir un sursaut national dans un style charismatique, Pierre Mauroy n'aurait peut-être pas été l'homme de la situation », écrit Guy Claisse dans le *Matin*. Mais, poursuit-il, le problème est aussi de faire passer la nouvelle rigueur dans les couches populaires qui ont porté la gauche au pouvoir en 1981.

Pour Jean-Pierre Lamy, des *Echos*, le nom de Pierre Mauroy s'imposait : « L'homme est bien celui qui a su mettre un terme à l'impasse ».

suffisant peut-être - à l'euphorie d'une certaine politique... ».

Dans *Libération*, Serge July analyse les raisons de ce qu'il qualifie de « non-choix ». « On attendait un choix stratégique décisif, un tournant capital, un électrochoc politique, un bond en avant dans la communication, ce fut la victoire du non-choix. (...) La majorité se replie sur des positions défensives », ajoute-t-il, mais, selon lui, « le choc sera rude : le gouvernement ne pourra pas se battre de tous les côtés à la fois ».

Xavier Marchetti, dans le *Figaro*, se demande où M. Mauroy trouvera « les appuis indispensables » pour conduire « le redressement », puis, qu'il souligne-t-il, « la majorité politique n'est plus majoritaire dans le pays ».

LA CANDIDATURE DU P.S.U. AU GOUVERNEMENT SUSCITE DES REMOIS AU SEIN DE CE PARTI.

La candidature du P.S.U. à l'entrée dans le nouveau gouvernement donne lieu à une contestation au sein de la direction et du bureau politique de cette formation. Dix-huit membres de la direction politique, qui en compte soixante-dix, ont publié, mardi 22 mars, un communiqué dans lequel ils rappellent les termes de la résolution adoptée par cette instance, le 20 mars, par 34 voix contre 15 :

« Le P.S.U. serait prêt à participer à un gouvernement résolu à mettre en œuvre une orientation s'appuyant prioritairement sur les couches populaires qui ont permis

le changement de 1981. C'est cette orientation, fondée sur un projet social de lutte contre la crise, s'appuyant sur la réduction des inégalités, mais refusant une amputation de la consommation populaire comme moyen de rétablir les équilibres extérieurs, que le P.S.U. entend, ainsi, soutenir. C'est la lutte contre le chômage, notamment par la réduction massive du temps de travail, l'amorce d'une autre politique industrielle et énergétique, comme la mise en œuvre de droits et de pouvoirs nouveaux, qu'il s'agit, ainsi, d'impulser. »

Le rappel à l'ordre formulé par ces dix-huit membres de la minorité du P.S.U. se retrouve dans la déclaration publiée par trois membres de la majorité. M. Bernard Ravenel, qui appartient au secrétariat national ; M^{me} Jeanne Brunschwig et M. Victor Leduc, membres du bureau politique, soulignent que « le P.S.U., qui n'a nullement renoncé à sa position de soutien critique, a toujours subordonné, dans les résolutions de ses congrès et de sa direction politique (...) son éventuelle participation au gouvernement à la réalisation d'une politique nouvelle. »

Le C.D.S. veut travailler à la « personnalisation du message centriste »

De l'avis même de son président, le climat au C.D.S. est à l'« optimisme ». Optimisme qui se nourrit des résultats obtenus lors des élections municipales et de la conviction d'occuper au sein de l'opposition, grâce à son style et à son message, un créneau favorable (le *Monde* du 22 mars). Encore faut-il que le C.D.S., pour jouer un rôle moteur au

Lors du prochain conseil politique, le 23 avril, M. Pierre Méhaignerie devrait, notamment, nommer à la tête de chaque région des responsables (un élu et un animateur) chargés d'assurer le rayonnement du C.D.S. dans la région, d'organiser une réflexion sur l'avenir, de rechercher les candidats aux futures élections. A Paris, des commissions de travail seront créées ou renforcées. Elles devront réactualiser : l'autre solution - la manifestation du C.D.S. - sur une dizaine de chapitres : recherche d'« un langage de vérité et d'un style d'opposition refusant toute option démagogique » ; retour aux grands équilibres économiques ; allègement des tâches de l'Etat ; éducation, santé et « solidarités volontaires ou obligatoires » ; emploi, décentralisation - un colloque sur ce thème devrait être organisé en septembre ; Europe et, enfin, définition d'« une stratégie de paix et de liberté dans le monde ». Un groupe de travail sera, en outre, constitué pour réfléchir sur l'immigration.

Ces différentes contributions seront soumises à l'arbitrage du conseil politique. L'autre solution - devrait être réactualisée d'ici un an.

Cette démarche intellectuelle, le renforcement de son organisation, la rénovation des fédérations, le déve-

loppement de son implantation régionale, ses interventions dans le débat sur l'Europe, devraient, selon M. Méhaignerie, permettre au C.D.S. d'atteindre son premier objectif qui est de « travailler à la personnalisation du message centriste ». Le C.D.S. veut jouer ce jeu-là « hors de et dans l'U.D.F. ».

M. Méhaignerie pense qu'il n'est pas sain de créer continuellement les conditions d'un psychodrame à l'U.D.F. ce qui ne manque pas de l'affaiblir par rapport au R.P.R. Son parti entend, au contraire, selon lui, conforter cette alliance. M. Méhaignerie estime que, en affirmant sa propre image, le C.D.S. contribuera à préciser celle de la confédération.

Les responsables du C.D.S. se sont montrés favorables à la constitution d'une liste U.D.F. aux élections européennes, estimant notamment que de telles échéances offrent à l'U.D.F. l'occasion de se placer dans un bon rapport de force face au R.P.R. M. Méhaignerie juge que, à l'avenir, des primaires au sein de l'opposition peuvent être organisées : « même si nous sommes prêts à l'union, il ne faut pas craindre des primaires », dit-il, en pensant notamment aux élections régionales.

Le C.D.S. entend, en outre, garder sa liberté sur le choix des hommes.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

Langues
CADRES - DIRIGEANTS
Chargés d'affaires à l'étranger
Apprenez en un temps record (40 à 60 h.) à parler et à écrire vos langues étrangères.
Cours particuliers et collectifs.
Langues vivantes.
VOTRE FORMATION
24, r. de Valenciennes, 75005 Paris
Tél. : 325-10-10 - 325-10-51

Une crise pourrait s'ouvrir au P.S.

« Un ministre, ça ferme sa guêule. Si ça veut l'ouvrir, ça démissionne », disait M. Jean-Pierre Chevènement après qu'il eut été tancé d'importance par le chef de l'Etat, le 2 février dernier (voir ci-contre l'article de Jean-Michel Quatrepoint). Si démission acceptée, M. Chevènement, logiquement, devrait « l'ouvrir ». D'autant que les débats internes au parti socialiste, engagés dans la perspective du congrès, lui en offrent l'occasion.

A l'évidence, le départ de M. Chevènement du gouvernement facilitera l'expression des désaccords au sein du P.S. et des critiques adressées par ses amis du C.E.R.E.S., dont il est l'un des fondateurs, en direction d'une politique économique imprégnée par les thèses de M. Jacques Delors. Ces critiques se sont exprimées à nouveau récemment, dans la dernière livraison de *Volonté socialiste*, bulletin édité par le C.E.R.E.S., et dans un livre qui vient de paraître, le *Socialisme et la France*, rédigé par les dirigeants de ce courant sous le pseudonyme de Jacques Mandrin (lire ci-dessous notre encadré).

En fait, les dirigeants du C.E.R.E.S. adressent aujourd'hui à M. Jacques Delors, dont le poids au sein du gouvernement s'est accru, le même type de reproches que ceux qu'ils formulaient, dans le passé, à l'encontre des analyses de M. Michel Rocard. Ils ne sont pas loin de penser que le « dévotisme », avec tout ce qu'il comporte de sacrifices politiques pour la gauche, conduit inéluctablement, par dérivation, à la rupture de l'union et à un « renversement d'alliance ».

La bataille engagée par le C.E.R.E.S. contre M. Rocard, dès 1974, au lendemain de la réunion des assises du socialisme qui avaient marqué l'entrée au P.S. d'un tiers des militants du P.S.U., est en train de tourner à la lutte idéologique contre les thèses développées par M. Jacques Delors. Cette stratégie pourrait présenter, aux yeux des dirigeants du C.E.R.E.S.,

l'avantage de créer un trouble au sein du courant « mitterrandiste », qui, jusqu'à présent, a limité sa cible à M. Rocard et à ses amis. Le « recentrage » du débat opéré par le C.E.R.E.S. mettrait les « mitterrandistes » en demeure de se prononcer sur des analyses qui débordent, cette fois, le traditionnel débat avec les « rocardiens ».

Dès lors, le C.E.R.E.S. pourrait être tenté de rechercher des convergences avec M. Pierre Joxe et ses amis. Ces derniers se sont montrés les plus critiques à l'égard de certains aspects de l'action des précédents gouvernements de M. Mauroy, notamment sur la fiscalité, la reconquête du marché intérieur, le libéralisme des échanges entre la France et ses partenaires commerciaux.

La vigueur du débat engagé, probablement accrue par le départ de M. Chevènement du gouvernement, conduit à poser la question de la date à laquelle sera organisé le prochain congrès du parti socialiste. M. Lionel Jospin, jusqu'à présent, souhaitait qu'il ait lieu à l'automne, afin de permettre une discussion au fond à laquelle l'ensemble des militants seraient totalement associés. Le premier secrétaire redoutait un congrès « hâlé » préparé dans la précipitation.

Il n'est pas certain aujourd'hui que le parti socialiste puisse se permettre six mois de bataille interne avec ce que cela suppose d'agressivité et de dangers pour le gouvernement. Cette réflexion conforte ceux qui, comme M. Jean Popere, numéroté deux du parti, et les amis de M. Mauroy ont exprimé le souhait que le congrès soit organisé au début du mois de juillet. D'autant que, selon eux, M. François Mitterrand aurait émis le même vœu. Le comité directeur du P.S., qui se réunit samedi 26 et dimanche 27 mars à Paris, en sera saisi.

JEAN-YVES LHOMEAU.

Lu

« Le Socialisme et la France »

de Jacques Mandrin

Quand donc la gauche cessera-t-elle d'être jugée à la hauteur des idées de la droite ? A-t-on jamais vu les résultats obtenus par la droite mesurés à l'une des exigences de la gauche ? C'est sur cette double interrogation que repose le livre de Jacques Mandrin *Le Socialisme et la France*. Sous ce faux nom, on le sait, se dissimulent à peine de vrais militants socialistes : M. Didier Motchane, membre du secrétariat général du P.S., M. Pierre Guédon, ambassadeur à Madrid, M.M. Georges Sarre et Michel Charrat, députés de Paris. Aile marchante de la majorité, ces mousquetaires défont allègrement les thèses pures et dures de ceux qui ont accompli la longue marche qui les mène du congrès d'Epinal au soir du 11 mai 1981.

Les sociaux-démocrates et les ouvriers de la ouïzière heurtent désaccord avec vigueur, même s'ils ne sont pas toujours nommés. Curieusement, on montre M. Edmond Maire du doigt mais on ne cite pas M. Michel Rocard, pourtant clairement mis en cause. Simple prudence tactique ?

En réalité, dans le style quel que peu chaotique d'une écriture à quatre mains, les auteurs ont d'autres Rocard à fustiger. Il leur paraît plaisant que se déclarent « déistes du socialisme » tant de griseux qui n'avaient même pas pris parti (au sens propre) de la situation. Leur souci est de démontrer que l'on continue à juger de tout selon les critères d'hier et que personne, surtout pas les médias, ne relève cette supercherie. Pas de doute pour eux, ce sont M.M. Giscard d'Estaing et Barre qui n'en finissent pas de dire le droit, en vertu de cette idée par trop reçue que le pouvoir appartient légitimement à la droite.

Le pouvoir, depuis quelques années, relève au premier chef de l'économie. Et, dans ce domaine, ne voit-on pas la gauche chaque jour sommée de faire la politique de la droite si elle veut rester crédible ? Crédible aux yeux de qui ? Devinez, répond Jacques Mandrin, qui envisage de voir le pouvoir socialiste ne cesser de donner des gages à qui leur en réclamera sans cesse : qu'il s'agisse de l'éducation ou de l'audiovisuel, où « la gauche est restée prisonnière du terrain choisi par l'adversaire », comme de l'économie. Or « personne n'attend de la gauche la simple gestion du statu quo ». Là-dessus, nos auteurs ont quelque raison de s'en prendre au corporatisme, à ceux qui n'attendaient le changement que pour améliorer leurs petites affaires. Et de critiquer les inversions de comportement : *La véritable faiblesse du discours social de la gauche depuis le 10 mai tou-*

che à ses relations avec les patrons et avec les cadres. Ravards avec les premiers et silencieux avec les seconds, les socialistes n'ont-ils pas trop cherché à séduire ceux dont ils devaient se faire respecter et à tenir pour acquis d'avance le respect de ceux qu'ils croyaient avoir séduits ?

Refusant de s'en laisser compter, Jacques Mandrin va jusqu'à affirmer que si la politique de relance de juin 1981 a dû être modifiée au bout d'un an, c'est qu'elle n'a pas été sérieusement mise en œuvre (M. Jacques Delors n'était-il pas visé ?). Leur conviction reste que la France n'a pas à se soumettre au contexte de récession généralisée et systématique que l'on peut à la fois soutenir la croissance — « le seul moyen de vaincre durablement le chômage » — et maintenir les grands équilibres. C'est affirmer non pas d'audace mais de rigueur, celle-ci consistant à « accepter des disciplines — les prix, les salaires, les revenus — pour retrouver une compétitivité perdue et vaincre l'inflation ».

On se gardera de se ranger du côté des censeurs de droite pour demander ce qu'il va advenir du déficit du commerce extérieur. Avec audace, Jacques Mandrin pense que cela peut faire l'objet d'une négociation avec nos partenaires européens qui accepteraient que notre situation ne soit pas nécessairement comparable à la leur. Sisyphée n'en tirerait-il pas de rouler le rocher des faits ? Il est vrai que la « gauche au pouvoir doit imposer une nouvelle légitimité, un nouveau système de référence qui soit l'expression de son autorité politique ». Et les passages ne manquent pas où les auteurs vitupèrent les socialistes qui passent leur temps à s'excuser d'être socialistes.

Ne s'expriment-ils pas cependant à se voir retourner le complice ? Puisqu'ils n'ont pas à rougir, Jacques Mandrin n'aurait-il pas dû s'étendre plus avant sur les acquis de ces deux dernières années, ne serait-ce qu'en matière judiciaire ? L'abolition de la peine de mort et la suppression des tribunaux d'exception eussent mérité un chapitre, celui des réformes oubliées. Cette lacune est comblée, en un paragraphe. C'est un peu court pour des militants dont le projet, à travers ce livre, est de donner une vision d'ensemble du changement. Tombant en quelque sorte dans le procès qu'ils dénoncent, ils se sont plus volontiers portés sur le terrain de la droite, alors qu'ils avaient eux-mêmes reconnu que « penser contre quelqu'un, c'est encore penser dans sa lumière ».

FRANÇOIS SIMON.

* Editions Le Sycomore.

La roche Tarpéienne

La roche Tarpéienne est près du Capitole. A quarant-quatre ans, M. Jean-Pierre Chevènement vient d'en faire l'expérience. Étoile montante de la première année du septennat — ne le donnoit-on pas comme futur premier ministre ? — ce n'est pas sans quelque amertume qu'il va quitter un ministère qui semblait taillé à sa mesure.

Tout semblait pourtant réussir au député de Belfort. Ministre d'Etat, ministre de la recherche, au lendemain du 10 mai, il apparaît comme un des hommes forts du nouveau gouvernement. Il obtient un spectaculaire accroissement de l'effort budgétaire pour la recherche. Multipliant les initiatives, il organise des assises nationales qui auront un réel succès. Les chercheurs reprennent espoir. Mieux même, sous l'impulsion du ministre, la recherche et l'industrie réapprennent à vivre ensemble, à coopérer.

D'abord sceptique, le monde des affaires modifie peu à peu son jugement. Apparemment, le ministre ne correspond pas au portrait de doctrinaire que l'on avait tracé de l'homme politique footballeur du C.E.R.E.S. Il est vrai que l'industrie en général trouve en M. Chevènement un ardent défenseur. N'est-il pas partisan, comme bon nombre de chefs d'entreprise, d'une sortie du serpent monétaire européen ; d'une meilleure orientation de l'épargne vers l'industrie ; de l'adaptation de la formation aux besoins de l'entreprise ; ne veut-il pas faire du développement industriel la priorité des priorités ? Bref, à l'été 1982, beaucoup voient en M. Chevènement l'homme idoine pour prendre la tête d'un super-ministère de la recherche et de l'industrie.

En le promouvant à ce poste le 29 juin, le président de la République le met aussi à l'épreuve. Qu'il réussisse et tous les espoirs lui seront permis. Qu'il échoue et il lui faudra « refaire ses classes ». Cela, M. Chevènement le sait. Tout comme il sait que, beaucoup, à l'intérieur du P.S., comme à l'extérieur, l'attendent au tournant. Cette promotion ressemble aussi à un cadeau empoisonné.

D'emblée, le nouveau ministre, cependant, va fort bien se sortir de

l'affaire du gazoduc euro-sibérien. Un dossier il est vrai politique, qui touche à la souveraineté nationale, sur laquelle le leader du C.E.R.E.S. des principes bien arrêtés. Tous les dossiers industriels ne sont pas aussi clairs. Pour les démêler, la connaissance des hommes, des affaires y est essentielle. Or ni le nouveau ministre ni la plupart des ses collaborateurs n'ont une parfaite maîtrise des dossiers. Et ce au moment même où les problèmes se multiplient.

Pour l'industrie comme pour la recherche, il faut se préoccuper du long terme. Mais la Rue de Grenelle est également submergée par le « quotidien » : les entreprises qui ferment, les questions communautaires, les délégations syndicales. Il y a aussi ce nouveau et vaste secteur public avec ses P.D.G. aux fortes personnalités qui veulent, tout à la fois, que le ministre les protège et qu'il leur laisse une grande liberté d'action. Il y a cette politique industrielle qu'il faut élaborer, ces milliards qu'il faut trouver, ces réalités que l'on découvre chaque jour, avec leur loi de contraintes internationales que l'on ne soupçonnait pas...

L'admonestation présidentielle

Il est des moments où la multiplicité des problèmes et leur complexité imposent de se hâter lentement. Or, craignant sans doute l'enlèvement, M. Chevènement va faire le contraire et confondre parfois vitesse et précipitation. Il se veut omniprésent et bouscule les hommes et les institutions, notamment les autres ministères. Mais il a pas les moyens d'une réelle époque de force. Le nerf de la guerre reste rue de Rivoli. Les P.T.T. les armées, conservent leur puissance. Peu à peu, le ministre de l'Industrie va devoir affronter l'hostilité de l'environnement politico-administratif.

Il aurait pu y faire face en s'appuyant sur les industriels. Or ce soutien va lui faire défaut, car M. Chevènement a commis une double erreur. Oubliant par le nouveau secteur public, il a délaissé le secteur privé. Agacé par les lenteurs des

technostructures et le « surplus » de certains groupes nationalisés, il va tenter de leur forcer la main. En plaçant devant le fait accompli, en amonçant des décisions, même quand les dossiers ne sont pas bouclés. Il agira ainsi dans l'informatique (SEMS, Transac), la chimie. Il tentera de le faire avec le téléphone et la C.G.C.T. Une méthode qui va profondément agacer les P.D.G. Leurs rapports se tendent peu à peu avec la rue de Grenelle.

Tout cela culminera un mardi de janvier, lors d'un déjeuner à l'Elysée où plusieurs P.D.G. des groupes nationalisés vont « casser du sucre sur le dos » de leur ministre de tutelle (en son absence). Le 2 février, c'est le sermon en conseil des ministres du président de la République, qui rappelle fermement à l'ensemble des ministères (mais surtout au ministre de tutelle) que l'exigence d'une politique industrielle cohérente doit se garder d'une bureaucratie tatillonne. Ce faisant, le président — en a-t-il bien été conscient — sapait l'autorité du ministre et donnait le signal de la curée.

M. Chevènement en tout cas ne s'y trompait pas. « Un ministre, ça ferme sa guêule. Si ça veut l'ouvrir, ça démissionne », déclarait-il après l'admonestation présidentielle. En fait, il allait faire les deux : respecter en public la loi du silence, même si les orientations de ces dernières semaines, notamment le réajustement monétaire — insuffisant, n'avaient pas ses faveurs ; démissionner le soir même pour manifester son désaccord sur le fond et sur la forme.

Sans doute M. Chevènement avait-il sous-estimé les difficultés de sa tâche, surestimé ses moyens d'action, et trop cru dans les vertus du « volontarisme ». Aujourd'hui, il amorce une traversée du désert qui peut lui être profitable.

La gauche en est à son quatrième ministre de l'Industrie en vingt-deux mois. Outre l'intermédiaire de M. Joxe en mai 1981, les « départs » démissions de M.M. Dreyfus et Chevènement témoignent de l'extrême difficulté qu'il y a à élaborer et coordonner une politique industrielle en France.

JEAN-MICHEL QUATREPOINT.

Une grande bataille pour la recherche

Lorsqu'un début de son mandat, on confia à M. Chevènement le portefeuille ministériel de la recherche, il n'a pour tout bagage scientifique qu'une curiosité réelle et un passé de rapporteur à l'Assemblée nationale pour le budget de la recherche.

De ce ministère il va faire le tremplin de ses ambitions. Immédiatement il s'emploie à éviter que son ministère d'Etat soit une « coquille vide ». Le conseil des ministres du 17 juillet tranchera en partie en sa faveur et lui accordera ce qu'il a demandé, c'est-à-dire la tutelle de tous les organismes de recherche ainsi que la responsabilité pleine et entière du plus important organisme de recherche scientifique français, le Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.) anciennement placé sous la houlette du ministre des universités, M^{me} Alice Saunier-Séjé. Même si la plupart des organismes de recherche gardent des liens étroits avec les M. Chevènement veille sur eux jalousement.

La bataille pour la recherche scientifique est lancée. Il la mènera avec l'ambitieux objectif de porter la France au troisième rang mondial dans les domaines scientifique et technologique, juste derrière les États-Unis et le Japon, en se gardant bien toutefois de « transposer les modèles américains, japonais ou allemands » tant il est vrai que « chaque pays a ses traditions, son contexte culturel et son génie propre ».

Aidé par le soutien, alors sans faille du président de la République, M. Chevènement arrachera pour la recherche une rallonge de crédits au titre du collectif budgétaire de 1981 puis pour 1982, des moyens financiers en augmentation de 29 %, que le Sénat lui votera alors sans hésitation.

La communauté scientifique et une partie du gouvernement succomberont au temps au charme de cette réussite que vient couronner, début 1982, le grand colloque national sur la recherche : trois mille scientifiques rassemblés à Paris, une vingtaine de ministères présents. L'image de marque du ministre de la recherche progresse alors ostensiblement dans les sondages.

Dans la foulée, M. Chevènement engage la réforme des organismes de recherche et obtient à l'arraché que la loi de développement technologique de la France soit également une loi de programmation avec des engagements précis sur l'avenir : une augmentation annuelle moyenne en volume de 17,8 % du budget civil de

recherche jusqu'en 1985 : une progression moyenne des effectifs de 4,5 % ; une reconnaissance des métiers de la recherche, et, enfin, la possibilité pour les organismes de recherche de créer des groupements d'intérêt public. Ces engagements seront-ils tenus ? Une première indication pour 1983 le laisse supposer, ce qui a permis à M. Chevènement de dire que « la recherche était passée en 1983 entre les gouttes de la rigueur ».

Parcours sans faute ?

En juin 1982, M. Chevènement a le vent en poupe. La contestation syndicale est toujours discrète et, paradoxe, une partie de ceux — notamment dans le milieu industriel — pour qui le chef de file du C.E.R.E.S. faisait figure d'épouvantail se séduisent par son dynamisme que rien n'arrête, par ses déclarations sur les relations échevillées industrielles, enfin, par ses propositions de détourner une partie de l'épargne française vers des opérations industrielles. Il n'en faudra guère plus pour que lui soit offert, en plus de ses responsabilités dans le domaine de la recherche et de la technologie, celle de l'industrie qui ne lui réussira guère.

Parcours sans faute donc ? Pas tout à fait. L'affaire du C.N.R.S., en octobre 1981, a donné lieu à la démission du président et du directeur général de cet organisme, peu ecclésiastiques à se laisser imposer par le ministre la nomination au C.N.R.S. d'un directeur en sciences sociales en la personne de M. Godelier. Ni la force ni le charme n'ayant opéré dans ce domaine, M. Chevènement opéra pour la patience et obtiendra finalement gain de cause, au prix d'un nouveau changement de directeur général du C.N.R.S. Certains chercheurs ne le lui pardonneront pas vraiment : la personnalité même de M. Godelier n'est pas en cause, mais la méthode employée.

De même, une partie de la communauté scientifique lui fera reproche, une fois devenu « patron » de l'industrie, d'avoir quelque peu oublié qu'il était aussi celui de la recherche scientifique. Cela au moment même où le dossier sur le statut des personnels de recherche plétine pour des raisons tant administratives que budgétaires et où pèsent sur les crédits affectés à la recherche cette épine de Dancoils que constitue la réglementation budgétaire annoncée pour cette année.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

Aucune modification n'a été apportée à la visite de M. Le Pors à Washington

De notre correspondant

Washington. — Le changement gouvernemental à Paris n'a pas fait modifier la date à M. Aron Le Pors, dont la visite aux États-Unis était déjà assez compliquée. Il se demandait, mercredi 23 mars, s'il pourrait poursuivre cette tournée de conférences dans les universités américaines, commencée cinq jours plus tôt. C'est en tant que ministre délégué auprès du premier ministre, chargé de la fonction publique et des réformes administratives, qu'il était venu en Amérique. Et c'est uniquement à ce titre qu'il avait obtenu un visa d'entrée, compte tenu de son appartenance au parti communiste.

La question s'est posée au moment le plus délicat de la tournée de M. Le Pors : sa visite à Washington, mardi. Mais aucune modification n'a été apportée au programme : début à l'université George-Washington, déjeuner chez l'ambassadeur de France, conférence de presse, puis dîner avec des journalistes chez le ministre conseiller de l'ambassade. Le ton simple et direct de M. Le Pors a donné un caractère très sérieux à cette étape, malgré les difficultés qu'il avait rencontrées à l'arrivée et la nouvelle incertitude qui régnait quant au statut du visiteur.

Le ministre a qualifié d'« extrêmement positive » la première partie de sa tournée américaine, rendant hommage à la cordialité de tous ses interlocuteurs. « Les hommes de ma génération, e-t-il dit, se souviennent que les États-Unis ont libéré la France. Je me rappelle encore de la première jeep que j'ai vue arriver... Mon attitude est a priori de grande sympathie pour le peuple américain. Cela n'empêche pas le débat dans la contradiction. »

M. Le Pors a noté au cours de sa conférence de presse que l'ambassadeur avait réuni autour de lui de hautes personnalités américaines. A vrai dire, les invités ne comptaient aucun dirigeant en vue de l'administration, pas un seul sénateur ou repré-

sentant. La responsable la plus haut placée était l'homologue du ministre, M. Donald Devine, directeur général de la fonction publique.

« Les regards qu'on doit à un ministre français en voyage à l'étranger ont été convenables et suffisants », a affirmé M. Le Pors. Il n'était pas nécessaire, selon lui, d'en faire davantage, d'autant que la fonction publique est conçue et organisée très différemment en France et aux États-Unis.

Rien ne pouvait mieux symboliser cette différence que l'échange de cadeaux entre M.M. Le Pors et Devine : chacun a offert à l'autre l'ouvrage dont il est l'auteur, l'Américain a quitté l'ambassade avec les *Béquilles du capital* sous le bras, tandis que le communiste français promettait de méditer sur *Does freedom work ?* (Est-ce que la liberté fonctionne ?).

M. Le Pors affirme qu'il n'est pas venu aux États-Unis « comme porte-parole du P.C.F. ». Le véritable objectif de sa visite est pour tout dire : tenter un début de normalisation des rapports entre le P.C.F. et les autorités américaines (un peu à l'image des relations qui existent entre ces dernières et le parti communiste italien).

Nous avons demandé au ministre si l'accueil très limité — du gouvernement américain ne l'avait pas mis mal à l'aise. Réponse : « S'il y a eu crispation ce n'est nullement mon fait. Mais il faut être patient et ne pas vouloir tout démontrer tout de suite. Qu'un ministre comme moi (communiste) ait pu se déplacer aux États-Unis est un pas important. C'est une glace qui se rompt. Il en reste quelques autres. Je pense que j'aurai apporté une contribution importante et significative, mais forcément limitée. »

ROBERT SOLÉ.

● La Fédération nationale des Clubs Prospects et Réalités, qui revendique, au total, des élections municipales, quatre cents élus dans les villes de plus de trente mille habitants, a réuni, mardi 22 mars, son comité directeur. M. Deniau, son président, a notamment reconnu que « l'opposition ne bénéficie pas encore d'une crédibilité suffisante ».

Il a réaffirmé la « présence à part entière des clubs au sein de l'U.D.F. du même titre que les quatre autres composantes. [Au sein de la confédération], les clubs entendent, par leur action, être un facteur de cohésion et d'élément moteur de la réflexion conduisant à l'élaboration d'un projet pour l'oppression socialisme », e-t-il dit.

الكرامات

Dépensez sur les planches ce que vous économisez sur les étagères.



Étagères STEN.
Sapin massif non traité.
Modèle présenté.
Prof. 31 cm.
260 F

L'heure est grave. Il vous faut choisir: ou bien vous dépensez votre argent aux sports d'hiver. Ou alors vous vous décidez à acheter ces étagères de rangement dont vous avez bien besoin. Équipement de ski ou équipement pour la maison? Choisissez les deux.

Votre rangement, chez IKEA, il ne vous coûtera que 260 F. Ce n'est pas ça qui vous privera de remontées mécaniques!

Vous vous demandez peut-être comment IKEA arrive à proposer des articles d'aussi bonne qualité à des prix aussi bas?

C'est simple. IKEA vous demande de travailler. Oh, pas beaucoup! Vous venez chez IKEA. Vous confiez votre voiture à notre parking. Vous choisissez votre meuble, démonté.

Vous l'emportez. Et vous n'avez plus qu'à le monter. C'est aussi simple que cela, IKEA.

Chez IKEA, vous trouverez de quoi meubler votre maison de haut en bas: cuisines, salles de bains, salons, etc... Jusqu'à votre grenier,

vos cave et votre entrée. Sans oublier toute une série d'accessoires d'aménagement ou de décoration.

Un dernier détail. Au cas où ces rangements à 260 F ne vous paraîtraient pas assez chers, sachez que IKEA propose toute une gamme de rangements. Pour toutes les pièces de la maison.

Dans tous les matériaux. Dans tous les coloris. Quant aux prix? IKEA. C'est tout dire.



PARIS. CENTRE COMMERCIAL BOBIGNY 2.
Tél.: 832.92.95. Ouvert lun. au ven. 11h-20h - jeu. et ven. 11h-22h - sam. 9h-20h (A 5 mn de la Porte de Pantin).

LYON. CENTRE COMMERCIAL DU GRAND-VIRE.
VAULX-EN-VELIN.
Tél.: 879.23.26. Ouvert lun. au ven. 11h-20h - sam. 9h-20h.

Ils sont fous ces Suédois.

Monde

UNION INTERNATIONALE
DE L'ÉPISCOPAT

Jospin demande
un grand débat
sur l'immigration

Le ministre de l'Intérieur, Jean-François Jospin, a annoncé hier qu'il proposerait au Parlement un grand débat sur l'immigration. Cette proposition, qui vise à ouvrir un débat national sur les questions liées à l'immigration, a été accueillie avec intérêt par les médias et le public.

Le débat sera organisé sous la présidence de Jospin, qui sera assisté de membres du gouvernement et de représentants de la société civile. L'objectif est de recueillir les opinions des Français sur les problèmes d'immigration et de trouver des solutions adaptées aux besoins du pays.

Le débat sera ouvert à tous les citoyens, qui pourront s'exprimer lors de réunions publiques ou à l'occasion de débats télévisés. Jospin a souligné l'importance de ce débat, car l'immigration est une question complexe qui nécessite une réflexion collective.

Le débat sera organisé en plusieurs étapes, commençant par une consultation nationale. Les résultats de cette consultation seront pris en compte lors de la formulation des propositions de loi. Jospin a promis de tenir compte des avis exprimés par les Français.

Le débat sera également l'occasion de discuter des mesures concrètes à prendre pour améliorer la situation des immigrants. Jospin a souligné que l'immigration est une réalité qui doit être gérée de manière responsable.

Le débat sera organisé par le ministère de l'Intérieur, en collaboration avec les autres ministères concernés. Jospin a souligné que l'immigration est une question qui concerne tous les Français.

Le débat sera organisé en plusieurs étapes, commençant par une consultation nationale. Les résultats de cette consultation seront pris en compte lors de la formulation des propositions de loi.

Le débat sera également l'occasion de discuter des mesures concrètes à prendre pour améliorer la situation des immigrants. Jospin a souligné que l'immigration est une réalité qui doit être gérée de manière responsable.

Le débat sera organisé par le ministère de l'Intérieur, en collaboration avec les autres ministères concernés. Jospin a souligné que l'immigration est une question qui concerne tous les Français.

Le débat sera également l'occasion de discuter des mesures concrètes à prendre pour améliorer la situation des immigrants. Jospin a souligné que l'immigration est une réalité qui doit être gérée de manière responsable.

Le débat sera organisé par le ministère de l'Intérieur, en collaboration avec les autres ministères concernés. Jospin a souligné que l'immigration est une question qui concerne tous les Français.

Le débat sera également l'occasion de discuter des mesures concrètes à prendre pour améliorer la situation des immigrants. Jospin a souligné que l'immigration est une réalité qui doit être gérée de manière responsable.

LA JOURNÉE INTERNATIONALE
CONTRE LE RACISMEM. Jospin demande
un « grand débat »
sur l'immigration

« De toutes les formes de la discrimination entre les êtres humains, le racisme est la plus ignominieuse et la plus dangereuse pour l'avenir du monde », a déclaré M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S., qui participait, lundi 21 mars, à une rencontre organisée par le MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples), dans le cadre de la journée internationale pour l'élimination de toutes les discriminations raciales décidée par l'ONU.

« Pour les socialistes que nous sommes, a dit encore M. Jospin, un terme définitif doit être mis à la complexité honteuse mais réelle que l'Occident a entretenue jusqu'à présent avec l'odieux régime de l'apartheid. Depuis mai 1981, la France s'est située résolument dans le camp des peuples d'Afrique australe en lutte contre ce système et contre le régime oppressif et agresseur de Pretoria; le P.S. réaffirme à l'occasion de cette journée sa solidarité avec les mouvements de libération nationale des peuples soumis à ce régime (l'A.N.C. en Afrique du Sud et la SWAPO en Namibie) et avec les pays de la ligne de front.

« Combattre le racisme par la loi, par l'éducation et d'abord par l'enseignement des droits de l'homme, par la connaissance des cultures des autres, tel est, aujourd'hui comme hier, le devoir de tous les démocrates », a conclu M. Jospin.

Un peu plus tard, M. Jospin, qui s'était rendu à Dreux (Eure-et-Loir) pour y témoigner son soutien à M^{me} Françoise Gaspard, qui a renoncé à ses fonctions de maire pour se consacrer à la lutte contre le fascisme et le racisme, a souhaité que le gouvernement « organise un grand débat sur les problèmes de l'immigration devant l'Assemblée nationale ».

D'autre part, M. Pierre Bloch, président de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA), a dénoncé « l'aggravation du racisme en France ». Pour le président de la LICRA, l'appartenance « au premier ministre de demain de prendre l'initiative de réunir tous les responsables des partis politiques représentés à l'Assemblée nationale pour examiner les mesures à prendre face à cette montée du racisme », M. Bloch a déclaré enfin qu'il est « plus que jamais nécessaire de fermer nos frontières aux faux touristes, aux trafiquants de tous ordres et aux marchands d'esclaves ».

M^{me} Roudy, ministre des droits de la femme, avait, pour sa part, signalé, le samedi 19 mars, à Rennes, « le racisme qui s'est développé de façon atroce » au cours de la récente campagne pour les municipales. Selon M^{me} Roudy, on a pu constater à cette occasion que « l'extrême droite existe toujours en France et que la droite la porte dans ses bagages ».

Enfin, M. Henri Krasucki, secrétaire général de la C.G.T., a déclaré que « face au déclinisme du racisme et de la xénophobie de droite », la C.G.T. se sentait « fière de prouver la solidarité indéniable et la fraternité entre les travailleurs français et immigrés ». Pour M. Krasucki, « le racisme est une arme employée par l'impérialisme pour diviser les peuples ».

Séjours linguistiques
en famille

IRLANDE
GRANDE-BRETAGNE
U.S.A.

Cours de langues
Tennis, équitation, voile

HOMESTAY
5, rue Boudreau, 75009 Paris
Tél. : 265-50-40

Édité par la S.A.R.L. Le Monde,
Gérant :

André Laurens, directeur de la publication
Hubert Bienne-Méry (1984-1989)
Jacques Fauriol (1989-1992)

Imprimerie
du Monde
S. des Indes
PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 337.
ISSN : 0395 - 2037.

ÉDUCATION

Les mouvements de protestation dans le corps médical prennent de l'ampleur

- La grève des internes et des chefs de clinique est très largement suivie
- Les étudiants en médecine ont occupé le ministère de la santé

Le mot d'ordre de grève lancé le 22 mars par les deux intersyndicats des internes et des chefs de clinique apparaît très suivi dans la presque totalité des centres hospitaliers universitaires (C.H.U.). Selon les chiffres recueillis par nos correspondants et ceux fournis par les responsables de ce mouvement, les taux de participation à la grève sont de plus de 95 % pour les internes (85 % à Paris), et de 80 % à 90 % pour les chefs de clinique. Les gardes et les urgences continuent d'être assurées. Les médecins à temps plein veillent au fonctionnement des services hospitaliers durant la journée. Plusieurs syndicats de médecins hospitaliers titulaires et plusieurs de leurs syndicats ont apporté leur soutien au mouvement. Des procédures de réquisition ou de mise en demeure des internes et des chefs de clinique pour résister à des procédures appliquées dans les cas où la qualité des soins ne pourrait être maintenue. Dans plusieurs C.H.U., on commence à enregistrer une diminution du taux d'occupation des lits.

En province, le mouvement a pris des formes diverses, comme à Saint-Brieuc, où les quinze membres du conseil d'administration de l'hôpital ont été séquestrés par des internes.

D'autre part, la grève des étudiants en médecine continue. Diverses manifestations ont eu lieu notamment à Lille, Montpellier et Caen, où, nous indique notre correspondant, les studios de la station FR 3 ont été envahis et le bulletin d'information interrompu. C'est à Paris que le mouvement de protestation des étudiants a pris le plus d'ampleur avec l'occupation, le 22 mars, du ministère de la santé, qui fut dégagée dans la nuit par les forces de l'ordre.

Enfin, une manifestation d'élèves infirmiers a groupé à Paris, le même jour, un millier de personnes.

Les pièges de la crédibilité

projets de réforme des statuts des médecins hospitaliers et sur la maintenance de certaines modalités actuelles durant la période transitoire, de manière à ne pas donner naissance à

« une génération sacrifiée ». Elle demande aussi la création de cinq postes de médecins hospitaliers titulaires en sus du pool de renouvellement habituel ». Les respon-

sables des deux intersyndicats font, à cet égard, remarquer que deux mille cent soixante postes budgétaires sont actuellement vacantes dans les hôpitaux généraux, et prouvent, selon eux, de leur non-utilité et de leur manque d'intérêt.

D'une manière plus générale, les internes et les chefs de clinique ne se sont jamais opposés à une réforme à laquelle ils veulent s'intégrer. Ils sont, en revanche, toujours décidés à en aménager dans le détail les principales modalités. Face à eux M. Jack Ralite, ministre de la santé, expliquant en substance que les réunions de concertation continuaient d'avoir lieu, que le travail progressait et qu'il comprenait mal, dans ces conditions, l'origine de l'actuel mouvement.

coordonation des réformes entreprises au ministère de la santé et à l'éducation nationale. D'autre part, l'absence de l'expression d'un véritable soutien par l'hôtel Matignon ou par l'Elysée n'est pas passée inaperçue, rendant encore plus difficile la situation de M. Ralite.

Du même coup, le ministre de la santé s'appareille plus crédible aux yeux des étudiants en médecine, eux aussi en grève. Ce phénomène était très nettement perceptible ces derniers jours lors de la tentative — infructueuse — menée par M. Jacques Laurille, directeur du cabinet de M. Ralite (le monde daté 20-21 mars), ou lors de l'occupation du ministère de la santé (voir encadré ci-joint). L'absence de M. Ralite dans la nouvelle équipe gouvernementale restreint ne manquera pas de conforter bon nombre de grévistes — médecins ou étudiants — pour ce qui concerne le bien-fondé de leur action. S'il était, en définitive, maintenu en tant que ministre délégué à la santé, M. Ralite saurait-il retrouver la crédibilité qui lui a fait défaut ?

Il reste, néanmoins, que le piège de la crédibilité pourrait ne pas tarder à se refermer aussi sur les médecins hospitaliers, les conséquences de leur mouvement pouvant apparaître disproportionnées avec les revendications exprimées. « C'est, expliquait le 22 mars un responsable des chefs de clinique, notre dernier mouvement de désespoir et d'espoir ».

JEAN-YVES NAU.

Les revendications

Les deux mouvements de grève ont des causes et des buts totalement différents.

● Pour les étudiants en médecine, il s'agit d'une opposition à la réforme de leurs études, qui a été votée en décembre dernier. Ils contestent en particulier la mise en place d'un examen « classant et isolant » à la fin du deuxième cycle. Ils font aussi valoir les résultats d'un référendum national organisé il y a quelques jours (le Monde du 17 mars) pour demander l'élaboration d'une « loi rectificative ». Plusieurs rencontres ont eu lieu avec les groupes parlementaires de l'Assemblée nationale. Une nouvelle rencontre avec le groupe du parti socialiste n'a pas donné de résultat. D'une manière générale, les ministères concernés, s'ils sont disposés à négocier la rédaction du contenu des décrets à venir, se refusent à envisager une loi rectificative.

● Pour les internes et les chefs de clinique, il s'agit notamment d'obtenir la publication des projets de réforme des statuts des médecins hospitaliers; une équivalence de carrière entre les hôpitaux universitaires et les hôpitaux généraux; une liste d'admission nationale avec intégration dans le futur statut et une reconstitution de carrière. Ils demandent aussi que la durée du clinat reste fixée à quatre ans et la création de cinq cents postes par an de médecins hospitaliers titulaires. Enfin, sont une nouvelle fois formulées les revendications concernant la couverture sociale des internes et le paiement intégral des gardes et des astreintes.

● Grève dans les collèges. — Les responsables du syndicat national des lycées et collèges (SNALC) se déclarent « satisfaits » des résultats de l'appel à la grève lancé pour le mardi 22 mars, en commun avec deux autres organisations, la Confédération nationale des groupes autonomes (C.N.G.A.), et le syndicat C.F.T.C. de l'éducation nationale, de la recherche et des affaires culturelles (SCENRAC). Les trois syndicats voulaient ainsi protester contre les projets de réforme des collèges. Selon le ministère de l'éducation nationale, 4,27 % des enseignants de collège ont effectivement cessé le travail (chiffre relevé dans vingt des vingt-six académies métropolitaines). Le SNALC annonce, pour sa part, 30 % de grévistes dans les collèges où il est représenté.

« L'opération Tétanos »

L'opération — baptisée Tétanos — avait été tenue secrète. Blouse blanche roulée sous l'aisselle ou cachée dans un sac, ils furent plus de cinq cents, venus de plusieurs C.H.U. parisiens, à franchir sans difficulté, vers 14 heures, mardi 22 mars, le fragile barrage des forces de l'ordre qui protégeaient les entrées des ministères de la santé et des affaires sociales et de la solidarité nationale, à l'angle des avenues de Ségur et de Duquesne. Puis ils envahirent un quai des ministères le hall et les étages du bâtiment.

Au sous-sol, le standard fut occupé « en douceur ». Consigne : « n'accepter que les appels urgents ». Du toit, on lança sur les passants des tracts et des papiers dérobés dans un bureau. Mégaphones, chansons et cris an nonces, occupation de la salle de conférences : le ministère de la solidarité nationale découvrait les étudiants en médecine et leurs revendications.

Côté ministère de la santé, au quatrième étage, devant les bureaux de M. Ralite et de son directeur de cabinet, un « sit-in sauvage » était organisé vers 15 heures. De négociation en né-

gociation, un hypothétique accord était sans cesse repoussé par les étudiants. Vers 17 heures, les forces de l'ordre, appelées en renfort, déboulèrent, en les traînant sur le sol, quelques manifestants. Cela fut suffisant. La voie était ouverte à la négociation. Le directeur de cabinet acceptait de recevoir une délégation des étudiants.

Néanmoins, l'objectif de l'opération n'était pas atteint : il fallait « être dur ». La proposition d'un rendez-vous de négociation pour lundi 7 insuffisant. On voulait « engager le dialogue sur-le-champ ». C'est dans la nuit, vers 23 h 30, que se termina « l'opération Tétanos » avec le départ, menu militaire, des manifestants qui continuaient d'occuper le hall. « Etre dur ? », « Policiers au C.R.S. », devaient-ils affirmer, sont intervenus en marquant les étudiants assis pacifiquement dans le hall du ministère, et plusieurs d'entre eux ont dû être évacués. On apprenait le 23 mars de la mainmise de l'armée d'entre eux avait du être hospitalisé à Boucicaut, souffrant d'un traumatisme crânien.

J.-Y. N.

Le débat sur la réforme de l'enseignement supérieur

● UNEF indépendante et démocratique :
un projet « intéressant, mais flou »

« Que veulent les étudiants aujourd'hui ? » Sur ce thème, l'UNEF indépendante et démocratique (animée par des trotskistes et des socialistes) organisait la semaine dernière à Nanterre une « convention nationale de défense des intérêts des étudiants ». Quelque six cents délégués venus d'une vingtaine d'établissements ont exprimé leurs inquiétudes à propos des difficultés financières dans les universités et les autres universitaires. L'exposé de ces préoccupations immédiates s'est accompagné d'une analyse du projet de loi sur l'enseignement supérieur (le Monde du 8 janvier) jugé « intéressant mais flou » par les participants.

D'ovations enthousiastes, pour la grève des étudiants en médecine, les acclamations générales, pour les organisateurs d'assemblées générales et les signataires de pétitions, les délégués de l'UNEF indépendante et démocratique ont fait un bilan alarmant de la situation matérielle des universités. Des heures complémentaires supprimées à la rentrée 1982 font toujours défaut à Rouen, Nantes, Le Mans, Toulouse, Paris-III et X notamment. Au total, « 210 000 heures ne sont toujours pas assurées », a affirmé un membre du bureau national en se félicitant des succès partiels déjà remportés « grâce à la mobilisation des étudiants ». Car les adhérents de l'UNEF indépendante et démocratique dénoncent « l'austérité de gauche dans les universités, la dégradation des conditions d'enseignement, les hausses des droits d'inscription et les humiliations contre les étudiants étrangers ».

Les responsables de l'UNEF indépendante et démocratique font une analyse plus nuancée du projet de loi sur l'enseignement supérieur préparé par M. Alain Savary. Ainsi, dans la référence implicite du texte à une « université de masse laïque et décentralisée », l'UNEF-I.D. re-

● Evacuation du rectorat de Corse. — Les forces de police ont procédé mardi 22 mars, à 6 heures, à l'évacuation du rectorat d'Ajaccio, occupé depuis douze jours par les membres de l'Association des étudiants corses (C.S.C.). Ces derniers demandent la réalisation rapide de la seconde tranche des travaux prévue à l'université de Corte, la construction d'un nouvel amphithéâtre et de son annexe, ainsi que l'habilitation du DEUG « langue et culture corses » (le Monde du 17 mars).

(1) Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNE-Sup) animé notamment par des communistes.

● Les Cercles universitaires :
un texte « inquiétant »

Une centaine d'universitaires et de chercheurs proches de l'opposition se sont réunis la semaine dernière, à Paris, pour examiner la situation de l'enseignement supérieur en France et confronter leurs points de vue sur le projet de loi préparé par le ministre de l'éducation nationale. M. Michel Prigent, président des Cercles universitaires et organisateur de cette rencontre, a expliqué que ce projet « inquiète au bouleversement de l'enseignement. Mais l'inquiétude, face aux réformes, socialistes » n'a pas empêché les participants de réfléchir à la façon de « reconstruire l'unité de la communauté universitaire scientifique ».

Les projets de M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, ne provoquent pas l'enthousiasme des membres des Cercles universitaires. Le contraire eût été étonnant de la part d'enseignants membres de partis de l'opposition. Mais ces universitaires ne se prononcent pas a priori sur la réforme des enseignements supérieurs proposée par M. Savary. Ils en examinent tous les aspects au regard d'une situation actuelle qui ne les satisfait pas non plus. Pour reprendre la formule de M. Michel Giraud (R.P.R.), président du conseil régional de l'Île-de-France, ils refusent le discours manichéen et ne veulent pas dire que « avant le 10 mai, tout était parfait dans le meilleur des mondes ».

Alors, après de nombreuses discussions, les membres des Cercles universitaires, notamment à propos du statut des chercheurs, formulent des propositions. Ils souhaitent, par exemple, que les postes du Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.) soient des postes d'actuel. « Il faut en finir », a expliqué M. François-Georges Dreyfus, professeur à l'université de Strasbourg, avec la notion de chercheur permanent. « Il a proposé que des échanges plus grands s'opèrent entre l'université et le C.N.R.S. pour permettre aux chercheurs ayant passé six années dans cet organisme de retourner dans l'éducation ».

A propos du financement de l'université, des participants ont avancé l'idée d'une augmentation des droits versés par les étudiants, sous réserve d'importants « systèmes d'aides ou de prêts ». Les sommes collectées devraient permettre le fonctionnement des établissements. Au sujet des instances de direction de ces établissements, les adhérents des Cercles ont manifesté leur accord avec un système « uni-

caméral », tel qu'il est prévu dans le projet de M. Savary. Ils approuvent le remplacement du conseil d'université par plusieurs instances, mais ils estiment que, dans les conseils de gestion ou les conseils d'enseignement, les enseignants doivent être majoritaires.

Sujet de prédilection pour les universitaires, la question des statuts des personnels enseignants a été largement commentée. Les participants ont estimé nécessaire la mise en place d'une instance nationale, entièrement élue au scrutin uninominal, pour permettre le recrutement et l'avancement des personnels. Pour les « artisans intellectuels » que sont les enseignants, selon M. Jean-Michel de Forges, de l'université de Paris-XI, la mobilité professionnelle et l'année sabbatique « peuvent garantir l'université contre l'isolement et la sclérose ».

Aux Cercles universitaires, comme dans les organisations de la majorité, il est plus facile de formuler des projets d'avenir sur l'enseignement que de parler sans trop de passion des problèmes de personnels. Afin d'éviter que le corporatisme ne divise les participants, M. Michel Massonnet, ancien conseiller d'Etat, les a invités à « mener deux offensives. L'une, interne, pour réorganiser nos forces dans l'université. L'autre, externe, pour mettre en garde les Français, face aux menaces qui pèsent sur l'enseignement délivré à leurs enfants ».

Les syndicats et partis de gauche, selon M. Prigent, ne proposent rien de cohérent depuis le 10 mai 1981. Il reste aux membres des Cercles universitaires à se lancer dans le combat. Ils souhaitent faire connaître leurs positions aux parlementaires avant le prochain débat sur le projet de loi de l'enseignement supérieur. SERGE BOLLOCH.

هكذا انزل

DÉFENSE

La France retarde ses essais à Mururoa

(Suite de la première page.)

On se souvient que, par arrêté du 18 octobre 1982 entrant en situation de fait du début de l'été, 13 400 millions de francs d'autorisations de programme et 2 200 millions de francs de crédits de paiement ont été supprimés au ministère de la Défense. Les crédits correspondant aux dépenses nucléaires ont été amputés de 10 % en 1982.

Le rythme de progression des essais a été ralenti. Certains investissements ont été réduits d'autant. Ainsi, il n'a pas été commandé, à des chantiers navals de la Méditerranée, une deuxième barge de forage pour la préparation des tirs en zone centrale de l'atoll de Mururoa et des projets d'acquisition de certains matériels supplémentaires : remorqueurs ravitailleurs, bâtiments de soutien, hélicoptères et infrastructure portuaire adaptée - ont été reportés pour les opérations nécessaires à l'élargissement de la deuxième base, à Fangataufa.

Austérité

Des techniciens en déduisent que, pour ses essais, la France devra continuer à avoir « un pied dans l'eau et l'autre sur l'atoll ». Ce qui devrait compliquer leur tâche : il est exclu, en effet, que tous les tirs souterrains aient lieu en zone centrale à l'atoll, à l'intérieur du lagon, comme ce devait être le cas pour éviter de saturer la couche de corail, en contrepartie par les précédentes expérimentations. D'où le besoin d'une deuxième barge de forage, dans le cas où celle-ci est déjà en service aurait quelques difficultés.

Pour 1983, la situation n'est guère plus à l'optimisme même si le ministère de la Défense considère que le C.E.A. est logé à la même enseigne de l'austérité que l'ensemble des forces armées. On a calculé que le budget du C.E.A. marquerait une stagnation certaine - compte tenu de l'inflation prévisible - puisque les autorisations de programme n'augmenteront que de 5,7 % et les crédits de paiement de 7,1 %.

Ces crédits sont utilisés au financement des études pour l'expérimentation des charges et leur fabrication en série, la production des matières nucléaires, les dépenses de propulsion navale (chaufferies nucléaires embarquées sur sous-marins) et pour le maintien en condition opérationnelle des armes stratégiques et tactiques. Or, dans la mesure où l'usage des matières fissiles coûte plus cher, le budget du C.E.A. propre à la conception des charges doit se contenter d'une hausse de 2,9 % en 1983.

Le gouvernement se prévaut, en revanche, d'une croissance de près de 25 % des autorisations de programme accordées aux forces nucléaires. Cette augmentation bénéficie d'ailleurs, objectent les ingénieurs du C.E.A., aux véhicules porteurs de l'arme nucléaire - avions, missiles et sous-marins - qu'à la recherche et à la fabrication des charges explosives. Et cela, malgré les efforts réalisés dans le coût de chaque expérimentation qui est,

aujourd'hui, de trois fois inférieur à la moyenne des prix de revient calculés sur les cinq ou six années antérieures.

Flou

Précisément, l'inquiétude de ces ingénieurs déborde du seul cadre de leurs responsabilités dans la mise au point des charges nucléaires pour se porter, aussi, sur l'avenir des prochains systèmes d'armes, tactiques et stratégiques, ou « vecteurs » de la dissuasion.

Dans le domaine tactique, les décisions sont bien arrêtées. Le 30 octobre 1981, le conseil de défense a confirmé le double choix en faveur du missile tactique sol-sol Hades, qui remplacera, après 1991, l'actuel missile Pluton de la 1^{re} armée, et du missile air-sol moyenne portée A.S.M.P., qui armera les Mirage-IV, Mirage-2000N de l'armée de l'air et les Super-Étendard de l'aéronavale. Les théoriciens de la dissuasion contestent ce choix : l'Hades (avec ses 350 kilomètres de portée) et l'A.S.M.P. (avec ses 100 ou 300 kilomètres de trajectoire selon l'altitude de son largage d'avion) peuvent faire double emploi.

Pour des raisons financières, le nombre de ces systèmes d'armes tactiques sera réduit par rapport aux prévisions initiales : de l'ordre de 120 Hades (au lieu des 180 envisagés) et environ 60 A.S.M.P.

En revanche, c'est le « flou », observent les ingénieurs du C.E.A., en matière d'armements stratégiques. A l'exception, sans doute, du missile M-4 à plusieurs têtes nucléaires, qui doit équiper le nouveau sous-marin l'Inflexible, le sixième de la série, opérationnel en 1985.

Ce programme M-4 devrait mettre la France au niveau technologique déjà atteint par les grandes puissances. Le missile de l'Inflexible génèrera ses six têtes explosives le long d'un espace de 350 kilomètres de long sur 150 kilomètres de large, c'est-à-dire qu'il serait capable de menacer, en France, une zone géographique comprise entre Paris et Le Havre, avec une dispersion jusqu'à Orléans. Ce programme, décidé il y a dix ans, a été confirmé par le nouveau gouvernement, qui a, d'autre part, arrêté le principe d'un modèle amélioré, à portée supérieure à 4 000 kilomètres, et en aide à la pénétration des réseaux adverses de défense anti-missiles - qui sera installé progressivement à bord des cinq sous-marins actuellement en service.

Le projet d'un missile M-5, dont l'impact au sol serait plus précis, la portée encore accrue et qui embarquerait davantage d'aides à la pénétration, ne verrait pas le jour avant 1999. Si tant est que le gouvernement est partisan de donner au M-4 un successeur dont le coût pourrait être prohibitif ou incompatible avec d'autres projets.

Désenchantement

Reste le programme S.X. d'un missile balistique sol-sol semi-mobile, qui prendrait la suite des bombardiers nucléaires Mirage-IV. L'annonce en a bien été faite en octobre 1981 par le conseil de défense et son apparition éventuellement prévue pour 1995.

Pour l'instant, le S.X. est décrit comme un missile déployé en conteneurs transportables sur camions balisés ou par avions Transall et armé de trois têtes nucléaires chacun. Le coût du programme - qui porterait sur un total de moins de trois douzaines de systèmes d'armes - est évalué à plus de 15 milliards de francs. Mais son intérêt militaire est encore l'objet de controverses dans les états-majors.

Au C.E.A., ces débats sont suivis avec autant plus d'attention par les ingénieurs que le sort des bureaux d'études et la nature des prochaines campagnes de tirs nucléaires dépendent des arbitrages gouvernementaux. Certains de ces arbitrages seront inscrits dans la loi de programmation militaire 1984-1988, actuellement en discussion.

Bien que le ministère de la Défense refuse les accusations, dont il est l'objet, de porter en réalité moins d'intérêt qu'il ne le prétend officiellement à l'armement nucléaire, on note un certain désenchantement au sein du corps des ingénieurs du C.E.A.

Outre qu'il se nourrit des incertitudes entretenues sur l'avenir de certains programmes d'armements, ce désenchantement est né de la volonté du gouvernement d'appliquer les contrats de solidarité à l'intérieur d'un C.E.A. qui fut, longtemps, traité avec générosité et largesse financière pour le pouvoir précédent. Ce mouvement pourrait toucher environ 2 % des effectifs. Il provoque la morosité et même la démobilisation, de ceux qui, parmi les cadres anciens du C.E.A., sont sollicités de partir pour être remplacés par de jeunes recrutés dont la formation pourrait précisément souffrir du départ des personnels expérimentés.

JACQUES ISNARD.

JUSTICE

Les objecteurs de conscience relancent le débat pour un nouveau statut

L'adoption d'une nouvelle loi sur l'objection de conscience, toujours promise depuis deux ans et toujours repoussée, devrait intervenir au cours du printemps dans le cadre d'une réforme de certaines conditions d'exercice du service national. Aucun accord, pourtant, n'est encore intervenu entre les ministères concernés sur les conditions d'obtention de ce statut à venir.

On insiste, au ministère de la Défense, sur la nécessité de combler ces demandes, et donc de substituer à l'actuelle commission juridictionnelle (C.J.), fort contestée, une autre instance de sélection. D'autres souhaitent que ce statut d'objecteur puisse être acquis, dans l'im-

mense majorité des cas, par une simple déclaration individuelle. Le projet de loi qui serait examiné prochainement en conseil des ministres supposera donc un arbitrage, au moins à l'échelon du premier ministre. La durée du service civil, actuellement de deux ans, resterait, en tout état de cause, supérieure à celle du service militaire.

L'attente de ce nouveau texte a créé une situation assez confuse. Toutes les demandes du type de celles du mouvement O.P. 20 rédigées en termes identiques, qui sont repoussées systématiquement par la commission, ont été placées en « appel différé ». Le Conseil d'Etat n'a pas, en l'absence de nouvelle loi, à se prononcer sur ces demandes. Plusieurs centaines d'objecteurs potentiels sont donc en situation d'attente.

Seule, pour l'instant, la situation de ceux qui ont obtenu légalement le statut a changé sensiblement : le contrôle du service civil n'est plus confié, depuis le 1^{er} janvier, au ministère de l'Agriculture mais à celui des affaires sociales : les possibilités d'affectation, d'autre part, ont été considérablement élargies, particulièrement depuis mai 1981, à une centaine d'associations. Parmi elles, la Ligue de l'enseignement et la Fédération nationale des Maisons de jeunes et de la culture peuvent offrir de multiples postes.

Conséquence spectaculaire de ces changements : la diminution du nombre d'objecteurs inscrits au service civil a été sensible : 60 % des effectifs en 1981 et 15 % seulement en novembre dernier ne se rendaient pas à la visite médicale. Cette sou-

plesse dans les affectations doit, accompagnée, d'après les pouvoirs publics, d'un renforcement du contrôle : les postulates ont repris depuis deux mois contre une quinzaine d'objecteurs-insoumis.

Cette « répression » accrue expliquée en partie l'organisation, du 18 au 25 mars, par le Mouvement des objecteurs de conscience (MOC), d'une semaine d'action qui s'achèvera samedi par une manifestation à bicyclette de la Bastille à l'Arc de triomphe. Le MOC réaffirme tout son attachement à la suppression de toute conscription et à une durée de service civil non discriminatoire - autant de dispositions que l'Assemblée européenne a recommandées le 7 janvier, malgré l'abstention des communistes français.

NICOLAS BEAU.

Le cas « idéal » de M. Robert Loncar

Le cas de M. Robert Loncar, qui était jugé le 22 mars par la seizième chambre correctionnelle de Paris pour refus d'obéissance, illustre bien les insuffisances d'une loi qui interdit toute « propagande » : cet objecteur ignorait jusqu'à l'existence d'un statut d'objecteur.

Les juges de droit commun, que le président de la Ligue des droits de l'homme, M. Henri Nogues, a dénoncés, se sont rendus à voir enfin être saisi des affaires militaires, ont peut-être déçu l'espoir mis en eux. Le tribunal n'a guère paru soucieux de comprendre la vie de cet étudiant en informatique qui désire « avoir vécu au milieu des problèmes des autres ». Peu de courtoisie également sur les motivations de Robert Loncar qui le conduisent à refuser, le 3 décembre 1982, de porter les armes après s'être pourtant présenté à la caserne du 1^{er} régiment d'artillerie de marine (RAMa) de Montbéliard. Ce jeune homme péti- ble de vingt ans, d'une voix basse, affirme la nécessité de l'amour enseigné par Jésus-Christ dans une société de violence : « Je ne peux pas donner quelque chose qui ne m'appartient pas. De quel droit prendrais-je la vie de quelqu'un d'autre ? »

C'est moins sur le terrain des convictions que sur celui des faits que le président du tribunal, M^{re} Jeanne Delabau, veut, faire porter les débats. Comment, se sont demandés les magistrats, un garçon aussi motivé s'est-il pu ignorer l'existence d'un statut d'objecteur jusqu'à ce que, il y a un mois, son avocat la lui signale ?

Convoqué le 4 février pour ses « trois jours », Robert Loncar entendait parler d'une possibilité de service civil. La 26 du même mois, il s'inquiétait par lettre, auprès des autorités militaires de Versailles, des possibilités d'effectuer son service à titre civil. L'armée répond à cette demande par une liste de nombreuses adresses, des services linguistiques à l'armée technique, aux départements d'outre-mer, mais sans un mot sur le statut d'objecteur.

Les démarches de Robert Loncar auprès des sapeurs-pompiers et des services de coopération échouèrent. Il attendit alors sa convocation pour s'expliquer. Trop tard, en tout cas, pour obtenir le statut d'objecteur, qui doit être demandé, selon la loi, dans le mois qui précède l'incorporation. Peu importe alors qu'il accepte de

porter l'uniforme et d'être affecté comme secouriste ou infirmier. L'alternative proposée par le colonel de son régiment est simple : ou revenir sur ses convictions, ou aller en prison. Il est à Fresnes depuis le 24 décembre.

Un terrain d'accord aurait pu être trouvé avec cet « objecteur de conscience idéal », pour reprendre les mots de M. Nogues. Entre l'avocat de la défense, M^{re} Jean-Jacques de Fàbio, qui plaide souvent devant les anciens tribunaux militaires, et le substitut du procureur, M. Gérard Ferrari, qui y siège en son temps, les antagonismes demeurent : comme si les débats d'hier avaient été reproduits mot pour mot dans le prétoire de cette chambre correctionnelle. Le magistrat, qui réclamait de la prison ferme, n'a voulu voir que la « nécessité de la défense du pays » et l'« attitude grave de cet appelé mettant en cause la discipline et l'efficacité de l'armée ».

L'avocat, lui, a invoqué la noblesse et l'honneur de cet objet- teur qui cherche d'autres voies contre la violence, victime, selon lui, de cet « article scélérat » qui interdit toute publicité de la loi.

N. B.

AUX ASSISES DE PARIS

Douze ans de réclusion pour l'auteur d'une série de viols

La cour d'assises de Paris, présidée par M. Paul Gaillardot, a condamné, le mardi 22 mars, au terme de deux jours d'audience, à douze ans de réclusion criminelle Patrice Barthélémy, vingt-quatre ans, qui répondait de dix accusations de viols, tentatives de viols qualifiés, attestés à la padoue avec violence et

viols qualifiés commis à Paris entre novembre 1979 et mars 1980.

Le ministère public, tout en accordant au prévenu des circonstances atténuantes, avait requis une peine allant de douze à quinze ans de réclusion criminelle.

« Une légère instabilité caractérielle »

Le 17 mars 1980, un vigile chargé de surveiller, au cas où, les sous-marins du parc de stationnement commun à plusieurs immeubles du boulevard Masséna, dans le treizième arrondissement de Paris, surprit un homme qui se dissimule entre les voitures garées et prétend être venu là « pour faire ses besoins ». Sommé par le gardien de le suivre jusqu'à son bureau, Patrice Barthélémy ne cherchera pas à s'enfuir.

Depuis plusieurs mois, des habitantes de cet ensemble ont été voilées puis violées ou contraintes à des pratiques sexuelles diverses par un inconnu. Les plaignantes éprouvent beaucoup de difficultés à décrire l'homme qui a abusé d'elles, mais, à l'évidence, il s'agit du même individu. Le scénario est invariable : au moment où l'automobiliste, qui a garé son véhicule, s'apprête à prendre l'un des ascenseurs, un homme au visage à demi masqué se saisit d'elle, lui baigne la bouche d'une main gantée et, de l'autre, applique une lame sur son cou, parfois même il met contre la tempe de sa victime le canon d'un pistolet d'alarme. Dans un premier temps, il va exiger de sa prisonnière qu'elle lui remette tout son argent et, une fois qu'elle s'est exécutée, il l'entraîne vers une cave inoccupée. Là, il lui ordonne de se dévêtir partiellement et cède, prend, mais très souvent sans succès, de la violence. Si sa débauche se prolonge, il exige d'elle des attachements. Puis, pour ne pas risquer d'être poursuivi, l'homme s'empare des chaussures de sa victime et disparaît.

Lorsque les policiers fouillent Patrice Barthélémy, ils découvrent sur lui une lampe-torche à poignard, une casquette à large visière et, caché dans des journaux, le pistolet d'alarme dont il s'était débarrassé avant l'arrivée des fonctionnaires. On remarquera aussi qu'il porte à la joue des traces de griffures. Or, la veille, une jeune femme est venue raconter

qu'elle avait été attaquée dans le garage, mais avait réussi à mettre son agresseur en fuite après l'avoir griffé au visage.

Patrice Barthélémy décline son identité, se déclare chômeur, indique son adresse et ne fera pas de grandes difficultés dans les heures suivantes pour passer aux aveux. Non content de reconnaître qu'il a violé et dépossédé de leur argent neuf sur dix des plaignantes qui se sont fait connaître, il dira au magistrat instructeur que, au cours des cinq mois qui viennent de s'écouler, il a attaqué « de trois à quatre femmes par semaine ».

Livre à lui-même

Patrice Barthélémy est né à Paris en 1959 d'un père guadeloupéen et d'une mère française. C'est un bel homme au visage ouvert, qui répond poliment aux questions du président. Son père, voyageur, a disparu peu de temps après l'avoir reconnu et il a été élevé par sa mère, tantôt barmaid à Pigalle, tantôt quelque peu prostituée et plusieurs fois coupable de petits délits. Elle habite déjà, au moment des faits, la caravane ancrée à Noisy-le-Grand où elle vit toujours aujourd'hui. Plus tard, quand son fils aura grandi, qu'il aura, courte aventure vite achevée au bout de quelques mois, une petite amie, Patrice et celle-ci camperont sous une tente plantée à deux pas de la roulotte maternelle.

Placé en nourrice dès l'âge d'un an et jusqu'à sa cinquième année, puis pris en charge par la direction départementale de l'action sanitaire et sociale, Patrice a dû attendre l'âge de sept ans pour revenir vivre auprès de sa mère, qui n'a pris un nouveau concubin. Ballotté en tous sens, livré à lui-même le plus souvent, l'enfant aura une scolarité plus que difficile, souvent interrompue par les déplacements d'une mère qui l'emmène avec elle à Pigalle et même « en saison », quand la pro-

vince l'attire. En 1975, Patrice Barthélémy, qui, au dire de ses maîtres, est à quatorze ans du niveau des cours moyen première année, passera à grand peine un C.A.P. de mécanicien. Placé peu après à Montreuil dans une menuiserie, il n'y restera que cinq semaines.

Pour les nombreux experts qui ont examiné le violeur dix fois récidiviste - il a déjà été condamné pour les mêmes motifs l'année de ses seize ans - Patrice Barthélémy a certes « des problèmes de personnalité, une légère instabilité caractérielle, du mal à se situer dans la société ». Mais, tous s'accorderont à l'affirmer, ce prévenu ne présente « aucun signe de psychose évolutive, de maladie délirante, ni d'état confusionnel ». Tout au plus souffrirait-il « de pulsions sexuelles violentes qu'il ne peut réprimer » et « d'un état perverti ancien ». Mais jamais, disent les psychiatres, il n'a été en état de démission lors des agressions qu'il a commises.

Ce procès aura été celui de l'ambiguïté. Parce que, selon les médecins, cet homme « ne peut vivre ou survivre qu'à l'abri d'un enfermement absolu, que seul un milieu carcéral peut garantir ». Parce qu'une « chimiothérapie et une psychothérapie appropriées » devraient pouvoir le conduire à une guérison qu'il semble ardemment souhaiter lui-même, parfaitement conscient qu'il est de l'étrange mal qui le jette vers ces femmes, son conte à la main. Seulement, jamais Patrice Barthélémy n'a été soigné, ni lors de son précédent séjour en prison ni au cours des trois dernières années qu'il vient d'y passer.

Comme l'a fait observer M^{re} Char- lie, son défenseur, « il conviendrait de savoir, mais le cour ne l'aura pas dit - si Patrice Barthélémy est un malade qui doit être soigné, et donc un criminel irresponsable qui devrait bénéficier des dispositions prévues par la loi ».

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

FAITS ET JUGEMENTS

● **Manifestation de détenus.** - Une centaine de détenus de la maison d'arrêt Saint-Michel de Toulouse ont manifesté dans la soirée du lundi 21 mars - pour protester contre les lenteurs de la réforme pénitentiaire et réclamer l'amélioration de leur régime alimentaire - en martelant du poing les portes de leurs cellules et en frappant sur leurs gosses en métal. Sept de ces manifestants, considérés comme des meneurs, ont été transférés dans la nuit au centre de détention de Murret (Haut-Garonne), d'où ils devaient être répartis dans d'autres maisons d'arrêt. La chancellerie a fait savoir, mardi 22 mars, que l'installation de parloirs sans séparation était en cours à la prison Saint-Michel, en application de la réforme des conditions de vie des détenus, et qu'une enquête était ouverte sur la qualité des repas dans cet établissement.

● **Un jeune malfaiteur**, soupçonné par la police d'avoir participé au hold-up sanglant de l'avenue Secrétan, à Paris (un mort, trois blessés), en janvier dernier contre une agence du Crédit agricole, s'est tiré, mardi 22 mars, une balle dans la tête après s'être retranché dans son appartement, 10, rue de la Grange-aux-Belles, à Paris (10^e). Daniel Aubert, trente-deux ans, avait refusé de se rendre aux injonctions des policiers intervenus « sur un renseignement ponctuel ». Il était, mercredi matin, dans un état désespéré.

● **A Thionville** (Moselle), deux malfaiteurs ont pris un inspecteur divisionnaire en otage, mardi 22 mars, alors qu'ils commettaient un hold-up dans une bijouterie. Les forces de police étaient alors mobilisées pour la journée « opération ville morte » organisée par les ouvriers des laminoirs à froid de la ville. Provoquant ainsi leur fuite, ils relâchèrent leur otage sain et sauf, sans avoir tiré un seul coup de feu. Le survol de la région par deux hélicoptères de la gendarmerie et le quadrillage policier n'avaient toujours pas permis de les retrouver, mercredi, en début de matinée.

● **PRÉCISION.** - Après la publication de notre article consacré à l'activité médicale et politique du professeur Solange Troisier (le Monde du 18 mars), la secrétaire générale du Conseil supérieur de l'information sexuelle, de la régulation des naissances et de l'éducation familiale, nous précise que M^{re} Troisier n'est plus, depuis le 24 octobre 1982, membre de ce Conseil.

SPORTS

TENNIS

QUATRE FRANÇAIS AU DEUXIÈME TOUR DU TOURNOI DE NICE

Après Christophe Cassa, vainqueur de Guy Forget, trois autres tennismen français se sont qualifiés, mardi 22 mars, pour le deuxième tour du Tournoi de Nice. Henri Leconte, qui avait dû céder sa préparation pendant dix jours pour une douleur à l'épaule, s'est néanmoins imposé, 6-4, 6-7, contre le vétéran colombien Jaime Yessica. Thierry Tulasne a dû rester près de trois heures sur le court pour vaincre l'Espagnol Alberto Tous, 7-6, 1-6, 7-5. Gilles Moretton, plus heureux au service que dans les échanges, a battu le Sudois Jorge Windahl, 2-6, 6-1, 6-4. En revanche, Dominique Bedel a été éliminé, 6-0, 6-3, par le Bolivien Mario Martinez, finaliste ici-même contre Yannik Noah en 1981.

RELIGION

DEUX NOUVEAUX ARCHEVÊQUES A FLORENCE ET A BOLOGNE

Jean-Paul II a nommé, mardi 22 mars, Mgr Silvano Piovaneli, archevêque de Florence. Mgr Piovaneli, qui succède au cardinal Giovanni Benelli, décédé le 26 octobre dernier, était archevêque auxiliaire de Florence.

D'autre part, Mgr Enrico Manfredini, qui était évêque de Piacenza, a été nommé archevêque de Bologne, où il succède au cardinal Antonio Pompi, qui a démissionné pour raisons de santé.

ISLANDE

Nouvelle liaison maritime par le ferry EDDA départs hebdomadaires de Bremerhaven ou de Newcastle vers Reykjavik. Traversée à partir de 715 F transport voiture gratuit pour 4 passagers payants. Informations : toutes agences de voyages ou ALANT'S TOURS Agent général 5, rue Danielle Casanova 75001 Paris tél. 296.59.78

هكذا انزل

JUSTICE

CARNET

Une piste dans l'enquête sur l'assassinat de Jean-Pierre Maione-Libaude

L'affaire Maione-Libaude sera-t-elle éclaircie ? Réponse affirmative de la direction centrale de la police judiciaire après l'arrestation, la semaine dernière, de deux hommes dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat, le 13 juin 1982, de Jean-Pierre Maione-Libaude, ce malfaiteur connu, doublé d'un indicateur de police. Une enquête classique, menée sur commission rogatoire de M. Joëlle Rieutort, juge d'instruction à Bourges, par les policiers d'Orléans et de l'Office central de répression du banditisme (O.C.R.B.).

Point de départ : un petit élément du fusil de chasse utilisé pour l'assassinat retrouvé sur les lieux du crime, un chemin d'Argent-sur-Saône (Cher). Reconstitution de l'arme par un « travail de Pénélope », disent les enquêteurs, qui permet d'établir que François Brunetti, dit « Fanfan », né en 1942 à Perpignan, en est le propriétaire. Arrêté à Vauresson (Haute-Loire), Brunetti admet avoir acheté le fusil, mais affirme l'avoir donné à un ami, décédé depuis. Cependant, des munitions semblables à celles, « très particulières », utilisées pour le crime sont retrouvées chez lui. Inculpé de complicité d'assassinat, il est écroué à Bourges.

La seconde « prise » est, selon les enquêteurs, moins décisive. Après des semaines de filature de Brunetti, ils remontent jusqu'à une société d'exploitation de machines à sous installée à Nice. Cinq hommes, fichés pour la plupart au grand banditisme, sont interpellés. Parmi eux,

seul Sébastien Bonventre fait l'objet d'un mandat d'amener et sera entendu prochainement par M. Rieutort.

L'enquête n'est pas terminée, des « vérifications » étant en cours à Paris. Sans l'établir formellement, ces deux arrestations permettraient cependant déjà d'éclaircir le mobile de cet assassinat. Plusieurs hypothèses avaient été avancées. Enquêtant sur l'assassinat de Pierre Goldmann, le quotidien *Libération* avait révélé, en juillet 1981, que Maione-Libaude, qui aurait pu y être mêlé, informait régulièrement les renseignements généraux parisiens et le commissaire Lucien Aimé-Blanc, alors chef de l'O.C.R.B. et depuis muté comme chef du S.R.P.J. de Lille. Cet indicateur « fonctionnait » aussi bien dans les milieux du banditisme que pour les autonomistes corses du F.L.N.C. Ancien de l'O.A.S., soupçonné d'avoir appartenu au « gang des Siciliens », mêlé à plusieurs affaires de trafic d'armes, il avait été condamné, en 1981, à un an de prison pour la possession de deux armes et libéré une semaine avant son assassinat.

Éliminant les hypothèses politico-criminelles, les enquêteurs pensent aujourd'hui qu'il fut la victime d'un règlement de comptes propre au « milieu », dont l'enjeu aurait été le contrôle du marché des machines à sous. « Il a dû faire marron ses associés, qui n'ont pas apprécié », commente l'un d'eux.

E. P.

● M. Gérard Nicoud, leader du CID-UNATI, a comparu, le 22 mars, devant le tribunal de grande instance de La Rochelle pour outrage à la force publique. Le 21 octobre 1981, sur la route La Rochelle-Rochefort, M. Nicoud roula à 150 kilomètres à l'heure. Interpellé par les C.R.S., M. Nicoud était suivi par une voiture, à bord de laquelle se trouvaient les responsables du bureau national du CID-UNATI : MM. Tricoche et Lécane.

Ils jetèrent à ce moment-là, selon l'accusation, des grenades fumigènes et des pétards sous le fourgon des C.R.S. Le procureur de la République, M. Lacazeau, a réclamé trois mois d'emprisonnement à l'encontre des prévenus. M. Nicoud n'a pas contesté l'excès de vitesse et déclare : « J'allais à une réunion et j'étais en retard », mais il a nié s'être rebellé contre les agents de la force publique. Jugement le 31 mars. — (Corresp.)

Naissances

— Le docteur Gilbert COHEN-ALORO, M^{me} née Martine MEYERS, et Delphine, sont heureux d'annoncer la naissance de

Stéphanie.

le 18 mars.
3, rue du Général-Delanne,
92200 Neuilly-sur-Seine.

— M. Jean-Luc COUTELLE et M^{me} née Bernadette GENTON, Gail et Guillaume, ont la joie d'annoncer la naissance de

Amélie.

le 2 mars 1983.
30, rue des Rosiers,
75004 Paris.

— Pascal SOURIAU et Catherine SCHWARTZ sont très heureux d'annoncer la naissance de

Vincent.

jeune frère de Benjamin, à Paris, le 3 mars.
44, avenue des Piliers,
94210 La Varenne.

Fiançailles

— M. et M^{me} René CORDAT, M. et M^{me} Jean-Michel TISSIER, ont la joie de faire part des fiançailles de leurs enfants.

Martine et Jean-Luc.

Lésigny, le 27 mars 1983.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

SONA

LA MAISON DE L'INDE

Boutique officielle

du Gouvernement de l'Inde

pour le printemps

nouvelle collection

soieries et

durries

(Kilims indiens)

400 rue Saint-Honoré - 260 18 97

Décès

— Beauce (Côte-d'Or). Fontaines (Seine-et-Loire).

M. et M^{me} Jean Bassot, M^{me} Raymond Perrin, ses frères, sœur et belle-sœur, M. et M^{me} Jean-Marc Bassot et leur

filles.
M^{me} Claudine Perrin, M. et M^{me} Germain Buffeteau et leurs enfants, M. et M^{me} Bruno Perrin et leurs enfants, M. et M^{me} Michel Fourès et leurs enfants, M. et M^{me} Daniel Bricout et leurs enfants.

M. Philippe Perrin, ses neveux, nièces et petits-neveux, Le docteur Marie Javouhey, sa tante, Ses cousins et amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre BASSOT, ingénieur de l'Ecole centrale des arts et manufactures de Paris, chevalier de l'Ordre national du Mérite, officier de réserve d'état-major.

survenu dans sa soixante-cinquième année, le 21 mars 1983, à Beauce.

Les obsèques seront célébrées le vendredi 25 mars, à 14 heures, en la basilique Notre-Dame de Beauce. L'inhumation aura lieu au cimetière de Fontaines, à 16 heures.

— M^{me} Bersat, son épouse, Ses enfants, petits-enfants, Et toute la famille, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Maurice BERSAT, (Berchadsky), licencié en droit, diplômé d'études supérieures de sciences économiques, médaillé de la Résistance.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité le 19 mars 1983 à Fresselines (Creuse).

14, rue Jean-Zay, 36000 Châteauroux.

ROBLLOT S. A.

622-27-22

ORGANISATION D'OBSEQUES

— MM. Edmond et Guy Buchet, Et les Editions Buchet-Chastel, ont le profond chagrin de faire part du décès de leur ancien directeur et ami

Jean CHASTEL,

survenu le 20 mars 1983.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 24 mars, à 10 h 30, en l'église de Saint-Cloud (92).

Cet avis tient lieu de faire-part.

18, rue de Condé,
75006 Paris.

(Né le 25 août 1898 à Paris, M. Jean Chastel a consacré sa carrière à la commission des réparations en 1924 avant d'être nommé au comité des gammes (Plan Dawes) à Berlin, de 1925 à 1929. A partir de 1934, il est conseiller technique, avec Edmond Buchet, des éditions Cornil, qui deviendront les éditions Buchet Chastel. Il restera à ce poste pendant trente-quatre ans, avant de prendre sa retraite en 1968. Jean Chastel a publié un recueil de nouvelles en 1947.)

— Abbaye de Valloires.

Bienheureux ceux qui meurent dans le Seigneur, car leurs œuvres les suivent.

L'Association de Valloires, Les enfants de Valloires d'autrefois et d'aujourd'hui, Ses compagnes et compagnons dans l'œuvre qu'elle a fondée, Le docteur François Papillon, Et sa famille, font part du décès de

Thérèse Jeanne Marie PAPILLON,

officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918, croix de Saint-Sava (Serbie 1916), médaille des Epidémies (armée d'Orient).

officier de l'Ordre de la Santé publique, membre du réseau Centurie.

décédée le 21 mars 1983, dans sa quatre-vingt-dix-septième année.

La messe des funérailles sera célébrée en l'église de l'abbaye de Valloires, sous la présidence de Mgr l'évêque d'Amiens, le jeudi 24 mars 1983, à 15 heures.

Priez pour elle.

— On nous prie d'annoncer le décès de

René SAYALE, ingénieur des Arts et Métiers, Ecole supérieure de soudure (E.S.S.A.),

survenu à Paris, le 21 mars 1983, à l'âge de soixante-sept ans.

De la part de :

M^{me} René Sayale, son épouse.

M. et M^{me} Yves Sayale et leurs enfants,

M. et M^{me} Jacques Servant et leurs enfants,

M^{me} Isabelle Sayale et M. Hervé Lafay, ses enfants et petits-enfants.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption, Paris-16^e, le vendredi 25 mars, à 8 h 30.

Ni fleurs ni couronnes. Des dons peuvent être adressés à la Fondation Curie, 12 rue Lhomond, Paris-5^e.

74 bis, rue du Ranelagh,
75016 Paris.

Services religieux

— Un service sera célébré le vendredi 25 mars 1983, à 11 h 30, en l'église Saint-Pierre de Montmartre, 2, rue du Mont-Cenis, 75018 Paris, à la mémoire de

la générale veuve Louis DEMAIN, née Jeanne, Aimée, Louise,

Marie Valles, décédée à Paris et inhumée dans l'intimité, à Chalais-Moulineux (Essonne), le 17 février 1983.

De la part de MM. André et Jean-Louis Vallas, ses frères, Et de toute la famille.

Communications diverses

— Le centre culturel français organise un dîner-débat ayant pour thème « L'Afrique de 1983 », le vendredi 8 avril, à 20 heures, au restaurant le Charles-V (25, rue Charles-V, 75004 Paris). Ce dîner-débat sera animé par M. Paul-Alexandre Mpingu Bitombi, ancien conseiller du ministre des affaires étrangères du Congo-Brazzaville. Inscriptions au Centre culturel français, 14, rue des Fossés-Saint-Marcel, 75005 Paris, téléphone : 336-18-88.

Les belles réussites passent par les grandes portes.



Vous êtes de ceux qui voient loin, et qui visent haut. Pour vous, un banquier, au même titre qu'un consultant, un avocat... est un collaborateur extérieur, et la banque un outil au service de la réussite de vos projets. Au Crédit Commercial de France, vous trouverez cette banque, vous rencon-

trerez ce banquier. A la manière d'un chef d'orchestre, il saura faire jouer pour vous tout ce que le CCF compte d'experts dans tous les domaines financiers.

Qu'il s'agisse d'installer vos enfants, de réussir la gestion de votre patrimoine ou de vous assurer un complément de

retraite confortable, il saura aller au devant de vos préoccupations.

Notre objectif au Crédit Commercial de France est de construire avec vous une stratégie globale qui permette d'éviter les problèmes afin de ne pas avoir à les résoudre au coup par coup. Choisir le

CCF, c'est accéder au niveau supérieur du service que peut apporter une banque. C'est faire un pas de plus sur la voie de votre réussite.

CCF La banque des réussites.



هكرامن الاصل

COMMUNICATION

Mercredi 23 mars

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

- 20 h Allocution de M. François Mitterrand et Journal.
- 20 h 45 Les choses de la vie : la Bof génération ? Magazine de la rédaction de TF1 d'A. de Sedouy et P. Sainteny. Le premier numéro de ce magazine traite des mouvements de société. Les choses de la vie sera diffusé le troisième mercredi de chaque mois.
- 23 h Balle de match. Magazine du tennis.
- 23 h 30 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20 h Allocution de M. François Mitterrand et Journal.
- 20 h 45 Téléfilm : a l'œil des étoiles. De N. Sgarro. Avec B. Neill, P. Khamhata, T. O'Connor. Une histoire d'un simplet, un homme, fils d'extraterrestre, a le pouvoir par son seul regard de faire mourir des objets. Mais grâce à un sursis à l'américaine, ce téléfilm est sauvé de l'insignifiance.
- 22 h 10 Mous en direct : Jouer sa vie. de G. Carle et C. Coutard. Un documentaire à la saveur un peu délirante, où les réalisateurs tracent un portrait du joueur type, volontiers superstitieux, quelque peu misogyne, soûlard maniaque.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h Allocution de M. François Mitterrand.
- 20 h 15 Interlude.
- 20 h 33 La minute nécessaire de M. Cyclopède.
- 20 h 35 Spectacle 3 : la Vague joyeuse. Opérette en trois actes de F. Lehár, livret de V. Léon et L. Stein, avec F. Lot, E. Belcourt, D. Chlosta, par l'Orchestre Colonne, dir. G. Dockert, mise en scène A. Aras et la participation du ministère de la culture. C'est l'histoire d'une veuve qui, grâce à l'héritage de son mari décédé, se retrouve être la femme la plus courtisée du Paris de la Belle Époque, et en particulier des hommes politiques.
- 23 h 8 Une minute pour une image, d'Agnes Varda.
- 23 h 10 Prélude à la nuit, Mazurkas, de F. Chopin, avec T. de M. Magin au piano.

FRANCE-CULTURE

- 19 h 30, La science en marche : Étrange et fascinant cerveau, avec le professeur G. Chapoutier.
- 20 h Musiques disparues et oubliées.
- 22 h 30, Nuits magiques : Allusion (la mode) ; musique sud-américaine.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 30, Concert (en direct du grand auditorium de Radio-France), à la mémoire de P. Hasquenoph : « Sonate pour deux pianos », de Hasquenoph, par R. et A. Petrossian ; « Quatuor », de Hasquenoph, par le quatuor Enesco ; « Cinq poèmes », de M. de Maris, par M. Sartova, soprano ; E. Chojnacka ; « Sonate à Nuremberg », par les instrumentalistes du Nouvel Orchestre philharmonique, avec L.-Y. Fournier au piano.
- 22 h 15, La nuit sur France-Musique ; Ravi Shankar (en direct de la salle Favart).

Jeudi 24 mars

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

- 11 h 15 Vision plus.
- 12 h HF 12 Info.
- 12 h 30 Atout cœur. Journal.
- 13 h 50 Objectif santé. C'est à vous.
- 18 h 25 Le village dans les nuages.
- 18 h 50 Histoire d'en rira.
- 19 h 5 Météorologie.
- 19 h 20 Émissions régionales.
- 19 h 45 S'il vous plaît. Journal.
- 20 h 35 Téléfilm : Julien Fontanes magistrat, de J. Cosmes, réal. S. Friedman avec C. Sauvage, J. Bertheau, M. Cécile. Sur les traces d'un vieil original victime d'un internement médical abusif, Fontanes enquête inlassablement.
- 22 h 15 Documentaire : le Chemin des Indiens morts. Émission de J. Arlaud et M. Perrin d'après le livre de M. Perrin, Le Monde d'Isha. Première partie d'une série de deux émissions consacrées aux Indiens d'Amazonie : mythe et vie quotidienne, rituels, sens de la mort dans le monde Isha. Superbe montage photographique.
- 23 h 10 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 10 h 30 A.N.T.I.O.P.E. Journal (à 12 h 45).
- 12 h 5 Jeu : L'Académie des neuf.
- 13 h 30 Émissions régionales.
- 13 h 50 Série : Les amours de la Belle Époque.
- 15 h 5 Aujourd'hui la vie.
- 16 h Film : Chotard et Compagnie. Film français de J. Renoir (1932), avec Charpin, J. Lory, G. Pomès, J. Boitel, M. Treli, L. Seigner (N. Rediffusion). Un riche épier de province prend à contrecoeur pour gendre un romancier en herbe qu'il oblige à travailler dans sa boutique. Au moment où il chasse le « bon à rien », il apprend que celui-ci vient de recevoir le prix Goncourt. On cherche en vain le style de Jean Renoir dans cette adaptation, bien traditionnelle (dans le cinéma français de l'époque), d'une pièce de Roger Ferdinand. Mais il y a des moments plaisants.
- 16 h 30 Magazine : Un temps pour tout. Dossier : le langage.
- 17 h 45 Rétro A 2.
- 18 h 30 C'est le vie.
- 18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 10 D'accord, pas d'accord. Voyages. Les conditions d'annulation.
- 19 h 20 Émissions régionales.
- 19 h 40 Libra expression. F.O. et un groupe parlementaire de l'Assemblée nationale.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 L'histoire en question : Sturmführer SS Gerstein, espiion du Dieu, d'Alain Decaux. L'itinéraire du Sturmführer SS Gerstein, le premier homme qui a dénoncé le génocide hitlérien. De son rôle dans la Shoah à son suicide dans une prison française en 1945.
- 21 h 50 Magazine : Les enfants du rock, de P. Blanc Fauchard. Avec Rickie Lee Jones, un dessin animé : « Harlem nocturne », et des extraits de concerts donnés en Allemagne.
- 23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 18 h 30 Pour les jeunes.
- 18 h 55 Tribune libre. Association nationale de sauvegarde des adolescents.
- 19 h 10 Journal.
- 19 h 20 Émissions régionales.
- 19 h 55 Dessin animé.
- 20 h Les jeux.
- 20 h 33 La minute nécessaire de M. Cyclopède.
- 20 h 35 Ciné-Passion. De M.-C. Barault.

« 50 MILLIONS DE CONSOMMATEURS » CHANGE SA FORMULE

Le mensuel 50 millions de consommateurs inaugure une nouvelle formule à partir de son numéro d'avril. Créé en 1970, cette publication a tiré de 300 000 exemplaires et assure - près de 50 % des ressources de l'Institut national de la consommation - organisme paraplombé dont il est l'organe. « 50 millions » comportera 16 pages supplémentaires offrant de nouvelles rubriques (voiture santé, votre marché, rubrique petites annonces),

mais il se veut aussi « plus optimiste » dans la rédaction des articles. Ces changements interviennent à la suite d'une enquête menée en novembre 1982 sur l'évolution de l'attente des consommateurs depuis 1970. « Fidèle aux principes de rigueur, qui ont fait sa notoriété, 50 millions entend toujours mieux répondre aux préoccupations quotidiennes des consommateurs », a déclaré M. Laurent Denis, directeur de la publication et de l'I.N.C.

La direction du groupe AGEFI-Nouvelles Journal va saisir l'inspection du travail d'une demande de 44 licenciements visant 17 journalistes, 4 cadres et 23 employés. Les syndicats ont observé que le chiffre de suppressions d'emplois pourrait atteindre 61 (sur un effectif total de 253 personnes), en comptant les départs anticipés à la retraite et la suppression de postes à contrat à durée limitée. Au total 24 journalistes seraient touchés, ainsi que 5 cadres, 30 employés et 2 ouvriers.

« La direction du groupe AGEFI-Nouvelles Journal va saisir l'inspection du travail d'une demande de 44 licenciements visant 17 journalistes, 4 cadres et 23 employés. Les syndicats ont observé que le chiffre de suppressions d'emplois pourrait atteindre 61 (sur un effectif total de 253 personnes), en comptant les départs anticipés à la retraite et la suppression de postes à contrat à durée limitée. Au total 24 journalistes seraient touchés, ainsi que 5 cadres, 30 employés et 2 ouvriers.

La création et les grèves dans l'audiovisuel

UN DOUBLE AVERTISSEMENT DE LA HAUTE AUTORITÉ

La Haute Autorité de la communication audiovisuelle vient de rendre public un texte - adopté en assemblée plénière mardi 22 mars - sur la place du service public audiovisuel - à l'heure où le paysage se modifie profondément et où des mouvements sporadiques secouent les personnels de la radio et de la télévision. Ce texte est un double avertissement, aux pouvoirs publics et aux personnels.

Aux pouvoirs publics, la Haute Autorité rappelle avec solennité qu'elle partage et comprend l'angoisse des agents permanents et intermittents du service public d'aujourd'hui. Aucune solution ne sera trouvée qui ne tienne compte des problèmes urgents et graves de la production ; tandis que les frais de gestion s'accroissent régulièrement depuis plusieurs années déjà, les sommes consacrées à la création ne cessent proportionnellement de s'amenuiser. A preuve, la chute du volume des émissions de fiction (19,5 % du volume total des émissions en 1978, 12,7 % en 1982), la baisse du nombre d'heures de programmes commandés à la S.F.P., l'augmentation du taux de chômage des professionnels liés à la création (musiciens, artistes, réalisateurs). Le service public de la radio et de la télévision se doit avant tout d'informer et de distraire tout en fournissant aux auditeurs et téléspectateurs des programmes de qualité. Encore faut-il assurer l'utilisation optimale des moyens nécessaires.

Aux personnels de la radio et de la télévision, la Haute Autorité rappelle que les mouvements revendicatifs, tournants ou mal contrôlés, ne peuvent aujourd'hui qu'accroître les incohérences, aggraver les antagonismes, bref, précipiter une chute qu'il faut tout faire pour éviter. Il est indispensable, aujourd'hui, de rechercher, d'examiner et de proposer des adaptations et un allègement des structures, de procéder à une meilleure utilisation des installations et des personnels, de prévoir des réajustements, les conversions liées à l'évolution des matériels.

La Haute Autorité écrit, en conclusion : « C'est ensemble, et vite, d'une manière globale et non catégorielle, qu'il faut dégager les voies nouvelles de l'audiovisuel de demain. »

TÉLÉDISTRIBUTION

La Seine-Saint-Denis

étudie le câblage du département

Le conseil général de la Seine-Saint-Denis a pris contact avec la direction générale des télécommunications (D.G.T.) pour étudier un plan de câblage en fibres optiques de l'ensemble du département. Une mission d'études a été confiée au Centre d'étude et de réalisation informatiques audiovisuelles multimédias (CERIAM) ; à la mi-avril, l'assemblée départementale devrait prendre une décision.

Ce projet est intéressant pour plusieurs raisons. Avec, à terme, un potentiel de 500 000 prises, le câblage de la Seine-Saint-Denis serait l'une des plus importantes demandes enregistrées par les P.T.T. et représenterait, en région parisienne, un contrepoint au projet de M. Jacques Chirac pour la ville de Paris (1). Ensuite, parmi les hypothèses étudiées, figurent la création d'une société d'exploitation départementale et la fiscalisation des abonnements. La plupart des demandes adressées aux P.T.T. concernent des projets de réseaux pour des villes ou des communautés urbaines. Le conseil général de Seine-Saint-Denis pourrait intéresser à la mise en place du réseau les entreprises d'un département à forte concentration industrielle. Serait aussi possible la concentration des ressources de production pour la programmation d'un canal local. Le département finance en effet pour 20 milliards de francs

un grand nombre d'institutions culturelles (maisons de la culture, M.J.C., Festivals de Saint-Denis, Bagnolet, Epinay) qui pourraient devenir autant de producteurs.

Le conseil général de Seine-Saint-Denis avait opté la même solution pour la radio locale avec la création de T.S.F.-93, soutenu par trente-sept municipalités du département. Quant à la fiscalisation de l'abonnement, elle permettrait un taux de pénétration de 100 % et une péréquation entre les familles plus ou moins favorisées. Le conseil général songe aussi à solliciter la participation des entreprises, par le biais de la taxe professionnelle ; ce qui les inciterait à devenir les premiers clients du réseau de vidéocommunication (télématique, vidéoconférence, etc.).

(1) Le conseil général de Seine-Saint-Denis est à majorité communiste ; vingt-cinq conseillers sur quarante.

L'Union nationale des syndicats de journalistes continue malgré le départ de Force ouvrière

L'Union nationale des syndicats de journalistes (1) a décidé de continuer d'exister, malgré la défection, le 26 février dernier, du Syndicat général des journalistes - Force ouvrière (le Monde du 1^{er} mars). « L'Union est un instrument indispensable », écrivent les trois autres syndicats dans une déclaration commune rendue publique lundi 21 mars.

Le départ du syndicat F.O. est une conséquence, notamment, de la crise du quotidien l'Union, à Reims. Selon les journalistes de Force ouvrière, la « prise de pouvoir » éphémère du syndicat du livre C.G.T. au quotidien l'Union de Reims (le Monde du 18 janvier) n'avait pas été condamnée par l'U.N.S.J. Au contraire, écrivait-ils, « deux syndicats membres de l'U.N.S.J., le S.N.J. et la C.G.T., ont approuvé le

coup de force ». Force ouvrière critiquait aussi, en particulier, la signature d'accords salariaux par la C.F.D.T. et le S.N.J., et le « soutien direct apporté par le S.N.J., la C.F.D.T. et la C.G.T. aux nominations sur des critères professionnels, notamment dans l'audiovisuel ».

Dans leur déclaration, les trois autres syndicats rejettent ces mises en cause et reprochent à Force ouvrière d'avoir violé à plusieurs reprises la lettre et l'esprit de l'Union. Ils considèrent qu'un « sabotage » de l'U.N.S.J. affaiblirait notablement la profession dans les importantes négociations en cours. « Pour eux, une action concertée dans l'Union, loin d'être étroitement corporatiste, s'inscrit dans l'ensemble des luttes syndicales menées par les travailleurs de la presse et de la communication ».

(1) L'U.N.S.J. a été fondée en 1967 par quatre syndicats : le Syndicat national des journalistes (autonomie), le Syndicat des journalistes français (C.F.D.T.), le Syndicat national des journalistes C.G.T., et le Syndicat général des journalistes (Force ouvrière).

LES SURPRISES DE LA LOI « SÉCURITÉ ET LIBERTÉ »

Les associations de déportés privées de recours contre Barbie

La loi « sécurité et liberté » n'a pas fini de réserver des surprises. La dernière en date, insupportable et absurde, vient d'être décodée à l'occasion de l'affaire Barbie : contrairement à ce que tout le monde imaginait, l'action des associations de déportés et de résistants contre le « boucher de Lyon » est juridiquement irrecevable. En un mot, Barbie est, de leur côté, à l'abri des poursuites.

Le plus étonnant, c'est que personne n'ait remarqué l'absurdité de l'article de la loi Peyrefitte qui donne à ces associations la possibilité de se constituer partie civile. Cet article réserve, en effet, ce droit à « toute association régulièrement déclarée depuis au moins cinq ans à la date des faits ». Autant dire qu'il n'en existe aucune ; il y avait, pas de résistants avant l'occupation.

Des polémiques sans fin, de multiples lectures et rélectures de la loi « sécurité et liberté », n'ont pas permis de déceler cette erreur qui saute aujourd'hui aux yeux.

On ne sait à qui décerner le bonnet d'âne pour cette étourderie ; à M. Peyrefitte, aux parlementaires, au Conseil constitutionnel ou, toute honte bue, aux journalistes chargés de rendre compte de l'épisode « sécurité et liberté ».

S'il n'y a pas d'excuse à cette sottise, qui figure maintenant en bonne place dans le code de procédure pénale (article 2-4), il y a quand même une explication : la formule « toute association régulièrement déclarée depuis au moins cinq ans à la date des

faits » est celle qui figure déjà dans le code pour les associations qui luttent contre le racisme. La même expression avait été retenue, en 1980, au bénéfice des associations féministes qui souhaitent combattre le viol et dans la loi « sécurité et liberté » en faveur des associations qui défendent les enfants martyrs.

C'est la même formule qui a été retenue pour le projet de loi antiraciste présenté récemment par M. Roudy. C'est cette formule qu'on recopie sans réfléchir les rédacteurs de la loi Peyrefitte.

Ce n'est pas la seule absurdité qu'on relève dans cette loi, rédigée et votée à la hâte. Peu de temps après sa promulgation, on s'était aperçu qu'un « onbi », interdiction de réprimer la tentative de vol aggravé. A Nice, un substitut qu'on imagine ravi de souligner les incohérences de cette loi avait demandé et obtenu la relaxe de prévenus qui avaient tenté de voler un véhicule par effraction.

Toutes ces imperfections auront disparu dans quelques semaines, quand le projet de révision et d'abrogation de la loi « sécurité et liberté » aura été définitivement voté.

M. Badinter nous l'a assuré : la rédaction de l'article litigieux sur les associations de déportés et de résistants sera revue afin que ces associations puissent se constituer partie civile, car il ne fait aucun doute que telle était la volonté du Parlement à l'origine.

BERTRAND LE GENDRE.

LE LIVRE D'OR DU CINÉMA 82

MICHEL LEBRUN

Au cinéophile frustré, au boulimique d'images... ce ouvrage offre une possibilité d'apaisement ! Il y trouveront, en effet, les résumés analytiques des films projetés en France depuis le 1^{er} janvier 82, classés par ordre alphabétique, agrémentés de mini-fiches techniques, bref l'essentiel de ce qu'il faut savoir sur les films de l'année.

Éditions SOLAR



Ils ont découvert l'arme de Gandhi, « la force de la vérité ».

Coll. « Rencontres N°30 », 224p., 65F.

A paraître en Avril : les combats non-violents de Gandhi et Martin Luther King

cerf



Ben Kingsley.

Ben Kingsley.

Ben Kingsley.

Ben Kingsley.

Ben Kingsley.

Ben Kingsley.

Ben Kingsley.

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES



Le Mahatma.

« Gandhi »,
un film de Richard
Attenborough



... l'acteur Ben Kingsley



L'histoire communiquée

GANDHI, un homme, une action. Un demi-siècle d'histoire résumée en trois heures. Tel est le monument qui nous tombe sur la tête.

L'auteur, Richard Attenborough, a soixante ans. Acteur, producteur, réalisateur plus tard (1), c'est un Anglais à la notoriété confortable qui vient trouver, en 1962, Motilal Kothari, un fonctionnaire indien résidant à Londres. Il lui demande de faire un film sur Gandhi et lui donne la biographie établie par Louis Fischer. Il faudra vingt ans pour que l'entreprise voie le jour.

Pendant vingt ans, il le dit, Richard Attenborough a dû attendre, avec ce projet et ce personnage qui ont transformé sa vie. « Je m'étais fixé pour objectif principal, écrit-il (2), de réaliser un film aussi fidèle que possible à l'esprit de l'homme qu'avait été Gandhi. » Au départ, une admiration convaincue. Et pour la servir, une méthode : « Si, en réduisant les soixante-dix-neuf années de sa vie à un film d'environ trois heures, je devais laisser de côté certains faits historiques, il fallait absolument qu'une recherche approfondie me donne une conscience exacte des libertés cinématographiques que je prenais. »

Dans le moindre détail, l'image est l'imitation d'une autre image, d'une autre reproduction : la photographie. Le musée national Gandhi à New-Delhi a montré sa collection entière, et l'équipe du film a travaillé en référence constante à des agrandissements dont on a minutieusement répertorié les éléments d'information, jusqu'à en respecter le cadrage ou l'éclairage.

La plupart des principaux personnages historiques, Nehru, Jinnah, aussi bien que Lord Mountbatten et d'autres, sont réincarnés avec un maximum de ressemblance. Surtout, Ben Kingsley en Mahatma, c'est de l'ordre du sacré, et l'acteur porte vaillamment son rôle.

Les accessions qui l'ont tourmenté au long de son existence, la longueur des bâtons de Gandhi, ses paires de lunettes, ses vêtements, bien sûr, son dévouement progressif, sa façon de se raser la tête ou de se laisser pousser les cheveux, tout est exact. De même que le récit s'appuie sur une abondante documentation, garantissant la véracité, ou au moins la vraisemblance.

A partir de là, il s'agissait de raconter une histoire et de transmettre un message. Richard Attenborough a réussi l'un et l'autre.

Nous ne voyons pas l'enfance de Gandhi. L'aventure commence

quand il a vingt-cinq ans, à son arrivée en Afrique du Sud, et se termine avec les funérailles grandioses. Pour rattraper ce qu'il a chassé d'écran, le scénariste (John Briley) et le réalisateur introduisent dans le dialogue une quantité de notions qui n'apparaissent pas dans les images. Par exemple, l'amour de Gandhi pour les femmes, avant qu'il s'opie pour l'abstinence, est évoquée à la fin du film, par Kasturba, son

épouse. Ou bien, plus légèrement, un homme dans une assemblée prédit les tortures endurées en prison, ce qui évite de les montrer.

Autre procédé : le vieux couple Gandhi mène la cérémonie de leur mariage (à treize-quatorze ans). Naturellement, le système de condensation fait loi. Tel jeûne de Gandhi s'est réellement terminé par une gorgée de jus d'orange, mais il en représente beaucoup d'autres.

La victoire d'une stratégie

Tout cela est fait en général avec habileté, et, si le spectateur a le sentiment que pas un coin de plan ni un éclair de voix n'est dû au hasard, cette densité pédagogique s'avère cependant sans peine.

La grande chance d'Attenborough, pour un sujet si difficile, voire impossible, a été aussi que les actions profanes par le Mahatma étaient réductibles à une image simple, forte, comme brûler les vêtements d'origine anglaise au profit du khadi artisanal. La poignée de sel que Gandhi ramasse sur la plage est une gifle à l'empire britannique et participe, comme le souligne Gerald Gold, d'un « symbolisme limpide » (2). Enfin, il y a la violence spectaculaire de la non-violence.

Le jeune avocat de Pretoria brûlant sans relâche les papiers d'identité imposés à ses compatriotes, pendant qu'une bastonnade lui arrache ses dernières forces, c'est une scène qui se passe de commentaires. Se passent de commentaires les ouvriers qui s'allongent devant la charge de la police à cheval, et les manifestants qui avancent par rangées de quatre ou cinq, aussitôt matraqués, aussitôt remplacés par la

(1) Ah ! Dieu que la guerre est folle (1968). Les Griffes du lion (1971). Un Pont trop loin (1977). Magic (1978).
(2) La Gandhi, le livre du film. Biographie illustrée. Texte de Gerald Gold. Préface de Richard Attenborough. Presses de la Cité, 60 F.

rangée suivante qui vient se mettre sous les coups, et ainsi de suite.

A partir du moment où la philosophie de Gandhi reposait sur l'application de ses théories à lui-même, il était également aisé de lui faire interrompre une conversation sérieuse pour aller à soigner une chèvre, et sa splendide présence au milieu des Britanniques est une apparition qui se suffit à elle-même.

La s'arrête pourtant les qualités du film d'Attenborough. Restons sur le terrain qu'il s'est assigné : celui de la reconstitution historique à destination du grand public. Sa formidable minutie pèche, curieusement, par manque de réalisme, voire d'émotion.

Il n'est pas question de reprocher à l'auteur une certaine retenue dans la mise en scène. Le sujet l'exigeait. Mais imaginons qu'un Michael Cimino ait filmé le massacre d'Amritsar : il aurait été insoutenable, au lieu que l'on repère la seule idée de l'horreur.

Pourquoi ne voit-on pas Gandhi marcher dans les marécages, se mouvoir dans le malheur sale, celui de la pauvreté et de la maladie purulente ? Pourquoi avoir fait un film si propre si « papier glacé » ? C'est une Inde bien acceptée qu'Attenborough nous décrit, et un pays fan-

tomé qui s'agit autour des protagonistes.

Le message de Gandhi, pour être clairement expliqué, en est alors affaibli. D'autant plus affaibli, simplifié, qu'Attenborough s'en tient évidemment à la victoire d'une stratégie. Aucun risque ne semble être vécu par le petit homme singulier qui abat tranquillement les forteresses, chacune de ses actions apparaissant déjà auréolée de son résultat.

Il reste néanmoins que cette forme de cinéma — qui relève moins de l'art que des phénomènes de communication de masse — est exceptionnellement utile. Dans un temps où les mouvements pacifistes prennent de l'ampleur, au moment où éclate ou s'annonce tant de brutalité, la leçon politique, humaine, idéologique, de Mohandas K. Gandhi devrait être rappelée. Plus tard, peut-être, un cinéaste indien se lancera à son tour, et le héros, en mourant, ne dira pas « Oh my God », mais « He Rama ». En l'occurrence, il faut bien accepter l'anglais comme espéranto, et méditer sur l'enseignement du maître, plutôt que sur la mise en scène de l'admirateur discipliné.

CLAIRE DEVARREUX.

* Voir les films nouveaux.

Ben Kingsley, l'acteur

Charlot, Hamlet et Picasso

Il dit que, rien que pour Gandhi, il en est à sa quatre centième interview. Pour la quatre centième fois, il répète, avec un sourire courtois et résigné, qu'il a maigri de 8 kilos pour jouer le rôle, qu'il s'est initié à la technique du rouet et qu'une ancienne blessure à la hanche le contraignait à quatre-vingt-dix minutes quotidiennes de yoga pour pouvoir croiser les jambes en tailleur. Le public aime les exploits. Mais il semble le contraire d'un homme d'exploit : le calme ineffable et acide de son personnage a dû déstabiliser sur lui, le fillet très doux de ses paroles semble se dérouler d'un petit caillou de conscience ardent et poli.

Que connaissait-il de Gandhi avant de savoir qu'il allait l'interpréter ? « Ce n'était rien qu'une image, une référence parmi beaucoup d'autres. Pour servir sa profession, un acteur a besoin de prendre des images publiques. A certains moments de mon travail, Gandhi, mais tout autant Carnus, Picasso, Richard III, Hamlet ou Martin Luther King, ont pu provoquer mon imagination, sans que je cherche à les imiter. J'avais plutôt, à travers les photos, une image romantique de Gandhi : celle d'un vieil homme maigre, dans une maison, avec un bâton de bambou,

comme une aura mystique et un peu idiote. »

Pendant six mois, tout seul, il fait des recherches historiques sur l'Inde, des années 40 à maintenant. D'ascendance indienne par son père, il a d'abord porté le patronyme de Krishna Benji, mais il est né dans le Yorkshire (en 1945) et a été élevé à Manchester. Il se considère comme un acteur anglais, et non comme un acteur indien qui travaille en Angleterre. « Je suis reconnaissant à mes parents de cette mixture génétique. Si ma mère m'avait élevé dans le chauvinisme anglais et mon père dans le chauvinisme indien, j'aurais été amené à faire un choix entre ces deux cultures. Cette combinaison est probablement un des centres de mon énergie d'acteur. »

En 1975, il joue Hamlet : « Il m'a donné la possibilité d'exploiter un héros romantique passionné par la vérité, et qui même cette responsabilité dans une société jusqu'à sa mort. C'est avec ses propres expériences, ses propres forces, que nuit après nuit on cherche de quelle façon on peut dire « être ou ne pas être »... Pour Gandhi, j'étais capable de rester assis pendant cinq heures dans un studio pour regarder les documentaires qui ont été filmés sur lui, puis ensuite d'écouter les enregistrements de

ses discours. » Mais il ne cherche pas à faire un travail d'imitation : « Les imitateurs font des numéros de trois ou cinq minutes complètement géniaux, mais si on ne s'engage pas davantage dans la construction d'une personne, il n'y a pas de développement dramatique. »

D'ailleurs, il va chercher d'autres personnages que Gandhi pour le recruter : Charlie Chaplin, peut-être, quand il salue ses troupes en régalant : une phrase de Carnus, « l'art veut dire limite », pour tenir le personnage dans ses propres limites sans le fausser ; un discours de Hélé Seleslé à ses troupes après que son pays ait été bombardé par les Italiens : une anecdote à propos du Guernica de Picasso : un soldat arrive dans l'atelier où Picasso achève sa toile et lui demande, outré : mais qui a fait ça ? Et Picasso qui répond : c'est vous. Et tout le personnage de Picasso, « pour sa vulnérabilité, son équilibre, son humour, son mélange de fureur, de violence et d'intelligence. »

Il se rend en Inde : « Je n'ai pas pu jouer en aveugle. J'ai dû enlever toutes les couches de protection que doivent mettre les touristes pour supporter ce qu'ils voient. Et j'ai vu la beauté et la misère d'un pays. »

Il estime, lui, que le film a trouvé des moyens adaptés à

son propos : « Un budget de 22 millions de dollars n'est pas incompatible avec le philosophe de Gandhi. Il a accepté les moyens de la technologie, il a dit : bien sûr, nous sommes dépassés par eux, mais il faut les utiliser, on ne peut pas les nier. Si une troupe va de village en village avec du théâtre de rue pour donner un message, c'est formidable. Mais il faut que les messages prolifèrent, et nous avons investi cet argent pour montrer au monde et au grand public le propos politique extraordinaire de Gandhi, à un moment où ces 22 millions de dollars sont le prix de deux sous-marin nucléaires, dont l'un des deux aurait la force de détruire le même nombre de personnes qu'il va voir le film. Bien sûr, on comprend que les Indiens aient peur de ce qui les entoure, et qu'ils doivent se défendre ; le dialogue politique dans le monde entier s'est réduit à un dialogue de mégatonnes. »

Alors, avec Gandhi jusqu'à ce point d'accomplissement dans la préfiguration de son propre vieillissement n'a pas trop impressionné Ben Kingsley : « Ma femme m'y a beaucoup aidé. Elle m'a dit : « Si tu es comme ça à soixante-quinze ans, tu seras » merveilleux, tant mieux. » Je n'ai plus peur d'être un vieil acteur, j'ai hâte d'avoir soixante-dix ans pour jouer le Roi Lear. »

H. G.

La bonne conscience de l'Inde

Depuis le début de l'ennée, des milliers de personnes ont été massacrées, par familles entières, souvent de manière atroce, au cours d'affrontements ethniques et religieux en Assam...

A partir de 1984, les Indiens — et les métis — d'Afrique du Sud pourront participer à la vie parlementaire, dans des chambres séparées, et prendre part à l'élection du président de la République...

TRENTÉ-CINQ ans après la mort de Gandhi, l'apôtre de la non-violence, la violence — qui n'avait d'ailleurs jamais cessé pendant la vie du Mahatma — continue de faire des victimes dans une Inde qu'il avait voulu unie et qui demeure autant que jamais divisée en États, ethnies, religions, castes, langues, classes sociales et partis politiques. Soixante-neuf ans après son départ d'Afrique du Sud, où il s'était battu vingt ans pour les droits des Indiens, ceux-ci vont enfin être reconnus. Mais dans le pays de l'apartheid, les Blancs, même s'ils accordent un statut aux Indiens, continuent leur domination sans partage de la majorité noire.

Si, démentant le proverbe, Gandhi a été prophète en son pays, et si son influence internationale a été reten-

tissante, les résultats de sa politique n'ont pas toujours été à la mesure de ses espérances et son image s'est quelque peu estompée en Inde même. « Gandhi est connu comme le père de la nation », a déclaré un fonctionnaire du ministère de l'information — le film Gandhi a été réalisé avec l'aide du gouvernement indien. « Nous voudrions que notre jeunesse fasse connaissance avec lui : une grande partie des anciennes générations l'ont pratiquement oublié. »

Né en 1869 d'une caste de commerçants — Gandhi signifie épicer, — Mohandas Karamchand Gandhi, après des études d'avocat à Londres, était devenu un de ces Indiens anglicisés comme il y en avait beaucoup dans le Raj (l'Empire des Indes). Il avait découvert le classicisme de la philosophie hindoue, la hégémonie d'Ara, en traduction anglaise, nous dit son biographe Louis Fischer (1) ; après son retour en Inde en 1915, il lui faudra de longs mois de voyage pour « découvrir » son pays. Il faudra la bêtise raciste et l'intolérance des dirigeants sud-africains pour transformer ce timide avocat qui voulait faire de ses enfants des petits gentlemen bruns, en un agitateur déterminé.

PATRICE DE BEER.

(Lire la suite page 18.)

(1) La vie du Mahatma Gandhi, Belfond 1983, 512 p., 89 F. ; à lire aussi le Gandhi de Robert Payne. Seuil 1972, 480 p.

هكذا من الأصل

« Gandhi »

La bonne conscience de l'Inde

(Suite de la page 17.)

Et c'est autant dans les auteurs anglo-saxons — Ruskin (Jusqu'au dernier) pour le respect de la dignité du travail manuel, et Thoreau (le Désobéissance civile) pour la non-violence — que dans ses propres racines culturelles qu'il puise les fondements de sa philosophie de l'action.

Ce syncrétisme, cette combinaison d'éléments occidentaux et indiens, feront de Gandhi, au-delà du penseur, un des hommes politiques les plus habiles de ce siècle. Car Gandhi n'a pas été seulement un guru, un avatar brun du Christ, mais l'homme qui sut contraindre l'occupant britannique, inexpugnable, à combattre sur le terrain qu'il avait lui-même choisi, qui sut par son magnétisme créer le lien entre une élite politique riche et anglicisée et une masse paysanne qui se côtoyait sans se connaître, qui sut utiliser à merveille la presse, l'opinion occidentale, pour parvenir à ses fins. Un objectif à l'origine modeste, mais qui a abouti à la duplicité des Britanniques ne firent

que radicaliser, de l'assimilation à l'autonomie, puis à l'indépendance.

L'action politique de Gandhi, le premier à se préoccuper du sort de ses misérables compatriotes — y compris les intouchables — et qui voulait faire des « Indes » une « Inde » unique, centralisée, homogène dans sa diversité ethnique et religieuse, fut en permanence relayée par la presse anglaise ou américaine, par des amis anglo-saxons qui séjournaient dans son ashram ou partageaient sa tâche. Londres devait aussi se battre contre son opinion publique et celle de ses alliés. D'autant que la non-violence, la désobéissance, étaient des thèmes qui portaient, à un moment où une partie des Britanniques — en particulier les travaillistes — soutenaient que l'Inde puisse s'administrer elle-même. Des hommes comme Churchill, par contre, n'avaient rien compris ; ne parlait-il pas de « spectacle nauséabond et humiliant de cet ancien avocat, devenu fakir séditieux, gravissant à demi nu les marches du palais du vice-roi pour y négocier à égalité » ?

Le sens de la provocation

Ne pouvant lutter à armes — de guerre — égales avec les Anglais, Gandhi utilisa la joute, la grève, des mouvements spectaculaires, dont la symbolique ne cachait pas l'impact politique et économique : comme la décision de filer ses propres vêtements, pour réhabiliter une production textile locale ancienne, détruite par les filatures de Newcastle. Ou la fabrication artisanale du sel, monopole d'Etat, comme la gabelle sous l'Ancien Régime. Les arrestations, la répression violente, le seul moyen que connaissent ses adversaires, ne firent qu'accroître son prestige, et une détermination qui tenait de l'entêtement, voire d'un sens théâtral de la provocation, arme des faibles, mais combien payante.

Gandhi coopéra, parfois tant bien que mal, avec cette majorité de la classe politique indienne, représentée par le parti du Congrès, cette élite qui, dans la plupart des pays coloniaux, conduisit la lutte pour l'indépendance. Gandhi sut le convaincre d'adopter une ligne populiste, et non violente. Mais ces dirigeants aisés qui se voulaient ses disciples — comme Nehru ou le Sardar Patel — avaient leur propre vision politique et seraient sans doute parvenus à l'indépendance sans Gandhi, par des voies différentes. Leur chemin divergea d'ailleurs à plusieurs reprises et la Mahatma ne participa pas aux cérémonies de l'indépendance. Ce que Gandhi, subventionné par le gouvernement de M^{me} Gandhi, la fille de Nehru, a gommé.

Chacun estimait certes l'autre, mais l'utilisait également, de même

que, pour Gandhi, la dépopulation des richesses de ce monde était à la fois un geste philosophique et politique, pour se rapprocher de ses compatriotes. « Il faut dépenser beaucoup d'argent pour permettre à Gandhi de vivre dans la pauvreté », déclarait sous forme de boutade l'une de ses amies, M^{me} Naidu. Et il est difficile de savoir comment Gandhi aurait vécu dans une Inde indépendante qui, comme n'importe quel autre Etat, était gouvernée par des politiciens attirés par la « folle imitation du clinquant occidental », s'appuyant sur un système de parti qu'il refusait et sur une force armée qu'il rejetait.

L'indépendance, la « partition » de l'Empire en une Inde à majorité hindouiste et un Pakistan musulman, fut sans doute le plus douloureux échec de Gandhi. Il ne sut pas éviter les massacres ni la division du pays, due en partie aux rivalités entre politiciens hindous et musulmans. Ces derniers n'ont pas grand-chose de commun avec le pantin ridicule et ambivalent qui, dans le film, joue le rôle de Jinnah, le fondateur du Pakistan, celui qui dirigea la Ligue musulmane, qui réalisa le rêve du philosophe et poète Iqbal d'un Etat musulman, fondé sur la crainte d'une domination hindouiste autant que sur un sentiment d'identité religieuse. Gandhi mourut assassiné par un fanatique hindou qui l'accusait de trop céder aux musulmans alors qu'il s'était opposé à la partition — voulue par beaucoup d'Anglais — et à Jinnah, et ce quelques mois après les épouvantables massacres religieux qui firent des centaines de milliers de morts.

Un homme avant tout

La mort de Gandhi fut considérée comme celle d'un martyr à l'étranger, et par la plupart des Indiens. Mais toute une large fraction de l'opinion, de haute caste ou farouchement hindoue, ne le pleura pas. Au contraire, comme l'écrit Alain Daniélou dans son Histoire de l'Inde (2), « les élites du monde traditionnel hindou le considéraient comme un imposteur et un dangereux politicien », et sa mort « fut célébrée par des cérémonies d'action de grâces dans beaucoup de villes hindoues ».

Aujourd'hui, quasiment déifié, Gandhi est devenu le symbole de la bonne conscience de l'Inde, ou plutôt de ses dirigeants. Pourtant, qu'est-ce que son enseignement dit de ces deux derniers de ses disciples, Jayaprakash Narayan et Vinoba Bhave, sont morts de vieillesse ? L'idéal de pauvreté a disparu et la misère persiste, la corruption et la violence sont endémiques en Inde comme dans beaucoup d'autres pays dont elle ne se différencie guère, les intouchables sont toujours maltraités. De l'homme à la pensée puissante — mais humaine, avec ses qualités et ses défauts, — on a fait un mythe, et le film Gandhi, par son manichéisme, participe à cette récupération d'un héros dant un a gommé les travers et dont on a voulu oublier les expériences contestables.

même s'il les revendiquait hautement.

Traditionnel, Gandhi s'opposait au progrès et à la médecine occidentale, refusant une piqûre de pénicilline à sa femme mourante ; patriarcale autoritaire, il menait sa famille à la baguette, au point que son fils Harilal le quitta et, de dépit, se fit musulman ; après une vie sexuelle agitée, il créa chez lui un sentiment de culpabilité, il s'imposa un demi-siècle de continence. Mais, pour se prouver à lui-même sa volonté, comme il l'expliquera longuement, il prit l'habitude, vieillissant, de dormir avec des jeunes filles. Son secrétaire dut publier ses souvenirs à compte d'auteur, les partisans du Mahatma ayant voulu, après sa mort, faire cesser toute discussion sur ce sujet controversé (3). Alors que le grandeur de Gandhi tient à son côté humain, et donc aussi à ses faiblesses.

A un moment où la non-violence revient à la mode, il est bon de rappeler que, pour Gandhi, elle pouvait aller jusqu'au sacrifice de soi. N'affirma-t-il pas que la non-violence aurait pu à elle seule vaincre Hitler ?

PATRICE DE BEER.

(2) Fayard 1971, 380 p. ;
(3) Ved Mehta, Mahatma Gandhi and His Apostles, Penguin 1976, 260 p.

Eric Rohmer avec ses acteurs

— C'est quand même dommage que Pauline-Amanda nous ait posé un lapin...

ERIC ROHMER. — Elle m'a demandé de dire qu'elle avait un empêchement, en vérité, c'est l'embêtait plutôt. Elle m'a dit : « Ca m'amuse de faire du cinéma pendant les vacances, ça me change du lycée ». Mais elle ne veut pas être comédienne.

FÉODOR ATKINE. — Elle veut soigner les lépreux au Bangladesh, remplacer le docteur Schweitzer.

ARIELLE DOMBASLE. — La phrase que je lui ai entendue dire le plus souvent, c'est : « Je n'ai rien à dire ».

PASCAL GREGGORY. — I want to be alone », comme Garbo...

— Ce tournage, c'était plutôt « colonie de vacances », ou « devoir de vacances » ?

SIMON DE LA BROUSSE. — Des vacances.

ERIC ROHMER. — Mais c'était un film de plage. Si nous avions tourné un film sur les mineurs de fond, vous ne vous seriez pas autant amusés. Le cinéma n'est pas toujours aussi drôle. Quand on tourne dans le froid...

PASCAL GREGGORY. — Dans la tourmente des neiges, on avec Claude Zidi !

FÉODOR ATKINE. — On sort en même temps que Baz Luhrmann.

PASCAL GREGGORY. — Vous tourneriez avec Coluche ?

ERIC ROHMER. — Non, je n'emploie jamais d'acteur en conditionnel.

PASCAL GREGGORY. — Il est toujours difficile de faire une interview quand le metteur en scène est là.

ERIC ROHMER. — Vous voulez que j'aie fait un petit tour ?

ARIELLE DOMBASLE. — Le fait que le film soit tourné chronologiquement m'a permis de maîtriser mieux le personnage pour en faire une composition. On parle d'une ressemblance entre le cinéma de Roh-

mer et le théâtre de Molière, je dirais qu'il est plus proche du théâtre classique et de Molière. Marina, mon personnage, est un cas social, à côté de la plaque, et je suis allée à fond dans cette direction. Cela donne un rire très particulier : non pas un burlesque traditionnel, comme celui de Pierre Richard ou de Louis de Funès, qui tirent le public à leurs clins d'yeux. Là, les gens rient et sourient à notre déclin.

PASCAL GREGGORY. — Ils ne rient pas de nous, mais des personnages. Nous sommes plus des personnages que des acteurs.

ERIC ROHMER. — Je n'essaie pas de vous prendre en train. Mais j'ai toujours admiré le courage...

PASCAL GREGGORY. — A ne pas jouer ?

ERIC ROHMER. — Non, à accepter de jouer des personnages dont on puisse rire sans qu'ils soient caricaturaux. Sinon, on entre dans un type conventionnel.

ARIELLE DOMBASLE. — Comme Alceste dans sa noble indignation, ou les Précieuses ridicules, ces personnages sont victimes de leurs travers, de leurs excès, et en même temps tellement justes, tellement sortis de leur milieu qu'ils sont amusants à créer, et qu'ils font rire, au bon sens, le public.

PASCAL GREGGORY. — Ils sont décrits de manière si précise qu'ils lui apparaissent aussi comme dans un miroir, ils font peur.

ERIC ROHMER. — Mais vous ne commettez pas la réaction des spectateurs.

PASCAL GREGGORY. — Si, nous les avons rencontrés à Berlin, à Poitiers.

FÉODOR ATKINE. — Il y a même eu des réactions violentes...

PASCAL GREGGORY. — Tu te souviens, devant l'hôtel à Poitiers, les trois gamins qui nous ont agressés. Ils nous ont demandé : « Pourquoi êtes-vous si laids ? » Ils parlaient des adultes...

ERIC ROHMER. — Des adultes...

PASCAL GREGGORY. — Eux, ils étaient vierges...

FÉODOR ATKINE. — Ils nous ont dit : « Vous êtes vraiment désagréables... »

ERIC ROHMER. — J'ai fait dire « louches » dans le film. Si j'avais connu le mot « laid », je l'aurais employé.

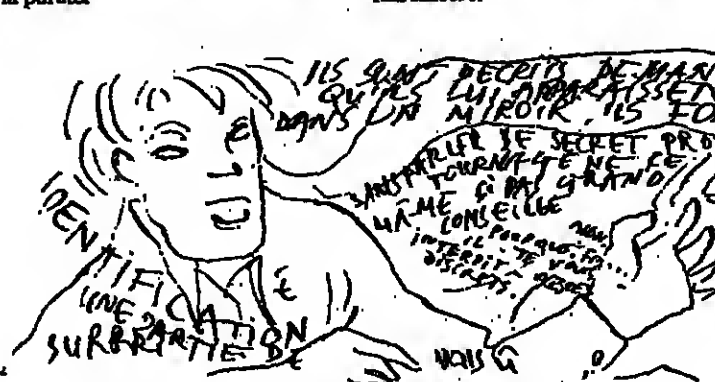
PASCAL GREGGORY. — Les adultes qui voient le film trouvent Amanda (Pauline) formidable. Ils disent : « Elle joue bien cette fille, elle est spontanée ». Les autres personnages sont tellement représentatifs de la majorité des gens qu'ils ont peur d'eux-mêmes et qu'ils vont vers la parenté.

Le lapin

mêmes que d'ordinaire on évite à été surprise.

ARIELLE DOMBASLE. — Les personnages sont sortis avant de nous connaître. Les qualités de vie sont venues après.

ERIC ROHMER. — Il n'y pas dans ces Comédies et proverbes de cinéma-vérité. J'écris une comédie et je la propose ensuite à des comédiens qui prennent en charge le texte. Le Misanthrope, on peut le jouer comique ou tragique. Vous, vous n'avez joué ni tragique ni comique. Ce que je préfère : vous l'avez fait sincère.



— Et vous Simon, qui avez dix-sept ans : à un moment du film, Pauline dit, de Pascal Greggory : « C'est un vieux », vous pensez la même chose ?

SIMON DE LA BROUSSE. — Dans la vie de tous les jours, on se pourrait pas se permettre de cracher l'écart, sinon ça aurait été le carnage. Il fallait essayer de se mettre en même diapason, être des comédiens avant tout, et pas des gens de dix-sept ou vingt-quatre ans.

ERIC ROHMER. — Vous ne vous êtes pas identifiés à ces personnages quand vous jouiez ?

FÉODOR ATKINE. — Si, mais l'identification était plus subtile qu'ailleurs. Une partie de nous-

Cette sincérité dans la composition va à l'encontre de l'habitude sans faire de clins d'yeux au public en ayant l'air de dire : je suis quelqu'un d'autre.

FÉODOR ATKINE. — Il y a un refus de jouer deux choses à la fois, d'avouer que nous sommes en train de jouer.

PASCAL GREGGORY. — Je ne suis pas d'accord. Rohmer fait le travail d'un metteur en scène qui connaît ses acteurs parfaitement, et qui se sert de leurs défauts et de leurs qualités. Ils donnent une vérité aux personnages. Mais c'est quand même nous.

SIMON DE LA BROUSSE. — C'est un massacre.

PASCAL GREGGORY. — Mais nous ne sommes pas caricaturaux.

Centre Georges Pompidou

du 26 mars au 21 juin 1983

PANORAMA DU CINEMA INDIEN

Hommages à Satyajit Ray, Mrinal Sen, G. Aravindan, Shyam Benegal, Ritwik Ghatak

Le Nouveau Cinéma indien
Le Cinéma populaire indien
Les Grands classiques indiens

120 films - exposition - publication
renseignements 277.12.33 (Service de presse)

GALERIE ARIEL
140 bd Haussmann Paris 8

DOUCET
22 MARS - 22 AVRIL

GALERIE CAMILLE RENAULT
133, Bd Haussmann, 8, 563-52-00

FRAYSSE
Toiles libres et papiers
16 mars - 9 avril

MUSÉE RODIN
77, rue de Varenne (7^e) - Métro Varenne

de carpeaux à matisse
tous les jours (sauf mardi) de 10 h à 11 h 30 et de 14 h 30 à 17 h
JUSQU'AU 30 MAI

ARTCURIAL
centre d'art plastique contemporain

ISTRATI
Peintures 1951-1981.

DE CHIRICO
« Le Retour de l'Enfant Prodigue »
Mars-avril

BERROCAL
Sculptures. « Despertar Ferro »

MATISSE
Affiches
PORTRAITS DE FEMMES
Estampes - Autour des années 20

9, av. Matignon Paris 8 - 256.32.90
du mardi au samedi de 10 h 30 à 19 h 30.

Galerie LOUISE LEIRIS
47, rue de Monceau, 75008 PARIS
563-28-86 et 37-14

ANDRÉ MASSON
« Instants » - 1948-1953
3 mars - 9 avril
Tous les jours sauf dimanche et lundi

CENTRE CULTUREL DU MEXIQUE
47 bis, av. Bugey (7^e) - 565-79-18

RUBALCAVA
Œuvres récentes
Evocation de la musique mexicaine
15 bis (8^e arr.) 101 - 111 - 121 - 121
DU 19 MARS AU 23 AVRIL

MUSÉE DES BEAUX ARTS
DIJON
magdeleine

VESSEREAU
JUSQU'AU 2 MAI

GALERIE SUISSE DE PARIS
17, rue Saint-Sulpice
75006 - 633-76-58

LEUBA
Peintures
Du 24 mars au 22 avril

FELIX VERCEL
présente

LE FLOHIC
peintures récentes
16 mars - 9 avril

9 AVENUE MATIGNON
PARIS 8^e 256.25.19

Galerie Vanuxem

Vidalens
134, rue de Flandre-Saint-Henri - Tél. : 359-72-28
DU 10 MARS AU 16 AVRIL
Tous les jours, de 10 h à 13 h et de 15 h à 19 h, sauf dim. et lundi mat.

GALERIE DU MESSAGER

DEWASNE

21 mars - 20 avril - Tous les jours sauf Dimanche et Fêtes

MUSÉE DE LA POSTE
34 boulevard de Vaugirard - Paris 15^e Montparnasse

MP

GALERIE DE LA TOURNELLE

3, rue du Haut-Pavé, 75005 PARIS - 354-68-57

MAC'AVOY

EXPOSITION DE 50 ŒUVRES À TOKYO
Sous le HAUT PATRONAGE DE L'AMBASSADE DE FRANCE
GALERIE WAKO, du 22 au 30 MARS

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »

281-26-20 +

(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

ET DES SPEC

de Pauline

de Pauline

de Pauline

de Pauline

de Pauline

de Pauline

de Pauline

de Pauline

de Pauline

de Pauline

de Pauline

de Pauline

de Pauline

de Pauline

de Pauline

de Pauline

de Pauline

de Pauline

de Pauline

de Pauline

de Pauline

de Pauline

de Pauline

de Pauline

de Pauline

de Pauline

de Pauline

de Pauline

de Pauline

de Pauline

de Pauline

de Pauline

de Pauline

de Pauline

de Pauline

de Pauline

de Pauline

de Pauline

de Pauline

de Pauline

de Pauline

de Pauline

de Pauline

de Pauline

de Pauline

de Pauline

de Pauline

de Pauline

de Pauline

de Pauline

de Pauline

de Pauline

de Pauline

de Pauline

de Pauline

de Pauline

de Pauline

de Pauline

de Pauline

de Pauline

de Pauline

de Pauline

de Pauline

de Pauline

de Pauline

de Pauline

de Pauline

de Pauline

de Pauline

de Pauline

de Pauline

de Pauline

de Pauline

de Pauline

de Pauline

FÉODOR ATKINE. — Et ce n'est pas un travail de composition.

ÉRIC ROHMER. — Vos personnages sont différents, et vous avez fait des choses différentes.

SIMON DE LA BROSSE. — Je n'ai rien fait du tout, je me suis laissé faire et je vous ai laissé faire.

ARIELLE DOMBASLE. — On dirait le *Paradise* de Diderot, l'acteur main dans la main avec le personnage.

SIMON DE LA BROSSE. — On arrêtait la scène, mais on était encore dans le film. Je ne sentais plus

PASCAL GREGGORY. — Elle n'est jamais démodée, elle est allemande.

ÉRIC ROHMER. — Les gens la mettaient en boîte parce qu'elle était belle.

PASCAL GREGGORY. — Elle est très connue en Inde parce qu'elle défend un produit de beauté, un savon.

— En sortant de la projection, j'ai entendu une femme dire du personnage de Marion : « Une fille comme ça, ça n'existe plus »...

Une idée, comme ça, en voyant le nouveau film d'Éric Rohmer, Pauline à la plage : confronter le metteur en scène et ses acteurs les faire parler d'eux-mêmes et du travail.

Le rendez-vous est pris un mercredi après-midi parce que Pauline (Amanda Langlet) va encore à l'école.

Le loup est là, tranquillement assis dans un fauteuil : Éric Rohmer avait dit qu'il ne viendrait pas, mais il était le premier au rendez-vous.

Pauline, elle, ne viendra pas du tout.

ÉRIC ROHMER. — Je vous ai dit qu'elle était comme un personnage du *Mellor des mondes*, mais n'exagérez pas.

FÉODOR ATKINE. — Moi, je trouve nauséabond ce que je dis de Marion.

ÉRIC ROHMER. — Non, c'est un éloge en même temps. Quand il parle de sa perfection... Moi, je trouve que c'est bien dit.

ARIELLE DOMBASLE. — C'est quelque chose d'assez étrange, chez vous, ce texte qui est très écrit, et qui a l'air d'être parlé. Truffaut a dit : « Moi, je suis les virgules ».

ger apporte une toute petite variété qui fait que ce n'est pas du théâtre.

PASCAL GREGGORY. — Mais c'est aussi possible au théâtre.

ÉRIC ROHMER. — Possible, oui, mais mieux au cinéma.

PASCAL GREGGORY. — Quand on tourne avec vous, on se trouve soi-même. C'est deux fois plus difficile pour un comédien qui gagne sa vie en faisant des télévisions, et toutes sortes de choses, et qui dans la vie est amené à jouer. Il se perd, il s'oublie pour jouer des personnages. Vous, vous nous forcez à nous retrouver, à nous connaître, à faire des rétrospectives pour être

FÉODOR ATKINE. — C'est évident que notre opinion passera à travers le filtre de votre travail, et non de vacances aux Caraïbes ou d'une partie de pêche à la ligne.

ÉRIC ROHMER. — Vous n'êtes pas qualifié pour parler de moi. Vous avez participé à l'œuvre, et cela ne veut pas dire faire de l'étalage. Je suis un des rares metteurs en scène qui ne va pas dans les festivals et qui est sérieux.

PASCAL GREGGORY. — Vous êtes le contraire d'un homme sérieux. Ce n'est qu'une image.

ÉRIC ROHMER. — Je n'ai pas d'image. C'est un devoir de réserve que je vous demande.

FÉODOR ATKINE. — Ce qu'on appelle la solidarité gouvernementale.

ÉRIC ROHMER. — Cela définit mon attitude en tant qu'éthique : ce n'est pas une labie personnelle.

— Est-ce qu'Éric Rohmer est tyrannique ?

ARIELLE DOMBASLE. — Faire un métier de créateur implique une tyrannie. L'œuvre à laquelle on participe implique une mise à nu.

ÉRIC ROHMER. — Les acteurs ne doivent pas parler du metteur en scène, sur le plan personnel. Si l'acteur a un côté exhibitionniste, il n'a qu'à parler de lui-même.

PASCAL GREGGORY. — Mais vous vous investissez dans vos films, on vous reconnaît.

ÉRIC ROHMER. — En tant qu'auteur.

PASCAL GREGGORY. — En tant que personnage aussi.

ÉRIC ROHMER. — Le metteur en scène fait une œuvre, il n'a pas de rôle public, comme l'acteur. D'ailleurs il y a des acteurs qui ne veulent paraître que déguisés.

ARIELLE DOMBASLE. — Je ne sais plus qui dit que l'homme est ce qu'il cache.

ÉRIC ROHMER. — Très souvent celui qui cache le plus est celui qui n'a rien à cacher. Je vous ai dit hier que je ne vivais pas, est-ce que vous pouvez ajouter que le bonheur n'a pas d'histoire ?

— Je ne sais pas si c'est indiscret de la révéler devant vos actrices, mais vous m'avez dit des choses étonnantes : par exemple que vos personnages qu'elles interprètent ne sont pas tant des jeunes filles en général que la jeune fille que vous sentez en vous...

ÉRIC ROHMER. — C'est intérieur.

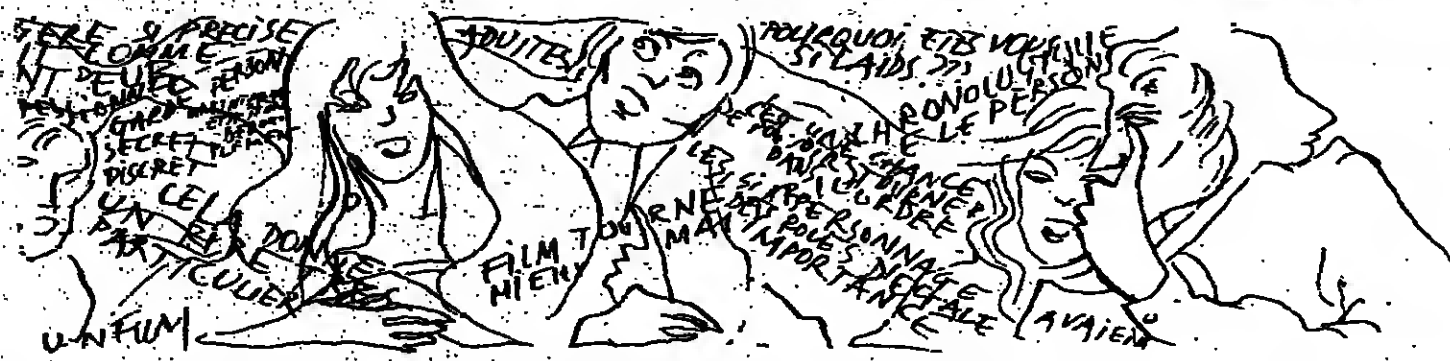
PASCAL GREGGORY. — Pauline est probablement le film d'Éric Rohmer dans lequel il s'est investi le plus à travers ses personnages. Dans ses autres films, Éric avait investi un ou deux caractères plus évidents que les autres. Ici la palette de ses sentiments s'étale sur tous les acteurs.

ÉRIC ROHMER. — J'ajouterais à la phrase de Flaubert : Madame Bovary, c'est moi, et tous les autres...

ARIELLE DOMBASLE. — On ne peut bien que son propre cœur.

ÉRIC ROHMER. — Et quand on écrit, on est amené à s'identifier à tous ses personnages, quels qu'ils soient. Je ressens tous mes personnages de l'intérieur, il n'y en a aucun auquel je me sente étranger.

Propos recueillis par HERVÉ GUIBERT.



la caméra au bout de quinze jours. Je n'ai jamais appris le texte dans ma chambre.

ARIELLE DOMBASLE. — Mais il est difficile de dire sept fois de suite : « Je veux brûler d'amour », « J'ai des formes serpentine », ou de faire cette déclaration d'amour charmante, dire : « Tout être vit dans l'incertitude ».

ÉRIC ROHMER. — Non, l'incompréhension.

ARIELLE DOMBASLE. — Il faut le dire.

ÉRIC ROHMER. — Un personnage, je l'avais imaginé comme Brigitte Bardot. Nous l'aimons beaucoup aux Cahiers. Brigitte Bardot, Truffaut a été un des premiers à la défendre. Quand on reçoit ses films aujourd'hui, on s'aperçoit qu'elle joue bien.

ARIELLE DOMBASLE. — Son langage est issu du dix-neuvième siècle, elle parle du feu, de « brûler », c'est sûr qu'elle n'est pas une inconsciente du vingtième siècle.

ÉRIC ROHMER. — Je m'en porte responsable. Il est toujours prématuré de dire qu'une chose n'existe plus, elle revient toujours. On est très surpris de voir revenir dans le langage moderne des mots très anciens.

ARIELLE DOMBASLE. — On ne dit plus une pépée ou une nana, on dit une jeune fille.

ÉRIC ROHMER. — Le mot boutique revient aussi.

ARIELLE DOMBASLE. — Et dire qu'on est en train de brûler ? C'est une extraterrestre...

PASCAL GREGGORY. — C'est le E.T. français.

SIMON DE LA BROSSE. — Le seul effort que j'ai fait était d'arriver à faire passer certaines phrases. Le sens de la phrase m'était personnel, mais sa forme non.

FÉODOR ATKINE. — Avec Rohmer, c'est une difficulté essentielle : adhérer à la formulation de l'écrit.

ÉRIC ROHMER. — Il y a deux sortes d'acteurs, ceux qui disent le texte exactement et ceux qui apportent de tout petits changements, des inversions. Il est instructif d'écouter la bande-son en suivant le scénario.

PASCAL GREGGORY. — Ça ne vous gêne pas qu'on change le texte ?

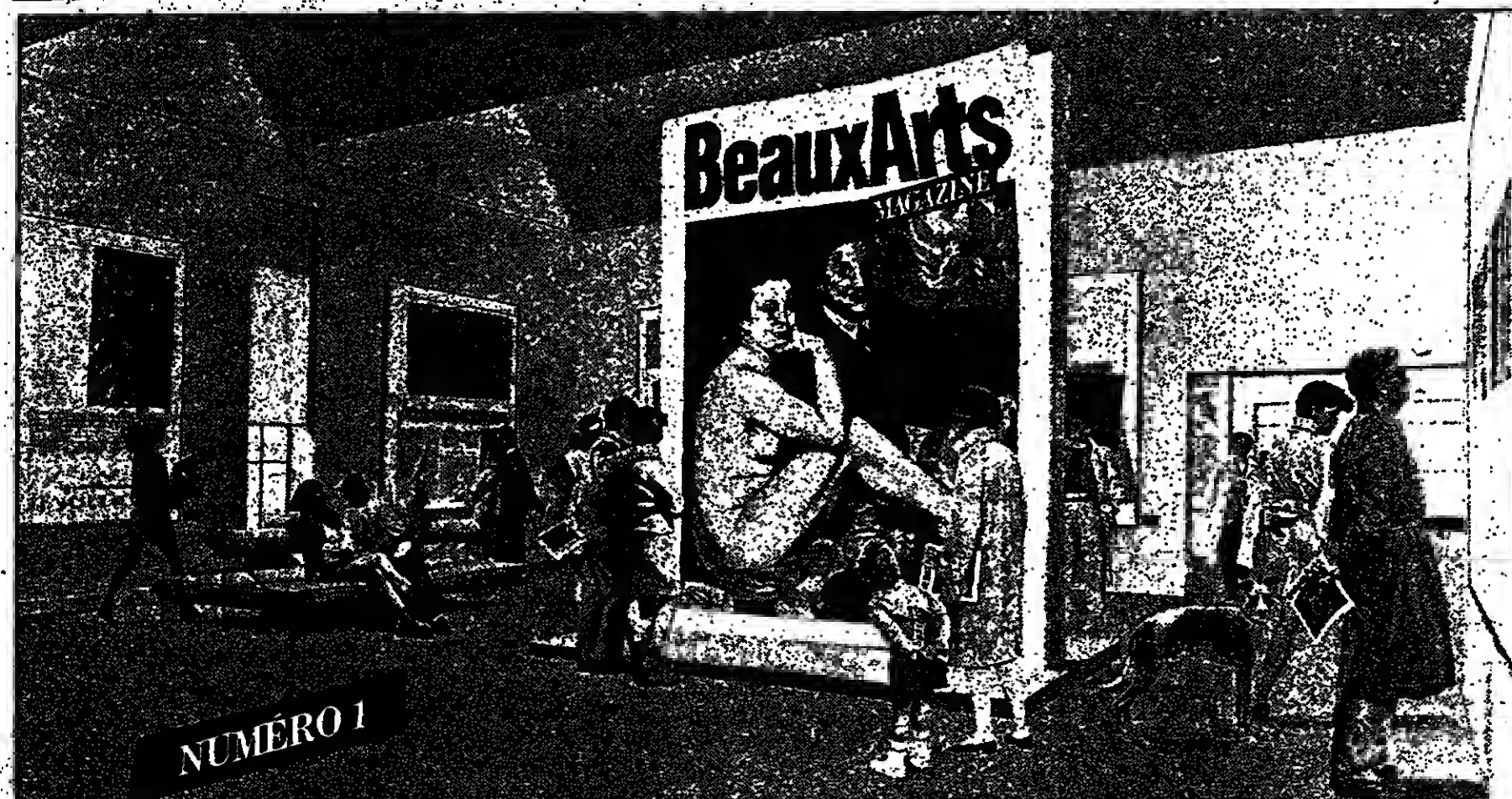
ÉRIC ROHMER. — Simon l'a très peu changé. Les débutants le changent très peu. Le fait de chan-

guement soi, à l'intérieur d'un travail soigné.

FÉODOR ATKINE. — Ce film nous a montré du doigt chacun d'entre nous. Il est facile d'investir un personnage, mais mettre le doigt sur nos propres vices, nos propres incertitudes, nos propres vertus, c'est paralysant, ça fait très peur. (Il sort et revient avec le thé traditionnel.)

— Nous allons maintenant jouer à un jeu de société qui consiste à définir une personne présente en une seule phrase, et en suivant le tour de la table. Nous allons bien sûr commencer par Éric Rohmer...

ÉRIC ROHMER. — C'est mieux, je suis contre.



Du nouveau dans l'art de parler des Arts!

Quoi de neuf ce mois-ci en peinture, sculpture, architecture, photographie...? Quelle exposition vaut la peine d'être vue? Quelles sont les tendances du marché de l'Art? Combien valent les œuvres d'art? Qui a fait quoi d'important dans le monde des Arts en France? A l'étranger?

Beaux Arts Magazine, chaque mois, c'est l'actualité des Arts, c'est le plaisir des yeux. Un nouveau magazine superbe, pour découvrir, comprendre, aimer encore plus les Arts dans leur passionnante diversité. Le premier numéro vient de paraître, il est chez votre marchand de journaux.

Chaque mois, Beaux Arts Magazine : 20F



100 000 photos
t.a.t. présente
OM.SAAD
d'après l'auteur palestinien
ghassan kanafani
réalisation a. petit - h. rostom
lucernaire 544-57-34

CI. RENAUD-BARRAULT
THEATRE DU ROND-POINT
dernière
dimanche 3 avril
DYLAN
de Sidney Michaels
mise en scène Jean-Pierre Granval
avec
Marcel Maréchal
Marie-Christine Barrault
à partir du 8 avril
L'AMANTE ANGLAISE
de Marguerite Duras
PETIT ROND-POINT
dernière 27 mars
L'AMBAassade
avec
Laurent Terzieff
à partir du 5 avril
LES EXILES
de James Joyce
location
par tél. 256.70.80 et agences

هكذا من الأصل

SÉLECTION

CINÉMA

Dark Crystal
de Jim Henson et Frank Oz

A la recherche du cristal noir qui rétablira l'ordre du bien, le petit garçon aux grandes oreilles traverse le monde dominé par des aigles bleutés, scintillants, ébouriffés, méchants et bêtes comme tout. Il rencontre des armées de scarabées noirs et balourds, des sages diaboliques terribles, une petite fille délaissée aux ailes de libellule... Les Muppets font dans le fantastique, et c'est merveilleux.

Les Sacrifiés
d'Okacha Touita

La fin des années 50 vécue par un jeune Algérien en France. La réalité tourbillonne et le noir. Un film noir, mais aussi d'un humour cinglant. Prix Sadoul 1982.

La Ultima Cena
de Tomas Alea

Une plantation de canne à sucre au dix-septième siècle à Cuba. Un illuminé invite à sa table douze esclaves, pour une mascarade pascalle. Une fresque somptueuse et cruelle. Grand prix à Biarritz en 1979.

Prostitute
de Tony Garnet

A quoi ressemble la vie quotidienne des prostituées en Angleterre ? La fiction ici ressemble à du reportage.

ET AUSSI : la Petite Bande, de Michel Deville (une merveille, sans paroles ni commentaires). Archipel des amours, par neuf réalisateurs (parmi eux, Marie-Claude Treilhou) Les fies, d'Azim (un film-poème comme on n'en voit jamais). L'Ecran magique, de Gianfranco Mingozzi (l'Italie, le fascisme et le cinéma). Te souviens-tu de Dolly Bell ? d'Emir Kusturica (1960, en Yougoslavie, rock et coca-cola).

THÉÂTRE

Archéologie
au Lucernaire

Un professeur et son disciple, vingt ans d'écart et le talent très doux qui consiste à ne pas dire le désir pour mieux le faire passer. Une « confusion des sentiments », jointe à la perfection par Daniel Emilfork et Frédéric Ledgens.

La Cerisaie
aux Bouffes du Nord

Reprise avec des changements d'acteur, mais c'est toujours le chef d'œuvre de Tchekhov et celui de

GALERIES

Les éventails de Lady Windermere

VENTEZ-VOUS, mesdames, ou souffletez d'un éventail replié l'homme dont les avances vous paraissent douteuses... Les cent soixante-quatre éventails offerts à notre curiosité grâce à une collection privée où le commerce n'entre pas en ligne de compte narrent une histoire riche en épisodes ou en simple badinage. Cet ensemble a exigé de longues années de recherches et de savoir. Oiseaux, envolés et repris dans la cage des siècles, ils déploient le déroulement des siècles, celui des manières très diverses d'exécution dont l'artisanat et les artistes ont fait usage. Du dix-septième siècle au vingtième, il y a là une étonnante variété à travers la forme d'un segment de cercle qui diminue ou s'élargit à volonté.

L'éventail n'est plus à la mode, pas plus d'ailleurs que les chapeaux, dont une femme ougrière ne se serait pas séparée dans la rue pour n'être pas « en cheveux », ou que les flacons de sels destinés aux évanouissements. D'Extrême-Orient, d'Ita-

Peter Brook, la tendre tristesse des jours perdus.

ET AUSSI : Combat de nègres et de chiens à Nanterre - prolongation jusqu'au 22 avril. Beckett-Warrior à Saint-Denis jusqu'au 26 mars. Les Peines de cœur d'une chatte ongles au Théâtre de Paris - Féérique. Histoires de famille à l'Aquarium - Tchekhov sauvage.

MUSIQUE

De l'Opéra
au village

Une création à l'Opéra de Paris, qui voisine avec Paillasse, l'histoire d'Erzsebet, une comtesse hongroise du seizième siècle, d'une sombre beauté, célèbre par sa cruauté, qui fit torturer dans les caves de son château deux cent cinquante jeunes filles, racontée par Charles Chaynes et interprétée par Christiane Eda-Pierre (les 28, 30 mars, 1^{re}, 4, 7 avril, etc.).

Les amateurs de musique contemporaine feront « le plein » avant les vacances : Ensemble du vingtième siècle de Vienne (Centre Pompidou, le 23, et Ville-d'Avray, le 25); l'itinéraire, qui créera la dernière œuvre de l'infortuné Claude Vivier, compositeur canadien récemment assassiné, à côté de partitions de Denis, Finissey et Fehel (Pompidou, le 24); Quatuors d'Ibert, Sauguet et Ducas (Caveau, le 24); Schoenberg, Webern, Stockhausen et des musiciens encore inconnus, par la Jeune Philharmonie allemande (Radio-France, le 26, à 14 h 30 et 18 h); créations de Ferreyra, Almuro, Dhomont et Royon Le Mée, au Groupe de recherche musicale, qui met les bouchées doubles (Radio-France, le 28, à 18 h 30 et 20 h 30); enfin, « la Musique et les oiseaux après Messiaen, œuvres de Kessler, Mache, Bayle et Baucourt, par l'itinéraire (Radio-France, studio 106, le 29, à 18 h 30), et une création d'André Bon, par l'Orchestre national, dirigé par Michel Plasson, qui interprétera aussi le Concerto de Schumann, avec D. Ranki, et les Tableaux d'une exposition (Champs-Élysées, le 30).

Ceux qui partiront en vacances pourront suivre l'Orchestre de Lille, dirigé par Jean-Claude Casadesu, avec Philippe Bianconi, Grand Prix Casadesu, dans une tournée nationale qui le conduira à Toulouse (le 24), Montpellier (le 25), Saint-Martin-de-Ré (le 27), Bordeaux (le 30) et dans le petit village de Saint-Savinien, près de Saintes, champion de l'animation rurale (sous chapiteau, le 29).

DANSE

La création est partout

L'activité chorégraphique est telle qu'un peut actuellement voir une création chaque soir à Paris : Didier Sihal, Lari Léong, les com-

pagies d'Anne Dreyfus et Karine Boparto se succèdent au Théâtre Présent (de la technique pure à l'expression des fantasmes), la compagnie Théâtre-Danse Elisabeth Schmidt, au Théâtre 18 (son, lumière et mouvement dans le goût de Nikolaï ou presque), Jacques Patarozzi, au Théâtre de l'Escalier d'Or (la voie étroite), la compagnie des Abesses, au Studio des Quatre Temps (le mouvement surprise), Elisabeth Schwartz à Mandapa (sur les traces d'Isadora Duncan), Jean-Marc Ferrer et sa bande de copains, à l'Olympia, le 28 mars (du ballet au rock'n'roll), le G.R.C.O.P. au Théâtre de la Ville, à partir du 29, à 18 h 30 (création de M. Marin).

ET AUSSI : Danses kibboutziques d'Israël au Centre Georges-Pompidou (26, 27 mars), Noémie Laporte (l'après-Graham), Karin Wachner (l'après-Wigman), à la Maison de la danse de Lyon.

EXPOSITIONS

Wifredo Lam
au Musée d'art moderne
de la Ville de Paris

La première rétrospective après la mort, en septembre dernier, du peintre cubain, qui fut l'ami de Picasso, des surréalistes, de Leiris, de Pierre Loeb. Un peintre dont les jungles habitées de figures totemiques, d'êtres réels et imaginaires, bérissés de cornes témoignent d'un langage original pénétré de lointaines traditions.

ET AUSSI : De Chirico, Yves Klein, Barry Flanagan et Ulrich Rückriem, au Centre Georges-Pompidou. Les pionniers de la photographie russe soviétique, au Musée des arts décoratifs. Martine Aballea, Berthelin, Geste, Rutault, Nil Yalter, à l'ARC.

AVANT-PROGRAMMES

Festival d'Avignon

Le Festival d'Avignon, qui se tient du 9 juillet au 7 août, présente à la Cour d'honneur, en alternance, du 9 au 25 juillet, Dernières nouvelles de la peste, de Bernard Charvaz, par Jean-Pierre Vincent et le T.N.S., et les Céphéides, de Jean Christophe Bailly, par Georges Lavaurand et le Centre dramatique des Alpes. Du 27 au 31 juillet, deux spectacles de Pina Bausch, Watzler et Tanzabend.

D'autre part, le GRAT présente Liberté à Brême, de Fassbinder, par Jean-Louis Hourdin, du 10 au 18 juillet; le Théâtre de Saintpart, en coproduction avec les Festivals de Munich et d'Avignon; Clara S. d'Elfrède Jelinek, par Ulrike Ottinger, du 10 au 16 juillet; la Compagnie du Miroir, la Dévotion à la croix, d'après Calderon, par Daniel Mesguich, du 11 au 18 juillet; les titres de l'école de Strasbourg, deux pièces de Heiner Müller, du 11 au 19 juillet; le Théâtre du Regard, Misset, de Thomas Bernhard, avec Roger Billa, du 11 au 17 juillet; Philippe Aron, Aron Big Bang, du 11 au 30 juillet; Jean-Louis Martinoty, Racine (il), une production du Festival d'Avignon, du 15 au 24 juillet; du 25 juillet au 3 août, Anne Delécluse présente un spectacle Racine. Entre la raison et le désir; le Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis et les Fédérés, le Retable des merveilles, de Cervantes, par Jean

Jourd'hui et Jean-François Peyret, du 19 au 27 juillet; la Comédie-Française, en coproduction avec le Théâtre de Gennevilliers, Marie Stuart, de Schiller, par Bernard Sobel, du 21 au 29 juillet; le Théâtre des Quartiers d'Ivry, une nouvelle version d'Ubu par Philippe Adrien, du 22 au 28 juillet.

La participation étrangère est assurée par le Danemark, avec le Billefoster, du 15 au 19 juillet; la Grande-Bretagne avec le Foot-ham, du 24 juillet au 7 août; l'Espagne avec les Comediants, du 19 juillet au 7 août; la Belgique avec la compagnie Radels, du 1^{er} au 7 août.

Enfin, la Salamandre, Centre dramatique du Nord, jouera le Saperçou de Gilles Bocard pendant toute la durée du Festival. Du 15 au 30 juillet auront lieu des lectures de pièces inédites, des lectures de textes de philosophes sur le théâtre, et de Louis Aragon par Antoine Vitez le 25 juillet.

THEATRE MUSICAL

Les Vieilles espèces, de Philippe Hersant, par Jean-Claude Buchard et l'Atelier lyrique de Tourcoing, coproduction France-Culture et Festival d'Avignon, du 18 au 24 juillet; du 25 juillet au 3 août, Anne Delécluse présente un spectacle Racine. Entre la raison et le désir; le Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis et les Fédérés, le Retable des merveilles, de Cervantes, par Jean

France-Culture, Festival d'Avignon, du 24 au 28 juillet. D'autre part, en concert, Collette Maury, du 15 au 20 juillet; Gérard Mainmou, du 20 au 23 juillet; Brenda Wooton, du 1^{er} au 5 août; les cycles d'Orgues, les messes contemporaines, les concerts symphoniques par l'Orchestre lyrique de région Arignone-Provence, les 28, 30 juillet et 2 août. Et le 6 août, la fête musicale d'artifice.

DANSE

Yves P., trois chorégraphes de Jean-Claude Gallota, coproduction Groupe Emile Dubois, maisons de la culture de Grenoble, du 10 au 16 juillet; Kossas, par Anne Tensen de Kossas, en coproduction avec le Festival de Hollande, du 25 au 29 juillet; Le G.R.C.O.P., avec deux programmes du 1^{er} au 7 août; Régine Chopinot du 1^{er} au 6 août, Carolyn Carlson du 3 au 7 août.

CINEMA-VIDEO

Du 15 au 30 juillet : Berenice, par Raul Ruiz. Hommage à Raul Ruiz et Ulrike Ottinger, cycle Poudre et garçons, avec des œuvres de Volker Schlöndorff, Oskar Walter, Jean Eschsché, les frères Taviani, etc.

* Renseignements. Bureau du Festival, 8, rue du Mont, 84000 Avignon. Tél. : (90) 86-24-43.

Festival de Nancy

Le Festival mondial du théâtre, qui se tient du 20 au 21 juin, dans l'ancienne manufacture des tabacs de Nancy, offre pour l'occasion. Voilà la bonne nouvelle : un local vaste, accueillant, disponible. Des travaux d'aménagement démontrent l'année prochaine le Festival qui, avec le concours de l'UNESCO, transitera vers son futur Théâtre des nations Nancy-Metz Lorraine 1984.

La nouvelle nouvelle est d'ordre financier. Mrs Mire Traillor, fondatrice du Festival international de Belgique et directrice artistique du Festival mondial du théâtre, a dû réduire le crédit affecté aux troupes à 1 160 000 F. Cependant, une expérience et son dynamisme assurent une participation importante des pays de l'Est (Pologne, Hongrie, Roumanie, Yougoslavie, U.R.S.S.). Cette aussi, parmi d'autres, des États-Unis avec Travelling Piece

par le théâtre Winter Project, de l'Espagne avec le Temple par la compagnie Nuria Eper (mise en scène de George Lavelli), de la R.D.A. avec la Mort de Danton par le Deutsches Theater (le Monde du 27 janvier 1983). Vingt-cinq pays, en tout, seront représentés; une traduction simultanée est prévue pour certaines pièces.

* Festival mondial du théâtre, 12, rue du Colonel-Paum, 54 000 Nancy - B. P. 704 - 54 008 Nancy Cedex. Tél. (8) 337-00-21.

A VILLEJOIE
THEATRE ROMAIN ROLLAND
18 rue Eugène Varlin 94 Villejoie
CREATION - Jusqu'au 10 Avril
LAZARE DUPRON
726.15.02

PLUTIT
ODEON
18 h 30
8 MARS - 3 AVRIL
PARTAGE
MICHEL DEUTSCH
MISE EN SCÈNE
PATRICK GUINAND
EN CO-REALISATION AVEC
LE JEUNE THEATRE NATIONAL

POUR 50 REPRESENTATIONS
UNE PIÈCE DE
GENEVIEVE SERREAU
PEINES DE COEUR D'UNE CHATTE ANGLAISE
Par le groupe TSE
THEATRE DE PARIS
13 RUE BLANCHE 75001 PARIS
LOCATION : 260.91.70

DERNIÈRES
G La Tragédie de Coriolan
de W. Shakespeare, texte français de J.M. Deprats
mise en scène de Bernard Sobel
Du 19 Février au 27 Mars
THEATRE DE GENNEVILLIERS
Centre Dramatique National
41, avenue des Grésillons, 92230, Gennevilliers. Tél. 793 26 30

coproduction avec Gennevilliers
ATHENEE
CONJUGES THEATRALES
LA DEDICACE
BOTHO STRAUSS
mise en scène YVON CHATX
18 mars, 19 avril, mardi, mercredi, 18 h, jeudi, vendredi, samedi, 21 h
LOCATION 742 67 27 - AGENCES PINE CROSS

ODEON
THEATRE NATIONAL
direction Jacques Toin
141.325.70.32
29 mars
30 avril
VICTOR
ou les enfants au pouvoir
de Roger VITRAC
Jean BOUCHAUD
Mise en scène
On se réunit pour fêter ce joyeux ébriement.
Et pourtant... l'empoisonne la vie de M^{me} Magnolia. A SUIVRE

THEATRE DE LA VILLE
ANIMATEUR DIRECTEUR JEAN MERCIER
horaire exceptionnel
20h45
matinée dimanche 14 h 30
places 40 F et 65 F
le maître et marguerite
de Boulgakov
mise en scène
Andrei Serban
adaptation
Jean-Claude Carrière
18 h 30
une heure sans entracte 30 F
du mardi au samedi
29 mars - 23 avril
g.r.c.o.p.
groupe de recherche chorégraphique de l'opéra de paris
4 programmes chorégraphiques
Maguy Marin (création)
Karole Armitage
Ludmila Childs
Jacques Garnier
François Verriet
Olysses Dove
Carolyn Carlson
Obadia-Bouvier
avec
du 5 au 9 avril
Karole Armitage
KAGD
du 12 au 16 avril
François Verriet
Association UN 8
du 19 au 23 avril
Obadia - Bouvier
Ch de l'Esquise
274.22.77
2, place du Châtelet

مكتبة الشرق

PUBLICITÉ

CINEMA

Dark Crystal : le cinéma de la poésie et du fantastique

Grand Prix à l'unanimité du jury au Festival d'Avoriaz

De l'histoire ancienne dans un décor futuriste

A l'âge des merveilles, il était une fois un empire d'été dans le temps et de l'espace. Un monde mystérieux, secret, terrifiant, peuplé de créatures inconnues : le monde de Dark Crystal.

De toute éternité, l'homme a cherché à maîtriser et à transformer son environnement. A l'époque médiévale, les alchimistes croyaient avoir acquis ce pouvoir grâce à la pierre philosophale. Avant même que la science n'établisse les propriétés des espèces cristallines (elle la capacité à convertir l'énergie), l'homme voyait dans la mystérieuse beauté du cristal la clé de son propre rôle dans l'univers.

Le film *Dark Crystal* se déroule dans un monde fantastique au centre duquel se dresse un Cristal géant, source de toute énergie et de toute harmonie. La

race originaire des Urbskies s'est divisée en deux peuples ennemis : les Skeksies et les Mystiques. Le Grand Cristal s'est fissuré et a



naïveté. Un adolescent de la race de Gelflings, Jen, entreprend de le « guérir » et de réconcilier Skeksies et Mystiques. Sa mission

l'entraînera dans une étrange et périlleuse aventure : un itinéraire en forme de spirale, à l'image du Grand Cristal, structure asymétrique de quartz précieux dotée du pouvoir d'absorber et de réfracter la lumière d'où rayonne toute vie.

Trois soleils brillent dans le ciel, formant tous les mille ans une Grande Conjonction. Un jour, une terrible commotion secoue la Terre. Le gigantesque Cristal, à la lumière d'où un peuple de penseurs et d'artistes puisait sa force, se fendit, s'obscurcit. C'est ainsi que commença le règne des Skeksies, qui se nourrissent de sang et d'animaux vivants, trouvant la mort dans l'attente d'une nouvelle Conjonction.

Et, maintenant que celle-ci s'annonce, les Skeksies s'apprêtent à célébrer les rites de la Paissance, et à rassembler pour un millénaire à la lumière qui jaillira à nouveau du Grand Cristal.

Loin, très loin, du château caché dans une vallée profonde vit Jen, le Gelfling. De douces et sages créatures, les Mystiques, l'ont élevé ici, à l'abri du danger, après l'avoir trouvé, orphelin, errant dans une nature hostile. Jen ne sait pas encore qu'une ancienne prophétie l'a désigné pour guérir le Cristal et mettre fin au règne des Skeksies. Lorsque son maître agissant lui commande de se mettre en route, de partir à l'aventure, il se connaît encore rien au monde, de ses dangers et de ses merveilles. Il ne sait rien de l'amour et se croit seul et dernier survivant de sa race. Mais quelque part dans la forêt enchantée, parmi le peuple innocent des Podlings, vit aussi une jeune Gelfling : Kira. Elle devient sa compagne et son soutien. Ensemble, ils font route vers le château, montés sur les Echassiers du vent, en compagnie de Kixxig le Gentil Monstre.

Ensemble, ils affrontent les terribles guerriers Garthim, dépêchés par les Skeksies pour les intercepter. Et tandis que la discordance éclate dans le château, des factions rivales s'affrontent pour le pouvoir, les deux Mystiques se mettent à leur tour en route, gagnant au long d'une lente procession les portes de la forteresse. Lorsque Kira se sera sacrifiée pour Jen, l'ancienne prophétie se réalisera. A la lumière éblouissante du Cristal, ce qui fut démi, mis en pièces et brisé redeviendra entier.

Pour l'histoire hollywoodienne, deux films ont fait date qui ont marqué l'évolution d'un genre, l'avènement d'un style de production : *Blanche-Neige* et *Les Sept Nains* de Walt Disney en 1937, premier dessin animé de long métrage, et *La Guerre des étoiles* de George Lucas en 1977, premier d'une série de superproductions fantastiques grâce auxquelles le cinéma américain allait retrouver un second souffle, un nouvel élan. Ils consacraient le triomphe des techniques de travail en commun d'équipes jeunes, soudées par un même goût de l'aventure, de la conquête de domaines inexplorés.

Walt Disney, dix-sept ans après sa mort, reste le symbole de toute une industrie du spectacle, du spectacle pour tous, immédiatement identifiable et vendu par ses succès sous le label Disney. George Lucas a créé un empire, associé à Steven Spielberg, il a donné carte blanche à l'imagination, inventé des films bonifiés de gadgets que les spectateurs, surtout les plus jeunes, ne se lassent pas de revoir.

Dark Crystal (titre original *The Dark Crystal*, on l'aurait appelé anglais pour ne garder qu'une étiquette, facilement prononçable dans la langue de Balzac et de Flaubert) prend à son tour une histoire de jeune beauté accompagnée d'un prince charmant en proie aux puissances du mal. Dans un pays imaginaire, dans un décor le plus souvent entièrement créé en studio, deux races menaçantes chues d'un lointain désastre se livrent un ultime combat pour être au rendez-vous de l'avenir, quand ce qui a été démi il y a mille ans sera réuni. Le jeune Gelfling Jen reçoit mission des Mystiques d'aller conquérir non pas le Cristal ou la Tison d'or, mais un cristal de cristal qui redonne au grand cristal d'il y a mille ans sa valeur symbolique.

Une jeune Gelfling Kira, son double, son sosie tout juste un peu plus féminin, l'accompagne dans sa quête, intervient au moment propice. Auprès, au visage de bouddhisme, toujours rattaché, sentencieuse - il s'agit d'un être du sexe faible contrairement aux apparences - le met sur le bon chemin, l'aide à retrouver l'éclat manquant. Les méchants, les Skeksies, patibulaires, voraces, réfugiés dans un château menaçant, apprenant la nouvelle de l'arrivée proche de Jen, lancent d'énormes crabes-armées, les Garthim, à la poursuite du doux éphémère. Jen et Kira font leur vrai destin, portés par les Echassiers du vent, improbables oiseaux de légende. Les deux mystiques, sages vieillards murmurant leur complainte fatiguée, s'évanouissent à leur tour.

Le règlement de comptes sera terrible, la jeunesse s'impose irrésistiblement, comme le jeune couple de *La Guerre des étoiles*. Le brave peuple des Podlings, personnages de petite taille rappelant beaucoup les nains du conte original des frères Grimm qui inspirent *Dark Crystal*, ne se laisse pas impressionner, comme le jeune couple de *La Guerre des étoiles*. Le brave peuple des Podlings, personnages de petite taille rappelant beaucoup les nains du conte original des frères Grimm qui inspirent *Dark Crystal*, ne se laisse pas impressionner, comme le jeune couple de *La Guerre des étoiles*. Le brave peuple des Podlings, personnages de petite taille rappelant beaucoup les nains du conte original des frères Grimm qui inspirent *Dark Crystal*, ne se laisse pas impressionner, comme le jeune couple de *La Guerre des étoiles*.

Dark Crystal, derrière sa fabrique transparente d'une humanité toujours en quête de paix et de bonheur, offre l'originalité de créer un monde qui n'est ni celui du dessin animé, ni celui de la science-fiction à haute technologie. Les deux réalisateurs, Jim Henson et Frank Oz (créateurs du Yoda de *L'Empire contre-attaque*), déjà associés dans la production de la série télévisée des Muppets, ont mis pas moins de cinq ans, en collaboration avec le producteur Gary Kurtz, celui-là même à qui l'on doit *La Guerre des étoiles*, pour parvenir à leurs fins.

Sherry Amott, jeune Américaine venue du théâtre, crée et dirige les ateliers où l'on fabrique les personnages et assure la coordination entre décorateurs, réalisateurs et manipulateurs des personnages animés, ni vraies poupées ni simples marionnettes. Elle nous explique la genèse du film : « Jim Henson, qui est l'idée du film, est parti des dessins de Brian Froud, un illustrateur anglais étroitement associé au projet. Le travail de conception du scénario s'est effectué en trois temps. D'abord on cerne les personnages, on leur donne un caractère

bien déterminé. Ensuite, à partir des personnages ainsi définis, on commence à écrire un scénario. Enfin on se met à travailler au storyboard, c'est-à-dire qu'on dessine à l'avance chaque plan. Les Garthims par exemple, les « bulles » (malabars au service des Skeksies), ne sont ni masculins ni féminins. Des danseurs, des minnes, se faufilent dans leur carapace pour les animer. Les « Landstriders » (les échassiers du vent) se propulsent sur des échasses métalliques. Les plantes sont à mi-chemin entre des plantes véritables et des animaux.

matographer, les problèmes que lui pose sa collaboration avec Jim Henson et Frank Oz : « Jim cherchait à obtenir quelque chose de différent des Muppets, sur lesquels il avait travaillé précédemment. Alors que les Muppets révèlent des formes hardies et simples, ce que j'ai conçu cette fois était très complexe et très compliqué. Ce fut, je crois, un extraordinaire saut dans l'inconnu, un immense acte de foi de la part de Jim de croire que ça allait marcher, alors que je n'en savais rien... J'étais responsable de la conception de tout un univers, un univers qui n'avait jamais été vu



« Pourquoi deux metteurs en scène ? poursuit Sherry Amott... Jim Henson a travaillé surtout le côté visuel du film, Frank Oz s'est davantage occupé des personnages, de leur donner vie. Pour Jim Henson, il convient d'obtenir un maximum de vérité et de souplesse dans le mouvement des corps, qu'il s'agisse de la tête ou des mains. Jen est manipulé comme une poupée. Frank Oz interprète lui-même Aughra. Des moniteurs vidéo permettent aux acteurs, calés parfois à plusieurs dans la poupée, de garder le contrôle permanent de leurs mouvements et gestes. Au cours du tournage, ils jouaient également avec leurs voix. Celle-ci, trop familière, était ensuite doublée par d'autres voix. Chaque groupe de personnages a son propre son. Les Mystiques, par exemple, doivent suggérer qu'ils sont très vieux, très lents à se mouvoir. Nous avons ajouté dans ce cas des effets sonores au synthétiseur. Chaque doubleur devait regarder le personnage devant lui, conférer sa voix, s'en pénétrer, créer un portrait sonore. »

« En général, me semble-t-il, j'aime à regarder derrière moi, à remonter le cours du temps, car je crois personnellement que la fantaisie contient une bonne part de nostalgie. Même des fantaisies tournées vers l'avenir comme la Guerre des étoiles reposent sur des mythes, c'est de l'histoire ancienne retranscrite dans un décor futuriste... J'ai pu dans différentes cultures passées, à travers le monde, j'en ai retenu divers aspects pour les assimiler, du moins je l'espère, en un tout cohérent. J'ai découvert au cours de ce travail que chaque religion, chaque culture, repose sur les mêmes vérités essentielles. »

Si l'on devait résumer d'un trait *Dark Crystal*, on le comparerait à un dessin animé dont les personnages acquièrent soudain épaisseur, contrastes, presque une respiration autonome. Le constant souci de donner le maximum de souplesse à leurs mouvements, le travail sur les voix - saura-t-on, pour la version parlée en français, obtenir la même richesse de timbre et de modulation que dans l'original anglais ? - jusqu'à la mobilité des regards, tout s'ajoute pour conférer au film de Jim Henson et Frank Oz une importance particulière dans l'évolution du cinéma. Cinq ans de travail, 20 millions de dollars de budget, des difficultés énormes surmontées, et, malgré tout, un résultat positif : la poésie qui perce discrètement, le fantastique qui s'incarne.

Dark Crystal nous annonce peut-être une forme de cinéma inconnue à ce jour, dans la droite ligne des premiers travaux de notre compatriote Georges Méliès, au début du siècle : la possibilité de créer des mondes totalement inconnus et d'être pourtant de la vie, de la présence quasi réelle, de la magie irremplaçable du spectacle cinématographique. Du « cinématographe », comme l'appellait aussi bien les frères Lumière en 1895 que Robert Bresson aujourd'hui.

Le Muséum rachète la collection Deleff

Le 23 mars, avec l'exposition « Cristaux géants », le Muséum national d'histoire naturelle de Paris ouvre au public les portes d'un univers inconnu. Sixante-dix-huit pièces, attachées à la destruction, s'offrent ici, comme l'ultime témoignage d'une fascinante aventure géologique et donnent à rêver sur le travail de la nature.

Du merveilleux naturel au fantastique, il n'y a qu'un pas. La sortie du film de Jim Henson et de Frank Oz, *Dark Crystal*, nous invite, tout naturellement, à le franchir. Le visiteur pourra confronter ces deux domaines dans l'enceinte du Muséum. Il verra s'y rejoindre deux rêves : celui d'un collectionneur qui a consacré vingt-cinq ans de sa vie à la construction d'un ensemble sans rival au monde et d'une équipe de réalisateurs, dessinateurs, mineurs, costumières, décorateurs, mais pour un voyage sans précédent dans l'imaginaire.

Le Muséum national d'histoire naturelle est, depuis trois siècles, le conservatoire des objets les plus singuliers de la nature. Dès le *Broquer du Roy de Louis XIV* on voit « d'intéressants objets » dans les dernières années du dix-septième siècle. En particulier, ces squelettes qui ont été par exemple, permis à Curvier de fonder l'anatomie comparée. Un siècle plus tard, la paléontologie et la paléobotanique que tant, elles aussi, issues des collections du Jardin du roi, devenu Muséum en 1793. Si les plus importants musées d'histoire naturelle du monde abritent de grands minéraux, de cristaux géants, de squelettes de dinosaures de 20 à 30 mètres, livrés à l'émerveillement du public, les cristaux géants, monuments remarquables du monde minéral, étaient cependant éphémères, le plus souvent collectionnés individuellement, après avoir été livrés vers la fin du dix-huitième siècle.

C'est le cas d'un quart de Alpes de 400 kilos, offert par le général Bonaparte au Muséum en 1797, ou d'un autre beau quart de Madagascar, orgueil du musée de Naples. Cela peut s'expliquer de diverses façons.

Dans les carrières, des leur extraction, ces impressionnants minéraux sont dépouillés afin d'être plus facilement exploités comme minerais ou matières premières à l'usage des industries d'art, de la statuaire, de la sculpture ou pour diverses branches de l'industrie, entre autres celle de la pyro-électricité.

Un jour au Brésil, un homme eut l'idée de les collectionner. Il s'appela inlassablement le pays et s'établit à Covadonga-Veladara, au cœur du Minas Gerais. Cette région est très riche et on y découvre parfois un cristal géant dans les centaines d'exploitations de quartz, de feldspath, et de gemmes de toutes sortes, aux merveilles colorées.

Édifiant les mineurs, les persuadant que, si les grands cristaux n'avaient pas toujours une utilité immédiate pour l'industrie, ils avaient, par contre, un intérêt scientifique ou esthétique évident, il les amena (pas toujours, hélas !) à mettre de côté les minéraux parfaits aux faces lisses et brillantes. La forme, la transparence ou les couleurs deviennent alors des critères qui seule la nature a pu façonner en profondeur au cours des temps géologiques. Ces cristaux géants bien formés sont rares. Un seul sur mille présente une architecture et des qualités propres à en faire une pièce de collection. C'est lors de la formation des chaînes de montagne que les pegmatites granitiques, dans lesquelles ils se sont formés, ont remonté au-dessus du niveau de la mer. L'érosion naturelle, pendant des millions d'années, usant, dissolvant ces roches et transportant les matériaux d'altération dans les ruisseaux à l'écart d'alluvions, a laissé sur place les cristaux malformés, en particulier les gemmes. Pendant des millions d'années, la nature les a donc concentrés en surface des glacissements.

La collection Deleff rassemble, à elle seule, trois fois plus de cristaux géants que les trente plus grands musées du monde. Le Muséum se devait de conserver un aussi important patrimoine naturel et ne pas le laisser disperser ou réduire à l'état de minerai. Les collectionneurs n'étant pas immortels, les pièces qu'ils ont patiemment rassemblées sont souvent dispersées après eux.

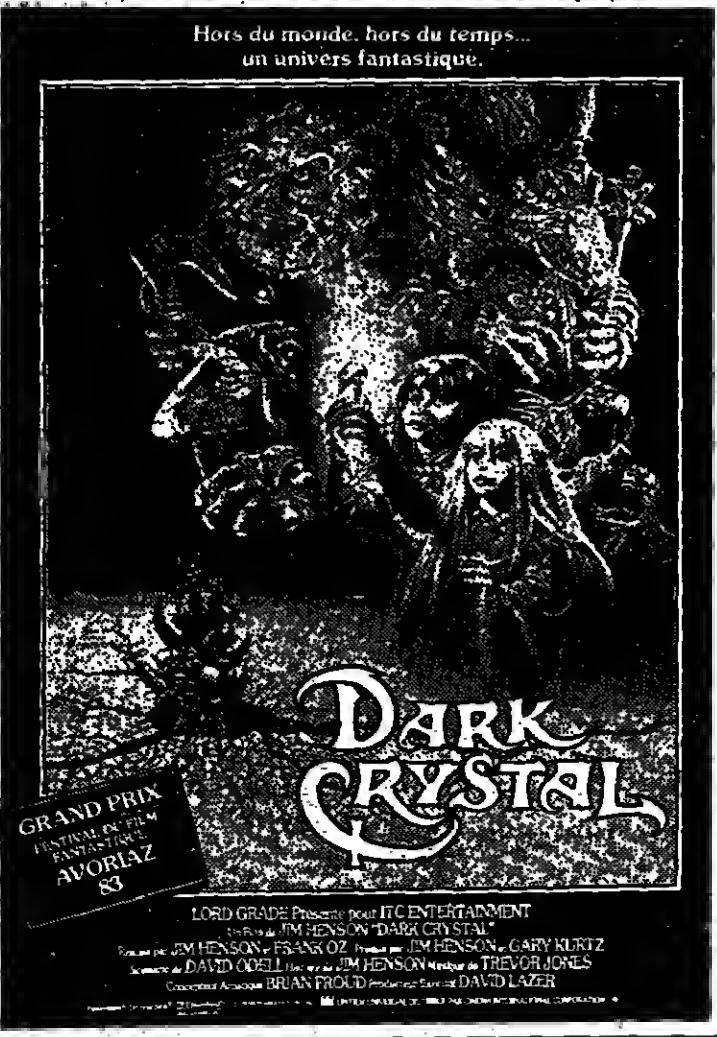
L'avance qui a été consentie par l'Etat pour racheter l'intégralité des cristaux géants doit, bien entendu, être remboursée.

Le Muséum se trouve donc finalement seul face à la tâche entreprise et il compte bien la mener à son terme.

Il va comprendre de soi que son effort sera d'autant plus allégé que chacun voudra bien y participer.

Les Commissaires de l'exposition « Cristaux géants » du Muséum.

MERCURY VO Dolby - PARAMOUNT OCEAN VO Dolby - MOVIES LES HALLES VO - PARAMOUNT OPÉRA VF Dolby - PARAMOUNT MARIVAUX VF Dolby - PARAMOUNT MONTMARTRE VF Dolby - PARAMOUNT MAILLOT VF Dolby - PARAMOUNT MONTMARTRE - PARAMOUNT ORLÉANS VF - PARAMOUNT GALAXIE VF - PARAMOUNT BASTILLE VF - CONVENTION SAINT-CHARLES VF - PASSY VF - UGC OPÉRA - et dans les meilleurs salles de la périphérie.



مكتبة الأمل

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Entrée principale rue Saint-Martin (277-12-35). Informations téléphoniques : 277-11-12.

Sauf mardi, de 12 h à 20 h : sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche et le mercredi.

Animation gratuite, sauf mardi et dimanche, à 16 h et 19 h. Le samedi, à 11 h, entrée du musée (troisième étage) : lundi et jeudi, 17 h, galeries contemporaines.

GIDRGO DE CHIRICO. Jusqu'au 25 avril. Ventes-animations le lundi, jeudi, samedi à 20 h, le mercredi et le vendredi à 16 h.

HANS/JOHN ARP. Le temps des papiers déchirés. Jusqu'au 28 mars.

TRICOLOR VIDEO DE NAM JUNE PAIK. Formes. Jusqu'au 11 avril.

DE LA ROSIERE A LA MISS. La jeune fille dans les rites populaires. Salle d'acoustique. Entrée libre jusqu'au 6 juin.

BARRY FLANAGAN. Sculptures anglaises. ULRICH RUCKRIEM, sculpteur allemand. Galeries contemporaines. Entrée libre. Jusqu'au 9 mai.

UNE MAISON, DES LIVRES ET DES MOTS. Carrefour des régions. Jusqu'au 9 mai.

LE CINEMA INDIEN. Des origines à nos jours. Salle animation. Jusqu'au 25 avril.

CONSTANTIN CAVALY (1863-1933). Poète grec d'Alexandrie. Grand foyer. Jusqu'au 25 avril.

PAOLO GIOLI. Corps et thorax, photographies. Salon photos. Jusqu'au 8 mai.

JEAN DIEUZAIDE-JEAN-PIERRE SUDRE. Photographies. Salle contemporaine. Jusqu'au 20 avril.

CCL.

LA VILLE EN SES JARDINS. A propos du parc de La Villette. Jusqu'au 4 avril.

LES PORTES DE LA VILLE. Jusqu'au 4 avril.

RPL.

ARBRES-PHOTOGRAPHES ET PAYSAGES, XIX^e-XX^e SIECLES. Jusqu'au 30 mai.

Musées

GRAVURES DE LA COLLECTION DUTHUIT. Petit Palais, avenue Winston

Churchill 1265-1273. Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30. Entrée 9 F. Jusqu'au 30 avril.

L'ECOLE DE LA HAYE. Maîtres hollandais du XIX^e siècle. Grand Palais. Entrée place Clemenceau (261-54-10). Sauf mardi, de 10 h à 20 h : mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 14 F. sam. : 11 F. Jusqu'au 28 mars.

CLAUDE GELLÉE DIT LE LORRAIN (1600-1682). Grand Palais (voir ci-dessus). Entrée : 15 F. le sam. 12 F. (gratuite le 28 avril). Jusqu'au 16 mai.

SALON DES INDEPENDANTS. Montmartre, les ateliers du génie (P. Cassin, Modigliani, Laurec, etc.). Grand Palais, porte H, avenue Winston-Churchill (225-36-39). Tous les jours, de 11 h à 19 h. Jusqu'au 27 mars.

JACQUES-HENRI LARTIGUE (1870-1926). Photographies. Grand Palais, avenue Winston-Churchill (entrée par le grand péristyle) (256-91-11). Sauf lundi et mardi, de 12 h à 19 h. Entrée : 8 F. Jusqu'au 10 avril.

LA LIBERTÉ GUIDANT LE PEUPLE. Jusqu'au 11 avril. LES COLLECTIONS DU COMTE D'ORSAY, des collections du musée de la Ville de Paris, 30 mai. Musée du Louvre, pavillon de Flore, porte Janvier (260-39-26). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Entrée 12 F, gratuite mercredi et dimanche.

COLLECTIONS D'ART KIMMER. Musée Guimet, 6, place d'Iéna (723-61-65). Sauf mardi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 15.

PRESENTATION TEMPORAIRE D'OEUVRES APPARTENANT AUX COLLECTIONS NATIONALES. Esmer : un royaume sur l'empire au temps des Hittites. Jusqu'au 12 mai. Georges Shaw : paysages photographiques. Musée d'art et d'essai, palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson (723-36-31). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 30 : le mercredi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 7 F. le dimanche, 3,50 F.

SUMMER TIME (1960). de Shirley Goldfarb. Jusqu'au 26 juin.

PHILIPPE CHARBONNIER. 300 photographies : 1944-1982 : jusqu'au 26 juin.

WIFREDO LAM (1902-1982). Jusqu'au 22 mai. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (723-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 : le mercredi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 7 F. le dimanche, 3,50 F.

MARTINE ABRAHAM. Nouveaux phénomènes naturels. BERTHOLIN.

PAUL-ARMAND GETTE. Perturbation. CLAUDE RUTAU. NIL VALTER. C'est un dur métier que l'art. Jusqu'au 24 avril. ARC-Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus).

IMAGES POUR LES NUAGES. C'est un dur métier que l'art. Jusqu'au 24 avril. ARC-Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus).

TAPIO WIRKALA. Jusqu'au 11 avril. PINDINIS DE LA PHOTOGRAPHIE. RUSSIE SOVIETIQUE. Jusqu'au 11 avril. Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus).

ERIE SAITE A MONTMARTRE. Musée de Montmartre, 12, rue Corot (606-61-11). Tous les jours, de 14 h 30 à 17 h 30. Entrée : 15 F. Jusqu'au 31 mai.

CHINE : LES FRESQUES DU DESERT DE GOLI. La route de la soie. Musée d'histoire naturelle, 36, rue Geoffroy-Saint-Hilaire (336-14-41). De 14 h à 17 h. Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 11 F. Jusqu'au 17 août.

MONODIE-MONODIE. Tradition de la steppe. Musée de l'Homme, place du Trocadéro (553-70-60). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 15. Jusqu'au 23 mai.

LES MEMOIRES DE L'ARC DE TRIOMPHE. Musée national des monuments français, palais de Chaillot (727-35-74). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 5 F. Jusqu'au 31 mai.

LE FAIT DIVERS. Musée des arts et traditions populaires, 6, avenue du Mahatma-Gandhi (Bois de Boulogne) (747-69-80). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 : dim., de 14 h à 17 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'au 18 avril.

DEWASNE. Émission du timbre « Aurore-Sat ». Galerie du Messager, Musée de la poste, 34, boulevard de Valenciennes (247-47-66). Sauf le dimanche, de 10 h à 17 h. Jusqu'au 23 avril.

L'ŒUF ET LA PLUME. Musée de la poste, 34, boulevard de Valenciennes (247-47-66). Sauf le dimanche, de 10 h à 17 h. Jusqu'au 23 avril.

SERPAN. 1922-1976. Rétrospective. Fondation nationale des arts graphiques et plastiques, 11, rue Berryer (563-50-55). Sauf mardi, de 12 h à 19 h. Entrée de 10 h à 12 h 30 et de 14 h à 17 h. Entrée : 5 F. Jusqu'au 4 avril.

CÉSAR. Pavillon des arts, 101, rue Rambuteau. Jusqu'au 7 avril.

L'HOTEL DE SALAM. Palais de la Légation d'Arabie, 6, rue de Balzac (555-95-16). Sauf lundi, de 14 h à 17 h. Jusqu'au 10 avril.

INGEGRED MOLIER. Tout près de la mer. Aquarelles, peintures : jusqu'au 7 avril. IVAN AUGELI (1869-1971), peintures. Jusqu'au 10 mai. Centre culturel algérien, 121, rue de Valenciennes (271-82-20). De 12 h à 18 h : sam. et dim., de 14 h à 18 h.

JEAN PROUVE. L'imagination constructive. ADOLFE LOOS. 1870-1900. Musée de l'architecture, Institut français d'architecture, 6, rue de Tournai (633-90-36). Sauf dim. et lundi, de 12 h 30 à 18 h. Jusqu'au 16 avril.

LA DÉCOUVERTE DE MARSEILLE ANTIQUE. Hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine. Tous les jours de 10 h à 12 h 30 et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 30 mars.

FLORENCE ET LA TOSCANE. La scène du prince. Musée international d'histoire de l'art, 14, avenue de la République (334-59-79). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30 : le dimanche, de 14 h à 17 h. Jusqu'au 30 avril. Chèques scolaires de 10 F. Jusqu'au 30 avril.

MARIE MARCIS. Dessins imprimés. 1922-1976. Centre culturel algérien, 17, avenue d'Iéna (723-61-21). Sauf sam. et dim., de 10 h à 17 h. Jusqu'au 30 mars.

VOYER TANNER. Dessins, gouaches. Goethe Institut, 31, rue de Condé. Sauf sam. et dim., de 13 h à 19 h. Jusqu'au 22 avril (l'Institut sera fermé du 1^{er} au 10^{er} avril).

CHILDERIC-CLOVIS. rois des Francs. De Tournai à Paris, naissance d'une nation. Centre culturel Walloon-Breton, 121, rue de Valenciennes (271-82-20). De 12 h à 18 h : sam. et dim., de 14 h à 18 h. Jusqu'au 15 mai.

RUBALCAVA. Centre Culturel du Mexique, 127, rue de Valenciennes (355-79-15). Jusqu'au 23 avril.

SEVRES. de 1880 à nos jours. Le Louvre des antiquités, 2, place du Palais National (271-82-20). Sauf lundi, de 11 h à 19 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 10 avril.

REFLETS DU SIECLE D'OR. Institut azerbaïdjanais, 121, rue de Lille. Sauf le lundi, de 12 h à 19 h. Entrée libre. Jusqu'au 30 avril.

LA RUSSIE ET L'EUROPE. dessins et aquarelles de Pavel Stoups. Librairie d'Art, 9, rue Saint-Martin. Sauf lundi, de 12 h à 19 h. Entrée : 10 F. Sauf dimanche, de 10 h à 12 h et de 14 h 30 à 18 h. Jusqu'au 15 avril.

MARIA SETAJERWALL. films actuels. Centre culturel algérien, 17, avenue d'Iéna (723-61-21). Sauf sam. et dim., de 10 h à 17 h. Jusqu'au 30 mars.

LA CHAUVÉ-SOURIS. Opéra (266-30-22). Entrée par la façade. Jusqu'au 11 mars.

LE THÉÂTRE DE L'ODÉON. 1782-1962. Foyer du théâtre, place Paul-Claudel (325-70-32). Jusqu'au 11 mars.

TOSHIRO IKEDA. Peintures. Centre culturel de l'Université, 123, rue de Valenciennes (271-82-20). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Jusqu'au 28 mars.

LES SCULPTEURS POLYCHROMES. Bary, Cézanne, Maccio, etc. (45-81). Mars-avril.

SEPT PEINTRES TRAVAILLANT DANS LA RÉGION « RONALPINE ». Galerie Kief-Raymond, 50, rue Mazurine (329-37-37). Jusqu'au 24 avril.

et de 14 h 30 à 17 h, à partir du 1^{er} avril, de 10 h à 11 h 30 et de 14 h 30 à 18 h.

VERS L'ORIENT. Bibliothèque nationale, 58, rue Richelieu (261-82-83). Tous les jours, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 30 avril.

ANDRÉ DUBANCHÉ. Galerie de photographie de la Bibliothèque nationale, 4, rue Louvois (261-82-83). Sauf dim., de 12 h à 18 h. Jusqu'au 2 avril.

UNIFORMES CIVILS. CÉRÉMONIAL CIRCONSTANCES. Palais Galliera, 10, avenue Pierre-I-de-Serbie (720-83-46). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 9 F. Jusqu'au 17 avril.

ERIE SAITE A MONTMARTRE. Musée de Montmartre, 12, rue Corot (606-61-11). Tous les jours, de 14 h 30 à 17 h 30. Entrée : 15 F. Jusqu'au 31 mai.

CHINE : LES FRESQUES DU DESERT DE GOLI. La route de la soie. Musée d'histoire naturelle, 36, rue Geoffroy-Saint-Hilaire (336-14-41). De 14 h à 17 h. Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 11 F. Jusqu'au 17 août.

MONODIE-MONODIE. Tradition de la steppe. Musée de l'Homme, place du Trocadéro (553-70-60). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 15. Jusqu'au 23 mai.

LES MEMOIRES DE L'ARC DE TRIOMPHE. Musée national des monuments français, palais de Chaillot (727-35-74). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 5 F. Jusqu'au 31 mai.

LE FAIT DIVERS. Musée des arts et traditions populaires, 6, avenue du Mahatma-Gandhi (Bois de Boulogne) (747-69-80). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 : dim., de 14 h à 17 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'au 18 avril.

DEWASNE. Émission du timbre « Aurore-Sat ». Galerie du Messager, Musée de la poste, 34, boulevard de Valenciennes (247-47-66). Sauf le dimanche, de 10 h à 17 h. Jusqu'au 23 avril.

L'ŒUF ET LA PLUME. Musée de la poste, 34, boulevard de Valenciennes (247-47-66). Sauf le dimanche, de 10 h à 17 h. Jusqu'au 23 avril.

LE MARKER D'ARGENT 83. Grand Prix de l'Illustration. Mecanorma Graphic Center, 49, rue des Mathurins. Jusqu'au 15 avril.

JEUNE PEINTURE. JEUNE SCULPTURE. Hall d'exposition Mercedes-Benz France, 118, Champs-Élysées. Jusqu'au 16 avril.

QUINZE ARTISTES CONTRE L'APARTIDÉO. Arman, Cremonesi, Janssen, etc. Galerie Magasin, 14, rue de Valenciennes (563-13-19). Jusqu'au 2 avril.

OLIVIER AGED. Dessins sur la ville. Galerie le Dessin, 27, rue Guéand (633-04-66). Jusqu'au 2 avril.

CARL ANDRÉ. Œuvres récentes. Galerie Denis-Tempoux, 30, rue Beaumont (272-14-10). Jusqu'au 14 avril.

GEORG BASELTZ. Tableaux récents. Dessins et gravures. Galerie Gilles-Lange-Salomon, 24, rue Beaumont (278-11-71). Jusqu'au 2 avril.

MICHAEL EASTOW. Peintures. Galerie Jean Brianc, 23-25, rue Guéand (326-85-51). Jusqu'au 2 avril.

BEN. Les portraits 1982-1983. Galerie Beaumont, 23, rue de Renard (271-20-50). Jusqu'au 30 avril. Les Bannues 1982/1983. Galerie Lucien-Durand, 19, rue Beaumont. Art et théorie. Galerie Ghislain Mollet-Viville, 26, rue Beaumont (278-72-31). Jusqu'au 16 avril.

BLANCO. Peintures. Galerie Cinq, 5, rue Payenne (278-15-07). Jusqu'au 10 avril.

ANTOINETTE BOOTZ. Peintures. Galerie Baudouin Lebon, 36, rue des Archives (272-09-10). Du 23 mars au 23 avril.

GEORGE BRECHT. Pages from the Book of the Tumbler on Fire. Galerie Bana, 40, rue Quincampoix (277-38-57). Jusqu'au 23 avril.

STANLEY BROUWEN. Œuvres récentes. Galerie Durand-Dessert, 3, rue des Haudriettes (277-63-00). Jusqu'au 2 avril.

ROLAND CAT. Galerie Joy Bruck, 35, rue Guéand (334-22-40). Jusqu'au 16 avril.

PAUL CHABAS (1869-1937). Peintures. Galerie Les reflets du temps, 4, rue Dupont (240-01-53). Jusqu'au 7 mai.

CHRISTIANE CHABOT. Peintures. Galerie Liliane-François, 15, rue de Seine (326-94-32). Jusqu'au 10 avril.

JEAN CLAREBOUDET. Sculptures récentes. Galerie Cador, 7, rue des Archives (278-08-36). Jusqu'au 7 avril.

RICHARD CONTE. Peintures. Galerie Pierre-Lacot, 28, rue Pierre-Lacot (233-85-50). Jusqu'au 23 avril.

CREMONINI. Huiles et aquarelles. Galerie C-Bernard, 9, rue des Beaux-Arts (326-97-07). Jusqu'au 2 avril.

JACQUELINE DAURAC. Peintures. Galerie Dorey, 57, rue de la Roquette (700-10-94).

FRED DEUX. Dessins et gravures. Galerie La Huc, 11, rue de l'Abbaye (325-54-03). Jusqu'au 19 avril.

KLAUS DIETRICH. Peintures. Galerie R4, 7, rue de Turin (236-45-74). Jusqu'au 30 avril.

M. E. GILLET. Dessins et huiles. Galerie Erva, 16, rue de Seine (354-73-49). Jusqu'au 2 avril.

GUARINTI. Peintures. Galerie A-Lock, 10, rue des Beaux-Arts (633-06-87). Jusqu'au 10 avril.

ALAIN KLEIMANN. La peinture à l'huile. Galerie La Parviale, Saint-Martin, 84, rue Saint-Martin (271-93-03). Jusqu'au 11 avril.

M-T. KRAFFT. Peintures et huiles. Galerie L. L. L., 9, rue de Mont-Thabor (261-31-44). Jusqu'au 11 avril.

MANDELBROT. Galerie Jaeger, 85, rue Rambuteau (508-51-25). Jusqu'au 2 avril.

ANDRÉ MASSON. Rétrospective. Galerie Patrice Trigano, 4 bis, rue des Beaux-Arts (634-15-01). Jusqu'au 30 avril.

YVES MILLECAMPS. Tableaux, aquarelles et gravures. Centre Victor Reno, 37, avenue de Friedland. Jusqu'au 10 mai.

JORJ MORIN. Tableaux récents. Galerie La Demourée, rue Mazurine (326-45-04). Jusqu'au 2 avril.

FERNAND MOULOT. Lithographies. Galerie du 7, rue Ponceau (326-26-97). Jusqu'au 16 avril.

ANTONIO PAPPASO. Œuvres récentes. Galerie d'art international, 12, rue J-Ferrandi (548-84-28). Jusqu'au 12 avril.

REMY POUTIER. « Paysages ». Peintures et gravures. Galerie l'Orme, 270, boulevard Raspail. Jusqu'au 26 mars.

MASSIMO PULINI. Peintures récentes. Galerie Jean-Pierre Lavignes, 15, rue Saint-Louis-en-l'Île (633-56-02). Jusqu'au 9 avril.

SALZMANN. L'œil Sérié. 14, rue de Sévigné (277-74-59). Jusqu'au 9 avril.

COMPAGNIE DE LA BOÏTE. 51, rue de Valenciennes (271-82-20). Jusqu'au 8 avril.

SEMPERE. Peintures. Galerie Denton, 196, boulevard Saint-Germain (222-77-77). Jusqu'au 4 avril.

PAUL STRAND. Photographies mémoires. Galerie Zabrizka, 37, rue Quincampoix (272-35-47). Jusqu'au 23 avril.

SUNAO. Peintures. Galerie Charley Chausser, 27, rue de la Ferronnerie (308-58-63). Jusqu'au 15 avril.

TCHINE YU YEUNG. « Peinture-vierge ». Galerie Gabrielle-Maubrie, 40, rue du Dragon (544-68-34). Jusqu'au 2 avril.

ANNE-MARIE TERRANOVA. Espace inventif, espace invité. v. Galerie Alain-Oudin, 28 bis, boulevard Sébastopol (271-83-45). Jusqu'au 7 avril.

NIELE TORON. Œuvres récentes. Galerie Yvon Lambert, 5, rue du Grenier-Saint-Lazare.

WATCHI. Images d'ailleurs. Galerie Samy Kings, 34, rue de Verneuil (281-19-07). Jusqu'au 9 avril.

GENNEVILLIERS. Testographies. Galerie municipale Edouard-Caumont, 3, place Jean-Grande (794-10-46). Sauf dim., de 14 h à 19 h. Jusqu'au 7 avril.

MEUDON. Jorge Martins. Noir et blanc. Dessins et peintures. Jusqu'au 9 avril. Patrick Rabier. Jusqu'au 7 avril. Centre culturel, 2, rue de l'Église (626-41-20). Sauf dim., de 9 h à 12 h et de 14 h à 19 h (sam. à 18 h).

MONTROUGE. Vaux Pagny. Peintures, aquarelles et dessins. C.C.A. Bibliothèque, 32, rue Gabriel-Péri. Jusqu'au 11 avril.

PONTSEUSE. Catherine Assé. Musée Taver Delacour, 4, rue Lemerrier (031-93-00). Sauf mardi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 30 avril. Charles Gâr et le monde du théâtre de son époque. Jusqu'au 30 avril. Musée Pissarro, 17, rue de Châteaux (031-06-75). Sauf lundi et mardi, de 14 h à 18 h.

SAINT-DENIS. Michel Garmatz : dessins et peintures. Caltéria du Théâtre Grand-Philippe, 59, rue Jules-César. Sauf dim. et lun., de 13 h 30 à 19 h. Entrée libre. Jusqu'au 3 avril.

TORCY. Tania Mouron. Vitrines photographiques : Pierre Petit. Peintures récentes 1981-1982. Maison du temps libre, 9, place des Rencontres (006-36-74). Jusqu'au 16 avril.

En province

AUBUSSON. Louis-Marie Julien, peintre carlier. Musée départemental de la tapisserie, avenue des Lissiers (66-33-06). Jusqu'au 5 juin.

BESANCON. Peintures et société, 1870-1914. Musée des beaux-arts, place de la Révolution (81-44-47). Jusqu'au 28 mars.

BORDEAUX. Georges Baseltz. Sculptures. Georges Rousse. Photographies. CAPC, entrepôt Lainé, rue Foy (44-63-55). Jusqu'au 23 avril.

CANNES. Remise en état du musée des beaux-arts de Cannes. Palais, 50, Croisette. Jusqu'à fin avril.

CHALON-SUR-SAONE. Cobra, 1948-1951. Maison de la culture, 5, avenue Népoux (48-48-92).

COMPIEGNE. Estampes. Gravure. Lithographie. Sérigraphie. Centre Culturel. Jusqu'au 23 avril.

DIJON. Magdeleine Vassereau. Musée des beaux-arts, pl. de la Sainte-Chapelle (30-31-11). A partir du 26 mars jusqu'au 23 avril.

FLAINE. Gaston Chaisac : Dessins, peintures, sculptures. Centre d'art contemporain (90-85-84). Jusqu'au 17 avril.

GORDES. Lipp Gang. Peintures 1980-1983. Abbaye de Sénasque (72-02-05). Jusqu'au 2 mai.

GRENOBLE. Le roman des Grenoblois, 1840-1980. Musée dauphinois, rue Maurice-Gignoux (87-66-77). Jusqu'au 1983.

LA ROCHELLE. « La mer à voir ». Maison de la culture, 4, rue Saint-Jean-de-Pérol (41-37-79). Mars et avril.

LE CREUSOT. Michel Blondel : Naïf blanche. CRACAR château de la Verrière (55-01-11). Jusqu'à fin avril.

LE MANS. Wilfried Hagebiling. Palais des congrès et de la culture. Jusqu'au 30 avril.

LUNEVILLE. Vêtements liturgiques de Meurthe-et-Moselle, des dix-huitième et dix-neuvième siècles. L'« Evénement d'Europe. Tapisserie. Musée du Château (373-18-27). Jusqu'au 23 mai.

LYON. Baumeister (1889-1955). Musée des beaux-arts, 20, pl. de Terreaux (28-07-66).

MARCO-EN-BARCEL. Dans la lumière de Corot. Sépulture, Fondation Prosvet (46-26-37). Jusqu'au 1^{er} mai.

MARSEILLE. Joel Korman. Dessins et peintures. Galerie Alhonor, 538, rue Paradis. Jusqu'au 30 avril.

MONTBELLARD. La rupture. Antoine de Bary. Caves du Château. Jusqu'au 10 avril. Peintures arabes contemporaines. Jusqu'au 9 avril. Marc Garanger - Femmes algériennes. Jusqu'au 2 avril. Centre d'action culturelle, 12, rue du Collège (91-37-11).

NANTES. Hommage à Mathurin Méheut, 1882-1958. Château des Ducs de Bretagne (47-18-15). Jusqu'au 30 avril. Roger Enckmann. Musée des beaux-arts : 10, rue Georges-Clemenceau (74-71-36). Architecture gothique et néogothique. Maison de la culture, 8, rue Scribe (73-07-01).

NICE. Attention peinture fraîche. Galerie d'art contemporain, 59, quai des États-Unis (63-37-11). Jusqu'au 15 mai. Peintures arabes contemporaines. Musée d'art naïf, château Saint-Hilaire (71-78-33). Jusqu'au 29 avril. Ajoard'hui le Moyen Age. E.N.A.C. Nice Étoile, av. Jean-Médica, jusqu'au 24 avril.

NIMES. Jules Salles, 1814-1900. Peintures et dessins. Musée des beaux-arts, rue Cité-Foule (67-25-57). Jusqu'au 10 avril.

RENNES. Acquisitions 1979-1982. Musée des beaux-arts, 20, quai Emile-Zola (30-83-87). Jusqu'au 10 avril.

SAINT-DIÉ. Jean Messager. Musée municipal, pl. G-Trimouille (55-21-56). Jusqu'au 24 avril.

SAINT-ETIENNE. « 1900 ». Maison de la culture, Jardin des plantes (25-35-18) et Musée d'art et d'industrie, place Louis-Comte (33-04-85). Jusqu'au 30 avril.

SAINT-PAUL-DE-VERNE. Sam Francis. Monoprints. Fondation Maeght. Jusqu'au 5 mai.

STRASBOURG. Marlene Lepertz. Musée d'art moderne. Ancienne Doune (35-29-06). Jusqu'au 10 avril. Berthold Mads. Cabinets des estampes, 2, pl. du Château (33-48-95). Jusqu'au 2 mai. Le tableau miroir du temps. Salle d'exposition temporaire (musée historique), 3, rue de la Grande-Boucherie (35-47-27). Du 26 mars au 23 mai.

TOULON. Le dessin musée contemporain. Musée, 113, bd Général-Leclerc (93-15-54). Jusqu'au 17 avril.

TOULOUSE. Picasso. Aux Jacobins, rue Lakanal. Jusqu'au 30 avril.

TOURS. Autour de David et Delacroix, dessins français du musée de Beaumont. Musée des beaux-arts, 18, place François-Sicard (05-68-73). Jusqu'au 4 avril.

TROYES. Gérard Pasmal. Passages, 3, rue Vieille-Rose (72-01-46). Jusqu'au 9 avril.

VILLEURBANNE. Markus Racz. Le Nouveau Musée, 11, rue Dotard (884-55-10). Jusqu'au 15 mai.

VOTRE TABLE CE SOIR

DINERS		
RIVE DROITE		
LE POTAGER DES HALLES 15, rue de Cygne, 1 ^{er} 296-83-30	Dans un décor 1930, bar américain, salon et bar au 1 ^{er} étage. Cuisine traditionnelle. Ouvert de 12 h à 2 h de matin. Ambiance musicale.	
CAVEAU FRANÇOIS VILLON 64, rue de l'Arbre-Sec, 1 ^{er} 236-10-92	Caves du XV ^e . Déjeuners, Soupers, 23 h. Soirée animée par troubadour. Fricassée de pilettes. Escalope de saumon frais à l'orange. F/dimanche, lundi.	
INDRA 359-36-72/359-46-40 10, rue du Commandant-Rivière, 8 ^e	Authentique. AGREEE par le MINISTRE DU TOURISME INDIEN. P.M.R. 120 F. Salle pour réception, cocktail, mariage. Fermé le dimanche.	
LE SARLADAIS F/sam.-mid.-dim. 2, rue de Vienne, 8 ^e 523-23-62	J. 23 h. Cuisine périgourdine. Menu 140 F 1/2 vin du pays + café + alcool de prune, avec foie gras, cassolette au confit. SA CARTE 150/160 F.	
CHEZ DIEP 256-23-96 22, rue de Ponthieu, 8 ^e Ouv. L.J.	Nouvelles spécialités thaïlandaises, dans le quartier des Champs-Élysées. Gastronomie chinoise, vietnamienne. P.M.R. : 90 F.	
AUB. DE RIQUEWHR 770-62-39 12, rue du Fg-Montmartre, 9 ^e Ts. Jrs	De 12 h à 2 h du matin. Spécialités alsaciennes. Vins d'Alsace. SO BANC D'HUITRES et sa CARTE DES DESSERTS. Salons de 20 à 80 couverts.	
AU PETIT RICHE 70-68-48, 70-86-30 25, rue de la Pépinière, 9 ^e F. Dim.	SO BANC D'HUITRES et sa CARTE DES DESSERTS. Salons de 20 à 80 couverts.	
TY COZ F/dim., lundi 35, r. Saint-Georges, 9 ^e 878-42-95	J. 23 h. Jacqueline et Marie-Françoise vous attendent pour vos déjeuners et dîners dans un cadre breton. POISSONS, FRUITS DE MER, CRUSTACÉS. A 50 m du théâtre.	
LE LOUIS XIV 208-56-56/200-19-90 8, bd St-Denis, 10 ^e F. lundi/mardi.	Déjeuner, Dîner, SOUPER APRÈS MINUIT. Huîtres, Fruits de mer, Crustacés, Rotisserie, Gibiers, Salons, Parking privé assuré par voirie.	
LA BOLÉE 344-23-57 F. Dim. 10, pl. Colonel-Bourgoing, 12 ^e	(Anc. 166, r. de Charanton). BAR CRÉPERIE. Déj. Dim. Serv. jusqu'à 21 h. Spéc. typ. BRETONNE, ds un cadre rustiq. Décoration cœurs et galletes. P.M.R. 60 F.	
EL PICADOR F/lundi-mardi. 80, bd des Batignolles, 17 ^e 387-28-87	Déjeuner, dîner, jusqu'à 22 heures. Spécialités espagnoles : zarzuela, gambas, bacalao, calamars, etc. P.M.R. 120 F. Salons pour banquets.	
LE GRAND VENEUR 574-61-58 6, r. P-Demours, 17 ^e F/sam. mid.-dim.	Cadre rénové. Nouvelle carte. Spécialités. Cassoulet. Soie grand veneur. Cuisson de maracassins. Nocturne de biche. Soufflé framboise. Env. 160 F. Salons. Parking.	
LE SAINT-SIMON 380-88-68 116, bd Pereire, 17 ^e F/sam. mid.-dim.	Ses spécialités de poissons. MENU à 110 F. s.e.c. et CARTE. Propriétaire et chef de cuisine B. FERRAGU. Parking, 210, rue de Courcelles.	
LE VERGER DE MONTMARTRE 252-12-70 37, r. Pierre-Dumoulin, 18 ^e F/sam. dim. et dim.	Nouvelle carte. Cuisine évolutive. Parmi les spécialités : Ris de veau aux câpres. Jambonnette de volaille farcie aux truffes. Crus originaux sélectionnés.	
CHEZ GEORGES 574-31-00 Porte Maillot, 23, bd Pereire F/sam.	Maison cinquantenaire. L'un vous reçoit jusqu'à 23 h. Ses plats cuisinés à l'ancienne. tranchés et servis devant vous. Gigot, train de côtes et ses vins de propriétaires.	
L'ORÉE DU BOIS 747-92-50 Pte Maillot, bois de Boulogne Ts. Jrs	Déj. d'aff. menu 150 F. vin compris. Dîners-spectacle dansant, jusqu'à 800 pers. Park. ass. menu 220 F. Orch. animé avec Carlo NELL. Sal. p. récept. 10 à 800 pers. Park. ass.	
RIVE GAUCHE		
LA FERME DU PERIGORD 1, rue des Fossés-Saint-Marcel, 5 ^e	DÉJEUNERS D'AFFAIRES. DINERS. Commandes prises jusqu'à minuit. TB. 31-69-20. OUVERT TOUS LES JOURS. Parking gratuit.	
AU COCO DE MER F. dim. soir, lundi 34, bd St-Marcel, 5 ^e 707-06-64	Carte de poissons, arrive direct des Seychelles cuis. par le chef du Bourgoinville aux Seychelles. Proj. de dîners. Amb. et cadre d'origine, traditionnelle. P.M.R. 120 F.	
LA MAHARAJAH 325-12-84 15, rue J.-Chaplin, 6 ^e F/mardi.	Jusqu'à 23 h 30. Carrefour Montparnasse/Raspail. Menu dégusté les spécialités de TANDOOR. Également, 72, bd Saint-Germain, 54-26-07. F/lundi.	
Ch. FRANÇOISE 551-87-20/705-49-03 Aérogare des Invalides, 7 ^e	Menu à 90 F et carte. Foie gras maison. Lapereau au vinaigre de Xères. Grands crus de Bordeaux en carafe. Ouvert dim. au déj. F/dim. soir et lundi. Aéroports des Invalides, 7 ^e	

CINEMA

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinéma-thèque

CHAILLOT (704-24-24)

MERCREDI 23 MARS
15 h. Croisières aériennes, de A. Zwoboda ; 19 h. Hommage à P. Sturges, le grand moment ; 21 h. Cinq ans de la vie de M. Magalhães ; Marcado para viver, de M. de Rosario.

JEUDI 24 MARS
15 h. Le coureur des basques, de G. Lacombe ; 19 h. Hommage à P. Sturges, le grand moment ; 21 h. Oh ! quel mercredi.

VENREDI 25 MARS
15 h. Le coureur des basques, de G. Lacombe ; 19 h. Hommage à P. Sturges, le grand moment ; 21 h. Oh ! quel mercredi.

SAMEDI 26 MARS
15 h. Fantomas, de L. Feuillade ; Juvé contre Fantomas, de L. Feuillade ; 17 h. Fantomas, le mort-vivant, de L. Feuillade ; 19 h. Hommage à P. Sturges, le grand moment ; 21 h. Oh ! quel mercredi.

DIMANCHE 27 MARS
15 h. Fantomas, de L. Feuillade ; Juvé contre Fantomas, de L. Feuillade ; 17 h. Fantomas, le mort-vivant, de L. Feuillade ; 19 h. Hommage à P. Sturges, le grand moment ; 21 h. Oh ! quel mercredi.

LUNDI 28 MARS
15 h. Fantomas, de L. Feuillade ; Juvé contre Fantomas, de L. Feuillade ; 17 h. Fantomas, le mort-vivant, de L. Feuillade ; 19 h. Hommage à P. Sturges, le grand moment ; 21 h. Oh ! quel mercredi.

MARDI 29 MARS
15 h. Fantomas, de L. Feuillade ; Juvé contre Fantomas, de L. Feuillade ; 17 h. Fantomas, le mort-vivant, de L. Feuillade ; 19 h. Hommage à P. Sturges, le grand moment ; 21 h. Oh ! quel mercredi.

JEUDI 30 MARS
15 h. Fantomas, de L. Feuillade ; Juvé contre Fantomas, de L. Feuillade ; 17 h. Fantomas, le mort-vivant, de L. Feuillade ; 19 h. Hommage à P. Sturges, le grand moment ; 21 h. Oh ! quel mercredi.

VENREDI 31 MARS
15 h. Fantomas, de L. Feuillade ; Juvé contre Fantomas, de L. Feuillade ; 17 h. Fantomas, le mort-vivant, de L. Feuillade ; 19 h. Hommage à P. Sturges, le grand moment ; 21 h. Oh ! quel mercredi.

SAMEDI 1er AVRIL
15 h. Fantomas, de L. Feuillade ; Juvé contre Fantomas, de L. Feuillade ; 17 h. Fantomas, le mort-vivant, de L. Feuillade ; 19 h. Hommage à P. Sturges, le grand moment ; 21 h. Oh ! quel mercredi.

DIMANCHE 2er AVRIL
15 h. Fantomas, de L. Feuillade ; Juvé contre Fantomas, de L. Feuillade ; 17 h. Fantomas, le mort-vivant, de L. Feuillade ; 19 h. Hommage à P. Sturges, le grand moment ; 21 h. Oh ! quel mercredi.

LUNDI 3er AVRIL
15 h. Fantomas, de L. Feuillade ; Juvé contre Fantomas, de L. Feuillade ; 17 h. Fantomas, le mort-vivant, de L. Feuillade ; 19 h. Hommage à P. Sturges, le grand moment ; 21 h. Oh ! quel mercredi.

MARDI 4er AVRIL
15 h. Fantomas, de L. Feuillade ; Juvé contre Fantomas, de L. Feuillade ; 17 h. Fantomas, le mort-vivant, de L. Feuillade ; 19 h. Hommage à P. Sturges, le grand moment ; 21 h. Oh ! quel mercredi.

JEUDI 5er AVRIL
15 h. Fantomas, de L. Feuillade ; Juvé contre Fantomas, de L. Feuillade ; 17 h. Fantomas, le mort-vivant, de L. Feuillade ; 19 h. Hommage à P. Sturges, le grand moment ; 21 h. Oh ! quel mercredi.

VENREDI 6er AVRIL
15 h. Fantomas, de L. Feuillade ; Juvé contre Fantomas, de L. Feuillade ; 17 h. Fantomas, le mort-vivant, de L. Feuillade ; 19 h. Hommage à P. Sturges, le grand moment ; 21 h. Oh ! quel mercredi.

SAMEDI 7er AVRIL
15 h. Fantomas, de L. Feuillade ; Juvé contre Fantomas, de L. Feuillade ; 17 h. Fantomas, le mort-vivant, de L. Feuillade ; 19 h. Hommage à P. Sturges, le grand moment ; 21 h. Oh ! quel mercredi.

DIMANCHE 8er AVRIL
15 h. Fantomas, de L. Feuillade ; Juvé contre Fantomas, de L. Feuillade ; 17 h. Fantomas, le mort-vivant, de L. Feuillade ; 19 h. Hommage à P. Sturges, le grand moment ; 21 h. Oh ! quel mercredi.

LUNDI 9er AVRIL
15 h. Fantomas, de L. Feuillade ; Juvé contre Fantomas, de L. Feuillade ; 17 h. Fantomas, le mort-vivant, de L. Feuillade ; 19 h. Hommage à P. Sturges, le grand moment ; 21 h. Oh ! quel mercredi.

MARDI 10er AVRIL
15 h. Fantomas, de L. Feuillade ; Juvé contre Fantomas, de L. Feuillade ; 17 h. Fantomas, le mort-vivant, de L. Feuillade ; 19 h. Hommage à P. Sturges, le grand moment ; 21 h. Oh ! quel mercredi.

JEUDI 11er AVRIL
15 h. Fantomas, de L. Feuillade ; Juvé contre Fantomas, de L. Feuillade ; 17 h. Fantomas, le mort-vivant, de L. Feuillade ; 19 h. Hommage à P. Sturges, le grand moment ; 21 h. Oh ! quel mercredi.

VENREDI 12er AVRIL
15 h. Fantomas, de L. Feuillade ; Juvé contre Fantomas, de L. Feuillade ; 17 h. Fantomas, le mort-vivant, de L. Feuillade ; 19 h. Hommage à P. Sturges, le grand moment ; 21 h. Oh ! quel mercredi.

SAMEDI 13er AVRIL
15 h. Fantomas, de L. Feuillade ; Juvé contre Fantomas, de L. Feuillade ; 17 h. Fantomas, le mort-vivant, de L. Feuillade ; 19 h. Hommage à P. Sturges, le grand moment ; 21 h. Oh ! quel mercredi.

DIMANCHE 14er AVRIL
15 h. Fantomas, de L. Feuillade ; Juvé contre Fantomas, de L. Feuillade ; 17 h. Fantomas, le mort-vivant, de L. Feuillade ; 19 h. Hommage à P. Sturges, le grand moment ; 21 h. Oh ! quel mercredi.

LUNDI 15er AVRIL
15 h. Fantomas, de L. Feuillade ; Juvé contre Fantomas, de L. Feuillade ; 17 h. Fantomas, le mort-vivant, de L. Feuillade ; 19 h. Hommage à P. Sturges, le grand moment ; 21 h. Oh ! quel mercredi.

MARDI 16er AVRIL
15 h. Fantomas, de L. Feuillade ; Juvé contre Fantomas, de L. Feuillade ; 17 h. Fantomas, le mort-vivant, de L. Feuillade ; 19 h. Hommage à P. Sturges, le grand moment ; 21 h. Oh ! quel mercredi.

JEUDI 17er AVRIL
15 h. Fantomas, de L. Feuillade ; Juvé contre Fantomas, de L. Feuillade ; 17 h. Fantomas, le mort-vivant, de L. Feuillade ; 19 h. Hommage à P. Sturges, le grand moment ; 21 h. Oh ! quel mercredi.

Les exclusivités

L'AFRICAIN (Fr.) : Richelieu, 2 (233-56-70) ; Quimette, 5 (633-79-38) ; Marignac, 8 (359-92-82) ; George-V, 9 (562-41-46) ; François, 9 (770-33-88) ; Nations, 12 (343-04-67) ; Fauvette, 13 (331-56-86) ; Montparnasse-Patbé, 14 (328-12-08) ; Gaumont-Sud, 15 (828-42-27) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; Meyfair, 16 (525-27-08) ; Paramount-Mallot, 17 (728-24-24) ; Clichy-Patbé, 18 (522-46-01) ; ALL BY MYSELF (A. v.o.) : St-Séverin, 5 (354-50-91).

AMERIQUE INTERDITE (A. v.f.) : Rio-Opéra, 2 (742-82-54) ; L'ARCHIPEL DES AMOUREUX (Fr.) : Olympia-Luxembourg, 6 (633-97-77) ; Olympia-Entrepre, 14 (542-67-42) ; L'AS DES AS (Fr.) : Gaumont-Colisée, 6 (359-29-46) ; LES AVENTURES DE PANDA (Jap. v.f.) : Temples, 3 (272-94-56) ; Grand-Pavé, 15 (534-46-83) ; Palatin Crois-Nivert (H.S.), 15 (374-95-04) ; LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A. v.f.) : Trois-Hansmann, 9 (770-47-65) ; LA BALANCE (Fr.) : Quimette, 5 (633-79-38) ; Marignac, 8 (359-92-82) ; François, 9 (770-33-88) ; Maxéville, 9 (770-72-86) ; Montparnasse-Patbé, 14 (328-12-08) ; Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00) ; LA BARQUE EST PLEINE (Suisse-Al. v.o.) : Hauteville, 6 (633-79-38) ; LE BATTANT (Fr.) : Ambassade, 8 (359-19-08) ; Lumière, 9 (246-49-07) ; Miramar, 14 (320-82-32) ; LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Champ-Ecoles, 5 (354-30-12) ; Marbeuf, 9 (225-18-45) ; BLADE RUNNER (A.) : Opéra-Night, 2 (296-62-56) ; LA BOUTIQUE N° 2 (Fr.) : Ambassade, 8 (359-19-08) ; BRISSE ET LE SECRET DE NIMH (A. v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16) ; Grand-Pavé, 15 (534-46-83) ; LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARD (A. v.o.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16) ; Grand-Pavé, 15 (534-46-83) ; CINQ JOURS CE PRINTEMPS-LA (A. v.o.) : UGC Danton, 6 (329-42-62) ; UGC Champe-Élysées, 6 (329-42-62) ; CLEMENTINE TANGO (Fr.) : Studio de la Harpe, 5 (634-25-52) ; LA COLONIE PENAL EL REALISMO SOCIALISTA SOTILO LA VOCATION SUSPENDUE (Cm.) : République-Cinéma, 16 (805-41-31) ; LE CRIME D'AMOUR (Fr.) : Marais, 4 (272-47-86) ; DANTON (Fr.) : Marbeuf, 9 (225-18-45) ; DE MAG A MOZART (A. v.o.) : St-Ambroise, 11 (700-89-16) ; LES DEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Rost. - A. v. ang.) : Gaumont-Halles, 14 (297-49-70) ; Quimette, 5 (633-79-38) ; George-V, 9 (562-41-46) ; Marignac, 8 (359-92-82) ; Parisien, 14 (329-83-11) ; (v.f.) : Maxéville, 9 (770-72-86) ; François, 9 (770-33-88) ; Nations, 12 (343-04-67) ; Fauvette, 13 (331-56-86) ; Montparnasse, 14 (327-52-37) ; Gaumont-Convention, 15 (828-42-27) ; Imagis, 18 (522-47-94) ; Secrétan, 19 (241-18-45) ; DIVA (Fr.) : Paquette, 5 (354-15-04) ; Martens, 6 (225-18-45) ; L'ÉCRAN MAGIQUE (It. v.o.) : Dufort, 14 (321-41-01) ; L'EMPREINTE (A. v.o.) : Paramount-Opéra, 6 (325-39-83) ; Paramount-Opéra, 9 (742-56-53) ; Paramount-Montparnasse, 14 (329-90-10) ; ET L'EXTRA-TERRESTRE (A. v.o.) : Émirage, 8 (359-15-71) ; v.f. : UGC Opéra, 2 (261-50-32) ; Paramount-Opéra, 9 (742-56-53) ; FANNY ET ALEXANDRE (Suisse-Al. v.o.) : Gaumont-Halles, 14 (297-49-70) ; Paquette, 5 (354-15-04) ; Hauteville, 6 (633-79-38) ; Paquette, 5 (354-15-04) ; Gaumont-Champs-Élysées, 6 (329-42-62) ; Olympia-Entrepre, 14 (542-67-42) ; Impérial, 2 (742-72-52) ; Brégnard, 6 (225-17-97) ; LA GUERRE DU SEU (Fr.) : Lucerna, 6 (544-57-34) ; HALLOWEEN III, LE SANG DU SORCIER (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (272-94-56) ; UGC Rotonde, 6 (633-08-32) ; UGC Boulevard, 14 (66-44) ; HORREUR DANS LA VILLE (A.) : v.f. : Paramount-Opéra, 9 (742-56-53) ; HYSTERICAL (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (272-94-56) ; Champ-Ecoles, 5 (354-30-12) ; Normandie, 8 (359-41-18) ; v.f. : Paramount-Mariavau, 2 (296-80-40) ; Paramount-Opéra, 9 (742-56-53) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-04-67) ; Normandie, 8 (359-41-18) ; 18-03) : Paramount-Montparnasse, 14 (329-90-10) ; Magic-Convention, 15 (828-42-27) ; Paramount-Montparnasse, 14 (329-90-10) ; IDENTIFICATION D'UNE FEMME (It. v.o.) : Rialto, 18 (507-87-61) ; LES ILES (Fr.) : Forum, 11 (297-53-74) ; Parisien, 14 (329-83-11) ; L'IMPOSTEUR (It. v.o.) : Saint-Georges-Ville, 11 (700-89-16) ; JACOB LE MENTEUR (Al. RDA. v.o.) : Paramount-Opéra, 9 (742-56-53) ; J'AI ÉPOUSÉ UNE OMBRE (Fr.) : Forum, 11 (297-53-74) ; Rialto, 18 (507-87-61) ; Les Iles (Fr.) : Forum, 11 (297-53-74) ; Parisien, 14 (329-83-11) ; L'IMPOSTEUR (It. v.o.) : Saint-Georges-Ville, 11 (700-89-16) ; JACOB LE MENTEUR (Al. RDA. v.o.) : Paramount-Opéra, 9 (742-56-53) ; J'AI ÉPOUSÉ UNE OMBRE (Fr.) : Forum, 11 (297-53-74) ; Rialto, 18 (507-87-61) ; LES ILES (Fr.) : Forum, 11 (297-53-74) ; Parisien, 14 (329-83-11) ; L'IMPOSTEUR (It. v.o.) : Saint-Georges-Ville, 11 (700-89-16) ; JACOB LE MENTEUR (Al. RDA. v.o.) : Paramount-Opéra, 9 (742-56-53) ; J'AI ÉPOUSÉ UNE OMBRE (Fr.) : Forum, 11 (297-53-74) ; Rialto, 18 (507-87-61) ; LES ILES (Fr.) : Forum, 11 (297-53-74) ; Parisien, 14 (329-83-11) ; L'IMPOSTEUR (It. v.o.) : Saint-Georges-Ville, 11 (700-89-16) ; JACOB LE MENTEUR (Al. RDA. v.o.) : Paramount-Opéra, 9 (742-56-53) ; J'AI ÉPOUSÉ UNE OMBRE (Fr.) : Forum, 11 (297-53-74) ; Rialto, 18 (507-87-61) ; LES ILES (Fr.) : Forum, 11 (297-53-74) ; Parisien, 14 (329-83-11) ; L'IMPOSTEUR (It. v.o.) : Saint-Georges-Ville, 11 (700-89-16) ; JACOB LE MENTEUR (Al. RDA. v.o.) : Paramount-Opéra, 9 (742-56-53) ; J'AI ÉPOUSÉ UNE OMBRE (Fr.) : Forum, 11 (297-53-74) ; Rialto, 18 (507-87-61) ; LES ILES (Fr.) : Forum, 11 (297-53-74) ; Parisien, 14 (329-83-11) ; L'IMPOSTEUR (It. v.o.) : Saint-Georges-Ville, 11 (700-89-16) ; JACOB LE MENTEUR (Al. RDA. v.o.) : Paramount-Opéra, 9 (742-56-53) ; J'AI ÉPOUSÉ UNE OMBRE (Fr.) : Forum, 11 (297-53-74) ; Rialto, 18 (507-87-61) ; LES ILES (Fr.) : Forum, 11 (297-53-74) ; Parisien, 14 (329-83-11) ; L'IMPOSTEUR (It. v.o.) : Saint-Georges-Ville, 11 (700-89-16) ; JACOB LE MENTEUR (Al. RDA. v.o.) : Paramount-Opéra, 9 (742-56-53) ; J'AI ÉPOUSÉ UNE OMBRE (Fr.) : Forum, 11 (297-53-74) ; Rialto, 18 (507-87-61) ; LES ILES (Fr.) : Forum, 11 (297-53-74) ; Parisien, 14 (329-83-11) ; L'IMPOSTEUR (It. v.o.) : Saint-Georges-Ville, 11 (700-89-16) ; JACOB LE MENTEUR (Al. RDA. v.o.) : Paramount-Opéra, 9 (742-56-53) ; J'AI ÉPOUSÉ UNE OMBRE (Fr.) : Forum, 11 (297-53-74) ; Rialto, 18 (507-87-61) ; LES ILES (Fr.) : Forum, 11 (297-53-74) ; Parisien, 14 (329-83-11) ; L'IMPOSTEUR (It. v.o.) : Saint-Georges-Ville, 11 (700-89-16) ; JACOB LE MENTEUR (Al. RDA. v.o.) : Paramount-Opéra, 9 (742-56-53) ; J'AI ÉPOUSÉ UNE OMBRE (Fr.) : Forum, 11 (297-53-74) ; Rialto, 18 (507-87-61) ; LES ILES (Fr.) : Forum, 11 (297-53-74) ; Parisien, 14 (329-83-11) ; L'IMPOSTEUR (It. v.o.) : Saint-Georges-Ville, 11 (700-89-16) ; JACOB LE MENTEUR (Al. RDA. v.o.) : Paramount-Opéra, 9 (742-56-53) ; J'AI ÉPOUSÉ UNE OMBRE (Fr.) : Forum, 11 (297-53-74) ; Rialto, 18 (507-87-61) ; LES ILES (Fr.) : Forum, 11 (297-53-74) ; Parisien, 14 (329-83-11) ; L'IMPOSTEUR (It. v.o.) : Saint-Georges-Ville, 11 (700-89-16) ; JACOB LE MENTEUR (Al. RDA. v.o.) : Paramount-Opéra, 9 (742-56-53) ; J'AI ÉPOUSÉ UNE OMBRE (Fr.) : Forum, 11 (297-53-74) ; Rialto, 18 (507-87-61) ; LES ILES (Fr.) : Forum, 11 (297-53-74) ; Parisien, 14 (329-83-11) ; L'IMPOSTEUR (It. v.o.) : Saint-Georges-Ville, 11 (700-89-16) ; JACOB LE MENTEUR (Al. RDA. v.o.) : Paramount-Opéra, 9 (742-56-53) ; J'AI ÉPOUSÉ UNE OMBRE (Fr.) : Forum, 11 (297-53-74) ; Rialto, 18 (507-87-61) ; LES ILES (Fr.) : Forum, 11 (297-53-74) ; Parisien, 14 (329-83-11) ; L'IMPOSTEUR (It. v.o.) : Saint-Georges-Ville, 11 (700-89-16) ; JACOB LE MENTEUR (Al. RDA. v.o.) : Paramount-Opéra, 9 (742-56-53) ; J'AI ÉPOUSÉ UNE OMBRE (Fr.) : Forum, 11 (297-53-74) ; Rialto, 18 (507-87-61) ; LES ILES (Fr.) : Forum, 11 (297-53-74) ; Parisien, 14 (329-83-11) ; L'IMPOSTEUR (It. v.o.) : Saint-Georges-Ville, 11 (700-89-16) ; JACOB LE MENTEUR (Al. RDA. v.o.) : Paramount-Opéra, 9 (742-56-53) ; J'AI ÉPOUSÉ UNE OMBRE (Fr.) : Forum, 11 (297-53-74) ; Rialto, 18 (507-87-61) ; LES ILES (Fr.) : Forum, 11 (297-53-74) ; Parisien, 14 (329-83-11) ; L'IMPOSTEUR (It. v.o.) : Saint-Georges-Ville, 11 (700-89-16) ; JACOB LE MENTEUR (Al. RDA. v.o.) : Paramount-Opéra, 9 (742-56-53) ; J'AI ÉPOUSÉ UNE OMBRE (Fr.) : Forum, 11 (297-53-74) ; Rialto, 18 (507-87-61) ; LES ILES (Fr.) : Forum, 11 (297-53-74) ; Parisien, 14 (329-83-11) ; L'IMPOSTEUR (It. v.o.) : Saint-Georges-Ville, 11 (700-89-16) ; JACOB LE MENTEUR (Al. RDA. v.o.) : Paramount-Opéra, 9 (742-56-53) ; J'AI ÉPOUSÉ UNE OMBRE (Fr.) : Forum, 11 (297-53-74) ; Rialto, 18 (507-87-61) ; LES ILES (Fr.) : Forum, 11 (297-53-74) ; Parisien, 14 (329-83-11) ; L'IMPOSTEUR (It. v.o.) : Saint-Georges-Ville, 11 (700-89-16) ; JACOB LE MENTEUR (Al. RDA. v.o.) : Paramount-Opéra, 9 (742-56-53) ; J'AI ÉPOUSÉ UNE OMBRE (Fr.) : Forum, 11 (297-53-74) ; Rialto, 18 (507-87-61) ; LES ILES (Fr.) : Forum, 11 (297-53-74) ; Parisien, 14 (329-83-11) ; L'IMPOSTEUR (It. v.o.) : Saint-Georges-Ville, 11 (700-89-16) ; JACOB LE MENTEUR (Al. RDA. v.o.) : Paramount-Opéra, 9 (742-56-53) ; J'AI ÉPOUSÉ UNE OMBRE (Fr.) : Forum, 11 (297-53-74) ; Rialto, 18 (507-87-61) ; LES ILES (Fr.) : Forum, 11 (297-53-74) ; Parisien, 14 (329-83-11) ; L'IMPOSTEUR (It. v.o.) : Saint-Georges-Ville, 11 (700-89-16) ; JACOB LE MENTEUR (Al. RDA. v.o.) : Paramount-Opéra, 9 (742-56-53) ; J'AI ÉPOUSÉ UNE OMBRE (Fr.) : Forum, 11 (297-53-74) ; Rialto, 18 (507-87-61) ; LES ILES (Fr.) : Forum, 11 (297-53-74) ; Parisien, 14 (329-83-11) ; L'IMPOSTEUR (It. v.o.) : Saint-Georges-Ville, 11 (700-89-16) ; JACOB LE MENTEUR (Al. RDA. v.o.) : Paramount-Opéra, 9 (742-56-53) ; J'AI ÉPOUSÉ UNE OMBRE (Fr.) : Forum, 11 (297-53-74) ; Rialto, 18 (507-87-61) ; LES ILES (Fr.) : Forum, 11 (297-53-74) ; Parisien, 14 (329-83-11) ; L'IMPOSTEUR (It. v.o.) : Saint-Georges-Ville, 11 (700-89-16) ; JACOB LE MENTEUR (Al. RDA. v.o.) : Paramount-Opéra, 9 (742-56-53) ; J'AI ÉPOUSÉ UNE OMBRE (Fr.) : Forum, 11 (297-53-74) ; Rialto, 18 (507-87-61) ; LES ILES (Fr.) : Forum, 11 (297-53-74) ; Parisien, 14 (329-83-11) ; L'IMPOSTEUR (It. v.o.) : Saint-Georges-Ville, 11 (700-89-16) ; JACOB LE MENTEUR (Al. RDA. v.o.) : Paramount-Opéra, 9 (742-56-53) ; J'AI ÉPOUSÉ UNE OMBRE (Fr.) : Forum, 11 (297-53-74) ; Rialto, 18 (507-87-61) ; LES ILES (Fr.) : Forum, 11 (297-53-74) ; Parisien, 14 (329-83-11) ; L'IMPOSTEUR (It. v.o.) : Saint-Georges-Ville, 11 (700-89-16) ; JACOB LE MENTEUR (Al. RDA. v.o.) : Paramount-Opéra, 9 (742-56-53) ; J'AI ÉPOUSÉ UNE OMBRE (Fr.) : Forum, 11 (297-53-74) ; Rialto, 18 (507-87-61) ; LES ILES (Fr.) : Forum, 11 (297-53-74) ; Parisien, 14 (329-83-11) ; L'IMPOSTEUR (It. v.o.) : Saint-Georges-Ville, 11 (700-89-16) ; JACOB LE MENTEUR (Al. RDA. v.o.) : Paramount-Opéra, 9 (742-56-53) ; J'AI ÉPOUSÉ UNE OMBRE (Fr.) : Forum, 11 (297-53-74) ; Rialto, 18 (507-87-61) ; LES ILES (Fr.) : Forum, 11 (297-53-74) ; Parisien, 14 (329-83-11) ; L'IMPOSTEUR (It. v.o.) : Saint-Georges-Ville, 11 (700-89-16) ; JACOB LE MENTEUR (Al. RDA. v.o.) : Paramount-Opéra, 9 (742-56-53) ; J'AI ÉPOUSÉ UNE OMBRE (Fr.) : Forum, 11 (297-53-74) ; Rialto, 18 (507-87-61) ; LES ILES (Fr.) : Forum, 11 (297-53-74) ; Parisien, 14 (329-83-11) ; L'IMPOSTEUR (It. v.o.) : Saint-Georges-Ville, 11 (700-89-16) ; JACOB LE MENTEUR (Al. RDA. v.o.) : Paramount-Opéra, 9 (742-56-53) ; J'AI ÉPOUSÉ UNE OMBRE (Fr.) : Forum, 11 (297-53-74) ; Rialto, 18 (507-87-61) ; LES ILES (Fr.) : Forum, 11 (297-53-74) ; Parisien, 14 (329-83-11) ; L'IMPOSTEUR (It. v.o.) : Saint-Georges-Ville, 11 (700-89-16) ; JACOB LE MENTEUR (Al. RDA. v.o.) : Paramount-Opéra, 9 (742-56-53) ; J'AI ÉPOUSÉ UNE OMBRE (Fr.) : Forum, 11 (297-53-74) ; Rialto, 18 (507-87-61) ; LES ILES (Fr.) : Forum, 11 (297-53-74) ; Parisien, 14 (329-83-11) ; L'IMPOSTEUR (It. v.o.) : Saint-Georges-Ville, 11 (700-89-16) ; JACOB LE MENTEUR (Al. RDA. v.o.) : Paramount-Opéra, 9 (742-56-53) ; J'AI ÉPOUSÉ UNE OMBRE (Fr.) : Forum, 11 (297-53-74) ; Rialto, 18 (507-87-61) ; LES ILES (Fr.) : Forum, 11 (297-53-74) ; Parisien, 14 (329-83-11) ; L'IMPOSTEUR (It. v.o.) : Saint-Georges-Ville, 11 (700-89-16) ; JACOB LE MENTEUR (Al. RDA. v.o.) : Paramount-Opéra, 9 (742-56-53) ; J'AI ÉPOUSÉ UNE OMBRE (Fr.) : Forum, 11 (297-53-74) ; Rialto, 18 (507-87-61) ; LES ILES (Fr.) : Forum, 11 (297-53-74) ; Parisien, 14 (329-83-11) ; L'IMPOSTEUR (It. v.o.) : Saint-Georges-Ville, 11 (700-89-16) ; JACOB LE MENTEUR (Al. RDA. v.o.) : Paramount-Opéra, 9 (742-56-53) ; J'AI ÉPOUSÉ UNE OMBRE (Fr.) : Forum, 11 (297-53-74) ; Rialto, 18 (507-87-61) ; LES ILES (Fr.) : Forum, 11 (297-53-74) ; Parisien, 14 (329-83-11) ; L'IMPOSTEUR (It. v.o.) : Saint-Georges-Ville, 11 (700-89-16) ; JACOB LE MENTEUR (Al. RDA. v.o.) : Paramount-Opéra, 9 (742-56-53) ; J'AI ÉPOUSÉ UNE OMBRE (Fr.) : Forum, 11 (297-53-74) ; Rialto, 18 (507-87-61) ; LES ILES (Fr.) : Forum, 11 (297-53-74) ; Parisien, 14 (329-83-11) ; L'IMPOSTEUR (It. v.o.) : Saint-Georges-Ville, 11 (700-89-16) ; JACOB LE MENTEUR (Al. RDA. v.o.) : Paramount-Opéra, 9 (742-56-53) ; J'AI ÉPOUSÉ UNE OMBRE (Fr.) : Forum, 11 (297-53-74) ; Rialto, 18 (507-87-61) ; LES ILES (Fr.) : Forum, 11 (297-53-74) ; Parisien, 14 (329-83-11) ; L'IMPOSTEUR (It. v.o.) : Saint-Georges-Ville, 11 (700-89-16) ; JACOB LE MENTEUR (Al. RDA. v.o.) : Paramount-Opéra, 9 (742-56-53) ; J'AI ÉPOUSÉ UNE OMBRE (Fr.) : Forum, 11 (297-53-74) ; Rialto, 18 (507-87-61) ; LES ILES (Fr.) : Forum, 11 (297-53-74) ; Parisien, 14 (329-83-11) ; L'IMPOSTEUR (It. v.o.) : Saint-Georges-Ville, 11 (700-89-16) ; JACOB LE MENTEUR (Al. RDA. v.o.) : Paramount-Opéra, 9 (742-56-53) ; J'AI ÉPOUSÉ UNE OMBRE (Fr.) : Forum, 11 (297-53-74) ; Rialto, 18 (507-87-61) ; LES ILES (Fr.) : Forum, 11 (297-53-74) ; Parisien, 14 (329-83-11) ; L'IMPOSTEUR (It. v.o.) : Saint-Georges-Ville, 11 (700-89-16) ; JACOB LE MENTEUR (Al. RDA. v.o.) : Paramount-Opéra, 9 (742-56-53) ; J'AI ÉPOUSÉ UNE OMBRE (Fr.) : Forum, 11 (297-53-74) ; Rialto, 18 (507-87-61) ; LES ILES (Fr.) : Forum, 11 (297-53-74) ; Parisien, 14 (329-83-11) ; L'IMPOSTEUR (It. v.o.) : Saint-Georges-Ville, 11 (700-89-16) ; JACOB LE MENTEUR (Al. RDA. v.o.) : Paramount-Opéra, 9 (742-56-53) ; J'AI ÉPOUSÉ UNE OMBRE (Fr.) : Forum, 11 (297-53-74) ; Rialto, 18 (507-87-61) ; LES ILES (Fr.) : Forum, 11 (297-53-74) ; Parisien, 14 (329-83-11) ; L'IMPOSTEUR (It. v.o.) : Saint-Georges-Ville, 11 (700-89-16) ; JACOB LE MENTEUR (Al. RDA. v.o.) : Paramount-Opéra, 9 (742-56-53) ; J'AI ÉPOUSÉ UNE OMBRE (Fr.) : Forum, 11 (297-53-74) ; Rialto, 18 (507-87-61) ; LES ILES (Fr.) : Forum, 11 (297-53-74) ; Parisien, 14 (329-83-11) ; L'IMPOSTEUR (It. v.o.) : Saint-Georges-Ville, 11 (700-89-16) ; JACOB LE MENTEUR (Al. RDA. v.o.) : Paramount-Opéra, 9 (742-56-53) ; J'AI ÉPOUSÉ UNE OMBRE (Fr.) : Forum, 11 (297-53-74) ; Rialto, 18 (507-87-61) ; LES ILES (Fr.) : Forum, 11 (297-53-74) ; Parisien, 14 (329-83-11) ; L'IMPOSTEUR (It. v.o.) : Saint-Georges-Ville, 11 (700-89-16) ; JACOB LE MENTEUR (Al. RDA. v.o.) : Paramount-Opéra, 9 (742-56-53) ; J'AI ÉPOUSÉ UNE OMBRE (Fr.) : Forum, 11 (297-53-74) ; Rialto, 18 (507-87-61) ; LES ILES (Fr.) : Forum, 11 (297-53-74) ; Parisien, 14 (329-83-11) ; L'IMPOSTEUR (It. v.o.) : Saint-Georges-Ville, 11 (700-89-16) ; JACOB LE MENTEUR (Al. RDA. v.o.) : Paramount-Opéra, 9 (742-56-53) ; J'AI ÉPOUSÉ UNE OMBRE (Fr.) : Forum, 11 (297-53-74) ; Rialto, 18 (507-87-61) ; LES ILES (Fr.) : Forum, 11 (297-53-74) ; Parisien, 14 (329-83-11) ; L'IMPOSTEUR (It. v.o.) : Saint-Georges-Ville, 11 (700-89-16) ; JACOB LE MENTEUR (Al. RDA. v.o.) : Paramount-Opéra, 9 (742-56-53) ; J'AI ÉPOUSÉ UNE OMBRE (Fr.) : Forum, 11 (297-53-74)

MUSIQUE

Les grandes reprises

Saint-Germán, G. (222-78-09) : La
 Parra, 8. (335-53-89) : Paramount-
 City, 2. (562-54-77) : V. de
 Paramount-Motivatrix, 2. (296-
 80-40) : U.G.C. Opéra, 2. (251-
 50-32) : Paramount-Opéra, 2. (742-
 56-31) : Max-Linder, 2. (770-40-49) : Paramount-Bessilla,
 12. (343-79-17) : Paramount-
 Gohelins, 13. (707-12-18) :
 Paramount-Galerie, 13. (580-18-
 03) : Paramount-Montparnasse, 14.
 (322-80-10) : Paramount-Montparnasse,
 14. (540-43-91) : Quatuor Saint-
 Charles, 15. (579-33-00) : Les
 Imagos, 18. (522-47-94) :
 Paramount-Montparnasse, 18. (606-
 34-25).

Olympic-Halles, 11 (778-34-15); Strudel
Médicines, 3 (693-29-57); Elvatos Lin
oath, 8 (359-36-14); Permacussion, 14
(323-83-11); (V.L.) Mainville, 9 (770-
72-86).

RACISTE (A., v.f.) : Paris Loitars Bow
ing, 19 (606-64-98).

SEPT ANS DE REFLEXION (A., v.o.)
Rialto, 19 (607-87-61).

LA SOLITUDE DU COUREUR DU
FOND (Ang. v.o.) : Logos, 3 (354-
26-42); Olympic, petite salle, 14 (542-
61-42).

LA STRADA (L., v.a.) : Cnoches St.
Germains, 6 (633-10-82).

LES SEPT SAMOURAÏ (Jap. v.o.) : Ac
tuelle, 6 (371-64-64).

LES SA

SACRIFICES

PLAY BY
PAPA TOUTA

CAST
CHRISTINE DEJULIS / PATRICK CHESNAIS / DIDIER SALVERMAN
TELEMONIQUE LAMOND OF / PHILIPPE CORET

CASTING DIRECTOR: ANNE-VALÉRIE LAMOND OF

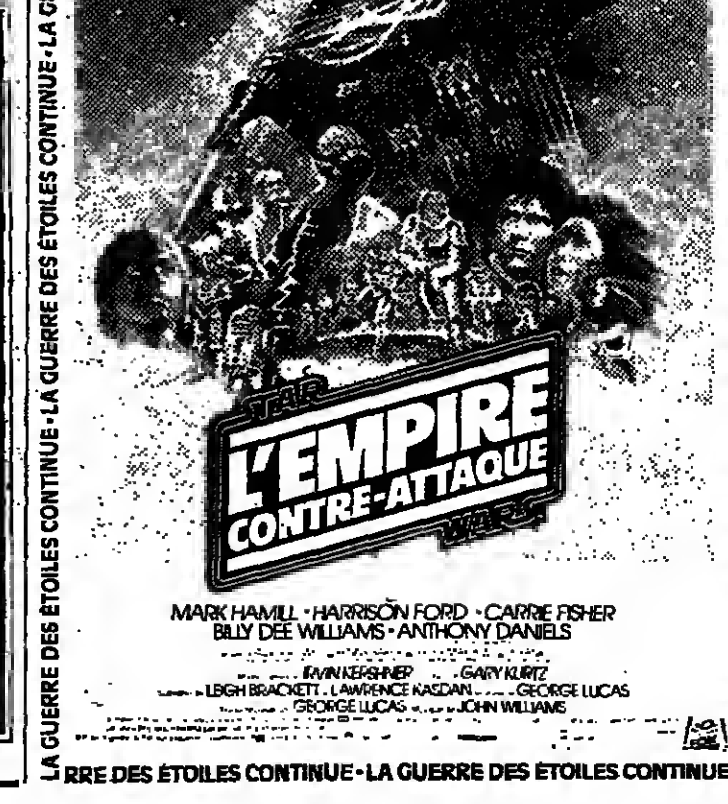
en VO : UGC BIARRITZ - OLYMPIC
3 MURAT -
en VF : PARAMOUNT GALAXIE - UGC
UGC MONTPARNASSE - UGC BOUL
ARTEL Nogent - ARGENTEUR -
CARREFOUR Pantin - 4 PE
FINISSE RE DES C

**POUR LA
DERNIERE FOIS**

avant
LE DEUX
de la gran
LA GUERR

la 3^e partie
VIÈME VOLET
de l'épopée de
DES ÉTOILES

7 PARNASSIENS - FORUM DES HALLES
(3 séances par jour)



هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

IMPORTANT CENTRE TECHNIQUE REGION PARISIENNE

recherche

INGÉNIEUR
DIPLOMÉ GRANDE ÉCOLE

E.C.P. - A.M. ou équivalent - 30 ans minimum Réf. C.A.O.

Cet homme jouera un rôle important dans le développement des activités d'aide technique et de conseil aux entreprises réalisées par le centre en matière de :

CONCEPTION ASSISTÉE PAR ORDINATEUR

Ce poste implique :

- plusieurs années de pratique dans un bureau d'études de produits mécaniques,
- une expérience du développement et de l'exploitation d'outils de C.A.O.,
- une connaissance de l'anglais indispensable.

INGÉNIEUR DIPLOMÉ

30 ans minimum

Réf. M.P.

ayant une solide expérience dans le domaine des :

MESURES PHYSIQUES

Cet homme aura la responsabilité d'une équipe d'ingénieurs et d'agents techniques chargés d'effectuer des études et des travaux d'assistance technique pour des entreprises très variées de la mécanique. Connaissances sérieuses en électronique et micro-informatique très appréciées.

Adresser C.V. photo et prétentions à No 65158 Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

COMPAGNIE INTERNATIONALE
DE SERVICES EN INFORMATIQUE

Depuis longtemps, la CAO (Conception Assistée par Ordinateur) est un de nos domaines privilégiés de recherche et d'activité. Elle connaît dans les prochaines années un développement très rapide, auquel la variété de nos solutions techniques et la qualité de nos logiciels nous mettent en mesure de contribuer de façon décisive.

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES HF

- diplômés des Arts et Métiers, d'une ENSI optico Mécaniques, etc...
- ayant des connaissances ou une première expérience professionnelle en géométrie différentielle, ou commande numérique de machines-outils ou électronique, avec l'utilisation du langage FORTRAN.
- pratiquant l'ANGLAIS.

Nous vous proposons d'intégrer une équipe de spécialistes et de participer à une passionnante aventure au service de l'industrie française.

Les postes sont à pourvoir à Paris et Vitrolles (Bouches-du-Rhône).

Ecrivez-nous : Cisi, Direction du Personnel, 35, boulevard Brune 75680 PARIS Cedex 14.



ÉCOLE LANGUES

pour section italienne

RESPONSABLE

ÉQUIPE

PÉDAGOGIQUE

Langue maternelle, expérience et créativité exigées.

Ad. C.V. : KRON LANGUES 10, rue de la Vierge, 75011 Paris - T. : 348-27-04.

RUE DU TRANSPORT

D'UN GROUPE INDUSTRIEL

PROCHE BANLIEUE OUEST

DE PARIS

recherche

CHEF DE SERVICE

ASSURANCES/LITIGES

- Maîtrise de droit.

- Expérience Assurances en

général.

- Expérience Transports sou-

rétisés.

Rattaché au département juris-

dique, il devra assurer :

- l'encadrement d'un service

de 10 personnes;

- l'organisation et le suivi des

dossiers litiges et sinistres,

- l'exécution des recours.

Il devra se révéler capable

d'évaluer ensuite vers d'autres

fonctions juridiques.

Envoyer C.V. détaillé, lettre

manuscrite et prétentions sous

n° 21032, par courrier sur

enveloppe à :

LA PUBLICITÉ FRANÇAISE

23, avenue de la République,

75116 Paris, qui transmettra.

CENTRE RENÉ-HUGUENIN,

5, rue Gaston-Letouche,

92211 SAINT-CLOUD

INFIRMIÈRES D.E.

SERVICE DE NUIT

INFIRMIÈRES D.E.

SERVICE MÉDECINE

INFIRMIÈRES D.E.

SERVICE CHIRURGIE

MANIPULATEUR(CE)

O.E. - SERVICE DIAGNOSTIC

Postes disponibles rapidement.

Rémunération attractive.

Pr. R.V. : 771-91-91 (p. 3198).

CENTRE TECHNIQUE

INDUSTRIEL DE LA

CONSTRUCTION

MÉTALLIQUE

(Pris par la Nouvelle

La Défense)

recherche

INGÉNIEURS

DÉBUTANTS

GRANDE ÉCOLE

pour participer

au développement de logiciels

de structures sur ordinateur.

Ad. C.V. man. et prétent. au

C.T.I.C.M.

(Service du Personnel)

20, rue Jean-Jaurès,

92807 PUTEAUX cedex.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS

11 usines en France et aux U.S.A.

C.A. 2 milliards de francs, offre à un

INGÉNIEUR CONFIRMÉ

Centrale, Mines, AM

une très intéressante opportunité de développement de carrière.

Ses compétences techniques acquises dans le domaine industriel et une solide formation de gestion, lui permettront d'accéder rapidement à un poste de Direction. Ses capacités d'animateur seront à la base de sa réussite au sein d'un groupe qui attache une importance déterminante aux qualités humaines.

Nous vous remercions d'adresser votre curriculum vitae accompagné d'une photo sous référence 3.349 à PUBLIPANEL 20, rue Richer, 75441 Paris Cedex 09, qui transmettra.

GROUPE INTERNATIONAL,

situé en Région Parisienne (91), leader sur son marché,

recherche

UN PROGRAMMEUR SYSTEME
EN INFORMATIQUE DISTRIBUEE

Vous êtes technicien C.I.C.S. confirmé, vous avez approché les problèmes techniques de maintenance du système d'exploitation D.O.S./V.S.E.

Vous souhaitez élargir vos compétences dans les domaines techniques en informatique distribuée (IBM 4330, DEC...).

Nous vous confierons, dans un premier temps, le support technique de nos deux applications distribuées temps réel.

Vous aurez dans un deuxième temps, la responsabilité technique de nos futurs projets dans le domaine d'applications distribuées et de réseaux d'ordinateurs.

Vous avez 2 ans d'expérience professionnelle minimum comme programmeur système (ou niveau équivalent) sur des configurations de même nature ou supérieures à celles mentionnées ci-dessus.

Des qualités de contact et une bonne connaissance de la langue anglaise sont nécessaires pour réussir à ce poste.

Merci de nous adresser votre dossier de candidature complet (C.V. + photo) sous la référence 2171 M à :

PUBLISCOPE JUNIOR, 13 rue Royale 75008 PARIS (qui tr.) 742.44.10

Le Centre Hospitalier Général

ROBERT-BALLANGER

93802 Aubervilliers Bois rech.

UN(E) INFIRMIER(E)

PUERICULTRICE

(Gare S.N.C.F. ligne R.E.R.

Bois-Colombes, arrêt Sevran-

Bois-Colombes, arrêt A1/A3.

Prime d'installation, prime de

loyer, prime de service, 13 h.

supplément, indemnité div.

possibilité de logement. Adr. can-

didat. à M. le Directeur ou tél. :

384-93-77 (p. 3011) pr. R.V.

ORGANISME IMPORTANT,

chiffre d'affaires de

300.000.000 de francs,

recherche pour

PARIS ou VERSAILLES

COLLABORATEURS

C.C.I.A.U. HOMMES,

FEMMES

- très bonne présentation,

- goût des contacts haut ni-

veau,

- sens des responsabilités,

- réactivité immédiate,

- formation permanente,

- maîtrise parfaite.

Téléphone pour rendez-vous :

500-24-03, poste 31.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

D'ÉCONOMIE MIXTE

D'AMÉNAGEMENT

EST-PARIS

recherche

COLLABORATEUR

(TRICE)

chargé des acquisitions par

voies amiable et du suivi des

procédures d'expropriation.

Expérience indispensable en

ZAC - R.H. - R.U. - Formation

droit - I.C.H. ou similaire.

Ad. C.V. et prétentions à :

85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

DEMANDES D'EMPLOIS

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'Emploi

vous propose une sélection de collaborateurs :

- INGÉNIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

FISCALISTE, maîtrise droit des affaires, inscrit I.A.E., analy-

ste en (C.E.S.A.), 31 ans, disponible, Exp. cabinet 4 ans, exerce

plein et autonome de la prof. de conseil fiscal (P.M.E., P.T.E. perso-)

nel, fid. clientèle, 22 ans, études chiffres, rédaction, négociations.

OFFRE : services de Consultant à importante Sté ou cabinet

de groupe concernant la fiscalité comme financière autant

que juridique (section BCO/JCB 348).

F. 32 ans, CONTRÔLEUR DE GESTION, connaissances plu-

rilingues, maîtrise des langues, 10 ans d'expérience

commerciale au sein de Sté industrielle multinationale (gestion commerciale, négociation contrats achats,

recrutement), rompu aux problèmes d'exportation (Moyen-Orient,

en particulier Algérie, Afrique) et négociations avec

entreprises industrielles, grande disponibilité.

RECHERCHE : poste à responsabilité de contrôleur ou directeur

financier adjoint dans banque d'investissement internationale ou

Sté multinationale, disponible immédiatement. Déplace-

ments acceptés France, étranger (section BCO/JCB 348).

F. 39 ans, spécialiste commerce international et administra-

tion des ventes, trilingue anglais, espagnol, 10 ans d'ex-

périence commerciale au sein de Sté industrielle multinationale (gestion commerciale, négociation contrats achats,

recrutement), rompu aux problèmes d'exportation (Moyen-Orient,

en particulier Algérie, Afrique) et négociations avec

entreprises industrielles, grande disponibilité.

RECHERCHE : poste à responsabilité de contrôleur ou directeur

financier adjoint dans banque d'investissement internationale ou

Sté multinationale, disponible immédiatement. Déplace-

ments acceptés France, étranger (section BCO/JCB 348).

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER H. 38 ans,

DECES, CPA, connaissances poussées des méthodes de ges-

tion moderne et de l'environnement informatique, expérience

de mise en place service informatique, harmonisation

des procédures, établissement des comptes consolidés.

Autonomie et sens des relations.

RECHERCHE : à devenir le partenaire d'une direction gé-

néraliste au sein d'une entreprise, leader ou non dans son

secteur, dont le dynamisme serait égal à sa volonté d'élaborer

un maître à jour une gestion saine. Paris, France, étranger

(section BCO/JCB 348).

Ecrire ou téléphoner :

12, rue Blanche, 75008 PARIS CEDEX 09

Tél. : 285-44-40, poste 33 ou 26.

Cadre, 38 ans, expérience

15 ans, gros système IBM

DOS-VMS-MVS

recherche

poste direction informatique

Paris ou région parisienne.

Ecr. à n° 8.476 le Monde Pub.

service ANNONCES CLASSEES.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F. dipl. commerce internat.

bilingue allemand, ch. emploi

de préférence de entreprise à

structure import-export. Etude-

rait toutes propositions.

Ecrire sous le n° 039.128 M

RÉGIE-PRESSE

85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

DESIGNATEUR INDUSTRIEL

21 ans, Rich. emploi dessin ou

tr. graphique. Ouvert à toutes

propositions. Anglaise courant

Doris GAUDY, tél. 578-14-50

SERRURIER MONTEUR

MENUISIER ALUM.

recherche emploi aux chantiers à

l'étranger. Tél. : (32) 44-87-18.

J.F. dipl. commerce internat.

bilingue allemand, ch. emploi

de préférence de entreprise à

structure import-export. Etude-

rait toutes propositions.

Ecrire sous le n° 039.128 M

RÉGIE-PRESSE

85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

MANAGER CONNU 40 ANS

études sup., spécialiste admi-

nistr. fin. et obs. logi-

que expér. Direction générale,

multinationale et P.M.E. Etude

toutes propositions.

Ecrire sous le n° 039.05 M

RÉGIE-PRESSE

85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

CONDUCTEUR DE TRAVAUX

30 ans, expérience maîtrise,

salle de pierre, voirie, piézo-

carriage. Connaissant : études

et méthodes, gestion, achats,

exécution des travaux.

Recherche emploi dans ses

compétences à l'étranger de

préférence.

Ecr. à n° 7.841 le Monde Pub.

service ANNONCES CLASSEES.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Jne femme, ch. pl. et, export-

import, angl. gestion, M.S.

trait. text. 024-54-04.

CONSEILLER

INFORMATIQUE

NIVEAU

DIRECTION

15 ans expérience - Grandes

entreprises / P.M.E.

toute proposition

Ecr. à n° 1033 le Monde Pub.

service ANNONCES CLASSEES.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

ANPE

Ecrire ou téléphoner :

12, rue Blanche, 75008 PARIS CEDEX 09

Tél. : 285-44-40, poste 33 ou 26.

Cadre, 38 ans, expérience

15 ans, gros système IBM

DOS-VMS-MVS

recherche

poste direction informatique

Paris ou région parisienne.

Ecr. à n° 8.476 le Monde Pub.

service ANNONCES CLASSEES.

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F. dipl. commerce internat.

bilingue allemand, ch. emploi

de préférence de entreprise à

structure import-export. Etude-

rait toutes propositions.

Ecrire sous le n° 039.128 M

Grandes écoles et universités

Salon du premier emploi des jeunes diplômés

DU 22 au 25 mars a lieu au P.L.M.-Saint-Jacques, à Paris, le Salon du premier emploi des jeunes diplômés. Au moment où étudiants et élèves des grandes écoles s'interrogent pour connaître les possibilités d'emplois proposées par les entreprises publiques et privées, cette manifestation a pour objectif d'informer les cadres de demain.

Comme le rappelle samedi 19 mars M. Jean-Pierre Chevènement, ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie, lors du 200^e anniversaire de l'Ecole des mines : « La France a

besoin d'ingénieurs de qualité ». Pour faire face aux mutations technologiques qui s'imposent aux entreprises de la fin du vingtième siècle, ces dernières envisagent de recruter de jeunes cadres. Dans certains domaines, par exemple l'informatique, la demande est parfois très importante et dépasse le nombre de jeunes formés.

Les systèmes de formation, qu'ils appellent universités ou grandes écoles, doivent se préparer à mieux répondre à la demande du monde

industriel. Le ministre de l'éducation nationale, M. Alain Savary, semble avoir pris en compte cette donnée, en préparant une nouvelle loi des enseignements supérieurs. Il a souhaité que les universités développent leurs formations professionnelles en liaison avec les milieux économiques. L'objectif est d'assurer une meilleure préparation des jeunes à des métiers autres que ceux de la fonction publique.

Du côté des grandes écoles, qui ne dépendent pas du ministère de l'éducation nationale, les responsables envisagent de procéder à une aug-

mentation des effectifs des élèves. Ainsi M. Chevènement a proposé de doubler le nombre des élèves de l'Ecole des mines dans la formation initiale. Il s'agit là d'une petite révolution pour des établissements qui avaient plutôt tendance à ne pas trop augmenter les capacités d'accueil de leurs établissements.

Les années 80 seront peut-être celles du rapprochement dans le maintien de leurs spécificités, de deux types d'enseignement nécessaires à la formation d'un plus grand nombre de diplômés de haut niveau.

Des missions nouvelles pour les formations supérieures

L'entrée d'un gouvernement de gauche en France a suscité craintes et passions dans les formations d'enseignement supérieur. Les socialistes au pouvoir allaient-ils procéder à une unification d'un système ou, au contraire, à la différence d'autres nations, une diversité d'établissements ? La préparation d'une nouvelle loi de l'enseignement supérieur par le ministère de l'éducation nationale, au cours de l'année 1982, mobilise les responsables des écoles et les associations d'anciens élèves (le Monde du 12 mars 1982). Beaucoup n'hésitent pas à prédire la disparition d'un système de formation hérité du vingtième siècle, d'autres mettent en garde contre « une banalisation des grandes écoles, qui pourraient être assimilées, voire rattachées, aux universités ». La polémique, trop vite engagée sur le terrain politique, a tourné court. A l'autourne dernier, faisant connaître ses intentions, M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, mesurait ceux qui avaient joué « à se faire peur avec le spectre de leur propre disparition » (1).

Le projet de loi d'orientation des enseignements supérieurs qui doit prochainement être soumis au Parlement ne prépare pas une quelconque attaque contre les grandes écoles. Le ministre de l'éducation nationale a même précisé : « Je souhaite qu'écoles et universités nouent des liens contractuels et se rapprochent dans leur structure et dans leur mission, par des échanges de personnels et par des passerelles » permettant aux étudiants de chacune de ces voies de formation de profiter des enseignements ou des recherches de l'ensemble ». La volonté est manifeste de rapprocher deux systèmes de formation qui, au fil des années, avaient érigé leur différence en principe pour mieux s'ignorer.

SERGE BOLLOCH.

(Lire la suite page 37.)

(1) Cité par le mensuel *l'Etudiant*, numéro de décembre 1982.
(2) Bruno Magillio, *les Grandes Ecoles*, PUF, 1982.



Programme général du Salon

NAUGURÉ mardi 22 mars, la Salon, qui a lieu à l'hôtel P.L.M.-Saint-Jacques, 17, boulevard Saint-Jacques, à Paris, accueille les élèves des grandes écoles et des universités jusqu'au vendredi 25 mars.

De 10 heures à 18 heures, ils pourront rencontrer les responsables d'une trentaine d'entreprises pour leur politique de recrutement de jeunes diplômés.

En plus des conférences et projections de films organisées par les entreprises participantes, le programme général du Salon comporte trois animations :

Jeudi 24 mars

Présentation par Havas-Contact d'une enquête auprès de jeunes diplômés ou cas de recrutement des jeunes cadres.

Vendredi 25 mars

« Table ronds » de 10 h 30 à 12 h 30 sur le thème : « Le recrutement des jeunes cadres ».

Avec la participation de dirigeants de cabinets de recrutement, d'élèves de grandes écoles, de chefs du personnel, d'enseignants...

(1) Entrée gratuite.

Mercredi 23 mars

« Table ronds » publique à 17 heures sur le thème : « Quelle place pour les cadres dans les entreprises de l'an 2000 ? » Avec la participation de M. Pierre Cordier, directeur général adjoint d'Usinor.

CIA

COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE

Dans le cadre de son programme de recrutements 1983 le C.E.A. examine candidatures de

JEUNES INGENIEURS DIPLOMES OU UNIVERSITAIRES

TITULAIRES AU MINIMUM D'UNE MAITRISE

Doctorat apprécié

Postes offerts en Région Parisienne et Province en

recherche fondamentale et appliquée, développement industriel et technologique.

Candidatures et renseignements : Département du Personnel
29-33, rue de la Fédération - 75015 PARIS

FACOM

Direction du Personnel - 6, Rue Gustave Eiffel
91428 - MORANGIS Cedex

Nous sommes le premier fabricant européen d'outillage à main, spécialiste de l'équipement de garage

L'importance de notre service Etudes et Recherches et l'application des techniques les plus récentes de fabrication nous permettent d'avoir une politique commerciale et industrielle dynamique. Nous recherchons actuellement pour nos établissements situés en Région Parisienne :

- Chef du Personnel (500 personnes)
- Responsable Administratif Export
- Responsable Marketing
- Ingénieurs Méthodes et Fabrication Paris-Provence (27)
- Analystes-Programmeurs (CICS-OL1) et Programmeurs
- Agents Technico-Commerciaux
- Secrétaire bilingue Export (anglais - espagnol)

Notre politique sociale avancée nous permet d'offrir aux candidats retenus un environnement professionnel attrayant.

UAP

UNION DES ASSURANCES DE PARIS

Une entreprise à la mesure de vos ambitions.

Diplômés des grandes écoles de commerce et d'ingénieurs

Rejoignez-nous et prenez part à l'évolution d'une grande entreprise qui vous offre les réels moyens de prouver vos capacités et d'accéder à des fonctions de haut niveau.

Proposez votre candidature en écrivant à :
Marie Mallet, Service de l'Emploi, Tour Assur 34 F 92400 Courbevoie.

INGENIEURS ANALYSTES

débutants de formation
Grandes Ecoles ou équivalent

Nous vous proposons une formation constructeur en informatique Grands Systèmes, Applications Scientifiques ou Industrielles destinées à une prise de responsabilités à terme de prestations de services de haut niveau.

Adressez votre candidature sous réf. 815 PS à
CONTROL DATA France - Service Recrutement
Conseil et Applications - 195, rue de Bercy - 75582
PARIS CEDEX 12.

CONTROL DATA

Jeunes ingénieurs

Vous possédez un diplôme d'ingénieur et vous désirez faire carrière dans l'informatique, E.C.L., Société d'Etude et de Conseil en Logiciel (90 personnes), implantée en France et en Espagne, peut vous aider à débiter dans cette voie que vous avez choisie.

Nous avons prévu pour 1983 une forte croissance de nos départements. Certaines des plus grosses entreprises françaises (RENAULT, AEGIS, OIL, SPENA, THOMSON, SNCF, CREDIT AGRICOLE, etc.) nous font confiance. Si vous êtes motivé par un poste intéressant une large part à l'initiative personnelle et au contact, nous vous proposons :

- un plan de formation à nos méthodologies (que vous soyez débutant en informatique ou que vous ayez déjà une première expérience),
- un travail au sein d'équipes compétentes,
- une carrière évolutive à partir de projets de haute technicité.

Dans le cadre de l'important programme de recrutement 1983, une journée **PORTE OUVERTE** sera bientôt organisée au sein de notre Société.

Pour en savoir plus, téléphonez-nous au 254.10.40 ou écrivez à Jacqueline BENOIT - E.C.L. - 55, rue Hermel - 75018 PARIS.

مكرامن الاصل

**Saisissez une opportunité :
tous frais de déplacements payés :**

Renix FILIALE DU GROUPE RENAULT
ET DE BENDIX U.S.A.
ELECTRONIQUE Société en EXPANSION RAPIDE
spécialisée en Electronique Automobile installée depuis
1979 à TOULOUSE qui recherche :

**POUR SERVICE ETUDES
UN INGENIEUR
SECTION CAPTEURS**

Ingenieur grandes écoles ou équivalent à vocation électronique. 3 ans d'expérience dans un laboratoire de recherches spécialisé dans le domaine des capteurs.

2 INGENIEURS ELECTRONICIENS

Ingenieurs Ecole ou « Maison » à vocation électronique. 3 à 4 ans d'expérience en bureau d'études ou entreprise électronique. Bonnes connaissances micro-processeurs appréciées.

**UN INGENIEUR LABORATOIRE
DE CHIMIE**

Ingenieur chimiste Ecole ou « Maison ». 2 à 3 ans d'expérience dans un laboratoire industriel souhaité. Bonnes connaissances des matériaux industriels (métaux, thermoplastiques, produits d'emballage et de collage). Connaissances en chimie organique, minérale et chimie physique.

**POUR SERVICE METHODES
UN INGENIEUR**

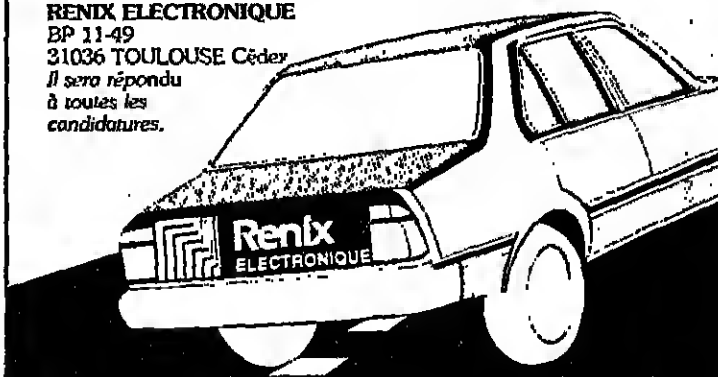
Ecole ou « Maison » à dominante mécanique. 2 à 3 ans d'expérience dans service méthodes industrie d'assemblages en série : électronique, électroménager, ou équipements électriques.

**POUR SERVICE FABRICATION ET ETUDES
2 TECHNICIENS ELECTRONICIENS**

BTS ou DUT électronique exigé. 2 ans d'expérience minimum en industrie électronique. Bonnes connaissances micro-processeurs et circuits imprimés.

Adresser C.V., photo récente et prétentions
sous réf. 08-83 à

RENIX ELECTRONIQUE
BP 11-49
31036 TOULOUSE Cedex
Il sera répondu
à toutes les
candidatures.



**Ingenieurs électroniciens
et/ou informaticiens
Rencontrez les produits
du futur au salon du 1^{er} emploi.**

Avec sa division commerciale et sa division production, HEWLETT-PACKARD France vous accueille à Paris et en Province dans les postes de : ingénieurs commerciaux, supports, recherche et développement, production, marketing.

Les jeunes diplômés d'une Ecole Supérieure de Commerce peuvent rejoindre notre Direction Administration et Financière.

Rendez-vous au Salon, ou écrivez-nous : Hélène Duong HEWLETT-PACKARD France, Service du Recrutement 91947 Les Ulis Cedex, sous réf. 026



LE SALON DU PREMIER EMPLOI

**Stratégies
pour la recherche**

MOBILISATION générale pour la recherche. Ministères des grandes écoles, tous les partenaires semblent d'accord pour investir massivement dans les activités de recherche. Alors qu'il y a encore vingt ans, les travaux de laboratoires étaient une « densité » entretenue à grands frais par une poignée de grandes écoles, aujourd'hui, tous les établissements en font un objectif prioritaire. Et on entend de grandes professions de foi sur la nécessité de « former les ingénieurs à la recherche et par la recherche ».

L'enjeu est de taille, d'autant que la situation actuelle de la recherche dans les grandes écoles est encore modeste. Difficile de mesurer et d'évaluer l'ampleur de cette recherche : il faut prendre en compte les moyens mis en œuvre, le nombre de chercheurs, les budgets de fonctionnement et comptabiliser la somme des brevets, des publications de travaux, des contrats avec l'industrie. D'autres critères difficilement mesurables seraient à envisager comme la répercussion des travaux des chercheurs sur les communautés scientifique et technologique, nationale et internationale.

A l'occasion de l'enquête de la mission Platier, il est apparu que soixante-dix écoles se consacrent déjà à des activités de recherche. Cette mission conduite par M. Henri Platier, ancien directeur de l'école polytechnique, a remis le 15 février à M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la recherche et de l'industrie, un rapport sur la recherche dans les écoles d'ingénieurs. En 1981, il y a eu l'équivalent de 3 600 chercheurs à temps plein dans les écoles d'ingénieurs — dont un tiers en situation d'enseignants. Mais ces données doivent être pondérées. Une autre enquête, menée par la Conférence des grandes écoles, a révélé que sur les 8 168 personnes se consacrant à divers titres à la recherche dans les grandes écoles, la moitié est employée par les vingt établissements qui bénéficient de la plus grande notoriété. Malgré l'effort consenti, une « grande inégalité » des écoles devant la recherche subsiste. La disparité est aussi évidente en fonction des régions, et à l'heure de la « décentralisation », cette différence retient l'attention des experts.

Tout en déclarant que « la recherche apparaît comme un support indispensable de la formation », M. Claude Meury, secrétaire général du Comité d'études sur les formations d'ingénieurs (CEFI), reconnaît que les grandes écoles sont handicapées car « elles ont été longtemps placées à l'écart de l'effort de la nation, quand au même moment dans les facultés de sciences la nombre de postes d'enseignants-chercheurs était multiplié par trois et que l'investissement dans la recherche se faisait dans de grandes institutions, type C.N.R.S. ».

Certaines écoles échappant à cette analyse, qui ont été placées depuis leur création en contexte universitaire. C'est le cas des écoles supérieures nationales d'ingénieurs (ENSI) dont les professeurs ont un statut d'enseignants-chercheurs. En outre, pour commencer à diminuer l'écart actuel, le ministère de l'éducation nationale a augmenté le budget de la recherche dans ses grandes écoles, de 3 % de plus que dans les universités.

**Régionaliser
les projets**

Abordant au nouveau rivage de la recherche, beaucoup d'écoles essaient alors de trouver une approche originale dans un domaine où elles ne sont pas en situation de monopole. « Alors que les institutions installées ont tendance à se cloisonner, les écoles se font plus imaginatives. Elles sont prêtes à jouer le contrat technologique et à s'intéresser à des problèmes nouveaux », explique M. Maury, sans tomber dans l'entente cordiale entre recherche fondamentale et recherche appliquée.

Les écoles essaient souvent dans leurs travaux d'intégrer les préoccupations de l'aval, c'est-à-dire principalement de l'industrie. Cela les conduit à mieux rechercher scientifique et recherche technologique et oblige les laboratoires à collaborer sur un même projet dans des disciplines différentes et à travers plusieurs spécialités.

Comme l'heure est au décloisonnement des unités de recherche et à la professionnalisation de l'université, des projets sont menés conjointement par des universités et des grandes écoles. Cette mise en commun de moyens, même si elle n'est pas encore généralisée, se développe. Dans la région Rhône-Alpes plusieurs établissements se sont dotés de structures communes pour la recherche : associations, sociétés ou groupes de recherches communs. C'est ainsi que s'est créé un Centre universitaire d'études en micro-électronique (CUME), rassemblant notamment l'Institut national polytechnique de Grenoble, l'université de Grenoble-I, l'Institut national des sciences appliquées (INSA) de Lyon, l'école des télécommunications de Bretagne et des industriels. Dans cette association, chacun apporte ses moyens et programmes dans la recherche en micro-électronique jusqu'à la production de circuits intégrés. Il serait vain dans un tel cas d'opposer recherches fondamentales et appliquées.

Il faut plutôt compter sur la complémentarité et arriver à mobiliser plusieurs laboratoires d'une région sur un projet. L'idée a fait son chemin au ministère de l'éducation nationale : « Nous sommes encore en phase expérimentale, déjà dans cinq

régions, on a passé des contrats pluriannuels. Les établissements concernés ont à définir un programme de recherche pour quatre ans, en tenant compte de la politique nationale de la recherche et également des besoins spécifiques des régions », explique-t-on à la mission scientifique du ministère de l'éducation nationale.

Ces orientations ne font pas encore l'unanimité des chercheurs concernés. Certains laboratoires se sentent dépossédés de la maîtrise de leur recherche, surtout quand leurs travaux concernent un domaine hyper-spécialisé. De nouvelles habitudes à prendre...

On peut aussi se demander si les élèves se sentent concernés par ces activités de recherche. Les programmes d'études sont déjà chargés et le projet de dernière année dans les écoles d'ingénieurs, qui est une sorte de mémoire, ne peut être considéré comme une formation à la recherche scientifique. Les enseignants sont sans doute les premiers concernés : « Un enseignant-chercheur donnera le virus de la recherche à ses élèves », confie un professeur. Il s'agit aussi de créer des motivations pour qu'un jeune diplômé d'une grande école ait envie de continuer ses études « pendant trois ou quatre ans pour passer un D.E.A. (diplôme d'études approfondies) ou à soutenir une thèse de doctorat-ingénieur. Aujourd'hui, sur les 12 000 ingénieurs diplômés chaque année en France, il n'y a que 700 docteurs-ingénieurs. M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la recherche et de l'industrie, d'ores et déjà fixé à l'objectif de 1 500 docteurs-ingénieurs à atteindre par an.

**Un mur
de résistance**

Avant d'atteindre ce chiffre, il faudra abattre un mur de résistance très solide. « Actuellement, les entreprises recrutent les jeunes ingénieurs diplômés-que, une véritable inflation sur les salaires de départ, constate M. Maury. Le drapeau de la recherche n'a pas été érigé au bon point de passage. Que propose-t-on à un jeune qui veut se former par la recherche ? Les bourses de recherche n'ont pas suivi. » Alors qu'un ingénieur diplômé d'ENSI (Ecole nationale supérieure d'ingénieurs) est embauché avec un salaire de départ supérieur à 10 000 francs, les bourses de la Délégation générale à la recherche scientifique et technique (D.G.R.S.T.) sont toujours en dessous de la barre des 4 000 francs. L'ingénieur qui a fait un doctorat ne sera pas plus payé qu'un jeune diplômé et pourtant il aura étudié trois ans de plus (dans le meilleur cas, son salaire sera rattrapé). Aux Etats-Unis, à ce niveau d'études, un ingénieur-chercheur est embauché avec un salaire de départ supérieur

de 12 % à celui de ses collègues. En France, nombre d'étèves modérément sensibilisés à la recherche n'en voient pas la rentabilité à brève comme à longue échéance.

Beaucoup d'entreprises pensent encore que, si elles ont besoin de chercheurs, elles les formeront elles-mêmes. Il s'agit donc d'inverser la tendance, de motiver les élèves et d'inciter l'industrie à recruter des ingénieurs formés par la recherche. Dans cette optique, le ministère de la recherche et de l'industrie a créé les contrats industriels de formation, par la recherche (CIFRE). Une subvention de 70 000 francs par an, pendant trois ans, soit environ 50 % du salaire, est donnée à l'entreprise qui embauche un jeune ingénieur pour lui faire réaliser une recherche d'intérêt direct pour l'entreprise. L'élève chercheur travaille à l'école ou dans la société qui l'embauche mais sous la responsabilité d'un professeur ou d'un directeur de recherche d'un laboratoire public. Enfin, au bout de ces trois ans, il doit obtenir le titre de docteur-ingénieur ou de docteur de troisième cycle.

**Des mesures
incitatives**

« Grâce à ce début de carrière lié à une formation par la recherche, ces ingénieurs joueront un rôle important dans le transfert des connaissances et du savoir-faire entre la recherche publique et l'industrie, en étant particulièrement aptes à promouvoir des actions précieuses de collaboration », explique l'Association nationale de la recherche technique (A.N.R.T.) qui est responsable de la gestion des subventions CIFRE. « A long terme, une plus grande proportion de responsables industriels connaîtront bien la recherche technique et technologique et la prendront plus en compte dans les stratégies industrielles de développement des entreprises. » Enjeu : accroître les capacités d'innovation des entreprises en leur ouvrant les centres publics de recherche et réciproquement faire de ces derniers les partenaires habituels de l'industrie. Les subventions CIFRE, créées à l'automne 1981, ont déjà concerné cent cinquante jeunes ingénieurs en 1982, et elles recueillent un succès général.

Autre mesure incitative : le gouvernement envisage une réforme des formations doctorales. Le ministère de l'éducation nationale a mis à l'étude un projet de doctorat unique correspondant à ce niveau d'études. Cette simplification a pour objectif de permettre une meilleure identification des ingénieurs et scientifiques formés pendant leurs études à la recherche et pourrait clarifier leur statut en France comme à l'étranger où on ne comprend pas toujours les différences byzantines de diplômes et de formations des élèves des grandes écoles.

J. Du.

et néanmoins

A la fin de l'année 1982, le nombre de diplômés de l'enseignement supérieur a augmenté de 1,5 % par rapport à l'année précédente. Cette augmentation est due à la hausse du nombre de diplômés de l'enseignement supérieur technique (EST) qui a atteint 12 000. Le nombre de diplômés de l'enseignement supérieur scientifique (ESS) a augmenté de 1,5 % et celui de l'enseignement supérieur commercial (ESC) de 1,5 %.

**Des
les diplômés**

« A la fin de l'année 1982, le nombre de diplômés de l'enseignement supérieur a augmenté de 1,5 % par rapport à l'année précédente. Cette augmentation est due à la hausse du nombre de diplômés de l'enseignement supérieur technique (EST) qui a atteint 12 000. Le nombre de diplômés de l'enseignement supérieur scientifique (ESS) a augmenté de 1,5 % et celui de l'enseignement supérieur commercial (ESC) de 1,5 %.

Le nombre de diplômés de l'enseignement supérieur technique (EST) a atteint 12 000. Le nombre de diplômés de l'enseignement supérieur scientifique (ESS) a augmenté de 1,5 % et celui de l'enseignement supérieur commercial (ESC) de 1,5 %.

Le nombre de diplômés de l'enseignement supérieur technique (EST) a atteint 12 000. Le nombre de diplômés de l'enseignement supérieur scientifique (ESS) a augmenté de 1,5 % et celui de l'enseignement supérieur commercial (ESC) de 1,5 %.

Le nombre de diplômés de l'enseignement supérieur technique (EST) a atteint 12 000. Le nombre de diplômés de l'enseignement supérieur scientifique (ESS) a augmenté de 1,5 % et celui de l'enseignement supérieur commercial (ESC) de 1,5 %.

Le nombre de diplômés de l'enseignement supérieur technique (EST) a atteint 12 000. Le nombre de diplômés de l'enseignement supérieur scientifique (ESS) a augmenté de 1,5 % et celui de l'enseignement supérieur commercial (ESC) de 1,5 %.

Le nombre de diplômés de l'enseignement supérieur technique (EST) a atteint 12 000. Le nombre de diplômés de l'enseignement supérieur scientifique (ESS) a augmenté de 1,5 % et celui de l'enseignement supérieur commercial (ESC) de 1,5 %.

Le nombre de diplômés de l'enseignement supérieur technique (EST) a atteint 12 000. Le nombre de diplômés de l'enseignement supérieur scientifique (ESS) a augmenté de 1,5 % et celui de l'enseignement supérieur commercial (ESC) de 1,5 %.

Le nombre de diplômés de l'enseignement supérieur technique (EST) a atteint 12 000. Le nombre de diplômés de l'enseignement supérieur scientifique (ESS) a augmenté de 1,5 % et celui de l'enseignement supérieur commercial (ESC) de 1,5 %.

Le nombre de diplômés de l'enseignement supérieur technique (EST) a atteint 12 000. Le nombre de diplômés de l'enseignement supérieur scientifique (ESS) a augmenté de 1,5 % et celui de l'enseignement supérieur commercial (ESC) de 1,5 %.

Le nombre de diplômés de l'enseignement supérieur technique (EST) a atteint 12 000. Le nombre de diplômés de l'enseignement supérieur scientifique (ESS) a augmenté de 1,5 % et celui de l'enseignement supérieur commercial (ESC) de 1,5 %.

Le nombre de diplômés de l'enseignement supérieur technique (EST) a atteint 12 000. Le nombre de diplômés de l'enseignement supérieur scientifique (ESS) a augmenté de 1,5 % et celui de l'enseignement supérieur commercial (ESC) de 1,5 %.

**L'EXPERIENCE
AU SERVICE
DE L'INNOVATION**

« Le Groupe SACILOR, en constante évolution, est l'un des premiers groupes industriels français, dont l'effort de recherche et de modernisation est à la mesure de son rôle international.

La maîtrise des technologies d'avant-garde constitue l'un des défis relevés des aujourd'hui par les 3000 ingénieurs et cadres du Groupe, au sein de chacune de ses sociétés.

Nous accueillerons en 1983 de nombreux ingénieurs et cadres et nous leur proposerons diverses opportunités dans toutes les régions de France et à l'étranger. Vous souhaitez transformer votre savoir en expérience, et prendre votre carrière en main, vous pouvez vous joindre à eux.

GROUPE SACILOR

Département du Développement des Carrières des Ingénieurs et Cadres,
Cedex 34 - 92072 PARIS-LA DEFENSE

si nous parlions...

Vous savez comme nous, que le succès d'une entreprise est lié à la qualité de ses produits, à son habileté à intégrer et mettre en œuvre l'ensemble des technologies nouvelles, mais qu'il dépend aussi de ses capacités à favoriser l'épanouissement des hommes et femmes qui y collaborent, dans le meilleur climat possible.

Chez Ciba-Geigy nous pensons avoir les moyens de votre développement. Nos activités centrées sur la chimie fine — pharmacie, matières plastiques, phytosanitaires, produits de grande consommation (Airtwick) — où nous occupons une place prépondérante, notre organisation décentralisée, notre volonté de poursuivre une politique de mobilité et développement internes, nous permettent de répondre à vos attentes.

Les récents accords pris dans le cadre d'un contrat de solidarité augmentent encore l'éventail des postes que nous proposons aux jeunes diplômés qui constitueront l'encadrement de demain.

Nous souhaitons mieux vous connaître.

CIBA-GEIGY

L'Annuaire du 1^{er} Emploi - Département du Développement des Carrières des Ingénieurs et Cadres - Cedex 34 - 92072 PARIS-LA DEFENSE

Cii Honeywell Bull

Bien débiter !

Vous êtes un jeune diplômé de l'enseignement supérieur sur le point de choisir votre futur employeur. Alors, c'est normal, vous cherchez un partenaire solide, dynamique, qui vous offre toutes les garanties d'évolution de carrière. Si en plus vous êtes sûr que grâce à lui vous aurez une carte de visite valorisée et le plaisir de travailler « français ». Alors, n'hésitez plus. Grâce à notre maîtrise des systèmes d'information, nous développons, fabriquons et offrons à nos clients sur le marché français et international (74 pays) une gamme complète de produits : matériels, logiciels et de services allant de la bureautique, aux gros ordinateurs en intégrant les communications.

Nous offrons à des ingénieurs ou cadres débutants diplômés de l'enseignement supérieur, selon la compétence acquise au cours de leur formation des postes de :

- Ingénieur d'Etude - Région Parisienne et Belfort.
- Ingénieur de Fabrication - Angers et Belfort.
- Ingénieur d'Applications - Région Parisienne et Angers.
- Ingénieur Commercial - Région Parisienne et Province.
- Cadre Financier - Région Parisienne, Angers et Belfort.

Pôle de développement de l'informatique française, nous vous attendons pour participer à notre réussite.

Envoyez curriculum vitae en précisant la référence 702 M à Cii Honeywell Bull - Service Recrutement - PCG021C 94, avenue Gambetta 75060 PARIS CEDEX 20

مكتبة الأمل

Moi, Marianne, ingénieur et néanmoins chercheur à l'Université...

ALLEZ donc dénicher dans son itinéraire personnel la part du hasard, celle des goûts et celle de l'influence d'un professeur. Quand Marianne se retrouve à l'Institut national supérieur de chimie industrielle de Rouen (INSCIR) en 1976, l'a-t-elle vraiment voulu ? Deux années de « prépa » à Orléans avec l'intention de se diriger vers l'enseignement. Comme ses parents. Et puis elle perd une amie chère. Un prof lui a fait aimer la chimie. Elle renonce à une troisième année de prépa et se présente à l'Ecole nationale supérieure de chimie de Paris et à Rouen. Quand elle entre à Rouen, c'est avec l'intention, cette fois, de travailler « ensuite » dans l'industrie. Trois ans plus tard, elle est ingénieur.

L'industrie ? Aujourd'hui, la voici chercheur à l'université de Paris-Vallée-de-Meuse. Une petite annonce sur le tableau d'affichage de Rouen en a décidé ! L'offre était celle d'un poste d'enseignant. La première année, entre deux cours qu'elle donne, elle prépare un diplôme d'études approfondies (DEA). Au sein du laboratoire de thermo-dynamique et d'électrochimie des matériaux, une voie de recherche s'ouvre à elle. Elle commence une thèse de docteur-ingénieur qu'elle soutiendra dans deux mois. Son domaine de recherche : les céramiques à base de zircon. Une recherche financée par E.D.F. et dont les applications pourraient ne pas manquer d'intérêt : la mise au point de capteurs pour améliorer la régulation des chaudières.

ou, à plus long terme, la conception d'électrodes pour la mesure de l'oxygène dans le sang.

Pourquoi un diplôme de docteur-ingénieur et non un doctorat de troisième cycle ? Marianne ne voit guère la différence : elle estime qu'elle obtiendra le titre de docteur-ingénieur plus parce qu'elle est déjà ingénieur qu'en vertu du contenu de ses travaux. Pourtant, avec M. Gérard Létisse, maître-assistant à l'U.E.R. « Electrochimie des solides », et qui le guide dans sa recherche, elle convient que l'intitulé pèse sur la rédaction de sa thèse : « Le fait que ce sera un diplôme de docteur-ingénieur nous conduira à présenter des conclusions plus susceptibles d'applications. C'est cela que nous rappelle la mot ingénieur. »

Du coup, Marianne, qui partage son temps en deux parts inégales où la recherche l'emporte sur l'enseignement et l'encadrement d'étudiants de DEUG ou de maîtrise, a pris goût plus que jamais pour l'expérimentation. Quand elle s'interroge sur son avenir, l'affirmation ne le cède pas à une prudence insistante : « Pour l'instant, l'enseignement m'attire moins. Je préférerais mettre l'accent sur mes recherches. Pour l'instant... » Et là lui arrive de consulter les petites annonces. Ce qui ne l'empêche pas d'envisager sérieusement de prolonger un diplôme de docteur-ingénieur par une thèse d'Etat.

Enseignante adjointe, titulaire, elle ne gagne guère plus de 7 000 francs par mois. Mais elle se sent insérée sans orage à une équipe active et stimulante. Sorti, comme elle, d'une école d'ingénieurs, Dominique s'est intégré, lui aussi, au laboratoire où sa compétence acquise à l'Ecole nationale supérieure de chimie industrielle de Limoges fait merveille pour la fabrication d'électrodes. Heureuse omelette : tous deux apportent leur « plus » d'ingénieur à l'université qui les emploie et met son potentiel technique et scientifique au service de leurs travaux. Quant à comparer les formations — école ou Université — les deux plateaux de la balance s'équilibrent, lourds d'ingrédients distincts : « Marianne a une efficacité dans l'expérimentation tout à fait remarquable, considère M. Gérard Létisse. Elle traduit les mesures en courbes beaucoup plus rapidement que les étudiants issus de l'Université. » Marianne sait qu'elle le doit aux manipulations cent fois renouvelées à l'INSCIR. Pour autant, la formation proprement universitaire ne manque pas d'atouts : « Ici, on prend le temps d'expérimenter pour comprendre et non seulement pour appliquer. »

A regarder — furtivement — son passé, Marianne songe avec une vague certitude qu'elle aurait pu, aussi, faire de la recherche en restant à l'INSCIR, aidée par une bourse de trois années. « Mais, avoue-t-elle, je n'aurais pas eu l'occasion d'enseigner. Et je serais peut-être sans travail aujourd'hui. »

CHARLES VIAL.

Dès la fin de leurs études les diplômés sont happés par la vie active

« **A** leur sortie de l'école, on propose tellement d'emplois à nos centraliens qu'on pourrait en placer dix fois plus », M. Gaston Gourlet — responsable de l'emploi à l'Association des anciens élèves de l'Ecole Centrale des arts et manufactures — ne cache pas sa satisfaction. « Beaucoup d'employeurs cherchent a priori des centraliens, nos élèves n'ont donc aucune difficulté à trouver un premier emploi. »

Des chômeurs à la sortie de Supélec ? « Je n'en connais personnellement aucun », répond M. Bernard Ryckymynck, directeur des études de l'Ecole supérieure d'électricité, qui avance le chiffre similaire de dix offres d'emploi par diplômé.

Le directeur de l'Institut industriel du Nord, quant à lui, fait état d'« une moyenne de cinq propositions formes d'emploi » par élève-ingénieur et d'un taux de chômage nul. Feut-il en conclure que tous les diplômés des grandes écoles sont éparpillés par le chômage ? Certains chiffres appellent pourtant à la prudence. « Sur les 14 500 centraliens formés par l'Ecole, on ne compte que 10 à 15 % de chômeurs », indique M. Gourlet. Une enquête — déjà ancienne, mais la seule disponible à l'heure actuelle — du Centre d'études et de recherches sur les qualifications (Cereq), auprès d'ingénieurs ayant obtenu leur titre depuis quinze mois, révèle un taux de chômage de 7 % pour les grandes écoles et de 5 % pour les écoles de spécialisation, alors que ce taux s'élève à 19 % pour les écoles universitaires d'ingénieurs (1). Les pourcentages établis selon les déclarations des intéressés doivent — selon les enquêteurs eux-mêmes — être interprétés avec précaution. Ils fournissent avant tout des « ordres de grandeur », la période d'interrogation correspondant, pour beaucoup d'ingénieurs questionnés, à celle du retour du service militaire. Une certitude cependant : l'accès à l'emploi

est plus rapide pour les élèves des grandes écoles que pour ceux des établissements universitaires.

Une enquête du Cereq faite en 1980 auprès des scientifiques diplômés des universités en 1978 montre que le taux de chômage des étudiants (non salariés) « dispensés ou libérés du service national est passé de 22 % six mois après la sortie à 10 % un an plus tard ».

Selon le directeur des études, après leur service national, « les diplômés de Supélec mettent de quinze jours à deux mois pour obtenir un emploi ». Pour M. Gaston Gourlet, les « pistons » sont immédiatement, dès leur sortie de Centrale, « happés par la vie active ».

Mais pour combien de temps ? Le premier emploi est-il adapté à la formation et aux ambitions professionnelles des ingénieurs fraîchement émoulus des grandes écoles. Emploi stable, simple transition au marché vers un poste plus gratifiant ?

« Les centraliens ont bien le droit de papillonner », estime M. Gourlet, car les employeurs sont un peu à leurs ordres. Généralement, c'est après deux ans qu'ils changent de secteur, estimant avoir fait le tour du problème. Pour la moitié d'entre eux, ils ne conservent pas leur premier emploi plus de cinq ans. »

Le chiffre fourni par l'Association des anciens élèves de l'Ecole supérieure d'électricité est de trois ans. Quant aux ingénieurs de l'Institut industriel du Nord, ils restent « en moyenne six ans dans leur premier emploi ».

En l'absence de statistiques globales sur le premier emploi à la sortie des grandes écoles, il serait hasardeux d'en conclure à une parfaite adéquation entre l'offre et la demande. Les « bons résultats » obtenus par l'Ecole centrale, l'Ecole supérieure d'électricité et l'Institut industriel du Nord, ne doivent pas faire oublier qu'« une proportion non

négligeable des jeunes ingénieurs éprouvent de réelles difficultés à trouver du travail » (2). Les ingénieurs issus des grandes écoles restent néanmoins des privilégiés, quant à l'accès à l'emploi et à la nature de ce dernier. Non seulement ils occupent « quasiment tous des emplois de niveau supérieur » — essentiellement dans deux secteurs : études, recherche et production, — mais ils semblent bénéficier des seuls avantages d'une grande mobilité professionnelle.

« Quand ils décident de s'en aller, nos centraliens savent qu'ils n'auront aucune difficulté à trouver une seconde entreprise », conclut avec un bel optimisme M. Gourlet.

P. C.

(1) Enquête réalisée en 1976 par le Centre d'études et de recherches sur les qualifications (Cereq) — cahier 3 : « Formation et accès à l'emploi des étudiants issus des écoles d'ingénieurs » — novembre 1979.

(2) Le Cereq donne le chiffre de 8 %.

JEUNES DIPLOMÉS



- une carrière commerciale
- des responsabilités
- des techniques de pointe

BANQUE NATIONALE DE PARIS

Présente dans 77 pays.
SECTION D'ORIENTATION ET DE PERFECTIONNEMENT
5 rue St Fiacre 75002 PARIS

UNE CARRIÈRE DANS LA BANQUE

Choisir

L'INSPECTION GÉNÉRALE

Entrer dans un corps prestigieux chargé d'étudier pour le compte de la Direction Générale toutes les activités du Groupe, occuper, après quelques années, des postes de commandement assortis des plus larges possibilités de carrière.

L'EXPLOITATION

Exercer, après une période de formation, des responsabilités dans nos agences ou au siège, en France ou à l'étranger.

L'INFORMATIQUE

Participer au développement d'une technologie de pointe appliquée à tous les secteurs de la banque (Gestion, Systèmes, Réseaux, Bureautique...)

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Service du recrutement - 7, rue Caumartin
75009 PARIS - Tel. : 266.55.55

SAE

BATIMENT - TRAVAUX PUBLICS
20.000 personnes
CA. 10 Milliards en 82

Un carnet de commandes supérieur à 18 Milliards.
Des structures décentralisées, des activités diversifiées, des chantiers et des filiales en Europe, aux USA, en Amérique du Sud, au Moyen-Orient, en Afrique, en Asie.

RECHERCHE

INGENIEURS DEBUTANTS

- leur donner une formation : TRAVAUX, COMMERCIAL, GESTION,
 - les préparer à des postes de RESPONSABILITES
- ET A UNE CARRIÈRE INTERNATIONALE

SAE un groupe de tout premier plan pour réaliser vos ambitions d'entrepreneur.
Pour tout renseignement, Direction du Personnel
32, Avenue de New York 75784 PARIS CEDEX 16.



COFAP

Le levier de notre succès:
l'enthousiasme.

HOURRA

Automobiles Citroën - Direction du personnel Ingénieurs et Cadres
62, Bd Victor Hugo 92208 NEUILLY SUR SEINE CEDEX
ou Salon du Premier Emploi - Stand n° D-1

En avant Citroën!

CITROËN

C CONTINENT

Branche hypermarchés du groupe
PROMODÈS

35 établissements France et Etranger
Notre CA. a été multiplié par 7 en 10 ans pour atteindre
6 MM F.

Pour améliorer encore nos résultats, nous recherchons

CHEFS DE DÉPARTEMENT et CHEFS DE RAYON

Nous souhaitons des hommes jeunes ayant fait si possible des études supérieures, possédant la volonté de réussir une telle carrière.

L'expansion de notre groupe permet d'espérer des carrières intéressantes pour des hommes « décideurs », fins gestionnaires, possédant des qualités humaines nécessaires à l'épanouissement de leur équipe et ne craignant pas la mobilité géographique.

Les candidatures seront étudiées avec le plus grand soin au siège de CONTINENT. Il sera répondu à toutes.
Envoyer lettre manuscrite, CV, et prétentions à la Direction du Personnel - CONTINENT - 161, rue de Courcelles 75017 PARIS.

groupe Promodès

Très proches collaborateurs



Ce type de transport n'est pas autorisé sans contrat, collaboration et esprit d'équipe, c'est le type de relations que nous recherchons avec nos très proches collaborateurs. A chacun son standing.

Avec nous à tous les ingénieurs diplômés, T.E.A.M., M.E.N.E.S.

SCREO ROUTES vous propose de donner votre savoir-faire en 6/8 ans.

Si cette offre vous intéresse, rejoignez notre équipe en écrivant des lettres à SCREO ROUTES, Direction du Personnel

Interne Neufly-Adelme, 57 rue d'Angoulême, 92027 Paris, Tel. 775.66.66.



Avec l'ENS P.T.T.,
accédez à des fonctions
au plus haut niveau!

Jeunes
diplômés

Vous êtes titulaire d'un des diplômes requis pour le concours d'entrée à l'E.N.A. (grande école, second cycle des universités) et vous souhaitez valoriser votre formation dans des domaines aussi divers que les études financières, l'organisation de la production, les affaires sociales, les études commerciales ou l'informatique.

Encore vous faut-il trouver le partenaire qui saura tout mettre en œuvre tant sur le plan de la formation que sur celui des moyens techniques pour vous permettre d'exploiter au mieux vos capacités et de devenir un cadre dirigeant complet.

De telles responsabilités, l'ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES P.T.T. peut vous préparer à les assumer, grâce à une formation de 3 ans dont 17 mois à l'E.N.A.

Il s'agit d'un enseignement dispensé par des professeurs d'universités, des hauts fonctionnaires, des personnalités du monde économique et faisant appel à des méthodes actives et efficaces (études de cas, séminaires, utilisation de l'outil informatique).

A l'issue de cette formation, vous pourrez envisager une carrière brillante et variée, aussi bien au sein de l'Administration Centrale des P.T.T. que dans un Service Extérieur.

Le prochain concours d'admission a lieu les 27, 28 et 29 avril 1983 et il est ouvert aux diplômés de l'enseignement supérieur, âgés de moins de 30 ans au 1^{er} janvier 1983 et libérés des D.M. (la clôture des inscriptions est fixée au 5 avril).

Si la perspective d'acquiescer une formation complémentaire (bimémorée) de haut niveau et d'entreprendre une carrière non cloisonnée au cours de laquelle vos initiatives seront toujours encouragées, merci de prendre rapidement contact en téléphonant au (1) 200.34.34 ou au (1) 569.66.66, postes 46.68 et 43.10 ou en écrivant à l'ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES P.T.T. - 46, rue Baviard - 75634 PARIS CEDEX 13.

ENS P.T.T.
la Centrale
Ministère des P.T.T.

COFAP

هكذا من الأصغر

Le rôle des associations d'anciens

La force du clan

À soixantaine rayonnante, M. Gaston Gourlet est un patron heureux. Bureaux à deux étages, deux bureaux à deux étages, deux bureaux à deux étages... « clients » et « fournisseurs ». Son carnet de commandes est bien rempli. À côté du bureau directeur, une équipe de secrétaires s'affaire derrière de grandes baies vitrées. Un personnel industriel, un bureau de placement prospère, qui existe depuis le début du siècle. Le patron explique : « Nous avons chaque année un flux de trois cents entrants à mettre sur le marché. Nous interrogeons les industriels sur leurs besoins et obtenons en moyenne dix offres d'emploi pour un candidat. » Des résultats plus que satisfaisants : M. Gourlet est en réalité le délégué général de l'Association des anciens élèves de l'École Centrale.

Pour cette école, c'est l'Association des anciens élèves qui s'occupe du placement des jeunes diplômés. Son délégué général, ingénieur, ancien centralien, ancien dirigeant d'entreprise, est employé à plein temps par l'association. Un autre ancien centralien, permanent lui aussi, est responsable du placement des anciens élèves. Le budget, alimenté par les cotisations des centraliens est consacré pour ce service emploi. « Le premier devoir de notre association est l'entraide, et la première aide que nous fournissons à nos camarades est de leur trouver un travail », indique le délégué général. Sur les onze mille ingénieurs en activité, issus de Centrale, quatre cent par an changent d'emploi et demandent des conseils à leur association. Enquêtes confidentielles, dialogue et réflexion sur leur plan de carrière, telles sont les idées-forces qui, au dire de ses animateurs, différencient l'Association des anciens élèves d'un quelconque cabinet de recrutement. Dans un délai variant de trois à six mois, ces ingénieurs trouveront un autre emploi. Quant aux éventuels chômeurs, ils seront réclassés dans un laps de temps à peine plus long. « Tout notre système fonctionne sur un rapport personnel. Quand les jeunes diplômés viennent nous voir, nous discutons personnellement de leurs désirs. Ici, le responsable de l'emploi est un homme de terrain », précise M. Gourlet. Mais, au-delà des contacts personnalisés qu'il entretient avec les membres de l'association, l'autre atout qui fait l'efficacité de celle-ci demeure le nombre élevé d'offres d'emploi reçues.

La promotion des carrières.

La Société des anciens élèves de l'École nationale d'arts et métiers, les « gaudins », une autre grande école, reçoit chaque mois quatre cent offres d'emploi. Là aussi, les moyens de l'association sont importants. Vingt-deux personnes y travaillent à plein temps, et, cette année, la Société des anciens élèves a décidé l'acquisition d'un ordinateur de 900 000 francs pour la gestion du fichier de ses sociétaires et un meilleur fonctionnement de son service.

des emplois-carrières. Dynamisme oblige, une petite différence de terminologie montre, selon M. Pierre Gaudin, son secrétaire général, les nouvelles orientations de cette association : « Nous avons remplacé notre service de placement par un service emplois-carrières, pour avoir une vision plus large du problème, réorienter ceux qui sont mal orientés et faire de la promotion. » Où se révèle le rôle méconnu des associations d'anciens élèves, quand elles décident de planifier les carrières. Déjà, un budget de 600 000 francs est prévu pour la programmation de cet ordinateur. La bête informatique devrait permettre de mieux connaître les sociétaires et de promouvoir l'évolution de leurs carrières par des enquêtes plus affinées.

des départs en préretraite, nous sommes en train de créer une petite équipe de cadres et ingénieurs encore très au fait des réalités industrielles. »

Pour répondre aux besoins professionnels des anciens gaudins, un institut de formation en économie a été créé, avec un enseignement modulable en fonction de la disponibilité et des priorités de chacun.

Formation et convivialité

À Centrale, quand l'école a déménagé de Paris à Châteaufort-Méleby (Hauts-de-Seine), la Société des amis de l'école a pris en charge la construction et la gestion des résidences d'étudiants sur le nouveau campus. Distincte de l'Association

était en jeu. « Quand l'école était sur la Montagne Sainte-Geneviève, l'esprit de groupe se constituait naturellement. Il y avait 600 internes répartis par chambres de huit ; à Palaiseau, les élèves sont en chambres individuelles, et un jeune provincial un peu timide se retrouvera complètement perdu. » M. Michel Berry, le secrétaire de l'A.X. (l'Association des anciens élèves de l'École polytechnique), complète son jugement : « H.E.C. est plus convivial ; quant aux Mines, c'est une famille. »

Actuellement, un débat est ouvert entre anciens X sur l'enseignement dispensé à Palaiseau, débat repris dans les colonnes de la revue des anciens élèves, la *Jaune et le Rouge*. Au sommaire des revues d'anciens élèves, on trouve très souvent de

in'occuper seulement de banquets d'anciens combattants. Notre Société des anciens élèves doit être une force de proposition. » L'expression « déjà fait recette dans le domaine politique. L'association des anciens gaudins aurait-elle un projet de société ? Construit-elle un groupe de pression supplémentaire ?

Les grandes familles

Sens de la formule, M. Gaudin répond aux militants de son association que l'amitié qui les réunit ne doit pas être une fin mais un préalable. La réflexion sur leur métier à laquelle ils sont conviés doit les conduire à prendre des responsabilités sociales. « Nous sommes une force morale, explique le secrétaire

sol du siège d'une délégation départementale de l'équipement, en banlieue parisienne, travaillent une secrétaire à temps plein et la rédactrice de la revue. Le secrétaire général de l'association est bénévole. Une part importante du budget est consacrée au journal ainsi qu'à la fabrication de l'annuaire des anciens élèves. Actuellement, un tiers des élèves sont étrangers, et certains diplômés ont des postes à hautes responsabilités dans leurs pays. Il y a même parmi eux un ministre de l'équipement africain. Grâce à l'annuaire, les anciens élèves employés d'entreprises françaises de travaux publics peuvent espérer nouer des contacts directs avec leurs collègues étrangers et décrocher d'importants marchés. Réciproquement, l'association s'emploie à faire connaître l'école et à assurer sa réputation.

Toutes les associations insistent sur la force et la cohésion de leurs troupes. Exemple relevé dans la *Jaune et le Rouge*, ce compte rendu d'un dîner-débat entre polytechniciens sur le thème « La guerre économique et les polytechniciens » : « Les polytechniciens sont les « officiers » de cette bataille d'un nouveau type, et il est essentiel qu'ils acceptent d'aller en plus grand nombre sur les « théâtres d'opérations », c'est-à-dire à l'étranger. »

Cohésion du groupe, solidarité naturelle entre anciens d'une même école : le soupçon d'un pouvoir occulte guette même ces associations. D'aucuns osent émettre qu'avec un ancien à la direction du personnel d'une grande entreprise certains groupes ont vite fait de le transformer en chasse gardée. M. Gourlet, pour les centraliens, s'inscrit en faux contre cette opinion largement répandue : « Nous ne sommes en aucun cas une mafia. Une entreprise recrute un ingénieur en fonction de sa formation. Et puis, quand il a dix ans de pratique professionnelle, on prend surtout en compte son expérience. »

Comment alors expliquer les relations solidement entretenues entre anciens d'une grande école ? Carrière, c'est un peu irrationnel qui conduit un jeune fraîchement arrivé dans une entreprise à avoir un contact plus direct avec un ingénieur de son école — même s'il est diplômé depuis plus de trente ans — plutôt qu'avec un ingénieur de son âge, mais formé par une autre école ? M. Gourlet appelle cette solidarité naturelle « l'esprit de famille, l'esprit communautaire dira-t-on aujourd'hui. L'unité de base en est la promotion ; ce sont des gens qui ont vécu ensemble plusieurs années, comme l'équipage d'un navire-école, et qui ont souvent la même profil ». Et, souriant à tout ce capital commun, et à ses souvenirs, il ajoute : « Je pars bientôt pour Chypre pour un voyage de promo. Nous fêterons nos quarante ans d'école, et je peux vous assurer que nous allons retrouver nos vingt ans. » A propos de l'esprit d'école, le secrétaire général de l'A.X. conclut, goguenard : « Vous savez, tous les Français ont l'esprit tribal. »

JEAN DUMONTEIL.

BONNE CHANCE !!



ANCIEN ELEVE DE CENTRALE



ANCIEN ELEVE DE CENTRALE



(Dessin de PLANTU)

Mais les associations n'en restent pas là. Elles peuvent s'adjoindre des sociétés-satellites. Les anciens élèves des Arts et métiers ont créé une fondation grâce à des legs assez importants qu'ils avaient reçus. But de cette fondation : promouvoir l'activité inventive et la recherche. Depuis 1978, des accords ont été passés avec des organismes bancaires pour l'obtention de prêts préférentiels. Une quinzaine de créateurs, anciens élèves, ont ainsi été aidés. « Nous donnons la priorité à des projets d'entreprises industrielles plutôt qu'à des sociétés de services », précise M. Gaudin. En plus, nous avons mis sur pied une cellule de conseils techniques. Nous bénéficions là encore de la logistique des anciens élèves. Avec le renforcement

des anciens élèves, cette société est néanmoins gérée majoritairement par des anciens élèves, ainsi que des industriels. Elle loge 1 200 personnes et met à leur disposition de vastes installations sportives.

Certaines associations sont représentées au conseil d'administration des écoles. Mais, même quand elles n'y participent pas, elles se manifestent toujours. Ainsi quand il s'est agi de transférer l'école polytechnique de la Montagne Sainte-Geneviève, au cœur de Paris, à Palaiseau (Essonne), beaucoup d'anciens polytechniciens ont exprimé leur désapprobation. N'allait-on pas casser l'école en tout un système d'éducation en déportant les « X » (les polytechniciens) sur un gigantesque campus loin de Paris ? La spécificité du système éducatif

grands thèmes de réflexion. L'an passé, l'A.X. a organisé un colloque sur les techniques de pointe. Les anciens gaudins ont, eux, institué des rencontres annuelles : les Entretiens arts et métiers. Les thèmes abordés (l'innovation dans l'entreprise, le couple technique-culture...) obligent les anciens à réfléchir sur leurs pratiques professionnelles. « Nous avons créé ces Entretiens arts et métiers pour contribuer à une réflexion sur le métier d'ingénieur et sur l'apport de la technique dans la société », explique M. Gaudin. Alors que le pourcentage de syndicalisation est très faible chez les ingénieurs, 85 % des gaudins adhèrent à notre société des anciens. Nous profitons donc d'une forte capacité de mobilisation. »

M. Gaudin se déclare militant de son association. Adhésion est un mot trop faible pour décrire son engagement. « Si, à quarante ans, je suis venu travailler ici, ce n'est pas pour

général, depuis longtemps notre association est reconnue d'utilité publique et nous sommes fondés à des relations avec les ministères de tutelle de l'école. »

Le projet de loi sur l'enseignement supérieur mobilise d'ailleurs toutes les énergies. Les associations d'ingénieurs de cent cinquante écoles sont fédérées, depuis plusieurs années, par la FASID (Fédération des associations et sociétés françaises d'ingénieurs diplômés), qui se bat pour défendre le titre d'ingénieur et obtenir de meilleures reconnaissances des diplômes à l'étranger.

Bien que fédérées, ces cent cinquante associations n'ont pas toutes la même importance. L'Association des ingénieurs des travaux publics de l'Etat, dont les membres sont anciens élèves de l'E.N.T.P.E. (École nationale des travaux publics de l'Etat), dispose de moyens plutôt limités : dans un petit local au sous-

Institut national polytechnique de Grenoble

46, avenue Félix Viallet 38031 Grenoble cedex tél. (76) 47 98 55

L'Institut National Polytechnique de Grenoble rassemble cinq Ecoles Nationales Supérieures d'Ingénieurs (ENSI) et une Ecole à statut privé, assimilée à une ENSI. Les Ecoles préparent aux diplômés d'ingénieurs relevant de leurs spécialités. Elles possèdent des Laboratoires de Recherche dont les activités sont étroitement liées à leurs activités d'enseignement. Elles recrutent, en première année sur les concours communs aux ENSI, en deuxième année sur mérites délivrés par les Universités et dans leurs sections spéciales sur diplômes d'ingénieur. Elles ont des caractéristiques communes : des enseignements modernes et de haut niveau, une recherche active, un rôle international, une ouverture vers l'économie, un souci de participer à des actions de formation continue.

ENS d'Electrochimie et d'Electrometallurgie (ENSEEG)
domaine universitaire, BP 44
38401 Saint Martin d'Hères
tél. (76) 94 41 27

ENS d'Electronique et de Radioelectricité (ENSERG)
23, rue des Martyrs
38031 Grenoble cedex
tél. (76) 87 68 76

ENS d'Ingénieurs Electriciens de Grenoble (ENSIEG)
formation d'ingénieurs en automatique, électrotechnique, génie physique, génie énergétique et nucléaire, génie atomique, planification des systèmes énergétiques
domaine universitaire, BP 46
38402 Saint Martin d'Hères
tél. (76) 44 88 45

ENS d'Hydraulique de Grenoble (ENSHG)
deux options : mécanique des fluides industriels ou aménagement du territoire
domaine universitaire, BP 53 X
38041 Grenoble cedex
tél. (76) 44 82 63

ENS d'Informatique et de Mathématiques Appliquées (ENSIMEG)
domaine universitaire, BP 53 X
38041 Grenoble cedex
tél. (76) 54 81 45

Ecole Française de Papeterie (EFP)
formation d'ingénieurs pour la fabrication des papiers, pour leurs transformations et pour l'imprimerie
domaine universitaire, BP 65
38402 Saint Martin d'Hères cedex
tél. (76) 42 01 27

Recherche
Les laboratoires de recherche des diverses écoles possèdent, dans leurs spécialités respectives, des formations de troisième cycle susceptibles de conduire au Diplôme d'Etudes Approfondies, à un Doctorat de Spécialité, à un Doctorat d'Ingénieur ou à un Doctorat d'Etat en Sciences.

Formation professionnelle continue
Ce service organise des stages de recyclage dans des domaines très variés et à évolution rapide, permettant aux stagiaires une mise à jour de leurs connaissances ou l'acquisition de bases leur donnant la possibilité d'aborder un domaine nouveau.
46, av. F. Viallet 38031 Grenoble cedex
tél. (76) 47 98 55

FORMATION A L'ENSEIGNEMENT ET A LA RECHERCHE EN GESTION
programme d'été

La Fondation nationale pour l'enseignement de la gestion des entreprises (F.N.E.G.E.) soutient huit programmes de niveau doctoral en gestion.

- Vous désirez devenir un enseignant-chercheur dans le domaine des sciences de gestion.
- Vous êtes attiré par les activités de conseil en management.
- Vous êtes titulaire d'un diplôme d'ingénieur, d'un diplôme universitaire de niveau maîtrise ou d'une expérience professionnelle, mais vous ne possédez pas de formation universitaire de base en gestion.

Avec le concours de la F.N.E.G.E., un consortium de 8 établissements d'enseignement supérieur organise un

programme d'été de préparation aux études doctorales de gestion.

Ce programme vous permet l'accès direct aux études doctorales dans l'un des 8 établissements ci-dessous. Des bourses en nombre limité peuvent être accordées.

Le programme d'été est également ouvert, dans la limite des places disponibles, à des enseignants et formateurs d'autres disciplines (économie, psychologie, droit, informatique, etc.) désireux d'acquiescer ou de compléter une formation en gestion.

Date limite de dépôt des candidatures : 1^{er} juin 1983.

Renseignements et retrait des dossiers : s'adresser aux responsables de programmes de niveau doctoral des 8 établissements suivants, membres du consortium :

L.A.E. D'AX-EN-PROVENCE
29, avenue Robert Schuman
13617 AX-EN-PROVENCE (42) 59.09.47

L.A.E./E.C. DE GRENOBLE
Campus Universitaire
38040 GRENOBLE Cedex (76) 54.81.78

L.E.R./L.A.E. DE RENNES
9, rue Jean Macé
35042 RENNES (99) 38.03.92

L.R./L.A.E. DE BORDEAUX
35, place Pey-Berland
33076 BORDEAUX (56) 52.99.80

L.A.E. DE LILLE
1 bis, rue Georges Lefèvre
59043 LILLE Cedex (20) 52.32.56

PROGRAMME DOCTORAL DE LYON
23, rue de Dardilly
69130 ECULLY (7) 833.81.22

E.S.S.E.C.
B.P. 105
95021 CERGY PONTOISE Cedex (3) 038.38.00

PROGRAMME DOCTORAL DU C.E.S.A.
(H.E.C. - I.S.A. - C.F.C.)
1, rue de la Libération
78350 JOUY-EN-JOSAS (3) 956.80.00

ou à la F.N.E.G.E.
2, avenue Hoche - 75008 PARIS - Tél. : 766.03.08

هكوان الأول

ESIM

Grande École d'Ingénieurs
sur la façade Méditerranéenne.
Une formation polyvalente.
3 ans d'études avec alternance de stages.

ÉCOLE SUPÉRIEURE
D'INGÉNIEURS DE MARSEILLE

Recrutement :
1^{re} année sur 2 concours distincts (Math Spé - Deug A)
2^e année aux titres (maîtrises) et dossier

Options :
Génie Civil - Génie de la mer
Génie Électrique
Génie Thermique

L'ESIM ouvre l'accès en particulier à quelques
domaines technologiques très porteurs : Offshore,
microélectronique, électronique de puissance,
conception de produits nouveaux, énergies nouvelles.

ESIM, 28, rue des Électriciens - 13012 Marseille
Tél. (91) 49.91.40

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE MARSEILLE

(Publicité)

ASSISTANAT ESSEC *

Préparation à l'Enseignement, à la Recherche et
au Conseil en Gestion

VOUS ÊTES TITULAIRE D'UN D.E.A. EN GESTION

L'ESSEC offre un nombre limité de postes d'Assistants de Recherche
pour les candidats titulaires d'un D.E.A. souhaitant poursuivre des activités
d'Enseignement, de Recherche et de Conseil en Gestion.

Les Assistants travaillent avec un Professeur de l'ESSEC de leur choix
qui les guide et les dirige dans leurs recherches doctorales. Ils bénéficient,
par ailleurs, d'un encadrement rigoureux (séminaires, informatique, biblio-
thèque, etc.) et de concours d'un corps professoral de renommée interna-
tionale.

Durée des travaux : un à deux ans.

VOUS ÊTES TITULAIRE D'UN DIPLOME DE SECOND CYCLE,
OU BIEN DIPLOMÉ D'UNE GRANDE ÉCOLE D'INGÉNIEUR
OU DE GESTION

Grâce aux accords passés entre l'F.A.E. d'Aix-en-Provence et l'ESSEC,
il vous est possible de poser votre candidature pour l'admission au Pro-
gramme de D.E.A. Sciences de Gestion, organisé par ces deux institutions.

Si vous ne possédez pas de formation préalable de haut niveau à la Ges-
tion des Entreprises (150 heures au minimum), vous pouvez vous faire in-
scrire au Programme d'Été qui dispense une telle formation.

L'obtention du D.E.A. vous permet de postuler à un poste d'Assistant à l'ESSEC.

POUR TOUTES RENSEIGNEMENTS ET DOSSIER DE CANDIDATURE
S'adresser à la Direction du Programme Doctoral, ESSEC - B.P. 105,
93021 CERGY-PONTOISE CEDEX. Tél. 038-38-00.

DATE LIMITE DES CANDIDATURES : 15 MAI 1983.

L'Assistant ESSEC, Programme Doctoral en Sciences de Gestion, re-
çoit le soutien de la F.N.E.G.E. (Fondation Nationale pour l'Enseignement
de la Gestion des Entreprises).

* École Supérieure des Sciences Économiques et Commerciales ; Éta-
blissement Privé d'Enseignement Supérieur.



INSTITUT NATIONAL DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

ACCÈS

Candidats ext. (Math. Spé.)
Candidats intern. (P.T.T.)

DÉBOUCHÉS

Secteur privé et public
des Télécommunications

L.N.T. : Les Éphémères - 91011 ÉVRY - Tél. : 077-94-11

ÉTUDES

Trois ans - Enseignement dis-
pensé par professeurs d'univer-
sité, fonctionnaires et chercheurs
des P.T.T. (C.N.E.T.).
Ingénieurs du secteur privé.
Stage industriel de 5 mois.

LIBRES OPINIONS

Quels ingénieurs pour demain ?

par MICHEL PERRUT (*)

S'il est un lieu commun de rap-
peler que notre pays se doit
de mettre en valeur sa « matière
grise », encore faut-il en tirer les
conséquences dans l'organisation de
la formation des hommes ! Dans le
contexte de la crise actuelle, il est
impératif de mobiliser un nombre
croissant d'hommes compétents et
dynamiques afin de conduire avec
énergie les innovations qui nous per-
mettront de réussir la reconstruction
d'une industrie moderne et puissante
et d'aborder avec une force renou-
velée les défis du futur. Apparaît donc
très nettement la double nécessité
d'augmenter le nombre d'ingénieurs
et de chercheurs formés dans les do-
maines les plus « porteurs » et
d'adapter le contenu de leur for-
mation aux problèmes futurs.

Il est fondamental de s'interroger
sur la finalité à viser avant d'attendre
les structures les plus efficaces pour
y parvenir. S'il n'est pas possible de
définir un profil-type pour l'ingé-
nieur, tant cette profession recouvre
des métiers différents d'une branche
industrielle à l'autre, d'une fonction
à l'autre au sein même de l'entre-
prise, on peut cependant essayer de
raser les éléments communs
recherchés par les employeurs et re-
connus comme objectifs par le sys-
tème de formation. Certes, l'ingé-
nieur est supposé posséder une haute
compétence scientifique et techni-
que lui permettant de maîtriser des
technologies en mutation perma-
nente ; mais on attend bien plus de
lui ! Pour ma part, et bien que cette
formule ne soit pas définitive, je
voudrais définir l'ingénieur par le
système de formation. Certes, l'ingé-
nieur est supposé posséder une haute
compétence scientifique et techni-
que lui permettant de maîtriser des
technologies en mutation perma-
nente ; mais on attend bien plus de
lui ! Pour ma part, et bien que cette
formule ne soit pas définitive, je
voudrais définir l'ingénieur par le
système de formation.

Je considère en effet qu'« entre-
prendre » et « innover » doivent être
les mots-clés de l'action future des
hommes que nous formons et, par-
tant, les mots-guides de la formation
que nous devons organiser, dépas-
sant largement les frontières des
connaissances purement scientifi-
ques et technologiques, dans le
contexte d'une économie largement
ouverte, d'une concurrence à l'échelle
planétaire et d'un monde à haut
niveau de communication.

Maîtriser la langue française

En premier lieu, l'ingénieur di-
plômé doit posséder une solide for-
mation de base lui permettant d'ap-
préhender les problèmes relatifs au
domaine qu'il a choisi. Pour cela, il
doit posséder, avant d'entamer sa
formation technologique, une prépa-
ration qui lui permette d'acquies-
cer à l'apprentissage de méthodes
de travail à un rythme élevé, un ou-
til mathématique parfaitement maî-
trisé et utilisable (1) avec une no-
uverture sur les mathématiques
appliquées et une bonne connais-
sance de l'informatique de calcul.
Mais aussi la compréhension de la
matière, de l'énergie et de leurs inter-
actions, regroupant dans un même
ensemble indissociable la physique
et la chimie - voire une introduc-
tion à la biologie et aux sciences de
la vie - avec une forte sensibilisa-

tion à la méthode expérimentale afin
d'équilibrer une formation qui est
hien trop axiologique et déductive
- donc stérilisante pour la création
- dans le système actuel. Enfin il
est souhaitable que le futur ingé-
nieur maîtrise la langue française,
tant écrite qu'orale, et possède une
formation aussi étendue que possible
en langues étrangères - en tout cas
en anglais.

La formation humaine

Après cette préparation commune
à l'ensemble des formations d'ingé-
nieurs, qui doit être hève (deux an-
nées, en évitant les redoublements
actuels en classes de mathématiques
spéciales qui constituent un gâchis
pur et simple la plupart du temps !),
trois années paraissent nécessaires
pour le cycle terminal comprenant
deux années de formation technolo-
gique spécifique à la branche choisie,
suivies d'une année finale d'ou-
verture sur la recherche et sur le
monde industriel. La formation
technologique spécifique doit être
conçue comme l'acquisition des
connaissances minimales requises
pour la compréhension des technolo-
gies utilisées dans une branche don-
née de l'industrie ou dans un do-
maine particulier (l'électronique, les
mesures physiques, par exemple) ;
pour être spécifique, elle ne doit pas
pour autant être trop spécialisée, et
l'acquisition des concepts fondamen-
taux est impérative pour préparer
les adaptations futures - à condition
toutefois d'éviter de tomber dans
l'excès d'une formation générale
uniquement conceptuelle sous la
forme d'une « super-classe prépa-
ratoire ». Compétent mais aussi réali-
sateur, l'ingénieur devra être formé
pour avoir constamment le sens du
concret qui ne s'acquiert qu'en fai-
sant largement appel aux travaux
pratiques et expérimentaux, et aussi
à l'application globalisée des
concepts acquis dans les enseigne-
ments théoriques (projets, études de
cas, etc.). Les visites et stages en
usines sont également irremplaça-
bles afin que le contact avec le réel
vienne conforter et éclairer les
connaissances théoriques acquises.

On ne peut dissocier complé-
ment les connaissances scientifiques
et technologiques de la formation
humaine que requiert la fonction
d'ingénieur, tant il est vrai que la fa-
çon d'apprendre est aussi impor-
tante que ce qu'on apprend finale-
ment. La transmission de
connaissances doit être conçue de
façon dynamique ; il ne s'agit pas
de former de « grosses
têtes » sèches et mortes, il s'agit
mieux leur donner les bases mini-
males ainsi que le goût et les mé-
thodes pour continuer à se former
tout au cours de leur carrière ; car
les techniques évoluent vite, et seuls
ceux qui savent s'adapter pourront
demeurer au premier rang mondial :
il n'est pas souhaitable de former
des hommes immédiatement utilisables
mais mal préparés aux évolutions
futures.

C'est en particulier dans cette
optique que devrait être organisée
l'année de transition vers la vie pro-
fessionnelle : cours d'approfondisse-
ment - et non de spécialisation ! -
travail de recherche en laboratoire
car rien ne saurait remplacer la for-
mation par la recherche (même
pour un ingénieur, qui ne se consa-
crera pas à la recherche en elle-
même), stage dans une entreprise,
projet de fin d'études... L'ingénieur
doit également être en mesure de
communiquer dans ce domaine,
trop souvent négligé dans les
grandes écoles, beaucoup reste à
faire pour que l'homme compétent
soit en mesure de faire passer ses
idées aussi bien par la connaissance
des techniques d'expression orale et
audiovisuelle que par la maîtrise de

l'écriture ; et rappelons que la prati-
que de la langue anglaise - et si pos-
sible d'autres langues étrangères -
est indispensable dans une économie
mondialisée. De plus, l'ingénieur
doit être préparé à commander des
hommes, à animer des équipes ; et
s'il est vrai que l'apprentissage des
relations humaines et des rapports
sociaux dans l'entreprise ne peut va-
lablement être vécu que sur le ter-
rain, il nous paraît cependant néces-
saire de sensibiliser le futur cadre à
ces problèmes.

L'objectif étant fixé, quelles
structures faut-il mettre en œuvre
pour y parvenir ? Il est nécessaire de
souligner tout d'abord quelques
points essentiels.
L'importance du rôle assigné aux
ingénieurs et aux qualités que la
polyvalence est en droit d'attendre
d'eux exige qu'une sélection sévère
permette de dégager ceux qui pour-
ront réussir. Comme toute sélection
doit être démocratique et équitable,
il est essentiel que soit conservé un
système de concours « au plus tôt »,
ce qui est possible à la fin des deux
années communes de préparation,
afin d'éviter la sélection par échecs
successifs jusqu'à la fin du cycle,
système coûteux pour la collectivité
et trop favorable à ceux qui ont le
temps et les moyens de redoubler.

De plus, la spécificité des nom-
breuses formations d'ingénieurs né-
cessite l'autonomie financière, péda-
gogique et scientifique (avec
contrôles a posteriori). Elle doit
être reconnue aux établissements
avec une gestion effectivement dé-
centralisée des moyens requis afin
de donner la souplesse nécessaire à
l'adaptation permanente des ensei-
gnements.
Enfin, il faut rappeler que la sym-
biose entre l'enseignement et la re-
cherche pratiquée dans les labora-
toires de l'établissement est une
condition de qualité. Le développe-
ment de la recherche, surtout dans le
domaine des sciences pour l'ingé-
nieur, trop longtemps négligées par
l'Université, est fondamental dans
les établissements formant des ingé-
nieurs. Les actions de formation
continues seront dynamisées afin
de créer des liaisons très étroites
entre les ingénieurs en activité et, à
travers eux, avec le monde industriel.

Ces éléments étant rappelés, il
reste à s'assurer de l'adéquation des
structures à mettre en place, en par-
tant de la situation actuelle.

Ne pas griller les étapes

Il convient d'abord d'utiliser au
mieux les outils existants et en par-
ticulier la plupart des écoles d'ingé-
nieurs, qui sont organisées autour de
projets pédagogiques cohérents,
constitués en noyaux à taille hu-
maine, dynamiques et adaptables,
même si certaines imperfections
sont à corriger. Ainsi, certaines
écoles isolées et désempées doivent
être fermées, alors que des créations
nouvelles sont à encourager lorsque
des besoins nouveaux apparaissent
(biotechnologie, informatique, robo-
tique, etc.). Les instituts nationaux
techniques véritables universi-
tés de technologie au sein des-
quelles chaque école peut conserver
son patrimoine culturel propre, son
originalité et son dynamisme, sont
incontestablement des succès qu'il
conviendrait d'étendre chaque fois
que cela sera possible. D'autres re-
groupements peuvent également
être envisagés afin de constituer des
pôles d'excellence autour de certains
thèmes car des écoles apparaissent
aujourd'hui bien trop isolées géogra-
phiquement et scientifiquement.

D'autre part, des liaisons étroites
bien comprises entre les universités
et les écoles ne peuvent qu'être bé-

néfiques, à condition toutefois que la
décentralisation des décisions impor-
tantes et la personnalité de chaque
formation soient effectivement pré-
servées.

On ne peut que se réjouir de voir
affirmer par les pouvoirs publics la
nécessité de réorienter les forma-
tions universitaires avec le souci de
« professionnalisation » et de plu-
riscience ; il faut cependant
bien voir que les réorientations à s'en-
gager dans cette voie seront sans doute
considérables et qu'il faudra du
temps pour que les mentalités évo-
luent ; et il y aurait grand danger à
vouloir griller les étapes en intégrant
complètement dès aujourd'hui cer-
taines écoles d'ingénieurs aux uni-
versités (dans les villes où il n'y a
pas d'instituts nationaux polytech-
niques en particulier) car leur spéci-
ficité risque d'être rapidement
« noyée » au sein d'un ensemble
d'une dimension beaucoup plus im-
portante, dont les méthodes de ges-
tion et de travail sont très diffé-
rentes.

Enfin, pour ce qui concerne le re-
crutement, il convient d'augmenter
sensiblement le flux de candidats
scientifiques, en premier lieu en re-
formant le deuxième cycle des ly-
cées où l'hypersélection par les ma-
thématiques nous paraît trop res-
trictive et éliminatoire des carrières
technologiques trop de jeunes gens
capables. On doit à l'interroger en ou-
tre sur les modes de recrutement et
particulièrement sur le contenu de
l'enseignement des classes prépa-
ratoires. Sans équivalents dans les
grands pays développés, elles consti-
tuent une excellente école de l'effort,
de la méthode, et confèrent aux
élèves une bonne maîtrise de l'outil
mathématique ; mais elles sont un
peu trop une école de l'abstraction
et de l'axiomatique pour être par-
faitement adaptées à la formation d'in-
génieurs et de chercheurs devant
posséder un excellent sens physique,
le goût de l'expérimentation et une
créativité élevée. Si le recrutement
par concours nationaux ne paraît ef-
fectivement le meilleur système -
ou le moins mauvais ! - il est au-
jourd'hui évident que le contenu de-
vra en être profondément revu
même si cela doit être fait contre
l'avis, jusque-là prépondérant, de
quelques grandes écoles ligées dans
un prestige désempé.

La réforme annoncée du premier
cycle des universités ainsi que la
transformation du deuxième cycle
devraient permettre d'attirer un
nombre croissant d'étudiants dans
les filières scientifiques et de faci-
liter les passages entre universités et
écoles. Il me paraît important de
rassembler ces quelques réflexions,
afin d'éviter certains pièges d'atten-
tion ou certains débordements dont
nous avons tous intérêt à faire l'éco-
nomie !

L'heure n'est pas aux belles en-
voies. Il faut d'abord sortir le pays de
la crise, vaincre le cauchemar du chô-
mage. L'enseignement supérieur
par son rôle de formation des cadres
de la nation, a une responsabilité es-
sentielle dans ce combat.

(1) Alors que la formation actuelle
dans les classes préparatoires fait des
mathématiques un objet, une finalité et
non un outil !

Bacheliers ! destination : une carrière internationale



LE GROUPE ESSEC VOUS PROPOSE :

- Des carrières vivantes et variées.
- Un secteur aux débouchés nombreux.

**ÉCOLE DES PRATICIENS
DU COMMERCE INTERNATIONAL**

Enseignement supérieur privé reconnu par l'État.
3 ANNÉES D'ÉTUDES

- Vous êtes bachelier ou vous avez entamé des études supérieures. Vous avez de bonnes connaissances en langues étrangères. L'EPSCI, créée par le Groupe ESSEC, peut vous apporter la formation que vous souhaitez.

CONCOURS D'ENTRÉE EN 1^{re} ANNÉE :

- 7 juin (écrits) - 22-23 juin (oral)
ou
- 14 septembre (écrits) - 27 septembre (oral)

- Vous êtes titulaire d'un diplôme de 1^{er} cycle d'enseignement supérieur en Économie, Gestion ou Commerce, vous pouvez être admis en deuxième année.

CONCOURS D'ENTRÉE EN 2^e ANNÉE :

- 14 septembre (écrits) - 26 septembre (oral)

M. _____

Adresse _____

ESSEC

Désire recevoir la documentation de l'EPSCI.
EPSCI-BP 105-95021 Cergy-Pontoise Cedex
Téléphone : 038-38-00, postes 1411 et 1412.

Publicité

**FORMATIONS ET DIPLOMES
DE LANGUES
pour la vie professionnelle**

Tous ceux qui ont étudié une langue
(anglaise, allemande, italienne, espagnole,
russe), quel que soit leur âge ou leur ni-
veau d'études, ont intérêt à compléter
leur qualification par une formation en
langues, décisive dans la vie profession-
nelle. Cette formation peut être confir-
mée par un des diplômes suivants :

- Diplôme de langues étrangères, compléments indispensables pour
tous les emplois ;
- B.T.S. traducteur commercial, at-
testant une formation de spécialiste de
la traduction d'entreprises ;
- Université de Cambridge (anglais),
carrière de l'information, édition, tou-
risme, hôtellerie, etc.

Examinez chaque année dans les prin-
cipales villes de France.
Étudiants, cadres commerciaux et ad-
ministratifs, ingénieurs, techniciens, se-
crétaires, représentants, comptables,
etc., profiteront de cette opportunité
pour améliorer leur compétence et leurs
chances.

Documentation gratuite sur la prépa-
ration et les débouchés de ces diplômes,
sur demande à : Langues et Affaires,
services 2943, 35, rue Collonges,
92303 Paris-Levallois, tél. 270-51-56.
(Établ. privé à distance).

**SCIENCES PO.
Préparations**

Documentation sur demande

- Stage intensif d'été
- Stage annuel
- Stage parallèle

IPEC Enseignement supérieur privé
46, bd Saint-Michel, Paris 6
Téléphone : 633.81.23/23.83.71/23.46.87

**Ecole d'Administration
et Direction des affaires**

L'E.A.D. propose un enseignement
portant sur tous les problèmes
d'administration et direction des
entreprises.
Cinq options professionnelles en
troisième année :

- Finances
- Gestion du Personnel
- Marketing
- Publicité et Relations
publiques
- Commerce international

Trois ans d'études après le baccalauréat.
Admissions directes :

- en deuxième année : DEUG ou équivalent
- en troisième année : Licence ou Maîtrise
- sur dossier : B.T.S./D.U.T.

Stages et nombreux
travaux en collaboration
étroite avec les entreprises

Service de placement
E.A.D. - 15, rue Souffiot, 75240 PARIS Cedex 05 - 329-97-60

Enseignement supérieur privé
Demande notre documentation

Nom _____

Prénoms _____

Adresse _____

Niveau d'études _____

**Des ca-
rrières pour notre appa-
rent**

PIERRE JAN

Le monde des cadres n'est pas homogène. Il est composé de plusieurs catégories de professionnels. Certains sont des « cadres supérieurs », d'autres des « cadres moyens », d'autres encore des « cadres inférieurs ». Chacun a ses spécificités, ses compétences, ses débouchés. Il est important de bien connaître ces différentes catégories pour pouvoir s'orienter correctement dans le monde du travail.

Le monde des cadres est en constante évolution. De nouvelles professions apparaissent, d'autres disparaissent. Il est donc essentiel de rester à jour sur les tendances du marché du travail. Cela nécessite une formation continue, une veille constante sur les évolutions technologiques et sociales.

Enfin, il est important de ne pas se laisser décourager par la concurrence. Le monde des cadres offre de nombreuses opportunités pour ceux qui sont prêts à travailler dur, à apprendre, à évoluer. C'est une carrière exigeante, mais aussi très enrichissante.

Des cadres pour notre appareil industriel

par PIERRE JARLEGAN (*)

RÉLEVER les défis technologiques du vingtième siècle, ce n'est pas autre chose que d'assurer l'avenir de notre société. Cet avenir va se jouer dans le domaine de l'éducation, avec le recrutement des futurs jeunes cadres qui seront l'ossature, dans quinze ans, de notre appareil industriel.

L'ensemble du problème éducation-recrutement-emploi a une relation directe, de cause à effet, avec l'efficacité des grandes écoles et des universités. Pour ce faire, celles-ci doivent s'ouvrir largement au monde professionnel. Ce n'est pas un vain plaidoyer, mais une nécessité pressante.

Aujourd'hui, nous assistons à une pénurie d'ingénieurs. Cette pénurie n'est pas due seulement à un défaut d'orientation et d'harmonisation, mais aussi à une insuffisance des effectifs d'élèves ingénieurs. Un paradoxe à un moment crucial, qui voit le taux du chômage des jeunes être plus grand que celui des adultes ? Non, erreur de diagnostic. C'est tout le débat entre ceux qui plaident pour la « formation culturelle » et ceux qui affirment l'urgence nécessaire de la « formation métier ». Il faut dépasser ces débats et voir les choses en face. Il faut contribuer à une meilleure préparation à la vie active.

Un seul exemple : l'informatique et l'électronique. Toutes deux ont créé beaucoup d'emplois. Elles en créent encore. Les Cahiers des groupes de stratégies industrielles (n° 3), édités par le commissariat général du Plan, précisent que la « filière économique » gère dans les branches en amont des emplois équivalant à un coefficient multiplicateur de 0,6 à 0,8 fois des emplois de la filière. Pour les branches militaires, le coefficient est encore plus élevé : 2,5 à 3 fois pour 1986. Le progrès technique a toujours créé plus d'emplois qu'il n'en a supprimé à long terme, emplois directs et emplois indirects, mais modifie profondément les conditions de recrutement et d'emplois des jeunes cadres diplômés.

J'aurais dû prendre d'autres exemples amenant à la même conclusion : ceux de l'ingénierie, qui comprend des activités concernant l'enseignement des fabrications, de la conception à la réalisation, qui devrait être l'une des composantes les plus productrices d'emplois. Conscients des errements antérieurs dus aux effets conjugués de l'absence de stratégie, d'absurdité juridique, d'obstacles administratifs, la C.G.C. a toujours rappelé son désir de participer à l'effort de réflexion, de proposition et de redressement d'une situation qui, continuant à se dégrader, ne peut que nuire à l'intérêt général.

Le rôle de la formation aux technologies nouvelles s'avère donc capital. Une formation insuffisante ou mal adaptée est non seulement génératrice de nombreuses déceptions, mais provoque aussi la pénurie des techniciens dont notre industrie a grand besoin.

Du commandement à l'animation

Une autre formation des jeunes diplômés est également indispensable : celle concernant le vaste domaine des relations humaines dans l'entreprise. Si le savoir-produire, et le savoir-organiser des cadres sont importants pour l'économie de l'entreprise, son dynamisme et son expansion, il n'est plus possible de négliger les relations que les ingénieurs et les cadres ont à entretenir avec leurs collaborateurs employés, techniciens, ouvriers ou simples manœuvres. Le capitalisme est dépassé : il faut désormais savoir passer du commandement à l'animation-explication.

Certains réclament à grand bruit un « nouveau carrefour » pour les cadres, afin de redéfinir leur rôle dans l'entreprise. Sans aller jusqu'à, il n'en est pas moins vrai que la vie professionnelle et personnelle du cadre est conditionnée par les nouvelles données économiques et sociales. D'où la doctrine affirmée par la C.G.C. en ce qui concerne le respect d'une juste hiérarchie des valeurs qui tient compte, bien sûr, de cette mutation dans le mode d'acceptation de l'autorité et de l'organisation. Sans cette hiérarchie, il est indéniable que le découplage et l'inquiétude, comme je viens de le souligner au Plan, se développeront rapidement avec ces questions entendues si souvent aujourd'hui : « Pourquoi se donner du mal, jouer les Don Quichottes, dans un système où les valeurs ne sont pas reconnues et ne sont plus les mêmes. »

Le marché des cadres reste bon globalement, les offres ayant mar-

qué une progression d'ensemble de 10 % en 1982 par rapport à 1981, avec des disparités assez fortes d'une fonction à l'autre. Le gouvernement a donc intérêt à faciliter l'insertion sociale et professionnelle des jeunes diplômés en relançant notre industrie grâce à une stratégie industrielle claire et précise. La C.G.C. le dit et le répète. Pour ce faire, il faut des choix, mais aussi répertorier les marchés potentiels, faire appel aux brevets, aux licences et à toute la recherche.

Les journées organisées par Jean-Pierre Chevènement avaient l'ambition de définir clairement le cadre de la nouvelle politique industrielle. Mais le gouvernement a-t-il les moyens de sa politique, tant au plan du financement qu'au plan des hommes ? La France manque annuellement de trois mille à quatre mille ingénieurs, constatation confirmée par le président de la République et le rapport Schwartz. Cette pénurie hypothèque gravement l'avenir de notre industrie. Il faut donc augmenter les effectifs des étudiants ingénieurs dans les grandes écoles adaptées à la préparation aux techniques nouvelles et à la recherche, mais aussi dans les universités, qui doivent devenir plus efficaces.

Comme pour la stratégie industrielle, l'heure n'est plus aux discours, mais aux actes. Tout doit être mis en œuvre immédiatement pour que la pénurie en matière grise disparaisse de notre pays. La politique de l'éducation ne peut être seulement celle des enseignants. Il faut prévoir que le ministère de l'Éducation nationale développe, en étroite liaison avec les ministères compétents (industrie, commerce, artisanat, recherche, culture, travail et fonction publique), information et prospective sur l'avenir des compétences qui conditionnent l'avenir des jeunes diplômés.

Une fausse fenêtre

La C.G.C. a souligné à chacune de ses interventions au ministère de l'Éducation nationale, au Conseil supérieur, dans les différentes commissions Schwartz et Jeantet. C'est pourquoi elle s'est élevée contre le projet actuellement en cours. Celui-ci, en effet, n'ouvre qu'une fausse fenêtre sur l'ensemble du secteur. Il n'apporte rien de mieux quant aux prévisions d'évolution de l'effort qu'une nation industrielle comme la nôtre devrait consentir pour son enseignement supérieur. Et ce n'est pas avec le nivellement et l'uniformisation, qui sont les deux maux de cette réforme, que nous arriverons au bon niveau culturel à un moment où l'on ne cesse de parler de compétitivité et où l'on voit les autres nations industrielles avoir adopté cette formation reconnue indispensable pour entrer, avec le maximum de succès, dans la vie active.

Je souhaite que nos gouvernants, dans ce domaine comme en économie, car tout se tient pour l'emploi des jeunes diplômés, ne refusent pas que la réalité soit conforme à leurs discours. Il y va de l'avenir de la France et du maintien de son rang de nation hautement industrialisée. Nous oublions pas que les méthodes d'enseignement reflètent le bon ou le mauvais fonctionnement des sociétés. Elles doivent s'adapter aux technologies et méthodes nouvelles pour trouver leur équilibre et leur efficacité dans une bonne répartition de l'éducation qui doit être à la fois expérimentale, conceptuelle et créatrice.

Il faut armer notre jeunesse pour des temps difficiles et maintenir notre pays au rang des nations développées. La démagogie égalitariste est mauvaise conseillère. Demain, elle risque de nous coûter cher.

* Délégué national de la C.G.C.

Eviter les combats d'arrière-garde

par DANIEL BANCEL et JEAN-LOUIS PIEDNOIR (*)

Il est un fait acquis pour beaucoup que l'université a de tout temps contribué à l'accroissement du savoir de la même façon qu'elle le fait aujourd'hui. Il serait plus juste de dire qu'elle s'est constituée pendant des siècles comme la gardienne de la sagesse. C'était sa tâche de préserver un certain savoir et de le transmettre à la génération suivante. Elle étudiait les vérités éternelles et ignorait le monde évoluant tout autour.

Aux dix-septième et dix-huitième siècles, la science était surtout faite dans les académies et non pas dans les universités. Elle apparaît dans les universités allemandes et anglaises au dix-neuvième siècle. En France, quand l'armée, les services publics, puis l'industrie, eurent besoin d'utiliser des technologies plus complexes, la question de la formation des cadres techniques fut posée. La réponse se fit par la création, à partir du dix-huitième siècle, de tout un réseau d'écoles spécialisées. Seul pour les professions juridiques et de santé, l'université jouait un rôle très effacé dans la formation des cadres de la nation.

Une évolution apparaît dans le grand mouvement de réforme des institutions scolaires des années 1890-1900. Une réorganisation des facultés s'amorça pour lesquelles les universités allemandes jouèrent un rôle de référence. Les enseignants en mal de promotion devinrent le premier public important des facultés de lettres et de sciences, la recherche s'affirma comme une des missions fondamentales de l'université. De là datent certaines caractéristiques des universités, bien visibles encore dans les années 60.

L'université contemporaine a subi le choc de deux crises différentes qui l'ont amenée toutes deux à s'interroger sur son identité, sa fonction sociale et son devenir. La première crise est celle de 1968 : l'université, à ce niveau, a été essentiellement interpellée par son principal utilisateur, les étudiants. Aux termes de sous-bassements qui font partie de l'histoire, la loi d'orientation de l'enseignement supérieur était promulguée ; le conseil d'université, maître des destinées des universités autonomes, devait compter des personnalités extérieures. Ces personnalités du monde économique et social qui, pour la première fois, avaient droit de vote pour la mise en place de nouveaux diplômes, pour les attributions de crédits, symbolisaient le nouveau rôle de l'université. Pour symbolique qu'il soit, quelquefois été dans les faits cette participation, elle existe.

Trois composants

La deuxième crise, qui sous-tend sans aucun doute davantage l'orientation actuelle de l'université, son désir d'être partie prenante dans l'enjeu national, c'est la crise économique déclenchée dans les années 1973-1974. Crise économique qui pose actuellement au monde industriel un défi que tous les pays s'efforcent de surmonter.

En 1968, il semblait au pouvoir politique qu'une remise en cause des structures de fonctionnement, l'adaptabilité de la pédagogie au monde moderne, devaient être la réponse de l'université à l'interrogation posée par la société moderne sur les finalités de l'enseignement supérieur. En 1982, la réponse doit avoir des dimensions nouvelles : il faut investir dans l'intelligence, il faut innover pour résoudre la récession actuelle et peut-être les problèmes de cette fin de siècle. Il faut rapprocher la formation de la recherche pour favoriser les transferts technologiques. C'est ce rapprochement que la nouvelle loi relative aux enseignements supérieurs doit se fixer comme un des objectifs majeurs.

L'enseignement supérieur français a trois composants : les universités, les écoles, les grands établissements.

Si les écoles ont acquis une notoriété dans le domaine de la formation des cadres, elles sont souvent distancées par les universités dans celui de la recherche. Cette affirma-

tion doit être cependant nuancée : puisque, ces dernières années, certaines écoles ont su promouvoir des équipes de recherche de haut niveau, et que les universités, malgré des difficultés de tous ordres, introduisent dans les cursus des stages en entreprises et des enseignements technologiques. D'ailleurs, la proportion de diplômés de deuxième cycle à finalité professionnelle dans l'ensemble de ceux-ci ne fait que progresser. Cependant, le mode de création des écoles, au hasard des initiatives historiques prises pour répondre à des besoins précis, fait que de nombreux champs de l'activité humaine ne sont pas couverts ou le sont mal.

Il faut bien reconnaître que dans les domaines dont le développement conditionne notre avenir : électronique, robotique, informatique, biotechnologie, recherche opérationnelle... le potentiel de formation au contact des laboratoires de recherche se trouve essentiellement dans les universités. Dans un contexte économique qui nous impose de rapprocher les laboratoires et l'industrie pour réaliser la chaîne continue qui va de la recherche fondamentale et cognitive à la mise en œuvre industrielle des transferts technologiques, il faut certes développer la recherche dans les écoles, mais également assurer la formation des cadres, et ce particulièrement des ingénieurs, dans les universités. D'une part, la capacité de formation des écoles est insuffisante au regard des besoins immédiats de notre économie, d'autre part, le lien entre enseignement et recherche, qui fait l'originalité du système universitaire, est une réalité porteuse d'avenir, une chance qu'il faut saisir pour renforcer l'indispensable liaison entre recherche et transfert, entre recherche et production.

La formation par la recherche de ceux qui plus tard auront des responsabilités est une des conditions pour que l'économie française trouve la capacité d'innovation, le dynamisme indispensable à la survie. De même, la diffusion des résultats de la recherche suppose la formation de ceux qui auront à appliquer sur le terrain les nouvelles découvertes. La formation permanente est un peu le service après-vente de la recherche-développement.

Une grande université de province a su mettre en place en 1979 un diplôme de cinquième année en intelligence artificielle, reconnaissance des formes et robotique (I.R.R.). La robotique dans la lignée de l'automatique n'a pour but la conception et la mise en œuvre de systèmes à haut degré d'adaptabilité. Ces robots et ateliers associés sont destinés à agir de façon « intelligente » sur un environnement concret. Cette nouvelle discipline, dont l'impact sur l'activité industrielle est évident, fait l'objet actuellement d'une demande grandissante de spécialistes à trois niveaux : la conception, la mise en œuvre et l'utilisation des robots. La formation en I.R.R., mise en place après une enquête auprès de trois cents premières entreprises françaises du sec-

teur industriel concerné, accueille des ingénieurs diplômés (des polytechniciens y sont inscrits) et des diplômés de l'université.

Le classement de fin d'année montre clairement que l'étudiant qui a obtenu quatre ans après le baccalauréat sa maîtrise n'a souvent rien à envier à un ingénieur. Pour sanctionner la formation par un titre d'ingénieur, il faut satisfaire aux exigences de la commission des titres, qui dans sa structure actuelle date de 1934. Celle-ci a fait savoir que la formation devait être pédagogiquement intégrée dans un ensemble cohérent et continu de trois ans, dispensée au sein d'une structure spécifiquement consacrée à cet objet, dirigée par un directeur... nommé ! On ne saurait mieux faire dans le sens de la fermeture ! Comment s'étonner après que les entreprises s'échinent à recruter des spécialistes introuvables ? La formation en I.R.R., dont le niveau est incontestable, ne peut délivrer le titre d'ingénieur. L'originalité, l'intérêt de la formation, résident précisément dans le fait que, pour la première fois en Europe, l'intelligence artificielle, reconnaissance des formes et robotique sont associées dans un enseignement harmonisé dispensé dans une structure « sans murs », étroitement liée aux laboratoires de recherche.

Le précédent gouvernement a tout fait pour opposer les écoles et les universités. La nouvelle loi relative aux enseignements supérieurs doit réconcilier les écoles et les universités. Le législateur doit prendre les dispositions qui donneront une première fois en Europe, l'intelligence artificielle, reconnaissance des formes et robotique sont associées dans un enseignement harmonisé dispensé dans une structure « sans murs », étroitement liée aux laboratoires de recherche.

Il faut avancer avec sagesse, mais avec détermination, sur le chemin qui commande l'efficacité économique et la démocratie.

Une confiance réciproque

Cet exemple est significatif, il n'est, hélas ! pas isolé. Ainsi, le diplôme de statisticien délivré à Paris-VI depuis 1931 n'a jamais pu obtenir le titre d'ingénieur.

(*) Respectivement président de l'université de Toulouse-III Paul Sabatier et délégué national à l'éducation nationale du parti socialiste.

INSTITUT D'ÉTUDE DES RELATIONS INTERNATIONALES

(L.L.E.R.I.)

Établissement privé d'enseignement supérieur

12, rue de Saint-Pères, 75007 PARIS - Tél. : 296-51-48

Fondé en 1948, l'Institut donne une formation de caractère juridique, économique et commercial aux étudiants et aux jeunes cadres désireux de se préparer aux

CARRIÈRES INTERNATIONALES

L'enseignement est assuré par des professeurs d'université, des hauts fonctionnaires et des praticiens des affaires internationales. Le diplôme est admis en dispense de la deuxième partie de l'examen de quatrième année de droit (arrêté ministériel du 16 février 1967) et donne accès aux doctorats.

Recrutement sur titres - Baccalauréat exigé - Statut étudiant Secréariat ouvert du lundi au vendredi de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures.

ICS
BÉGUÉ

**Bravo
aux ICS !**

Sur 120 candidats reçus
au total des 3 académies de Paris, Créteil, Versailles
43 sont des étudiants de l'ICS BÉGUÉ

1^{re} session du C.P.E.C.F. nouveau cursus du D.E.C.S. Diplôme d'État.

ABOULHAR Marc	COURILLEAU Véronique	MAILLARD Christine
ACCOLAS Françoise	DEGUIMENDIAN Pascale	MOREL Thierry
ADJADI Virginie	DONDAINE Véronique	OLIVIER Caroline
ALEXANDRE Fabienne	DORY Christophe	PELOULE Thierry
BARDIN Hervé	DULIEU Catherine	PIALLAT Frédéric
BAUDIN Eric	FERTOUT Carole	POTIER Marie-Christine
BERTAGNE Fabienne	FRADIN Marie-Luce	PRAT Frédéric
BERTIN Jean-Pierre	GAUTHIER Bruno	PRUDHOMME Lucie
BERTRAND Thierry	GOUMAIN Pascal	RUFFAUX Josette
BOUCTON Franck	GROSCHOLAS Pascale	SALLÉ DE CHOU Philippe
BOYENVAL Pascal	JIQUEL Thierry	SEGALEN Raymond
BRUNO Marie-Christine	LAVAINÉ Stéphanie	SEROT Emmanuel
CAMPAIN Pascale	LAZZAROTTO Evelyne	VIET Pascale
CARQUILLAT Pierre	LE FUR Marie-Louise	DE WILLECOT DE RINQUESEN Arnaud
CHAMBERON Mireille	UGER Frédérique	

4 années de formation : École de Gestion + DECS
Sélection sur dossier - Baccalauréat exigé.

ICS BÉGUÉ Établissement d'Enseignement Supérieur Privé Reconnu par l'État
15, Place de la République 75003 PARIS - Tél. 272.20.76

ÉCOLE DE DIRECTION D'ENTREPRISES DE PARIS

Établissement privé d'enseignement technique supérieur

FORMATION EN 3 ANS DE : GENERALISTES DE LA GESTION

5 OPTIONS... — Comptabilité - Finances
— Création d'entreprise
— Gestion du développement
— Gestion des ressources humaines
— Gestion et action commerciale

7 MOIS DE STAGES PRATIQUES EN ENTREPRISE

ACTIVITÉS DE TERRAIN INTÉGRÉES

ADMISSION SUR DOSSIER ET ENTretien

POUR BACHELIERS TOUTES SERIES

E.D.E.P. IMMEUBLE MONTREAL
3-5, RUE DU JAVELOT
75645 PARIS CEDEX 13
584-93-16

مكتبة الأمل

Des missions nouvelles pour les formations supérieures

(Suite de la page 29.)

Au cours de la même période, les grandes écoles augmentent peu leurs effectifs. Selon une étude du ministère de l'Éducation nationale, le nombre d'élèves dans les écoles d'ingénieurs a augmenté de 4 à 6 % par an entre 1959 et 1967. De cette date à 1976, la tendance à l'augmentation se modère à cause de la baisse des effectifs de certaines écoles à dominante électrique et électronique. De 1976 à 1981, la stabilité enregistrée est due à la poursuite par des bacheliers d'effectifs très passagers dans des secteurs en crise, selon la formule du ministre.

Nouvelle source de différence, entre les écoles et les universités. Les premières, établissements fermés, acceptent un nombre réduit d'élèves au vu des résultats d'un concours et n'augmentent pas leurs capacités d'accueil. Les grandes écoles, et surtout le corps auquel elles donnent accès, en limitant les promotions successives ont renforcé leur prestige et en même temps augmenté la demande des candidats.

La croissance des effectifs

Les universités, à l'inverse des établissements ouverts, reçoivent tous les élèves mûrs du premier grade universitaire : le baccalauréat. Ces établissements ont donc connu une croissance extraordinaire de leurs effectifs correspondant à l'arrivée de classes d'âge nombreuses. L'absence de sélection à l'entrée des uni-

versités n'a provoqué aucune concurrence. La faiblesse du nombre des emplois assurés aux divers diplômés n'a pas non plus augmenté leur image de marque.

En 1982, les universités accueillent plus de 850 000 étudiants alors que les 154 écoles officiellement habilitées à délivrer le titre d'ingénieur reçoivent 35 000 élèves. La comparaison de ces deux chiffres explique en partie les rapports difficiles qui pouvaient exister entre responsables et enseignants de systèmes de formation concurrents. Les universitaires se voyaient condamner depuis quelques années à s'essuyer un rôle « de gardien de parking » d'une jeunesse qui par manque d'autres débouchés se retrouvait sur les bancs d'amphithéâtres à la recherche d'un emploi du moins de formation. Les personnels des grandes écoles renforçaient le caractère élitiste des établissements et refusaient d'augmenter le nombre d'élèves par promotion pour « favoriser le contrôle qu'exerce la classe dirigeante française sur les secteurs vitaux de l'économie », pour reprendre l'expression de M. Binbaum (3).

Mais ce déséquilibre profond entre les deux systèmes se trouve remis en cause par les besoins économiques de la société. Le développement des techniques et l'obligation pour les entreprises de devenir plus performantes nécessitent la présence d'un personnel mieux formé. Les responsables industriels reconnaissent parfois qu'ils manquent de techniciens ou d'ingénieurs diplômés. En période de crise économique le système de production a besoin de se modifier,

de devenir plus performant, d'innover. Il est donc demandeur de personnels hautement qualifiés, capables de s'adapter aux technologies nouvelles.

Favoriser les mutations

Le moment était donc venu de réexaminer le rôle des formations supérieures. Au-delà des reproches rapides et des critiques mutuelles les responsables des deux systèmes éducatifs devaient chercher à se rapprocher. M. Alain Savary semble avoir compris l'importance des enjeux de l'enseignement supérieur. Décidé à bouleverser quelques images dépassées, il souhaite permettre aux universités d'assurer leur mutation vers une meilleure professionnalisation de leur formation. Certes, depuis une dizaine d'années de nombreuses expériences se sont développées. Des filières nouvelles se sont créées préparant les jeunes étudiants à devenir des cadres confirmés dans les domaines des sciences et techniques, de l'informatique, de la biologie.

Des universités ont même cherché à développer des formations d'ingénieurs dans différents domaines (voir le point de vue de MM. Bancel et Pichon). Mais ces initiatives intéressantes sont souvent demeurées marginalisées dans des universités dominées par les pesanteurs traditionnelles héritées de la grande époque de la formation des enseignants. Les structures administratives, les méthodes de nomination et de promotion des personnels, les enseignements sont toujours conçus en fonction d'une logique disciplinaire.

Par un appel aux professionnels, une ouverture plus grande des établissements et une modification des cursus, le ministre de l'éducation nationale souhaite redonner aux universités un rôle dans la formation des diplômés que les entreprises recherchent. M. Savary entend éviter « que ne se perpétue une tendance, qui n'est pas désirable, vers une certaine division du travail : d'un côté des écoles ou des instituts formant la majorité des cadres dont le pays a besoin, de l'autre des universités spécialisées dans la formation des enseignants, la diffusion et l'enrichissement de la culture et le développement de la recherche fondamentale ».

Au-delà des fausses querelles

Cette orientation ne signifie pas une diminution du rôle des grandes écoles, voire, comme certains l'ont cru un peu trop fort, « leur disparition ». D'ailleurs comment le ministre pourrait-il vouloir réduire l'importance des formations qui dépendent de ses services ou d'autres ministères ? Ceux qui se mobilisent au nom de la défense des grandes écoles oublient souvent de rappeler que ces établissements sont en majorité publics (4). Il est facile de faire craindre une « mainmise » du ministre de l'éducation nationale sur un établissement prestigieux dans la formation des cadres comme l'École centrale quand on omet de préciser que cette école relève depuis 1857 directement de l'autorité de l'État.

Au-delà des fausses querelles, l'enjeu actuel est plutôt de tenter de rapprocher deux systèmes de formation dans l'intérêt des usagers du service public. Dans son rapport rédigé pour la commission du bilan M. Laurent Schwartz expliquait « si université et écoles prennent conscience, et c'est de plus en plus le cas, qu'elles vivent ou mourront ensemble et qu'elles ont besoin l'une de l'autre, une collaboration, une osmose, des échanges, peuvent s'instaurer, et on peut espérer qu'à la fin de cette décennie les différences entre l'une et l'autre se seront atténuées, pour le plus grand bien de tous ».

La réforme proposée pour l'enseignement supérieur par M. Alain Savary doit faciliter le développement de la formation professionnelle à l'université. Elle a aussi pour objectif

d'harmoniser les systèmes d'éducation et de favoriser les relations et les échanges entre deux mondes qui ne peuvent continuer à s'ignorer.

Les universitaires acceptent-ils facilement de revoir les cursus et d'adapter leur enseignement à de nouvelles filières ? La réponse à cette question dépend sans doute de la possibilité pour les universités de sortir de leur isolement et de reconnaître les faveurs d'un large public. Mais il n'est pas évident non plus que les animateurs des grandes écoles souhaitent sortir de leur facile protectionnisme. Malgré des efforts pour développer la recherche (voir l'article relatif aux stratégies pour la recherche) ou introduire des programmes de sciences humaines, les écoles acceptent avec réticence de remettre en cause leur spécificité. Au-delà des responsables des écoles, les puissantes associations d'anciens élèves semblent encore plus attachées au maintien de deux systèmes d'enseignement supérieur différents. Ces groupes fortement structurés acceptent mal l'idée de voir arriver sur le marché de l'emploi des jeunes diplômés en plus grand nombre. Ils craignent que les dirigeants d'entreprises ne profitent d'une augmentation des cadres formés pour modifier leur politique d'embauche et même procéder à une révision des salaires.

L'importance des offres d'emploi publiées au cours de ces derniers mois prouve la nécessité de former rapidement des cadres de haut niveau. Les deux systèmes d'enseignement peuvent tous les deux grâce à leur spécificité, participer à cette mission.

SERGE BOLLOCH.

(3) Pierre Binbaum, *Les Classes dirigeantes françaises*, PUF, 1978.

(4) Dans la revue *Éducation et Formation*, publiée par le ministère de l'éducation nationale, une étude recensait cinquante-quatre écoles d'ingénieurs. « La majorité d'entre elles sont sous tutelle directe du ministère de l'éducation nationale, d'autres dépendent de ministères techniques (défense et agriculture) ».

Jeune ou adulte
éloigné, malade, engagé dans la vie professionnelle,

**Vous pouvez suivre
- ou reprendre - des études !**

**LE CENTRE NATIONAL
D'ENSEIGNEMENT
PAR CORRESPONDANCE (ex CNTE)**

Établissement Public
du Ministère de l'Éducation Nationale
(6 centres d'enseignement - 240 000 élèves)

Propose des formations de tous niveaux :

- Formations scolaires (du cours préparatoire à la classe terminale).
- Enseignements technologiques et professionnels.
- Certaines formations universitaires conduisant au DEUG.
- Préparation à la capacité en droit.
- Préparations aux concours de recrutement relevant du Ministère de l'Éducation (Carrières administratives et de l'Enseignement).
- Concours administratifs et techniques d'autres Départements : Ministère de l'Intérieur, SNCF, Métiers sportifs, Secteur para-médical et social, etc.
- Préparation à l'expertise comptable.
- Actions de formation continue et de promotion sociale, dans le cadre de conventions avec des organismes publics ou privés (Loi du 16 Juillet 1971).

Scolarité : Droit d'inscription annuel pour la France Métropolitaine : de 200 à 405 F
POUR OBTENIR TOUS RENSEIGNEMENTS : ÉCRIRE A

CNEC - Ministère de l'Éducation Nationale
Tour Paris-Lyon - 209/211, rue de Bercy
75585 PARIS CEDEX 12



ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DE MÉCANIQUE NANTES

Formation d'Ingénieurs Généraliste centrée sur la mécanique, 150 élèves ingénieurs par promotion.

Concours E.N.S.I. programmes M et P. Durée des études : 3 ans. 5 OPTIONS : AUTOMATIQUE, GÉNIE CIVIL, GÉNIE MÉCANIQUE, INFORMATIQUE, CONSTRUCTIONS NAVALS.

Nombreux débouchés dans la plupart des secteurs industriels.

FORMATION PERMANENTE

Recherche scientifique et Études industrielles sous contrat : 10 LABORATOIRES. - DOCTORATS.

Documentation sur demande à :

E.N.S.M., 1, rue de la Noë, 44072 NANTES CEDEX

La confédération des bureaux d'élèves

Faciliter les contacts entre les associations

L'ANIMATION du Salon du premier emploi des jeunes diplômés a été facilitée par la présence, parmi les organisateurs, de membres de la Confédération des bureaux d'élèves (C.B.E.). Créée à l'initiative de quelques bureaux d'associations d'élèves de grandes écoles, en novembre 1980, cette confédération a pour objectif de faciliter « les activités extrascolaires au sein des écoles ».

Selon M. Lionel Finidori, l'un des responsables de la confédération, ces actions « s'étendent de l'organisation de manifestations culturelles, informatives, sportives, à des interventions dans le domaine pédagogique et le développement de contacts entre les écoles et les entreprises ». La confédération regroupe actuellement cent trente associations d'élèves, présentes autant d'écoles de commerce ou d'ingénieurs de Paris ou de provinces. M. Finidori reconnaît que

les structures nationales et même régionales de la C.B.E. « favorisent les échanges d'information entre les bureaux d'élèves d'associations d'écoles, confrontés aux mêmes problèmes de gestion interne ou de relations avec des interlocuteurs communs (entreprises, administrations). Au niveau national, la confédération tente d'apporter des réponses aux problèmes de législation, de fiscalité et de financement des associations. Elle offre aussi aux étudiants les services d'une centrale d'achat, d'une revue... ».

Selon M. Finidori, l'association n'a aucun rôle syndical ou politique, mais elle cherche seulement à « engager une dynamique de coopération » et de réflexion entre ses membres ».

* Confédération des bureaux d'élèves, 55, rue Louis Bertrand, 94200 Ivry - Tél. : 658-64-81.

ESSEC

ADMISSION SUR TITRE EN SECONDE ANNÉE

Aux étudiants titulaires d'un diplôme d'ingénieur, de médecin, de pharmacien, d'I.E.P. ou d'une maîtrise (sciences, lettres, droit), l'ESSEC propose une procédure d'admission qui, après les épreuves de sélection, leur permet d'être admis directement en seconde année.

L'objectif est de leur donner une formation à la gestion du plus haut niveau en dix-huit mois (entrée fin août) ou deux ans. Le pédagogique et l'enseignement dispensés à l'ESSEC par un corps professoral réputé en ont fait l'une des toutes premières écoles françaises de gestion, comparable aux meilleures institutions étrangères d'enseignement des affaires.

- Prochaine session pour la rentrée 1983 : 7-9 septembre 1983.
- Date limite de dépôt des dossiers de candidature : 1^{er} juillet 1983.
- Documentation et dossier d'inscription : ESSEC-Admissions, B.P. 105 - 95021 CERGY-PONTOISE CEDEX - Tél. : 038-38-00.

ESSEC, Établissement privé d'enseignement supérieur reconnu par l'État.

INSTITUT SUPÉRIEUR D'INTERPRÉTARIAT ET DE TRADUCTION

RELATIONS INTERNATIONALES DANS L'ENTREPRISE
CARRIÈRES JURIDIQUES INTERNATIONALES

i. s. i. t.

INSTITUT CATHOLIQUE DE PARIS
21, rue d'Assas - 75270 PARIS CEDEX 06 - Tél. : 222-33-16

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

LE RÉFLEXE INTERNATIONAL

Dans un marché de plus en plus concurrentiel, ce sont les entreprises qui ont le réflexe international qui gagnent. Avoir le réflexe international, c'est avant tout avoir l'esprit de conquête et l'ouverture sur un monde en perpétuelle mutation. Car aujourd'hui, chaque entreprise qui veut élargir ses marchés doit nécessairement dépasser les frontières.

C'est pourquoi l'École Européenne des Affaires, implantée dans 3 pays, a pour mission de donner à ses étudiants ce « réflexe international », fer de lance du développement économique.

L'EAP : une formation internationale à la gestion d'entreprises, pour acquérir des compétences professionnelles irremplaçables et mieux comprendre le monde d'aujourd'hui.

Concours d'admission :

- Ouverts aux diplômés de l'enseignement supérieur (DEUG, Vordiplom, Kandidaats...) à Amsterdam, Athènes, Bruxelles, Copenhague, Dublin, Düsseldorf, Luxembourg, Nijmegen, Oxford, Paris, Rome, Turin.
- Ouvert à Paris aux étudiants des classes préparatoires.

L'EAP, l'École Européenne des Affaires, la première d'une nouvelle génération d'écoles.



ÉCOLE EUROPÉENNE DES AFFAIRES

EAP PARIS
École Européenne des Affaires
102, bd Malesherbes
75017 PARIS
Tél. : (1) 766.51.34

EAP OXFORD
European School of Management Studies
12, Merton Street
OXFORD OX1 4JH
Tél. : (065) 72.45.45

EAP DÜSSELDORF
Europäische Wirtschaftsinformatik
Universitätsstrasse 1
4000 DÜSSELDORF
Tél. : (211) 34.70.54

مركز الأمل

ÉTRANGER

Aux États-Unis

LES COMMANDES DE BIENS DURABLES ONT BAISSÉ DE 4 % EN FÉVRIER

Les commandes de biens durables à l'industrie américaine ont diminué de 4 % en février, en raison d'une forte baisse (-33 %) des commandes pour la défense. Selon le département du commerce, elles ont représenté 77,7 milliards de dollars. Les commandes civiles n'ont décliné que de 0,4 % : les commandes passées aux industries des métaux ont été en notable augmentation, mais celles reçues par les constructeurs de biens d'équipement ont chuté de 7,3 %. Le département rappelle que les commandes militaires de biens durables avaient atteint des niveaux « extrêmement élevés » en janvier et décembre. Globalement, les commandes avaient augmenté de 5,7 % en janvier et de 8,5 % en décembre.

Cependant, les bénéfices avant impôt des sociétés américaines ont baissé de 24 % en 1982, du fait de la récession, ayant totalisé 175,6 milliards de dollars contre 232 milliards en 1981. Les profits après impôt, eux, ont moins baissé, passant de 150 milliards en 1981 à 117,7 milliards en 1982. Cette baisse des bénéfices, qui les ramène à leur niveau le plus bas depuis 1976, a été la plus forte enregistrée dans une seule année depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Toutefois, selon la plupart des économistes, le gouvernement, la reprise, qui commence à se manifester, devrait entraîner une rapide amélioration des résultats des sociétés. — (A.F.P., Agf.)

Le syndicat ouest-allemand de la métallurgie (I.G. Metall) a réuni, mardi soir 22 mars, à Essen, la grève des quatre millions de salariés de cette branche, s'il n'obtient pas des employeurs 3,2 % d'augmentation annuelle des rémunérations. Le patronat refusait d'aller au-delà de 2,4 % par an. Au terme d'une réunion extraordinaire, le comité directeur de l'I.G. Metall a proposé la reprise des négociations sans condition préalable. — (A.F.P.)

En Turquie

Le gouvernement place sous surveillance trois banques privées

De notre correspondant

Les droits des particuliers sont lésés, a-t-il précisé le ministre des finances.

Les milieux d'affaires ont favorablement accueilli l'intervention de l'Etat. La décision ne constituait d'ailleurs pas une surprise : le Trésor avait déjà mis, en octobre 1982, quelque 24 milliards de livres turques à la disposition d'Istanbul Bankasi et de Hissarbank pour qu'elles puissent redresser leur situation difficile.

Débâcle

Dans le sillage de la libération des taux d'intérêt, vit transformée en surenchère, des centaines de « banques privées » ont émergé. Elles ont concurrencé sérieusement les banques, en offrant, comme appât, des taux fantastiques en vue de drainer l'épargne des particuliers ; mais, dès l'automne 1981, ce fut la débâcle. Ces « officines », contre lesquelles les pouvoirs publics ont décidé d'exercer un contrôle très sévère que tardivement, ont toutes fait faillite. Même le roi des banques privées, Kastelli, devait finalement hisser le drapeau blanc en juillet 1982 (Le Monde du 6 juillet 1982).

Plusieurs banques, dont les trois mises sous surveillance, avaient, entre-temps, pris l'habitude de vendre à des particuliers des certificats de dépôt qu'elles émettaient par l'intermédiaire du courtier Kastelli, alors très populaire. Ce dernier, outre les 37,5 % nets par an offerts par les banques, proposait à ses propres clients un taux d'intérêt supplémentaire. Résultat de la débâcle : ce bien Kastelli devait d'importantes sommes à ces banques en contrepartie des certificats de dépôt qu'il avait émis, ou on lui devait de l'argent (comme c'était le cas par exemple pour Içci Kredi Bankasi, qui se trouvait endettée envers Kastelli pour un montant de 1,3 milliard de livres turques (1)).

Les trois banques placées sous la surveillance de l'Etat sont en fait

des entreprises familiales qui font partie de holdings. Istanbul Bankasi, par exemple, est contrôlée à 65 % par la famille de Hissarbank, est la propriété de deux associés qui ont leur propre holding (Cavcoglu - Kozanoglu) ; enfin pour Içci Kredi Bankasi, une même personne, M. Derink, possède la majorité des parts.

Les dépôts des particuliers reçus par ces banques ont été en priorité dirigés, sous forme de crédits, vers les multiples entreprises industrielles ou commerciales que ces holdings contrôlaient.

Ces trois banques - holdings négligées, comme tant d'autres il est vrai, de considérer qu'elles risquaient d'être victimes de leur propre succès. Elles avaient oublié que le monétarisme constitue un « champ de mines », pour reprendre une expression de M. Celikol, un des dirigeants de la chambre d'industrie d'Istanbul. Les entreprises qui obtiennent des crédits à des taux d'intérêt au-dessus de leurs moyens ou les banques qui promettent des taux d'intérêt aux particuliers en outrepassant les limites de leur propre solvabilité, tout en se trouvant paralysées devant certaines entreprises qui n'arrivent pas à rembourser leurs dettes (ce qui représente par exemple pour Hissarbank quelque 5 milliards de livres turques pratiquement gelés), seront finalement condamnées, si elles tardent trop à « nettoyer leurs écuries ».

L'Etat devrait y réfléchir aussi non seulement pour protéger les petits épargnants mais aussi pour empêcher toute panique inutile. Pour sa part, le ministre des finances souhaite que l'Assemblée consultative autorise enfin le gouvernement à édicter un décret introduisant entre autres mesures une sérieuse réforme du système bancaire actuel. Cela impliquerait sans doute une intervention plus importante de l'Etat dans les affaires des banques « n'inspirant pas tellement confiance ».

ARTUR UNSEL.

(1) 1 livre turque = 0,03 F.

CONJONCTURE

LES CONSÉQUENCES DU RÉAJUSTEMENT MONÉTAIRE

Les risques d'une nouvelle dépréciation du franc par rapport au dollar

La dévaluation du franc par rapport au dollar n'aura en elle-même pas beaucoup d'effets. D'une certaine façon, ceux-ci seront même plutôt bénéfiques pour l'économie française. L'ennui est que, en baissant par rapport au dollar, le franc risque fort de se dévaloriser un peu plus par rapport au dollar, ce qui entraînerait des conséquences très dommageables.

Le réajustement franc-marché du 21 mars renchérit nos prix à l'importation de 1,2 %, mais cet effet sera en partie absorbé par les circuits de distribution. On peut estimer que les conséquences sur les prix de détail seront très faibles. L'opération monétaire devrait améliorer de 400 millions de francs notre solde commercial par an et stimuler très légèrement la croissance économique (+ 0,2 %).

Tout le problème est de savoir comment évaluer le franc par rapport au dollar. Sur la base de 1 dollar à 7,20 F, le déficit de notre commerce extérieur se creuse de 15 milliards de francs. C'est dire que l'effet bénéfique de la baisse du prix du pétrole sur le déficit de notre commerce extérieur est en grande partie annulé. Autre effet défavorable : la hausse des prix de détail s'accroît de 3 à 4 dixièmes de point. En revanche, l'activité économique est stimulée (3 à 4 dixièmes de point) et le nombre des chômeurs diminue de 15 000 à 20 000. Mais la nécessité de réduire le déficit extérieur appelle des mesures de rigueur qui vont, elles, freiner les affaires et l'activité. On peut ainsi prévoir que, en 1983, le produit national brut, non seulement ne progressera pas du tout mais régressera. — A.L.V.

Le Japon s'attend à un renforcement du yen

De notre correspondant

Tokyo. — Les dirigeants japonais ont réagi avec prudence et satisfaction à l'annonce du réajustement intervenu au sein du S.M.E. La Banque du Japon voit dans ce réajustement un élément favorable à la dissipation des tensions monétaires intra-européennes, à la stabilisation de l'économie et des finances mondiales et, éventuellement, au renforcement du yen. Toutefois, selon les cambistes, la mesure européenne ne devrait guère affecter directement le marché des changes de Tokyo, beaucoup plus sensible aux variations des prix pétroliers et du dollar.

Vue de Tokyo, la décision des Européens n'est qu'un épiphénomène au caractère essentiellement technique. Ses aspects politiques sont, à tous égards, lointains. Les Japonais se gardent notamment de toute critique de nature politique, du moins officiellement, à l'égard de la gestion économique de la France. On sait néanmoins qu'ils reprochent la politique économique des socialistes français qui leur paraît tenir du gaspillage social. Selon un récent éditorial du Japan Times, journal

proche des milieux gouvernementaux, « si la France ne parvient pas à réduire son inflation et son déficit commercial, certains pensent qu'elle pourrait céder à une grande nation industrielle vers la fin du siècle. (...) Il n'est pas possible de dépenser indéfiniment au bénéfice des travailleurs sans accroître la productivité ».

La prudence officielle tient aussi au fait que le Japon s'est montré peu soucieux, malgré ses avantages économiques, de jouer le rôle de locomotive. En outre, alors que beaucoup se plaignent, depuis longtemps, de ce qui leur apparaît comme une sous-évaluation structurelle du yen, Tokyo serait mal venu de critiquer des mesures européennes qui vont dans le sens d'un renforcement de l'ordre monétaire international. Quant au déficit budgétaire japonais, il bat des records qui ne mentent certainement pas le gouvernement nippon en position de donner de leçons.

R.-P. PARINGAUX.

ÉNERGIE

Quand l'Iran paie ses dettes

Trois cent trente-trois millions de dollars, tel est le montant du chèque qu'Elf-Aquitaine a récemment reçu de la National Iranian Oil Company (NIOC) en décompte de ses activités passées en Iran.

En décembre 1978, le ministre iranien du pétrole d'alors, M. Ali Akbar Moinefar, déclarait que « les joint ventures et les contrats d'agence (étaient) dans une large mesure contraires au principe de la nationalisation de l'industrie pétrolière iranienne ». Une subtile nuance pour Elf-Aquitaine, qui avait fort besoin de ces quelque 2,3 milliards de francs pour rembourser les annuités des emprunts lancés aux États-Unis lors de l'achat de Tevassigh.

Il n'en reste pas moins que l'Iran cherche à se refaire ainsi une respectabilité pétrolière. Au fur et à mesure de la remontée de sa production, la NIOC se trouve dans la nécessité de réintégrer le marché international. Pour apurer le passé, il faudra encore signer un compromis avec l'ancien consortium de quatorze compagnies, qui avait continué, sous la conduite de B.P., à exploiter l'essentiel du pétrole iranien, malgré la nationalisation de Mossadegh en 1951, jusqu'à la révolution. La British Petroleum resta très discrète sur les négociations en cours. — B.D.

Le groupe sidérurgique italien Finisider prévoit dix mille suppressions de postes de travail. — Le groupe nationalisé, filiale de l'I.R.I., Finisider se propose de ramener sa capacité de production à la fin de 1985 à 23 millions de tonnes d'acier. Ses investissements sur trois ans atteindraient près de 20 milliards de francs et ses emplois baisseraient de dix mille postes.

Pilkington va construire une verrerie en Chine. — Le grand verrier britannique va construire près de Shanghai une usine de verre « float », d'une capacité annuelle de 200 000 tonnes. La participation de Pilkington dans cette usine sera de 12,5 %.

proposé, à l'automne dernier, de transférer, Hispanoil avait déjà été indemnisé et l'ENI italienne était parvenue en 1982 à un accord sur un paiement brut.

On s'apprêtait donc rue Nélaton à enlever certaines quantités de pétrole à Kharg en paiement de cette transaction, lorsque, est arrivé le chèque. Une surprise pour les responsables de la compagnie nationale d'un pays — la France — voué aux géométries dans la plupart des préches du vendredi dans la République islamique. Une surprise aussi pour Elf-Aquitaine, qui avait fort besoin de ces quelque 2,3 milliards de francs pour rembourser les annuités des emprunts lancés aux États-Unis lors de l'achat de Tevassigh.

Il n'en reste pas moins que l'Iran cherche à se refaire ainsi une respectabilité pétrolière. Au fur et à mesure de la remontée de sa production, la NIOC se trouve dans la nécessité de réintégrer le marché international. Pour apurer le passé, il faudra encore signer un compromis avec l'ancien consortium de quatorze compagnies, qui avait continué, sous la conduite de B.P., à exploiter l'essentiel du pétrole iranien, malgré la nationalisation de Mossadegh en 1951, jusqu'à la révolution. La British Petroleum resta très discrète sur les négociations en cours. — B.D.

M. Jean Arroux, ministre du travail, a, le 22 mars, réaffirmé ses espoirs, tels qu'ils figurent dans le projet de loi sur la démocratisation du secteur public, devant le Conseil économique et social invité à donner son avis (Le Monde du 23 mars).

Ainsi, pour le ministre, les représentants des salariés aux conseils d'administration des entreprises nationales doivent être élus et non pas « désignés », par les organisations syndicales, comme le suggère le projet d'avis du Conseil économique et social. Sur les modifications proposées dans ce projet d'avis, M. Arroux a indiqué qu'il attendait le vote définitif du Conseil, le 23 mars, pour se prononcer.

AFFAIRES

Gaumont acquiert 10 % du capital de Publicis

Un communiqué de presse commun Publicis-Gaumont confirme l'acquisition de 10 % du capital de Publicis S.A., holding du groupe par Citepar, holding de Gaumont. Ce rapprochement financier concrétise une volonté de coopération qui s'est déjà manifestée par l'annonce de la création de deux filiales communes : la première, Vidéo-Gaumont-Publicis, qui devrait exploiter une chaîne de magasins spécialisés, tardée quelque peu à voir le jour ; la seconde, aux États-Unis, est destinée à gérer l'espace publicitaire de TéléFrance, qui diffuse chaque jour une sélection de films et de programmes de télévision français sous-titrés en anglais.

Les 10 % dont il s'agit ont déjà largement fait parler d'eux. En mai

LA COMPAGNIE GÉNÉRALE DU JOUET RECEVRA 170 MILLIONS DE FRANCS

La Compagnie générale du jouet (CEJI) premier fabricant français de jouets, va être restructurée, annonce un communiqué diffusé par l'entreprise. Le dossier avait été soumis au Comité interministériel de restructuration industrielle (CIRI).

La firme va recevoir 170 millions de francs dont 70 millions proviendront de la Compagnie financière Edmond de Rothschild (qui contrôle 95 % du capital de la firme) ; le reste sera apporté par des banques qui transformeront des créances et les pertes de la CEJI en prêts participatifs (80 millions de francs) et en nouveaux prêts à long terme (20 millions de francs). En 1982, le chiffre d'affaires de la société a été de 700 millions de francs environ et ses pertes ont été de l'ordre de 50 millions de francs.

Le nouveau président de la CEJI, M. Jacques Monbég, a pour responsabilité de mettre en application un plan prévoyant un renouvellement de la production. Le nombre de types de jouets devrait être ramené à une dizaine (trente-cinq actuellement) et priorité serait donnée à la mise en fabrication de jouets électroniques inspirés en partie par des héros de film pour enfants. Un contrat a été signé à cette fin avec la Société financière de radiodiffusion (SOFIRAD).

1980, l'agence Havas (qui, par le biais d'Eurocom et de ses filiales, contrôle près du quart du marché publicitaire français) avait acheté en Bourse plus de la moitié des 20 % de titres détenus dans le public. M. Marcel Bleustein-Blanchet, fondateur de Publicis et qui contrôle près de 80 % du capital de sa société, devenue la première agence française de publicité, avait vertement rappelé qu'il restait maître chez lui et que l'opération menée par Havas n'avait été sans son accord (Le Monde du 28 mai 1980). Moins de deux mois plus tard (Le Monde du 23 juillet 1980), l'agence Havas revendait ces actions au groupe Worms donnant ainsi satisfaction à M. Bleustein-Blanchet, peu soucieux d'avoir parmi ses actionnaires son principal concurrent. Ce sont ces mêmes actions qui ont été acquises par Citepar, qui contrôle directement M. Nicolas Seydoux, P.-D.G. de Gaumont. Cette fois, l'opération s'est effectuée « en plein accord entre toutes les parties », précise un communiqué.

Cette démarche, dit encore le communiqué, vise à canaliser les bases d'une coopération professionnelle entre les groupes Publicis et Gaumont, qui exercent tous deux leur action dans le domaine de la communication, et à rechercher une synergie de leurs moyens, notamment dans l'audiovisuel. On assiste donc là à une des phases des grandes manœuvres qui se déroulent sur l'échiquier mondial de la communication, où se constituent peu à peu entre producteurs de films, exploitants de salles, distributeurs de cassettes, éditeurs, régisseurs d'espaces publicitaires, agences de publicité, des groupes puissants prêts à s'entre-dévorer pour placer leurs pions à temps et occuper assez tôt le terrain convoité.

Il ne faudrait cependant pas en conclure trop hâtivement que l'entrée de Gaumont dans le capital de Publicis annonce, à terme, une alliance plus étroite entre les deux groupes : un mariage, même s'il est possible, n'est pas pour demain. Il ne s'agit même pas de vraies fiançailles, mais d'une « volonté de rapprochement » qui n'affecte pas pour autant, précise le communiqué, le contrôle respectif et l'autonomie de décision des deux groupes, qui demeurent (inchangés). — J.D.

Les créanciers rejettent le plan de restructuration de l'Union Explosivos Rio Tinto

Les chances de renflouer l'Union Explosivos Rio Tinto (U.E.R.T.), second groupe industriel privé d'Espagne (16 milliards de francs de chiffre d'affaires, 42 % dans la chimie), s'amenuisent. Les cent vingt-cinq banques créancières, dont quatre-vingt-trois étrangères, ont rejeté le plan de restructuration et d'assainissement financier, élaboré avec l'aide de la firme américaine Lehman Brothers, que le président, M. José María Escondillas, leur a soumis.

Ce plan prévoyait notamment le rajeunissement jusqu'en 1984 du remboursement de la dette (125 milliards de pesetas ou 6,5 milliards de francs) et son rééchelonnement sur cinq ans, le gel jusqu'à l'an prochain du paiement des intérêts sur les crédits consentis, enfin, des transferts d'actifs au profit des créanciers pour les désintéresser à hauteur de 45 milliards de pesetas (2,4 milliards de francs).

Les négociations ont surtout échoué sur l'insuffisance des garanties offertes par l'U.E.R.T., les banques voulant obtenir l'engagement direct ou indirect de l'Etat espagnol. Ce blocage des discussions survient dix jours avant l'expiration du moratoire accordé à l'UERT, par ses créanciers pour rembourser le principal de sa dette. En octobre dernier, les banques lui avaient consenti un crédit supplémentaire de 10 milliards de pesetas (520 millions de francs), afin de poursuivre son activité jusqu'en 31 mars, date ultime fixée pour la restructuration.

Union Explosivos Rio Tinto est née du boom économique des années 60 qui avait marqué le départ de l'industrialisation du pays. Ses activités sont axées sur la chimie lourde (éthylène, matières plastiques, engrais), la parachimie (explosifs), et la chimie fine (pharmacie). Le groupe raffine également du pétrole (40 % de son chiffre d'affaires). Il a aussi un pied dans la métallurgie et l'industrie du cuivre ; il détient enfin des intérêts dans l'immobilier.

Ses difficultés ont commencé il y a trois ans avec l'incessante dépréciation de la peseta vis-à-vis du dollar (780 millions de pesetas de pertes de change rien qu'en 1981).

Elles se sont aggravées l'an dernier avec la chute vertigineuse de ses ventes d'engrais. Entre 1974 et 1981, ses bénéfices ont fondu de 95 % pour revenir à 114 millions de pesetas (30 millions de francs). Tout espoir de sauver le groupe n'est cependant pas perdu. Les banques créancières ont décidé de constituer un nouveau comité de représentants qui va être chargé de rouvrir des négociations.

AGRICULTURE

LA NÉGOCIATION SUR LES PRIX AGRICOLES EST REPORTÉE AU DÉBUT AVRIL

En raison du retournement gouvernemental en cours en Allemagne fédérale, et alors que le ministère de l'Agriculture vient de changer de titulaire en France, la présidence allemande de la C.E.E. a décidé de reporter au début avril la négociation sur les prix agricoles pour la campagne 1983/1984. Les ministres, qui devaient se réunir du 28 au 30 mars, auront une brève rencontre le 28 mars, pour décider de la prorogation de la campagne en cours pour les produits dont les prix garantis devaient augmenter en avril.

Les montants compensatoires monétaires, qui résultent du réajustement du 21 mars, devaient être arrêtés dans la journée de ce mercredi 23 mars. A propos de ces M.C.M., M. Chirac s'exprimant, devant la presse anglo-américaine, a estimé mardi que cette « affaire n'était pas supportable pour les agriculteurs français ». Il faut, a-t-il ajouté, « les supprimer ou les diminuer. Je soutiens sans réserve l'action du gouvernement dans ce domaine », a-t-il dit.

D'autre part, le Modef, qui attribue la dévaluation à « la guerre commerciale à l'échelle mondiale inspirée par les multinationales », et à « la volonté de la droite politique et économique de sauver à tout prix toute avancée sociale », demande « une augmentation d'au moins 12 % des prix agricoles pour la France ».

هكمان الوصل

CONJONCTURE

Point de vue

Pourquoi le déficit commercial record de 1982

COMPROMIS en 1974 par le premier « choc pétrolier », l'équilibre de la balance commerciale française était rétabli en 1978 grâce à la mise en œuvre du plan Barre. Le deuxième « choc pétrolier » remet en question ce retour à l'équilibre et le balance commerciale était de nouveau largement déficitaire en 1980 de 60 milliards de francs.

On pouvait toutefois espérer que, comme après le premier choc pétrolier, on reviendrait progressivement à l'équilibre. Au cours du premier semestre de 1981, le déficit tendit effectivement à se réduire : 22 milliards de francs. Mais dès le deuxième semestre de 1981, il s'aggrave fortement (28 milliards de francs) et ce mouvement s'amplifie en 1982 : il atteint respectivement 43,4 et 49,3 milliards de francs au premier et au deuxième semestre de 1982, soit 93 milliards de francs pour l'ensemble de l'année (contre 51 pour 1981).

Comment expliquer cette brutale détérioration de la balance commerciale française en 1982 ?

Répondre à une telle question est essentiel si on veut agir efficacement et mettre en œuvre une politique adaptée.

Des facteurs qualitatifs, comme par exemple la qualité des produits français, ont été invoqués par différents commentateurs mais cela ne nous semble pas l'essentiel. Il ne faut pas oublier l'incidence qu'ont eu les différents événements qui ont pesé sur l'économie française en 1982. Pour commencer celle-ci, il faut déterminer ce qu'aurait été l'évolution de l'économie française — et celle en particulier de la balance commerciale — si tel ou tel événement ne s'était pas produit. En d'autres termes, il faut « récrire l'histoire » de 1981-1982.

L'utilisation d'un modèle économique permet précisément de simuler ce qu'on aurait eu dans telle ou telle hypothèse. Elle permet, par comparaison avec les évolutions observées, de calculer l'impact des différents facteurs qui peuvent expliquer les évolutions constatées. C'est

ce que nous avons fait à l'aide du modèle MOGLI — un modèle économique pluri sectoriel de l'économie française construit par le GAMA (1).

Différents « événements » de portée macro-économique ont influencé largement les évolutions 1981-1982 : la politique intérieure française ; les ajustements de parités au sein du S.M.E. ; la montée du dollar et des taux d'intérêt américains. A l'aide du modèle MOGLI nous avons calculé les effets pour l'année 1982. On trouvera (2) dans le tableau ci-contre une présentation des résultats relatifs à la balance commerciale, la croissance, l'inflation, le chômage et le déficit public.

La réduction du temps de travail

Privilegiant la lutte contre le chômage, le gouvernement a choisi en 1981 de relancer la croissance en stimulant la consommation (grâce à une augmentation substantielle des transferts sociaux et une revalorisation plus rapide du SMIC), en accroissant la dépense publique et en créant de nombreux emplois publics.

Incontestablement, la politique de relance a eu pour effet de stimuler l'activité : le taux de croissance a été accru de 0,9 point en 1982 mais le prix à payer a été lourd. L'augmentation plus forte de la demande intérieure, sans qu'en parallèle l'offre ait été améliorée, a détérioré de 27 milliards de francs en 1982 le solde commercial. En outre, le déficit public s'est trouvé accru de 52 milliards de francs.

En parallèle, la réduction d'une heure de la durée hebdomadaire légale du travail et l'extension de la cinquième semaine de congés payés ont visé à accroître l'emploi. Mais, décidée par le président de la République, la compensation totale des pertes de salaires a augmenté les coûts salariaux et accéléré l'inflation. Les revenus réels se trouvant néanmoins accrus, on pouvait penser a priori que l'augmentation de la demande qui en résultait conduirait, au

par RAYMOND COURBIS (*) et ANDRÉ KELLER (**)

moins à court terme, à une expansion plus forte. C'est effectivement ce qui s'est produit si la réduction du temps de travail n'avait pas entraîné une diminution de la durée d'utilisation des équipements, d'où une baisse de l'offre potentielle. Une enquête récente de l'INSEE a montré

que les prix tendent à accroître le volume des exportations et à réduire celui des importations, alors que la dévaluation du franc renchérit instantanément le coût des importations. Pour 1982, cette incidence négative des deux dévaluations du franc sur le solde commercial est au total de

1,5 % effectivement obtenus. Mais elles ont hypothéqué fortement le futur : le déficit de la balance commerciale en 1982 s'est trouvé aggravé de 45 milliards de francs et celui des finances publiques de 36 milliards de francs. L'inflation a été accrue de 2,4 points, ce qui a nécessité de bloquer pour quatre mois les prix et les salaires.

40 % environ des importations françaises étant libellées en dollars. Le choc « dollar », comme aussi l'envolée des taux d'intérêt dans le monde, a freiné la croissance mondiale et les débouchés possibles de la France.

L'incidence totale en est un freinage de 0,9 point de la croissance

Incidence de la politique économique française et de la politique américaine sur les principaux agrégats français en 1982

	Croissance (a) (en %)	Inflation (b) (en %)	Chômage (c) (en millions)	Solde commercial (d) (en milliards de francs)	Déficit public (e) (en milliards de francs)
(1) Balance française 1981-1982	+ 0,9	+ 0,2	- 64,7	- 27,8	+ 51,5
(2) Réduction de la durée de travail et 5 ^e semaine de cong. payés	- 0,3	+ 0,6	- 65,3	- 3,4	+ 6,6
(3) Préférence et contrainte de solidarité	+ 0,1		- 48,6	- 1,3	+ 2,5
(4) Réajustement des taux de cotisation sociale (nov. 1981) et cotisation chômage (nov. 1982)	- 0,3	+ 0,1	+ 5,0	+ 3,3	- 26,8
(5) Blocage des prix et des salaires	+ 0,1	- 0,4	- 4,6	- 3,4	- 1,5
(6) = (1) à (5) = Total « Politique interne »	+ 0,5	+ 0,5	- 170,7	- 26,6	+ 33,1
(7) Réajustements du S.M.E. en octobre 1981 et juin 1982	+ 0,5	+ 1,5	- 15,2	- 17,9	+ 2,3
(8) = Total (6) + (7)	+ 1,0	+ 2,0	- 185,9	- 44,7	+ 35,4
(9) Montée du dollar et des taux d'intérêt américains	- 0,9	+ 3,5	+ 24,0	- 57,4	+ 35,8
(10) Effet total = (8) + (9)	+ 0,1	+ 5,5	- 161,9	- 102,1	+ 71,2

(a) Taux de croissance (en %) du P.I.B. marchand en volume (aux prix de 1970).
(b) Taux de croissance (en %) de l'indice des prix de la consommation des ménages, comptabilité nationale.

quas, pour deux entreprises sur trois, il n'a été effectivement ni nul et que la réduction du temps de travail a contraint quatre entreprises sur dix à réduire proportionnellement leur production. Malgré l'augmentation de la demande, la réduction du temps de travail a conduit à une baisse de 0,3 point de la croissance, alors que celle-ci aurait été accrue si les capacités de production avaient été suffisantes. En même temps, l'incidence sur le solde commercial a été défavorable.

Par contre, le relèvement des taux de cotisation sociale en novembre 1981 et celui des taux d'assurance chômage en novembre 1982 — en même temps que la révision des cotisations biennales du plafond de la Sécurité sociale — ont permis de réduire le déficit extérieur et le déficit public.

Au total, la politique économique intérieure de 1981-1982 a (cf. tableau) accru la croissance de 0,5 point et réduit le chômage d'environ 170 000 chômeurs — ce qui est très appréciable — mais elle a détérioré le solde commercial de 27 milliards de francs et accru le déficit public de 33 milliards de francs.

L'inflation

Une autre conséquence de la politique de relance et de lutte contre le chômage a été d'accroître l'inflation alors que les autres pays industrialisés, notamment l'Allemagne et les Etats-Unis, visaient à réduire leur taux d'inflation. Cela joint à l'aggravation du déficit commercial, a conduit à un affaiblissement du franc et aux deux réajustements au sein du système monétaire européen intervenus en octobre 1981 et en juin 1982.

Ces deux réajustements conduisent à une dévaluation de 18 % du franc français par rapport au deutchmark. Incontestablement, ils eurent un effet favorable sur la croissance (environ 0,5 point en 1982) mais, suite aux effets « pervers » d'une dévaluation en cours de période, le déficit de la balance commerciale s'est trouvé aggravé. Ce n'est que progressivement que les effets

(*) Professeur à l'université de Paris-X-Nanterre et directeur de l'Institut universitaire de prévision GAMA.
(**) Maître-assistant à l'université de Paris-II, chargé de recherches au GAMA.

La politique économique française, y compris les deux réajustements de la valeur du franc qu'elle a rendus nécessaires, explique donc la moitié du déficit commercial constaté en 1982.

Pour le reste, il faut tenir compte de la politique américaine qui, dans le but de freiner l'inflation, a conduit à pratiquer une politique monétaire restrictive. Il en est résulté une forte augmentation des taux d'intérêt américains qui a rendu le dollar particulièrement attractif. De 4,20 F en 1980, le dollar est monté à 5,35 F en avril 1981 ; il se situe en moyenne 6,57 F en 1982 et dépassera même les 7 F milieu 1982.

La montée du dollar a eu pour effet d'accroître de manière très importante le coût de nos approvisionne-

français en 1982, comme aussi une accélération de l'inflation en France (+ 3,5 points pour 1982) et surtout une détérioration de 57 milliards de francs du solde de la balance commerciale de notre pays en 1982.

Comme on peut le voir, la politique américaine est à elle seule responsable de la moitié du déficit commercial de la France en 1982.

Il n'en demeure pas moins que le déficit extérieur de 1982 vient sanctionner la politique retenue.

(1) Sur le modèle MOGLI, on pourra se reporter à la présentation détaillée qui en est faite dans *Prévision et analyse économique*, volume 1, 1980, n° 2-3 (Editions Economica).
(2) Pour une analyse plus détaillée, voir l'article à paraître dans *Prévision et analyse économique*, vol. 4, 1983, n° 1.

BIBLIOGRAPHIE

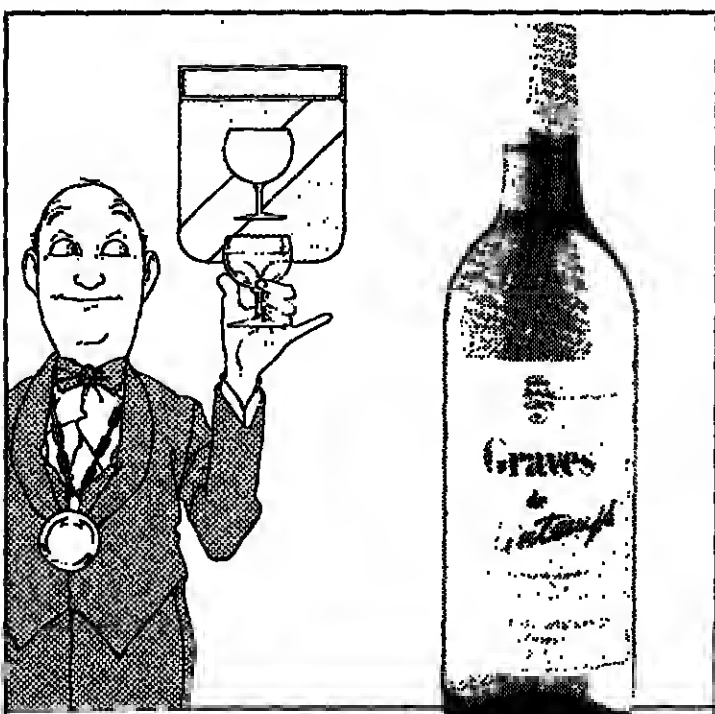
UN LIVRE PRATIQUE ET UN PLAIDOYER POUR « LES TRENTE-CINQ HEURES ET L'EMPLOI »

« La réduction du temps de travail est le principal levier dont nous disposons pour lutter contre le chômage (...), elle ne sera réussie qu'à certaines conditions : une utilisation plus efficace des équipements, la maîtrise de l'évolution des coûts salariaux ». Telle est l'opinion des auteurs d'un livre qui vient de paraître, *Les Trente-Cinq Heures et l'emploi*. La documentation française (prix : 75 F), — sans cacher que cette thèse pour le « partage du travail » va « heurter de front les égoïsmes installés ».

Cet ouvrage, rédigé par MM. Yves Barou, conseiller technique auprès du ministre de l'emploi, et Jacques Rigaudat, conseiller scientifique auprès du directeur de l'Institut de recherches économiques et sociales, est aussi un livre très pratique et didactique, qui analyse les diverses prévisions des services statistiques, les exemples étrangers et les expériences françaises, tout en retraçant l'histoire de la réduction des horaires. Au total, un livre de réflexion.

Commerce extérieur

■ M^{me} Chen Muhua, ministre chinoise du commerce extérieur et des relations économiques avec l'étranger, a quitté Pékin ce mercredi 23 mars pour Londres, première étape d'une tournée de près d'un mois en Europe occidentale. M^{me} Chen visitera successivement la Grande-Bretagne, Malte, la France, l'Autriche et la Belgique, avant de regagner Pékin le 21 avril. — (A.F.P.)



Vins de race, élégants et généreux quand ils ont quelques années : il faut aussi découvrir la finesse du bouquet des Graves dans leur premier printemps.

LES PROPRIETAIRES DES PROPRIETES
DEUXIEME CROIX ROUGE.



Vins de côtes marines, les Côtes de Blaye, sont nouveaux et agréablement désaltérants. Goûtez les Côtes de Blaye ils sont frais comme le printemps.

LES BORDEAUX DE PRINTEMPS
SECS, BLANCS, VIVANTS.

L'Amérique à l'anglaise.

Impossible de trouver moins cher.

Paris-Los Angeles et retour 5175 F sur vols réguliers.

Pour plus amples renseignements, consultez votre agent de voyages habituel, le bureau British Airways le plus proche, ou téléphonez au : (1) 778.14.14

Vente et transport via Londres soumis à des conditions particulières.

British airways

Provence-Alpes
deux mille emp
dans les trav

ARRRET DE LA C
Association co
est déclaré
de la mort d'un

REPUBLIQUE ALGERIENNE
MINISTRE
S.O.N
Direction des
VMS D'APPEL D'INTE
N° 0

LES INTERETS DE C
Le premier Avril 1983, le
Le second Avril 1983, le
Le troisième Avril 1983, le
Le quatrième Avril 1983, le
Le cinquième Avril 1983, le
Le sixième Avril 1983, le
Le septième Avril 1983, le
Le huitième Avril 1983, le
Le neuvième Avril 1983, le
Le dixième Avril 1983, le
Le onzième Avril 1983, le
Le douzième Avril 1983, le
Le treizième Avril 1983, le
Le quatorzième Avril 1983, le
Le quinzième Avril 1983, le
Le seizième Avril 1983, le
Le dix-septième Avril 1983, le
Le dix-huitième Avril 1983, le
Le dix-neufième Avril 1983, le
Le vingtième Avril 1983, le
Le vingt-et-unième Avril 1983, le
Le vingt-deuxième Avril 1983, le
Le vingt-troisième Avril 1983, le
Le vingt-quatrième Avril 1983, le
Le vingt-cinquième Avril 1983, le
Le vingt-sixième Avril 1983, le
Le vingt-septième Avril 1983, le
Le vingt-huitième Avril 1983, le
Le vingt-neufième Avril 1983, le
Le trentième Avril 1983, le
Le premier Mai 1983, le
Le second Mai 1983, le
Le troisième Mai 1983, le
Le quatrième Mai 1983, le
Le cinquième Mai 1983, le
Le sixième Mai 1983, le
Le septième Mai 1983, le
Le huitième Mai 1983, le
Le neuvième Mai 1983, le
Le dixième Mai 1983, le
Le onzième Mai 1983, le
Le douzième Mai 1983, le
Le treizième Mai 1983, le
Le quatorzième Mai 1983, le
Le quinzième Mai 1983, le
Le seizième Mai 1983, le
Le dix-septième Mai 1983, le
Le dix-huitième Mai 1983, le
Le dix-neufième Mai 1983, le
Le vingtième Mai 1983, le
Le vingt-et-unième Mai 1983, le
Le vingt-deuxième Mai 1983, le
Le vingt-troisième Mai 1983, le
Le vingt-quatrième Mai 1983, le
Le vingt-cinquième Mai 1983, le
Le vingt-sixième Mai 1983, le
Le vingt-septième Mai 1983, le
Le vingt-huitième Mai 1983, le
Le vingt-neufième Mai 1983, le
Le trentième Mai 1983, le
Le premier Juin 1983, le
Le second Juin 1983, le
Le troisième Juin 1983, le
Le quatrième Juin 1983, le
Le cinquième Juin 1983, le
Le sixième Juin 1983, le
Le septième Juin 1983, le
Le huitième Juin 1983, le
Le neuvième Juin 1983, le
Le dixième Juin 1983, le
Le onzième Juin 1983, le
Le douzième Juin 1983, le
Le treizième Juin 1983, le
Le quatorzième Juin 1983, le
Le quinzième Juin 1983, le
Le seizième Juin 1983, le
Le dix-septième Juin 1983, le
Le dix-huitième Juin 1983, le
Le dix-neufième Juin 1983, le
Le vingtième Juin 1983, le
Le vingt-et-unième Juin 1983, le
Le vingt-deuxième Juin 1983, le
Le vingt-troisième Juin 1983, le
Le vingt-quatrième Juin 1983, le
Le vingt-cinquième Juin 1983, le
Le vingt-sixième Juin 1983, le
Le vingt-septième Juin 1983, le
Le vingt-huitième Juin 1983, le
Le vingt-neufième Juin 1983, le
Le trentième Juin 1983, le
Le premier Juillet 1983, le
Le second Juillet 1983, le
Le troisième Juillet 1983, le
Le quatrième Juillet 1983, le
Le cinquième Juillet 1983, le
Le sixième Juillet 1983, le
Le septième Juillet 1983, le
Le huitième Juillet 1983, le
Le neuvième Juillet 1983, le
Le dixième Juillet 1983, le
Le onzième Juillet 1983, le
Le douzième Juillet 1983, le
Le treizième Juillet 1983, le
Le quatorzième Juillet 1983, le
Le quinzième Juillet 1983, le
Le seizième Juillet 1983, le
Le dix-septième Juillet 1983, le
Le dix-huitième Juillet 1983, le
Le dix-neufième Juillet 1983, le
Le vingtième Juillet 1983, le
Le vingt-et-unième Juillet 1983, le
Le vingt-deuxième Juillet 1983, le
Le vingt-troisième Juillet 1983, le
Le vingt-quatrième Juillet 1983, le
Le vingt-cinquième Juillet 1983, le
Le vingt-sixième Juillet 1983, le
Le vingt-septième Juillet 1983, le
Le vingt-huitième Juillet 1983, le
Le vingt-neufième Juillet 1983, le
Le trentième Juillet 1983, le
Le premier Août 1983, le
Le second Août 1983, le
Le troisième Août 1983, le
Le quatrième Août 1983, le
Le cinquième Août 1983, le
Le sixième Août 1983, le
Le septième Août 1983, le
Le huitième Août 1983, le
Le neuvième Août 1983, le
Le dixième Août 1983, le
Le onzième Août 1983, le
Le douzième Août 1983, le
Le treizième Août 1983, le
Le quatorzième Août 1983, le
Le quinzième Août 1983, le
Le seizième Août 1983, le
Le dix-septième Août 1983, le
Le dix-huitième Août 1983, le
Le dix-neufième Août 1983, le
Le vingtième Août 1983, le
Le vingt-et-unième Août 1983, le
Le vingt-deuxième Août 1983, le
Le vingt-troisième Août 1983, le
Le vingt-quatrième Août 1983, le
Le vingt-cinquième Août 1983, le
Le vingt-sixième Août 1983, le
Le vingt-septième Août 1983, le
Le vingt-huitième Août 1983, le
Le vingt-neufième Août 1983, le
Le trentième Août 1983, le
Le premier Septembre 1983, le
Le second Septembre 1983, le
Le troisième Septembre 1983, le
Le quatrième Septembre 1983, le
Le cinquième Septembre 1983, le
Le sixième Septembre 1983, le
Le septième Septembre 1983, le
Le huitième Septembre 1983, le
Le neuvième Septembre 1983, le
Le dixième Septembre 1983, le
Le onzième Septembre 1983, le
Le douzième Septembre 1983, le
Le treizième Septembre 1983, le
Le quatorzième Septembre 1983, le
Le quinzième Septembre 1983, le
Le seizième Septembre 1983, le
Le dix-septième Septembre 1983, le
Le dix-huitième Septembre 1983, le
Le dix-neufième Septembre 1983, le
Le vingtième Septembre 1983, le
Le vingt-et-unième Septembre 1983, le
Le vingt-deuxième Septembre 1983, le
Le vingt-troisième Septembre 1983, le
Le vingt-quatrième Septembre 1983, le
Le vingt-cinquième Septembre 1983, le
Le vingt-sixième Septembre 1983, le
Le vingt-septième Septembre 1983, le
Le vingt-huitième Septembre 1983, le
Le vingt-neufième Septembre 1983, le
Le trentième Septembre 1983, le
Le premier Octobre 1983, le
Le second Octobre 1983, le
Le troisième Octobre 1983, le
Le quatrième Octobre 1983, le
Le cinquième Octobre 1983, le
Le sixième Octobre 1983, le
Le septième Octobre 1983, le
Le huitième Octobre 1983, le
Le neuvième Octobre 1983, le
Le dixième Octobre 1983, le
Le onzième Octobre 1983, le
Le douzième Octobre 1983, le
Le treizième Octobre 1983, le
Le quatorzième Octobre 1983, le
Le quinzième Octobre 1983, le
Le seizième Octobre 1983, le
Le dix-septième Octobre 1983, le
Le dix-huitième Octobre 1983, le
Le dix-neufième Octobre 1983, le
Le vingtième Octobre 1983, le
Le vingt-et-unième Octobre 1983, le
Le vingt-deuxième Octobre 1983, le
Le vingt-troisième Octobre 1983, le
Le vingt-quatrième Octobre 1983, le
Le vingt-cinquième Octobre 1983, le
Le vingt-sixième Octobre 1983, le
Le vingt-septième Octobre 1983, le
Le vingt-huitième Octobre 1983, le
Le vingt-neufième Octobre 1983, le
Le trentième Octobre 1983, le
Le premier Novembre 1983, le
Le second Novembre 1983, le
Le troisième Novembre 1983, le
Le quatrième Novembre 1983, le
Le cinquième Novembre 1983, le
Le sixième Novembre 1983, le
Le septième Novembre 1983, le
Le huitième Novembre 1983, le
Le neuvième Novembre 1983, le
Le dixième Novembre 1983, le
Le onzième Novembre 1983, le
Le douzième Novembre 1983, le
Le treizième Novembre 1983, le
Le quatorzième Novembre 1983, le
Le quinzième Novembre 1983, le
Le seizième Novembre 1983, le
Le dix-septième Novembre 1983, le
Le dix-huitième Novembre 1983, le
Le dix-neufième Novembre 1983, le
Le vingtième Novembre 1983, le
Le vingt-et-unième Novembre 1983, le
Le vingt-deuxième Novembre 1983, le
Le vingt-troisième Novembre 1983, le
Le vingt-quatrième Novembre 1983, le
Le vingt-cinquième Novembre 1983, le
Le vingt-sixième Novembre 1983, le
Le vingt-septième Novembre 1983, le
Le vingt-huitième Novembre 1983, le
Le vingt-neufième Novembre 1983, le
Le trentième Novembre 1983, le
Le premier Décembre 1983, le
Le second Décembre 1983, le
Le troisième Décembre 1983, le
Le quatrième Décembre 1983, le
Le cinquième Décembre 1983, le
Le sixième Décembre 1983, le
Le septième Décembre 1983, le
Le huitième Décembre 1983, le
Le neuvième Décembre 1983, le
Le dixième Décembre 1983, le
Le onzième Décembre 1983, le
Le douzième Décembre 1983, le
Le treizième Décembre 1983, le
Le quatorzième Décembre 1983, le
Le quinzième Décembre 1983, le
Le seizième Décembre 1983, le
Le dix-septième Décembre 1983, le
Le dix-huitième Décembre 1983, le
Le dix-neufième Décembre 1983, le
Le vingtième Décembre 1983, le
Le vingt-et-unième Décembre 1983, le
Le vingt-deuxième Décembre 1983, le
Le vingt-troisième Décembre 1983, le
Le vingt-quatrième Décembre 1983, le
Le vingt-cinquième Décembre 1983, le
Le vingt-sixième Décembre 1983, le
Le vingt-septième Décembre 1983, le
Le vingt-huitième Décembre 1983, le
Le vingt-neufième Décembre 1983, le
Le trentième Décembre 1983, le

De notre correspondant

« C'est la survie même de nombreuses entreprises qui est en jeu », affirme M. Lafont, qui lance un appel aux collectivités locales désormais maîtresses de leur budget et à qui il propose un certain nombre d'activités nouvelles : « 350 000 m² de travaux, rappelle le président de la fédération régionale des travaux publics, permettent de créer ou de maintenir trois emplois : un dans les travaux publics, un chez leurs fournisseurs et le troisième en avance de la profession. »

JEAN CONTRUCCI,

De notre correspondant

de 1977, la possibilité de l'ATCCA de Saint-Jamais a été retenue et plusieurs points ont été relevés : défrayement de cartes « à la journée » de dix chasseurs non sociétaires, non accompagnés du relevé de numéro de permis de ces tireurs occasionnels (il s'agit de la catégorie des chasseurs « fautes d'imprudence » perdant de surveillance - deux gardes-chasse seulement - alors que les autres « fautes » relatives à « la présence, au contrôle et à l'information cynégétique des chasseurs étrangers », avaient dû « favoriser et permettre les fautes qui entraînent la mort du balbutard-pecheur », la Cour de cassation a établi la relation de cause à effet (les fautes d'une part, la mort du rapace de l'autre).

CLAUDE RÉGENT.

CLAUDE RÉGENT,

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

N° 04/83/DEI

Les candidats resteront engagés par leurs offres pendant une période de quatre-vingt-dix jours.

Une réunion privée organisée par le préfet de la Sarthe entre les responsables du projet à la S.N.C.F. et les représentants de la chambre d'agriculture de la D.F.S.E., de C.D.J.A. et de la SAFER, n'a pas suffi, semble-t-il, à convaincre de l'utilité générale du projet les agriculteurs, qui estiment que au-delà de Chartres, les lignes ne sont pas en-
 étude ou de mission, envoyés au nom de la S.N.C.F. pour les opérations de sondage et de levées topographiques, seront fermement invités à quitter le territoire communal...
 « Nous les mettons en garde contre toute tentative de séduction ou de division de la part de la S.N.C.F. ».
 (Corresp.)

Selon les statistiques des services de police et de gendarmerie, l'année 1982 a été marquée par une réduction du nombre et de la gravité des accidents de la circulation. Sur l'ensemble du territoire métropolitain, 30 700 accidents ont été dénombrés, et ils ont causé 12 409 morts et 21 369 blessés. Par rapport à 1981, la régression est de 3,3 % pour le nombre des accidents corporels et de 2,2 % pour celui des accidents mortels. Au total, en dix ans, les accidents corporels ont vu leur nombre se réduire de 20 % et les accidents mortels de 19,3 %.

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SOIX MOIS	
	+ base	+ base	Rep. + ou Dép.	-	Rep. + ou Dép.	-	Rep. + ou Dép.	-
S.E.-U.	7,2470	7,2500	+ 175	215	+ 345	390	+ 915	1035
S. can.	5,9180	5,9140	+ 140	195	+ 308	340	+ 745	860
Lib. (100)	2,9940	2,9955	+ 140	195	+ 308	340	+ 745	860
Fin.	2,5940	2,5945	+ 110	215	+ 308	340	+ 409	1165
Pha.	2,6770	2,6780	+ 800	225	+ 385	415	+ 1840	1100
F.A. (100)	15,1670	15,1880	- 270	10	- 230	125	- 400	370
F.A.	3,4035	3,4075	+ 245	270	+ 500	530	+ 1485	1550
Lib. (100)	10,6330	10,6340	+ 130	210	+ 285	365	+ 670	670
C. (100)	10,6330	10,6420	+ 130	210	+ 285	365	+ 950	1150

SE-UL.....	9		9	5/16	9	3/8	9	3/4	9	7/16	9	13/16	9	5/8	10
PHN.....	4	3/16	4	9/16	5	5/8	5	1/8	4	5/8	5	1/8	4	7/8	5
ZNR.....	3	3/8	4	1/16	3	5/8	4	5/8	3	7/8	5	1/4	4	7/8	4
LA (100).....	20		30		12	5/8	14	1/4	11	5/8	15		15		15
LA (500).....	20		7/8	3	1/8	13	13/16	3/16	3	13/16	4	3/16	3	13/16	4
LA (1,000).....	30		60		22	3/4	27	1/4	24	3/4	23	1/4	19	3/4	21
C.....	16	5/8	11	1/8	10	3/4	11	1/8	10	11/16	11	1/16	14	1/2	7/8
F. Group.....	12	1/2	14		12	1/2	14	1/2	13		15		18	1/2	16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

**VOUS PROPOSE
DANS SA
RUBRIQUE IMMOBILIERE
DES AFFAIRES
SELECTIONNEES PAR DES
PROFESSIONNELS**

Bénéfice et capital : le bénéfice net est passé de 588 millions de francs français en 1981 à 676 millions de francs français en 1982. Le capital émis s'est accru, passant de 20,2 millions à 20,5 millions d'actions.

par la Compagnie Les Assurances de Crédit, à Compiegne, pour le compte de la Société Inf5 Toulouse, 43, boulevard Carnot, 31000 Toulouse, dans le cadre de l'article L 124-8 du Code du travail à pris fin le 27 décembre 1982.

ATTESTATION DE GARANTIE
Internationale Constructeurs S.A.
(ICSA), 78, avenue Raymond-

Poincaré, 75116 Paris, Société Anonyme au capital de 1 260 000 F, fait connaître que la partie de son activité, consistant en transactions sur immeubles et fonds de commerces est garantie, aux termes de la loi du 2 janvier 1970

et à hauteur de 50 000 F, par la Banque d'Entreprises Financières et Industrielles (FININDUS), Société Anonyme au capital de 30 000 000 F, 69, avenue Franklin D. Roosevelt, 75008 Paris.

INFORMATIONS « SERVICES »

LA MAISON

Sur la terrasse

Prendre ses repas dehors, se délasser au soleil, cela fait partie d'une certaine qualité de vie, que l'on ait un vrai jardin ou une terrasse en ville.

Rien d'étonnant donc si le mobilier d'extérieur est un secteur économique dynamique qui mise sur l'avenir de la verdure. Dans le choix des matériaux, des tendances s'affirment : le résine de synthèse (qui n'est plus du plastique) arrive en tête des ventes pour sa résistance aux intempéries et sa facilité d'entretien. Le bois, qui perd du terrain s'il est laqué blanc, se maintient en bonne place lorsqu'il reste naturel, traité pour supporter pluie et soleil.

Pour une maison de vacances, l'idéal est de trouver des éléments polyvalents pour meubler la salle de séjour et sortir sur la terrasse. Une grande table en hêtre massif naturel a un plateau rectangulaire à lattes longitudinales (ce qui n'est pas courant) auquel on peut ajouter une allonge en demi-lune à chaque bout (Dejou, 700 F environ). Une élégante table ronde de 1,20 mètre de diamètre, à pied central, est en résine de synthèse laquée beige (Grosfillex).

Pour aménager un coin de détente « dedans-dehors », de confortables fauteuils bas, en pin naturel, ont un dossier inclinable ; ils sont garnis d'épais coussins revêtus d'un tissu de coton ne craignant pas la pluie (990 F, Fri-Form ; à Paris, boutique « Fleurs et paysage », 116, rue du Bac). En outre, une table basse, des sièges et une table basse ont un aspect très rustique ; leur piètement est fait de rondins, l'assise et le dossier sont à lattes (Minimob, le canapé deux places 715 F, le fauteuil 506 F, livrés en éléments à monter). Également en kit, des fauteuils, canapés, chaises et tables, dont la structure est en tube de plastique blanc qui s'assemblent par des coudes et des tés. Les enveloppes de coussins - à remplir

- sont en tissu synthétique (« Pipeflair », 440 F environ la chaise).

Entre le rêve d'un jardin et la réalité de la vie citadine, la terrasse - ou la balcon - procure des similitudes de plein air. L'illusion d'un gazon est donnée par une nouvelle moquette d'extérieur : en aiguilleté 50 % polypropylène, elle résiste au soleil et à la pluie (« Balagoff », Batadi-Dalami, 72 F environ le mètre carré). Le mobilier d'une terrasse en ville, où l'espace est limité, sera choisi de forme compacte ; il sera pliant pour un rangement hivernal en cave.

Pour dîner dehors, des tables rectangulaires ont leurs pieds rabattables. L'une d'elles, mesurant 128 x 68 cm, est en résine de synthèse laquée blanc (« Courcheval », Tricofort). Une autre a un plateau de forme torsadée et un piètement en X réglable en position haute ou basse ; elle en bois laqué blanc ou revêtu d'un vernis marin brun foncé (« Floride », Clairflex). La plus petite, 100 x 70 cm, elle est en bois laqué blanc (Dejou).

Le coin de repos d'une terrasse peut être aménagé avec des fauteuils en résine moulée blanche, à haut dossier inclinable sur quatre positions (« Alcazar », Alibert) et une table basse assortie dont l'un des côtés est un profond bac où l'on peut mettre glacons et bouteilles.

JANY AUJAME.

La plupart de ces meubles sont vendus dans les grands magasins et les jardinerie. Pour ceux qui suivent, les points de vente sont indiqués sur demande : « Minimob », groupe C.I.C. Design, B.P. 51, 93162 Noisy-le-Grand Cedex. Tél. : 304-96-94. « Pipeflair », 11, rue de Provence, 75009 Paris. Tél. : 246-21-48.

PARIS EN VISITES

VENDREDI 25 MARS

- « L'Égypte ancienne », 15 heures, Louvre, porte Champanillon (Approche de l'art).
- « Hôtel Lauzun », 15 heures, 17, quai d'Anjou, M^e Canus.
- « Le Palais de justice », 15 heures, métro Cité, M. Czary.
- « La Conciergerie », 14 h 30, 1, quai de l'Horloge, M^e Imbert (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
- « Hôtel d'Anjou », 15 heures, métro Pont-Marie (Les Filiales).
- « Le journal Poilâne », 15 heures, 2, rue du Cherche-Midi, M^e Hager.

STAGES

STAGES POUR ANIMATEURS. - La Fédération des centres de vacances familiaux organise, durant les vacances de Pâques, des stages de formation et perfectionnement pour animateurs en Ile-de-France, Bretagne, Lorraine, Rhône-Alpes.

* F.C.V.F., 3, rue des Deux-Boules, 75001 Paris, tél. : 233-05-17.

« Sept des plus vieilles maisons de Paris », 14 h 30, 2, rue des Archives (Paris autrefois).

« Jardins et cours de Saint-Victor », 14 h 30, métro Jussieu (Paris pittoresque et insolite).

« Le Marais, place des Vosges », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Hôtels, église de l'Île Saint-Louis », 14 h 30, 12, boulevard Henri-IV (Le Vieux Paris).

« La Conscience », 15 heures, 18 heures, 2, place Jussieu, salle 513 : « Le mouvement des non-alignés et l'afro-asiatisme » (U.E.R. d'ethnologie Paris-7).

14 h 30 et 16 h 45, Musée des arts décoratifs, R. Percheron : « Pékin, la cité pourpre interdite » et les Mandchous » (projections).

19 h 30, 1, rue Victor-Cousin, Bachelard, H. Jacomet : « Rencontre des civilisations et des cultures » (Université populaire de Paris).

20 h 15, 11 bis, rue Keppler : « L'aventure humaine après la mort » (Loge ville des théosophes).

TIRAGES DIAPOS

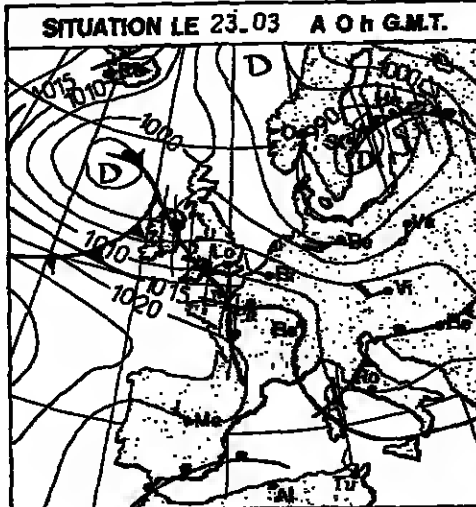
EN 13x18 OU 18x24 - RECADRAGE - CORRECTIONS

ETRAVE 38, av. Daumesnil Paris 12^e - 347.21.32



Issus d'un terroir original, il faut découvrir les Graves de Vayres dès leur sortie de cave, avant que les amateurs du monde entier ne nous enlèvent ces vins délicats qui fleurissent si bon le printemps.

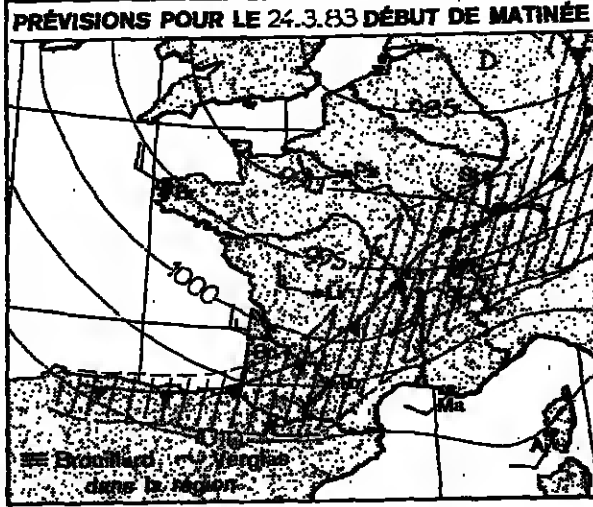
MÉTÉOROLOGIE



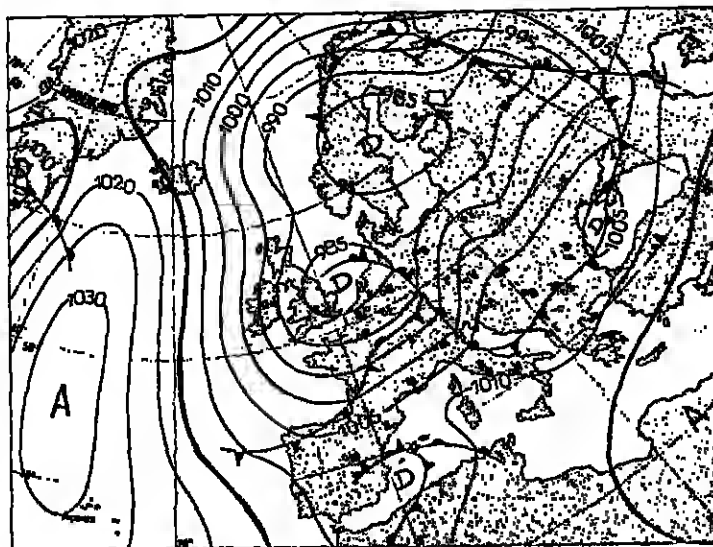
Évolution probable du temps en France entre le mercredi 23 mars à 0 heure et le jeudi 24 mars à minuit.

Jeu : Le matin le ciel sera couvert sur l'Aquitaine, les Pyrénées jusqu'au Massif Central, au Jura et aux Alpes du Nord avec des pluies localement abondantes et des chutes de neige à partir de 1 500 mètres d'altitude. Il deviendra plus variable l'après-midi avec des averse de neige. Sur le pourtour méditerranéen et la Corse le temps sera nuageux le matin, il se couvrira l'après-midi sur les Alpes du Sud, la Côte d'Azur et la Corse avec des pluies et des orages le soir. Tandis que le ciel se dégagera sur le Languedoc-Roussillon et les Bouches-de-Rhône où le mistral et le tramontane se lèveront. Sur tout le reste du pays le temps sera variable dès le matin avec alternance d'éclaircies et de passages nuageux, qui donneront des averse fréquentes surtout de la Bretagne au Nord. Les averse se produiront sous forme de giboulées, de grêle dans le Nord, de neige sur les reliefs à partir de 300 à 500 mètres d'altitude dans le Nord-Est, 800 à 1 000 mètres sur les autres massifs. Les vents d'ouest souffleront par rafales et tourneront au nord-ouest l'après-midi. Les températures seront de l'ordre de 4 à 6 degrés le matin sur la moitié nord-ouest du pays, 8 à 11 degrés ailleurs.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 23 mars à 7 heures, de 1 011,1 millibars, soit 753,4 millibars de mercure.



PRÉVISIONS POUR LE 24 MARS A 0 HEURE (G.M.T.)



Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 23 mars ; le second le minimum de la nuit du 21 mars au 23 mars) : Ajaccio, 16 et 10 degrés ; Biarritz, 12 et 8 ; Bordeaux, 13 et 5 ; Bourges, 11 et 6 ; Brast, 10 et 9 ; Caen, 10 et 6 ; Cler-

bourg, 8 et 6 ; Clermont-Ferrand, 12 et 6 ; Dijon, 9 et 5 ; Grenoble, 11 et 3 ; Lille, 9 et 3 ; Lyon, 12 et 5 ; Marseille, 17 et 9 ; Nancy, 8 et 4 ; Nantes, 12 et 8 ; Nice-Côte d'Azur, 16 et 9 ; Paris-Le Bourget, 10 et 3 ; Pau, 13 et 7 ; Perpignan, 18 et 10 ; Rennes, 12 et 8 ; Strasbourg, 9 et 3 ; Tours, 10 et 7 ; Toulouse, 13 et 7 ; Pointe-à-Pitre, 30 et 26.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 22 et 14 degrés ; Amsterdam, 7 et 3 ; Athènes, 19 et 10 ; Berlin, 6 et 1 ; Bonn, 9 et 0 ; Bruxelles, 8 et 4 ; Casablanca, 21 et 16 ; Copenhague, 5 et 0 ; Dakar, 27 et 21 ; Djibouti, 22 et 14 ; Genève, 9 et 4 ; Jérusalem, 10 et 7 ; Lisbonne, 21 et 11 ; Londres, 10 et 2 ; Luxembourg, 5 et 3 ; Madrid, 24 et 7 ; Moscou, 1 et 0 ; Nairobi, 20 et 14 ; New-York, 5 et 2 ; Palma-de-Majorque, 20 et 8 ; Rome, 17 et 12 ; Stockholm, 3 et -1 ; Téhéran, 28 et 17 ; Tunis, 24 et 10.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 23 mars :

DES DÉCRETS

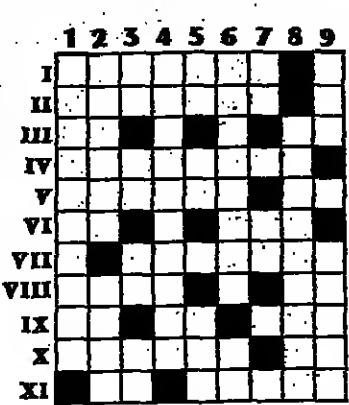
● Relatif à diverses modalités d'application du régime de travail à temps partiel des agents départementaux ;

● Conférant les rang et prérogatives de général de division, de général de brigade, portant promotions, nominations, affectations et admissions par anticipation dans les cadres d'officiers généraux (active et réserve) ;

● Fixant la date et les conditions dans lesquelles sera exécuté le

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3412



HORIZONTALEMENT

I. Quatre-vingt-dix pour sang va-
lon. - II. Les riches peillettes du
pauvre paillasse. - III. Note. Si l'un
va souvent au tapis, l'autre y est ra-
rement envoyé. - IV. Furent arrêtés
sous le règne de Soliman. - V. Son
rôle est d'assurer les bons offices. La
gauche pour Chirac et le centre pour
Marchais. - VI. Personnel. Rebut
des fonds et des bas-fonds. - VII. Qui
seraient sans doute sensibles à des
mesures plus généreuses. - VIII. Fait
l'objet d'un dossier quand il est classé.
Troqua son péplum contre une robe à
queue. - IX. Dieu jaune. Pratiques. L'Al-
bigeois pour l'Armagnac. - X. On les
traite à la Salpêtrière. Note. - XI. Par-
ticipé passé. Des innocents la pre-
nient à la gorge.

VERTICALEMENT

1. Petit bout d'homme uni à un
petit bout de femme. - 2. Élément
avancé d'une unité de marche. Nom
poétique d'une géométrie euclé-
dienne. - 3. Négation. A la fois à
l'est et à l'ouest. Copulative. Per-
sonnel. - 4. Chef d'entreprise n'em-
ployant que des ouvriers. - 5. Né-
gation. Note. Place de l'étoile. -
6. Choisis à caractère international.
Personnel. - 7. Forme d'avoir pour
celui qui n'a plus. La suite d'Elis-
beth d'Angleterre. - 8. Pratique spi-
rituelle, mais pas spécialement
drôle. - 9. Unité d'avancement ou
agent négatif. Spectacle qui rassem-
blait un monde fou.

SOLUTION DU N° 3411

Horizontalement

I. Fortune. - II. Omer. Céd. -
III. Oblitérer. - IV. Tribunal. -
V. Bégue. Sis. - VI. Rnée. -
VII. Lien. Truc. - VIII. Pl. Su. -
IX. Osciller. - X. Bielles. - XI. Lé-
sée. Dos.

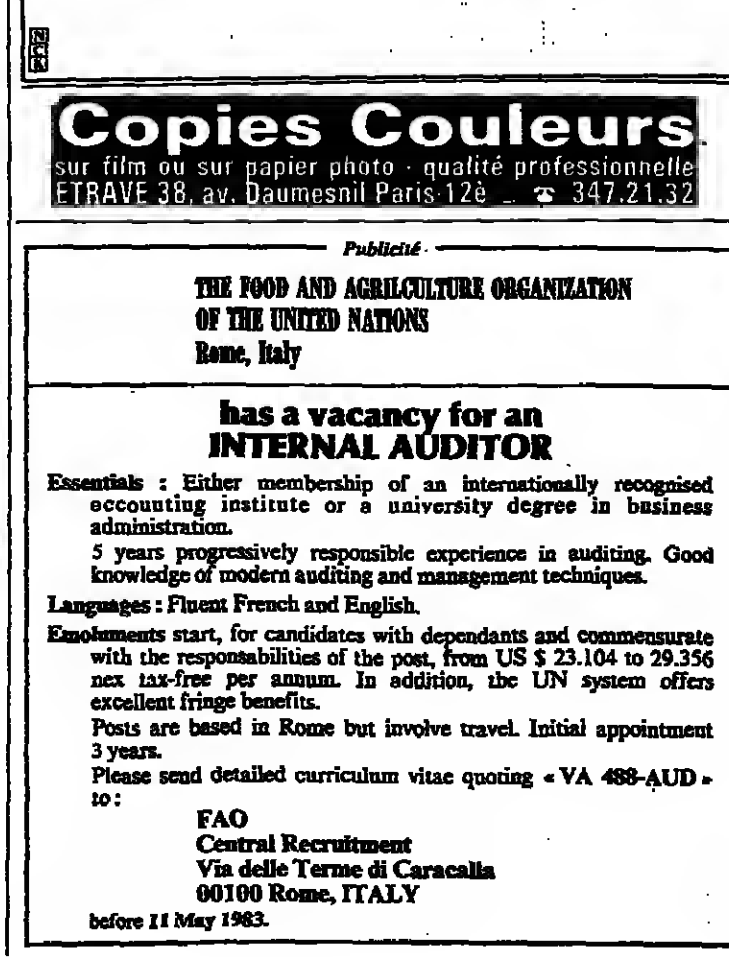
Verticalement

1. Football. BL. - 2. Ombre. Oie.
- 3. Religieuses. - 4. Tribu. Clé.
- 5. Tuer. Pile. - 6. En. Utile. -
7. Escraser. L.S.D. - 8. Relieuse. -
9. Tir. Curs.

GUY BROUTY.



Secs et aromatiques, il n'est peut-être pas de vin qui accompagne mieux les huîtres, le proverbe ne dit-il pas : entre deux huîtres, entre deux mers ?



Copies Couleurs
sur film ou sur papier photo - qualité professionnelle
ETRAVE 38, av. Daumesnil Paris 12^e - 347.21.32

Publicité :
THE FOOD AND AGRICULTURE ORGANIZATION OF THE UNITED NATIONS
Rome, Italy

has a vacancy for an INTERNAL AUDITOR

Essentials : Either membership of an internationally recognised accounting institute or a university degree in business administration.
5 years progressively responsible experience in auditing. Good knowledge of modern auditing and management techniques.
Languages : Fluent French and English.

Emplacements start, for candidates with dependants and commensurate with the responsibilities of the post, from US \$ 23.104 to 29.356 net tax-free per annum. In addition, the UN system offers excellent fringe benefits.
Posts are based in Rome but involve travel. Initial appointment 3 years.
Please send detailed curriculum vitae quoting « VA 488-AUD » to :
FAO
Central Recruitment
Via delle Terme di Caracalla
00100 Rome, ITALY
before 11 May 1983.



Provenant de l'ensemble du vignoble bordelais, les Bordeaux possèdent l'équilibre et l'harmonie qu'on aime retrouver jour après jour. Les Bordeaux : une bonne habitude à prendre avec ce printemps.

MARCHÉ

PARIS

Netto repris

Le marché des valeurs a repris son essor après une semaine de calme. Les actions ont progressé, notamment celles des sociétés de distribution et de consommation. Les obligations ont également été demandées, en particulier celles à court et moyen terme. Le marché des changes a été marqué par une certaine stabilité, avec une légère appréciation de la monnaie française par rapport au dollar. Les métaux précieux ont continué leur progression, soutenus par les tensions géopolitiques. Les produits agricoles ont été moins actifs, avec quelques variations de prix liées aux récoltes et aux exportations.

LA

Le marché des valeurs a repris son essor après une semaine de calme. Les actions ont progressé, notamment celles des sociétés de distribution et de consommation. Les obligations ont également été demandées, en particulier celles à court et moyen terme. Le marché des changes a été marqué par une certaine stabilité, avec une légère appréciation de la monnaie française par rapport au dollar. Les métaux précieux ont continué leur progression, soutenus par les tensions géopolitiques. Les produits agricoles ont été moins actifs, avec quelques variations de prix liées aux récoltes et aux exportations.

INDICES QUOTIDIENS

INDICE DES AGENTS DU MARCHÉ

INDICE DES AGENTS DU MARCHÉ

INDICE DES AGENTS DU MARCHÉ

INDICE DES AGENTS DU MARCHÉ

INDICE DES AGENTS DU MARCHÉ

INDICE DES AGENTS DU MARCHÉ

INDICE DES AGENTS DU MARCHÉ

INDICE DES AGENTS DU MARCHÉ

INDICE DES AGENTS DU MARCHÉ

INDICE DES AGENTS DU MARCHÉ

INDICE DES AGENTS DU MARCHÉ

INDICE DES AGENTS DU MARCHÉ

INDICE DES AGENTS DU MARCHÉ

INDICE DES AGENTS DU MARCHÉ

INDICE DES AGENTS DU MARCHÉ

INDICE DES AGENTS DU MARCHÉ

INDICE DES AGENTS DU MARCHÉ

INDICE DES AGENTS DU MARCHÉ

INDICE DES AGENTS DU MARCHÉ

INDICE DES AGENTS DU MARCHÉ

INDICE DES AGENTS DU MARCHÉ

INDICE DES AGENTS DU MARCHÉ

INDICE DES AGENTS DU MARCHÉ

INDICE DES AGENTS DU MARCHÉ

INDICE DES AGENTS DU MARCHÉ

INDICE DES AGENTS DU MARCHÉ

INDICE DES AGENTS DU MARCHÉ

INDICE DES AGENTS DU MARCHÉ

INDICE DES AGENTS DU MARCHÉ

INDICE DES AGENTS DU MARCHÉ

INDICE DES AGENTS DU MARCHÉ

INDICE DES AGENTS DU MARCHÉ

INDICE DES AGENTS DU MARCHÉ

INDICE DES AGENTS DU MARCHÉ

INDICE DES AGENTS DU MARCHÉ

INDICE DES AGENTS DU MARCHÉ

INDICE DES AGENTS DU MARCHÉ

INDICE DES AGENTS DU MARCHÉ

INDICE DES AGENTS DU MARCHÉ

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. NON-VIOLENCE : « Des Gandhi par millions ? », par Christian Melkon ; « Les croque-paix », par Alphonse Royen ; « Un incompris ? », par Jacques Samel ; « Criminelle guerre », par Jean Toulat.

ÉTRANGER

3. AFRIQUE
 - MAURICE : crise au sein de la coalition de gauche.
- 3-4. ASIE
 - Les discussions entre le C.E.E. et l'ASEAN.
4. AMÉRIQUES
 - GUATEMALA : levée de l'état de siège.
- 4-5. EUROPE
 - R.F.A. : pas de changements significatifs dans le nouveau gouvernement de M. Kohl.
5. DIPLOMATIE
 - Les conclusions du conseil européen de Bruxelles.
6. PROCHE-ORIENT
 - ISRAËL : M. Begin entend rester au pouvoir après la défaite de son candidat à la présidence.

POLITIQUE

7 à 11. LE REMANIEMENT MINISTÉRIEL.

SOCIÉTÉ

13. ÉDUCATION.
- 14-15. DÉFENSE : les objections de conscience relancent le débat pour un nouveau statut.
16. COMMUNICATION.

LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

- 17 à 19. CINÉMA : Gandhi, l'histoire commentée ; La bonne conscience de l'Inde ; Entrevue avec l'acteur Ben Kingsley ; Pauline à la plage ; dialogue entre Eric Rohmer et ses comédiens.
20. THÉÂTRE : programmes des Festivals d'Avignon et de Nancy.
21. Une sélection.
22. Programmes expositions.
- 23 à 25. Programmes spectacles.

SUPPLÉMENT GRANDES ÉCOLES ET UNIVERSITÉS

- SALON DU PREMIER EMPLOI DES JEUNES DIPLOMÉS
- 28. Des missions nouvelles pour les formations supérieures : Pour les entreprises ; une concurrence sévère.
- 30. Stratégies pour la recherche.
- 31. Moi, Marianne, ingénieur et néanmoins chère à l'université.
- 32. 70 % des jeunes cadres ont trouvé un emploi en moins de trois mois.
- 33. La rumeur des associations d'anciens : la force du dîn.
- 34-35. LIBRES OPINIONS : « Quels ingénieurs pour demain ? », par Michel Pernu ; « Des caches pour notre appareil industriel », par Pierre Jarlegon ; « Éviter les combats d'arrière-garde », par Daniel Benoit et Jean-Louis Flahaut.
- 38. La population active augmente plus vite que les emplois.

ÉCONOMIE

39. ÉTRANGER : en Turquie, le gouvernement place sous surveillance trois banques privées.
- 39-40. CONJONCTURE : les conséquences du réajustement monétaire.
- POINT DE VUE : « Pourquoi le déficit commercial record de 1982 ? », par Raymond Courbis et André Keller.
41. RÉGIONS : Provence-Alpes-Côte d'Azur : 2 000 emplois menacés dans les travaux publics.

RADIO-TELEVISION (16) INFORMATIONS « SERVICES » (42)

La maison : « Journal-officiel » ; Météorologie ; Mots croisés.

Ammonces classées (26 à 28) ; Carnet (15) ; Programmes des spectacles (23 à 25) ; Marchés financiers (43).

MARIUS ET JANETTE
TOUS LES FRUITS DE MER
Chapons - Bouillabaisse - Bourride
Loup grillé au fenouil et toutes les spécialités provençales.
Déjeuners servis jusqu'à 14 h 30, et dîners jusqu'à 23 h.
Fermé le samedi et le dimanche
4, av. George-V - 723-41-88 et 723-84-36

A B C D E F G

L'emploi et les salaires au centre de plusieurs conflits

Les problèmes de l'emploi et des salaires sont à l'origine de plusieurs conflits :

● L'opération Thionville, ville morte, organisée le 22 mars par l'intersyndicale C.G.T.-C.F.D.T.-C.F.T.C., s'est achevée en fin d'après-midi. Les ouvriers des laminoirs à froid de Thionville, qui étaient environ quatre cents à manifester, ont entamé leur journée d'action en vidant des copeaux de feu. Il y a eu un incident. Les salariés ont voulu ainsi sensibiliser l'opinion à la survie de leur usine qui est sous administration judiciaire depuis le 18 janvier en raison de la chute de son volume d'activité.

● Occupation des locaux de la S.A.C.I. à Lingolsheim (Bas-Rhin). Depuis le 21 mars, les locaux de la Société alsacienne de construction immobilière, la S.A.C.I. (cent employés), sont occupés, à Lingolsheim, dans la banlieue strasbourgeoise, par une quarantaine d'employés. Licenciés il y a environ un mois, les ouvriers demandent l'ouverture de négociations au sujet

de leur licenciement. L'entreprise est en règlement judiciaire.

● Poursuite de l'occupation de l'entreprise Francipont, à Saint-Gratien (Val-d'Oise). Le tribunal des référés de Pontoise n'a pas ordonné, le 22 mars, l'évacuation de l'entreprise Francipont, appartenant au bijoutier Cartier, occupée depuis fin janvier, malgré la demande de la direction. Le tribunal a cependant décidé que si les salariés peuvent poursuivre leur occupation, ils doivent en garantir le libre accès. Il a également nommé un médiateur. Dernière entreprise française à fabriquer les « must » de Cartier, principalement des briquets et des stylos, la société a déposé son bilan en janvier et les deux cent trente salariés ont été licenciés. Un plan de reprise par la société Ultramar, filiale suisse du groupe Cartier, a été accepté par le syndicat. Mais seuls quatre-vingt-huit salariés seraient réembauchés. Les salariés rejettent cette solution.

● Grève dans une entreprise de transports de Mulhouse. A l'entreprise de transports en commun Kunegel, à Mulhouse (Haut-Rhin), environ la moitié des quatre-vingt-cinq salariés ont entamé, le 22 mars, une grève à durée indéterminée, à l'appel de la C.F.D.T., pour obtenir des augmentations salariales, le treizième mois et des primes d'ancienneté.

Sur les marchés des changes

● GRANDE FERMETÉ DU DOLLAR (7,25 F)

● FAIBLESSE DU MARK

L'événement du jour sur les marchés des changes, mercredi 23 mars 1983, a été la grande fermeté du dollar, dont le cours est passé de 2,40 DM à 2,42 DM sur la place de Francfort et de 7,21 F à plus de 7,25 F sur celle de Paris.

A l'origine de cette fermeté, on trouve la hausse des taux d'intérêt aux Etats-Unis, où les autorités monétaires durcissent leur politique pour lutter contre le gonflement trop rapide de la masse monétaire, et les rachats effectués par les spéculateurs sur les dollars qu'ils avaient vendus ces dernières semaines pour acheter du mark, en prévision de sa réévaluation au sein du S.M.E.

En conséquence, le mark se montre faible, ce qui oblige la Banque de France à le soutenir pour lui éviter de crever son précieux cours-plancheur de 2,9985 F à Paris : elle doit donc acheter de la monnaie allemande, ce qui aide à reconstruire ses réserves. Par ailleurs, le franc, qui avait baissé, mardi soir à New-York, sur l'annonce de l'annulation de M. Maaury comme premier ministre, a remonte lorsque fut connue l'extension des compétences de M. Delors.

C.C.A.
CHAMPAGNES
CHOCOLATS
VINS/ALCOOLS

Tarif C.C.A. : hausse du 1er tiers, non appliquée. N'oubliez pas la vignette du 1er avril.

AVANT HAUSSE

HEIDSIECK MONOPOL	69,80 F
MARGAUX AMAURY	32,80 F
DE L'AST promotion	95 F
« MENNESSY VSOP »	88,50 F
« POIRE WILLIAM »	57,50 F
« WHISKY J & B »	57,80 F
« WHISKY AMAURY 12 ans »	57,80 F

Magasin principal : 103 rue de Turénne Paris 75003
Tél. : 887.55.67
Magasins distribution :
Forum des Halles - 6^e - 10^e - 15^e
C. Commercial 4^e temps - Versailles
Bistrot à vins, 65 bis rue Lafayette.

Le numéro du « Monde » daté 23 mars 1983 a été tiré à 526 677 exemplaires

Pour tout savoir sur

L'ORDINATEUR A L'ÉCOLE

avec

L'ORDINATEUR A L'ÉCOLE

25 FF chez votre marchand de journaux.

VENEZ LÉZARDER AU SOLEIL DE STROPEZ

AU BYBLOS

PHONE : (94) 97.00.04 / TELEX : 470.235

LE SALON DU PREMIER EMPLOI DES JEUNES DIPLOMÉS Il faudrait doubler l'effort financier de formation dans plusieurs secteurs industriels

M. Gabriel Mignot, délégué à l'emploi, a inauguré, mardi 22 mars à P.L.M. Saint-Jacques à Paris, le Salon du premier emploi des jeunes diplômés, première manifestation du genre organisée à l'initiative d'Havas-Contact, en collaboration avec la Confédération des bureaux d'élèves des grandes écoles et, pour l'animation des débats, avec des journalistes du Monde et du Monde de l'éducation (1).

Quelque trente entreprises, parmi les plus importantes du pays, sont présentes à ce salon placé sous le patronage de M. Jean Le Garrec, ministre délégué auprès du premier ministre, et divers débats ont lieu jusqu'au vendredi 25 mars. Le premier de ces débats, animé par notre confrère Charles Vial, journaliste à la rubrique éducation du Monde, s'est déroulé mardi en présence de M. Jean-Marie Dupont, directeur adjoint du journal, sur le thème : « Des jeunes diplômés pour quoi faire ? »

Dans son intervention, M. Mignot s'est félicité d'une telle rencontre entre la Confédération des bureaux d'élèves - qui représente les cent trente premières grandes écoles d'ingénieurs de commerce et de gestion de France - les formateurs de haut niveau et les entreprises. Il a rappelé que le taux de chômage des jeunes en quête d'emploi est en fonction inverse de leur niveau de formation. Sur deux millions de chômeurs, un seul sur deux a moins de vingt-six ans et sur huit cent mille jeunes arrivant chaque année sur le marché du travail au cours du IX^e Plan, trois cent mille n'ont aucune qualification. Pour les autres, le diplôme d'une grande école constitue la meilleure assurance-insertion. « Mais si l'on veut rénover réellement l'appareil productif a déclaré M. Mignot, il reste à fournir dans tous les secteurs un immense effort d'adaptation entre l'emploi et les besoins de formation ».

Quelques chiffres illustrent ce propos : le plan de trois ans relatif à la filière électronique prévoit, de 1983 à 1986, la formation impérative de mille cent ingénieurs, trois mille techniciens supérieurs, qua-

rante mille techniciens, et l'on estime à six cent mille le nombre de postes de travail qui devront être créés pour répondre à ces besoins. Le doublement global de l'effort de formation actuellement consenti par les secteurs de la mécanique, du textile, du plastique, effort qui devrait passer de 1,26 % de la masse salariale à 2,5 % en moyenne. Enfin, l'introduction des nouvelles techniques dans le bâtiment et les travaux publics suppose de « requalifier » quarante mille salariés dans ce secteur particulier, qui n'en forme actuellement que cinq mille par an.

Dans cette perspective, la prise en compte de l'innovation, dépendant dans une large mesure de l'effort des entreprises pour s'ouvrir aux jeunes actifs, accroître les effectifs hautement qualifiés, réorganiser les méthodes de production et de fonctionnement. A cet égard, le mécanisme des contrats de solidarité a largement contribué, selon l'orateur, au « réajustement des entreprises ».

Au cours du débat, MM. Guy Lebas et L'Éclair, Avignon, représentant la Confédération des bureaux d'élèves, ont souligné les pesanteurs du système éducatif, le manque d'informations des étudiants quant aux possibilités de carrières qui leur sont offertes, la difficulté de choix d'une filière. D'autres intervenants ont également évoqué les difficultés de recrutement, l'anachronisme de certains diplômes et surtout les carences de la formation professionnelle. « Hélas », a dit M. Mignot, beaucoup d'entreprises n'acceptent pas la symbiose avec les organismes de formation qu'a l'état, qui a consacré pour sa part 10 milliards de francs à la formation professionnelle continue en 1982, soit 43 % de plus qu'en 1981 - supporte seul le coût de l'opération ».

Tout cela ne suppose-t-il pas un choix de société ? « Si l'on applique à tout le système productif la « ratio » I.B.M., a répondu M. Mignot, autrement dit les 10 % de la masse salariale consacrée à la formation, il n'y aurait plus de chômeurs en France ».

Un étudiant a eu le mot de la fin : « Si ce Salon existe, c'est bien parce qu'il y a un double besoin, en amont et en aval. » - J.B.

(Lire notre supplément pages 29 à 38.)

TISSUS "COUTURE"

avec

RODIN

38, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

3 léopards, 4 côtes, 1 cœur...

(A SUIVRE)

Au Maroc L'AIDE DE CAMP DU GÉNÉRAL DILMI A ÉTÉ ARRÊTÉE À RABAT

Selon des informations de très bonne source à Paris, le commandant Majorob Tobji, aide de camp du général Ahmed Dilmi, a été arrêté au début de la semaine dernière à Rabat, et depuis sa famille est sous nouvelles du disparu. Sa femme et son père, ancien sous-officier l'armée française, ont été invités à déménager du domicile de fonction auquel avait droit l'officier marocain.

Directeur du cabinet des aides de camp du souverain, directeur général des études et de la documentation (contre-espionnage) et commandant de la zone militaire sud de Maroc, le général Ahmed Dilmi a trouvé la mort le 25 janvier sur la route de Marrakech, après un entretien avec Hassan II, dans des conditions mystérieuses et, à ce jour, mal élucidées malgré la thèse officielle d'un accident de voiture (Le Monde des 2 et 24 février).

Le commandant Majorob Tobji avait participé à la campagne de l'armée régulière au Sahara, contre les forces du Polisario, et il était, depuis deux ans environ, l'aide de camp du général Dilmi. Il avait accompagné l'officier général marocain lors d'un bref séjour, inconnu, à Paris du général Dilmi quinze jours avant sa mort.

Dans les cabines téléphoniques à Paris 50 CENTIMES TOUTES LES TROIS MINUTES

Les appels téléphoniques à destination de Paris à partir des cabines téléphoniques de la capitale seront désormais taxés « à la durée ». A partir du 24 mars, l'appel devra payer 50 centimes toutes les trois minutes le jour (entre 8 heures et 19 h 30) et toutes les six minutes la nuit (entre 19 h 30 et 8 heures) et le week-end (à partir du samedi 14 heures). Cette mesure décidée à la fin novembre dernier, a pour objectif de limiter les files d'attente des usagers devant les 7 000 cabines parisiennes. Elle correspond à une revendication déjà ancienne de l'APUT, association des usagers.

Elle constitue aussi un moyen de relever les tarifs des cabines, qui du fait du vandalisme, sont devenues coûteuses pour l'administration. Les usagers des cabines paieront en quelque sorte pour les casseurs.

Cette mesure devrait être étendue à la région parisienne puis à toute la France au fur et à mesure des modifications techniques des centraux téléphoniques.

LE NOUVEAU CABINET DE BONNE poursuite de l'austérité

Reagan relance pour une nouvelle

dissuasion en question

Le nouveau cabinet de Reagan relance pour une nouvelle

dissuasion en question

Le nouveau cabinet de Reagan relance pour une nouvelle

dissuasion en question

Le nouveau cabinet de Reagan relance pour une nouvelle

dissuasion en question

Le nouveau cabinet de Reagan relance pour une nouvelle

dissuasion en question

Le nouveau cabinet de Reagan relance pour une nouvelle

dissuasion en question

Le nouveau cabinet de Reagan relance pour une nouvelle

dissuasion en question